

**RECENSEMENT FÉDÉRAL DE LA POPULATION 2000**  
**EIDGENÖSSISCHE VOLKSZÄHLUNG 2000**

L'INTÉGRATION DES POPULATIONS ISSUES DE  
L'IMMIGRATION EN SUISSE: PERSONNES  
NATURALISÉES ET DEUXIÈME GÉNÉRATION

---

DIE INTEGRATION DER AUSLÄNDISCHEN  
ZWEITEN GENERATION UND DER  
EINGEBÜRGERTEN IN DER SCHWEIZ

---



Office fédéral de la statistique  
Bundesamt für Statistik  
Ufficio federale di statistica  
Uffizi federal da statistica  
Swiss Federal Statistical Office

Neuchâtel, avril / April 2005

## IMPRESSUM

---

<b>Editeur / Herausgeber:</b>	Office fédéral de la statistique (OFS) Bundesamt für Statistik (BFS)
<b>Auteurs / Autoren:</b>	Rosita Fibbi, Mathias Lerch, Philippe Wanner (Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population, Neuchâtel), Eva Mey, Miriam Rorato Peter Voll (Hochschule für Soziale Arbeit Luzern)
<b>Direction du projet / Projektleitung:</b>	Werner Haug, direction du programme d'analyses / Leitung des Analyseprogramms Marie-Cécile Monin, coordination du programme d'analyses / Koordination des Analyseprogramms
<b>Renseignements / Auskunft:</b>	Centrale d'information du recensement de la population / Auskunftszentrale für die Volkszählung T +41 (0)32 713 61 11 F +41 (0)32 713 67 52 e-mail: info.census@bfs.admin.ch www.recensement.ch www.volkszaehlung.ch
<b>Maquette, mise en page / Gestaltung, Layout:</b>	Rouge de Mars, Neuchâtel
<b>Diffusion / Vertrieb:</b>	Office fédéral de la statistique / Bundesamt für Statistik CH- 2010 Neuchâtel T +41 (0)32 713 60 60
<b>N° de commande / Bestellnummer:</b>	001-0050
<b>Prix / Preis:</b>	Fr. 20.– (TVA excl. / exkl. MwSt)
<b>Série / Reihe:</b>	Statistique de la Suisse / Statistik der Schweiz
<b>Domaine / Fachbereich:</b>	1 Population / 1 Bevölkerung
<b>Copyright:</b>	OFS, Neuchâtel, avril 2005 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée. BFS, Neuchâtel, April 2005 Abdruck – ausser für kommerzielle Zwecke – unter Angabe der Quelle gestattet
<b>ISBN:</b>	3-303-01194-X

# TABLE DES MATIERES

## INHALTSVERZEICHNIS

<b>Avant-propos</b>	<b>5</b>
<b>Vorwort</b>	<b>7</b>
<b>I Processus de naturalisation et caractéristiques socio-économiques des jeunes issus de la migration</b>	<b>9</b>
<b>Introduction</b>	<b>11</b>
<b>1 Caractéristiques individuelles des naturalisés et des non-naturalisés</b>	<b>17</b>
1.1 Caractéristiques à la naissance	17
1.1.1 Origine	17
1.1.2 Genre	18
1.1.3 Lieu de naissance	18
1.1.4 Âge à la naturalisation	20
1.2 Caractéristiques acquises au cours de la vie	22
1.2.1 Niveau scolaire	22
1.2.2 Langue principale	23
1.2.3 Activité économique	25
1.2.4 Chômage	27
1.2.5 Statut socio-professionnel	28
<b>2 Conditions de vie des naturalisés et des non-naturalisés</b>	<b>31</b>
2.1 Ménages	31
2.2 Conjoints	34
2.3 Contexte de vie	36
<b>3 Facteurs expliquant les comportements liés à la naturalisation</b>	<b>39</b>
3.1 Facteurs expliquant l'absence de formation post-obligatoire	39
3.2 Facteurs expliquant la probabilité d'être économiquement actif	43
3.3 Facteurs expliquant la probabilité d'être au chômage	46
<b>4 Facteurs expliquant la probabilité d'être naturalisé</b>	<b>51</b>
<b>5 Conclusions</b>	<b>55</b>
<b>Références</b>	<b>57</b>
<b>Index des figures</b>	<b>59</b>

<b>II</b>	<b>Die soziale Stellung der zweiten Generation. Analysen zur schulischen und beruflichen Integration der zweiten Ausländergeneration</b>	<b>61</b>
<hr/>		
	<b>Einleitung</b>	<b>63</b>
<hr/>		
<b>1</b>	<b>Theoretischer Rahmen</b>	<b>65</b>
1.1	Mechanismen der sozialen Positionierung von Personen ausländischer Herkunft	65
1.2	Fragen der Untersuchung	68
1.3	Definition der zweiten Generation	69
<hr/>		
<b>2</b>	<b>Demografische Merkmale der zweiten Generation</b>	<b>73</b>
<hr/>		
<b>3</b>	<b>Der Zugang zu Bildung</b>	<b>77</b>
3.1	Die Stellung der zweiten Generation im Bildungssystem	78
3.2	Bildungsniveau nach Nationalität und Geschlecht	82
3.3	Bildungsniveau nach regionalem Kontext	84
3.4	Bildung und Status der Eltern: Reproduktion oder Aufstieg?	86
3.5	Einbürgerung und Ausbildung	89
3.6	Faktoren des Bildungserwerbs	92
3.7	Zusammenfassung	96
<hr/>		
<b>4</b>	<b>Die Stellung auf dem Arbeitsmarkt</b>	<b>99</b>
4.1	Die Einbindung in den Arbeitsmarkt: Erwerbstätigen-, Rentner/innen- und Erwerbslosenanteile	101
4.2	Branchenzugehörigkeit	104
4.3	Statusvariablen: Berufliche Stellung und Prestige	107
4.4	Zum Wert der Bildung: der Zusammenhang zwischen Bildung, Erwerbstätigkeit und Status	110
4.5	Faktoren des Statuserwerbs	117
4.6	Zusammenfassung	119
<hr/>		
<b>5</b>	<b>Die soziale Positionierung im Zeitverlauf</b>	<b>121</b>
5.1	Die Entwicklung der zweiten Generation 1970–2000	121
5.2	Die soziale Stellung der zweiten Generation im Zeitvergleich	124
<hr/>		
<b>6</b>	<b>Schlussfolgerungen</b>	<b>131</b>
<hr/>		
	<b>Literaturnachweise</b>	<b>133</b>
<hr/>		
	<b>Abbildungsverzeichnis</b>	<b>137</b>
<hr/>		
	<b>Anhang</b>	<b>139</b>

## AVANT-PROPOS

---

Questions essentielles des débats relatifs à l'intégration des populations issues de l'immigration en Suisse, les naturalisations et la situation des personnes de la deuxième génération sont au centre de nombreux enjeux politiques et de société.

Faisant suite à l'analyse générale de Philippe Wanner consacrée aux populations étrangères en Suisse («Migration et intégration», OFS, 2004), cette publication apporte des réponses aux nombreuses interrogations relatives à la naturalisation d'une part, et aux enfants d'immigrés de l'autre. La première contribution, réalisée par Rosita Fibbi, Mathias Lerch et Philippe Wanner du Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population à Neuchâtel, s'attache à établir les facteurs intervenant, chez les jeunes, sur la décision ou non de se naturaliser ainsi que sur la probabilité d'être naturalisés en fonction de l'origine nationale. L'analyse porte sur les principaux groupes présents en Suisse: les jeunes d'origine allemande, française, italienne, espagnole, portugaise, turque et des pays de l'Ancienne Yougoslavie principalement.

Quant à la seconde contribution, effectuée par Eva Mey, Miriam Rorato et Peter Voll de la Haute école de travail social de Lucerne, elle met en évidence les caractéristiques propres aux personnes de la deuxième génération dans les domaines de la formation et de l'insertion professionnelle. Sont considérées dans cette étude comme appartenant à la deuxième génération les personnes nées en Suisse d'origine étrangère (ayant ou non acquis la nationalité suisse).

Phénomène à la fois social et symbolique, la naturalisation n'apparaît pas, en Suisse, comme un «mécanisme automatique» impliquant l'ensemble de la population étrangère. Processus sélectif, elle représente en effet un stade clairement identifié dans le parcours d'insertion des étrangers. Toutes les populations d'origine étrangère ne se comportent pour cette raison pas de manière identique face à la naturalisation: suite à une importante sélectivité à l'accès à la naturalisation, le groupe des «naturalisés» présente des caractéristiques socio-économiques très différentes de celui des «non-naturalisés». Du point de vue de leur formation par exemple, les jeunes naturalisés, nés en Suisse, présentent des niveaux supérieurs à ceux de leurs contemporains non naturalisés nés à l'étranger. Les différents indicateurs disponibles ne sont pas toujours favorables aux naturalisés; en ce qui concerne le chômage notamment, la situation de certains groupes non naturalisés s'avère meilleure que celle des Suisses naturalisés. Une hypothèse d'explication de ce constat réside dans le fait que ces derniers sont plutôt insérés dans des secteurs d'activité présentant une plus forte concurrence que le segment occupé par les non-naturalisés.

Désignées par les termes de «secondos», ou «deuxième génération», les personnes issues de la migration représentent pour leur part un groupe hétérogène. Si le point commun de ces personnes est d'être nées en Suisse de parents étrangers ou d'origine étrangère, leur histoire et leur parcours migratoires s'avèrent très différenciés, influençant fortement leurs capacités à s'adapter ou leur potentiel d'intégration. Italiens et Espagnols par exemple, représentants d'une immigration déjà ancienne, ont des profils qui, du point de vue de la formation comme de l'intégration sociale, s'apparentent aux Suisses de naissance. Tel n'est pas – encore? – le cas des segundos issus des flux migratoires plus récents (Portugal ou Ancienne Yougoslavie). Le pro-

cessus d'insertion des populations issues de l'immigration ne saurait toutefois pas se réduire à l'aspect diachronique uniquement. Le contexte d'implantation, le milieu de vie ou le capital humain des parents sont autant de paramètres sur lesquels il est nécessaire de s'attarder pour tenter de saisir toutes les dimensions de cette problématique.

Ces deux études montrent en conclusion à quel point le phénomène de la migration est complexe, de par la diversité, du point de vue de la nationalité, du lieu de naissance ou de l'ancienneté de la migration, des populations concernées et des situations vécues. Plus encore, elles mettent en évidence les spécificités des jeunes, étrangers ou naturalisés, leurs atouts et leurs handicaps, qu'il s'agit de prendre en compte dans les politiques migratoires, d'intégration, de formation ou liées au marché de l'emploi.

Je tiens à remercier vivement les deux équipes de recherche pour leur travail compétent et pertinent. Mes remerciements vont également à toutes les personnes qui, au sein de l'OFS, ont contribué à la réussite de ce projet, en particulier Marie-Cécile Monin, responsable de la coordination du programme d'analyses, Cédric Grandchamp et Alex Pavlovic pour l'accompagnement de ces mandats.

Werner Haug, Office fédéral de la statistique (OFS), Neuchâtel

## VORWORT

---

Die Einbürgerung und die Situation der zweiten Generation gehören zu den Kernthemen in der Diskussion über die Integration der eingewanderten Bevölkerungsgruppen in der Schweiz und sind aus Politik und Gesellschaft nicht mehr wegzudenken.

Nach der allgemeinen Analyse von Philippe Wanner, die sich mit den ausländischen Bevölkerungsgruppen in der Schweiz beschäftigt („Migration und Integration“, BFS, 2004), liefert nun diese Publikation Antworten auf die zahlreichen Fragen im Zusammenhang mit der Einbürgerung und mit den Einwandererkindern. Im ersten Beitrag, der von Rosita Fibbi, Mathias Lerch und Philippe Wanner vom Schweizerischen Forum für Migrations- und Bevölkerungsstudien in Neuenburg verfasst wurde, werden die Faktoren herausgefiltert, die beim Entscheid der Jungen, sich einbürgern zu lassen, sowie bei der Wahrscheinlichkeit, aufgrund der Herkunft eingebürgert zu werden, ausschlaggebend sind. Analysiert werden die grössten ausländischen Bevölkerungsgruppen in der Schweiz, also in erster Linie die Jungen deutscher, französischer, italienischer, spanischer, portugiesischer, türkischer oder ex-jugoslawischer Herkunft.

Der zweite Beitrag stammt von Eva Mey, Miriam Rorato und Peter Voll von der Hochschule für Soziale Arbeit Luzern und beschäftigt sich mit den Merkmalen der zweiten Generation in den Bereichen Bildung und berufliche Eingliederung. Als Angehörige der zweiten Generation gelten in dieser Studie Personen, die in der Schweiz geboren, jedoch ausländischer Herkunft sind; dabei können sie eingebürgert oder nicht eingebürgert sein.

Die Einbürgerung ist gleichzeitig ein soziales Phänomen und eine symbolische Handlung, die jedoch nicht von der gesamten ausländischen Bevölkerung „automatisch“ vollzogen wird. Als selektiver Prozess stellt die Einbürgerung eine klar definierte Etappe auf dem Weg zur Eingliederung der Ausländerinnen und Ausländer dar. Aus diesem Grund präsentiert sich je nach ausländischer Bevölkerungsgruppe ein unterschiedliches Bild: Infolge der starken Selektion bei der Zulassung zur Einbürgerung weisen die Gruppe der „Eingebürgerten“ und die Gruppe der „Nicht-Eingebürgerten“ sehr unterschiedliche sozioökonomische Merkmale auf. Die jungen Eingebürgerten, die in der Schweiz geboren wurden, verfügen beispielsweise über ein höheres Bildungsniveau als die nicht eingebürgerten und im Ausland geborenen Gleichaltrigen. Indikatoren zeigen jedoch, dass die Eingebürgerten nicht überall besser abschneiden; bei der Arbeitslosigkeit schneiden einige Gruppen unter den Ausländerinnen und Ausländern ohne Schweizer Pass besser ab als eingebürgerte Schweizerinnen und Schweizer. Dies könnte darauf zurückzuführen sein, dass die Letztgenannten in Bereichen tätig sind, die einer grösseren Konkurrenz unterworfen sind.

Die Gruppe der so genannten „Secondos“ oder „zweiten Generation“, also der Personen mit Migrationshintergrund, ist sehr heterogen. Obschon deren Angehörige alle in der Schweiz geboren sind und ausländische Eltern oder Eltern ausländischer Herkunft haben, sind die Hintergründe und die Migrationsgeschichten sehr unterschiedlich und beeinflussen die Anpassungsfähigkeit oder das Integrationspotenzial enorm. Italiener und Spanier beispielsweise, die einer früheren Einwanderungswelle angehören, weisen bezüglich Bildung und sozialer Integration ähnliche Profile wie die gebürtigen Schweizerinnen und Schweizer auf. Das ist – noch? – nicht der Fall bei

den Secondos der jüngeren Migrationsströme (Portugal oder Ex-Jugoslawien). Der Eingliederungsprozess der immigrierten Bevölkerungsgruppen lässt sich jedoch nicht lediglich auf einen diachronischen Aspekt beschränken. Der Ansiedlungskontext, die Lebensverhältnisse oder das Humankapital der Eltern sind Parameter, die zur Erfassung aller Dimensionen dieser Thematik ebenfalls einbezogen werden müssen.

Abschliessend zeigen die beiden Studien, wie komplex das Phänomen „Migration“ ist; die betroffenen Bevölkerungsgruppen und die erlebten Situationen sind äusserst unterschiedlich und werden durch die Staatsangehörigkeit, den Geburtsort oder den Zeitpunkt der Migration entscheidend beeinflusst. Darüber hinaus heben die Studien die Besonderheiten der ausländischen und eingebürgerten Jungen, ihre Vorteile und ihre Handicaps hervor, die in der Migrations-, Integrations-, Bildungs- oder Arbeitsmarktpolitik berücksichtigt werden müssen.

Ich möchte mich herzlich bei den beiden Forschungsgruppen für ihre kompetente und aussagekräftige Arbeit bedanken. Mein weiterer Dank geht an alle Personen des BFS, die zum Erfolg dieses Projekts beigetragen haben, namentlich Marie-Cécile Monin, Verantwortliche für die Koordination des Projekts, sowie Cédric Grandchamp und Alex Pavlovic für die Betreuung der Mandate.

Werner Haug, Bundesamt für Statistik (BFS), Neuchâtel



# PROCESSUS DE NATURALISATION ET CARACTÉRISTIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES DES JEUNES ISSUS DE LA MIGRATION

---

**ROSITA FIBBI**

**MATHIAS LERCH**

**PHILIPPE WANNER**

Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population, Neuchâtel



## INTRODUCTION

---

Bien que la naturalisation en Suisse ait donné lieu à de nombreuses études au cours des années 1990, peu d'informations quantitatives concernant les caractéristiques de vie et le niveau d'intégration de cette population (par ex. Wanner, 2004; Buhmann, 1993) sont disponibles. Or, la naturalisation, événement hautement symbolique dans la vie d'un individu, représente un aspect particulier pour les jeunes issus de la migration qui ont effectué leur socialisation secondaire en Suisse, voire y sont nés.

Les statistiques suisses, scolaires ou liées au chômage par exemple, déterminent traditionnellement les populations migrantes selon le critère juridique de la nationalité; une étude sur la naturalisation implique nécessairement une redéfinition des populations selon le critère de l'origine<sup>1</sup>. Or, la naturalisation a pris beaucoup d'ampleur au cours de la dernière décennie, suite à d'importantes modifications législatives avec, notamment, l'introduction de la double nationalité dans le droit suisse. Pour cette raison, la notion juridique – la nationalité – et l'aspect social – l'origine – présentent un décalage important (Fibbi et Wanner, 2004). De plus, des études récentes en Suisse (Bolzman et al., 2003) et à l'étranger (Tribalat, 1995) indiquent que la naturalisation est un phénomène sélectif par rapport à la trajectoire sociale: toutes les personnes d'origine étrangère ne sont pas concernées de la même manière par la naturalisation.

Dans le contexte où la naturalisation a été largement discutée au cours des derniers mois, en relation notamment avec les récentes votations fédérales, cette étude vise à mettre en évidence certains mécanismes associés à ce phénomène. Elle montre les caractéristiques d'intégration structurelle des jeunes sur le marché du travail, en fonction du statut de naturalisation; les facteurs individuels intervenant sur le choix ou non de se naturaliser ainsi que la probabilité d'être naturalisé en fonction de l'origine, après contrôle de facteurs de contrôle (facteurs intervenant sur la probabilité d'acquérir la nationalité suisse, comme l'âge, le sexe, le lieu de naissance, la nationalité du conjoint à la naissance), y sont aussi exposés.

Le recensement 2000 permet la reconstitution des parcours sociaux au-delà de l'aspect de la nationalité, dans la mesure où, pour la première fois, il enregistre la condition de naturalisé et celle de double national. En l'absence de données semblables dans les recensements précédents, des comparaisons diachroniques ne sont par contre pas possibles.

La présente étude se focalise sur les jeunes: il s'agit de cette manière d'une part d'éviter d'inclure dans l'analyse des trajectoires de naturalisation complexes (nous pensons en particulier aux Suissesses ayant perdu leur nationalité suisse d'origine en raison d'un mariage avec un étranger, et l'ayant récupérée par la suite); d'autre part, de focaliser l'analyse sur les jeunes en phase de transition à l'âge adulte, et en particulier ceux de la deuxième génération, qui représentent la population la plus intéressante dans le domaine en raison des taux élevés de naturalisation observés entre 15 et 25 ans. Se concentrer sur les jeunes permet en outre d'étudier une population pour laquelle la possibilité d'identifier l'origine est accrue, car nombre de ces jeunes ont soit conservé leur passeport d'origine comme deuxième nationalité, soit vivent encore chez leurs parents non naturalisés.

---

<sup>1</sup>) Ce concept définit les populations de nationalité étrangère à la naissance.

## DÉFINITION DES POPULATIONS

On étudie ici l'ensemble des personnes d'origine étrangère âgées de 20 à 34 ans. Sont ainsi incluses dans l'analyse:

- les personnes possédant une nationalité étrangère;
- les personnes naturalisées, dont l'origine étrangère a pu être identifiée à partir du recensement (cf. ci-dessous).

La population de référence est constituée des personnes suisses de nationalité, et ce dès leur naissance.

Compte tenu du fait que la nationalité d'origine (ou à la naissance) des naturalisés n'est pas disponible dans le recensement, l'information a été estimée à partir de différents critères. Pour entrer dans un groupe d'origine, il faut répondre à l'un des critères suivants:

- avoir été naturalisé au cours de sa vie et avoir déclaré une deuxième nationalité. Celle-ci est alors considérée comme la nationalité d'origine;
- avoir été naturalisé au cours de sa vie, et être né dans un pays étranger. Celui-ci correspond alors à la nationalité d'origine;
- avoir été naturalisé au cours de sa vie, être né en Suisse, mais vivre avec ses parents dont l'un au moins est de nationalité étrangère. Celle-ci est alors considérée comme la nationalité d'origine;
- avoir été naturalisé au cours de sa vie, être né en Suisse, mais vivre avec ses parents dont l'un au moins est naturalisé et né à l'étranger. Le pays de naissance du parent est alors utilisé pour identifier la nationalité d'origine.

Pour donner un exemple, la catégorie des personnes d'«origine turque» réunit les personnes de nationalité turque, ainsi que les Turcs à la naissance qui ont acquis la nationalité suisse au cours de leur vie. La nationalité d'origine de ces personnes est identifiée par le fait que:

- elles déclarent avoir comme deuxième nationalité la nationalité turque;
- elles ne sont pas double nationales, mais déclarent être nées en Turquie;
- elles vivent avec leurs parents, dont l'un d'entre eux est de nationalité turque;
- elles vivent avec leurs parents, dont l'un d'entre eux est naturalisé et né en Turquie.

En outre, on a tenu compte non seulement des principales collectivités migrantes définies par la nationalité, mais également quelques groupes définis par l'origine ethnique. Ainsi, quelques remarques complémentaires doivent être effectuées concernant les jeunes d'origine yougoslave et la dichotomie entre Serbo-croates et Albanophones.

Les ressortissants des Etats créés suite à la dislocation de l'Ancienne Yougoslavie (Bosnie-et-Herzégovine, Croatie, Macédoine) ont en effet pu être identifiés en fonction de leur nationalité d'origine; en revanche, la distinction entre les divers groupes ethniques réunis sous la dénomination de République fédérale de Yougoslavie (aujourd'hui Serbie-et-Monténégro) est nécessaire, car ces groupes présentent des caractéristiques très variées. Cette distinction est problématique en raison de l'absence d'information dans le recensement sur l'origine ethnique. Nous avons choisi la langue principale<sup>2</sup> comme marqueur de l'origine. Ce procédé ne permet toutefois pas d'identifier l'origine de l'ensemble des ressortissants originaires de la République fédérale de Yougoslavie; ainsi, lorsque le jeune a déclaré comme langue principale l'une des quatre langues parlées en Suisse, nous avons utilisé l'information des parents pour identifier la langue d'origine, et par là l'origine ethnique. Cependant, dans le cas où à la fois les enfants et les parents ont déclaré une langue suisse ou si le jeune ne vivait pas avec ses parents, cette identification n'est pas possible. On a alors classé l'individu dans une troisième catégorie, qui représente la part la mieux intégrée linguistiquement de la population étrangère d'origine yougoslave. Ainsi, trois groupes ont été retenus: les Yougoslaves albanophones, les Yougoslaves parlant serbe et croate et les «Yougoslaves parlant une langue de la Suisse»<sup>3</sup>.

Relevons les limites relatives à l'identification de l'origine nationale:

- certaines personnes n'ont pas déclaré de statut de naturalisation au recensement. On peut penser que la plupart d'entre elles, nées en Suisse, étaient de nationalité suisse à la naissance;
- certaines personnes de nationalité étrangère à la naissance ont été repérées en raison de leur statut de naturalisation, mais leur nationalité d'origine n'est pas connue; c'est en particulier le cas des personnes n'ayant pas conservé la deuxième nationalité au moment de la naturalisation. Il faut rappeler que l'acquisition de la nationalité suisse entraîne encore en 2000 la perte de la citoyenneté d'origine pour les ressortissants d'Espagne ou d'Allemagne<sup>4</sup>. Dans le passé, d'autres Etats n'autorisaient pas la double nationalité. Dans ce cas, comme il a été mentionné ci-dessus, on a considéré le pays de naissance comme indicateur (ou «proxy») de la nationalité d'origine. La qualité de ce «proxy» ne peut pas être évaluée exactement, mais on peut penser que pour les collectivités n'ayant pas une histoire migratoire très développée (communautés de l'Est de l'Europe en particulier), le lieu de naissance est une bonne estimation de la nationalité à la naissance. On suspecte cependant une légère sous-estimation du nombre de jeunes naturalisés d'origine espagnole ou allemande;
- l'approche adoptée crée en outre un léger biais dans le sens où la nationalité d'origine des jeunes ne vivant pas avec leur(s) parent(s) est plus difficilement identifiable que celle des jeunes vivant dans le ménage parental.

<sup>2</sup>) Celle dans laquelle la personne pense et qu'elle sait le mieux.

<sup>3</sup>) La variable «langue principale» a été préférée à la variable «religion» comme marqueur de l'appartenance ethnique, dans la mesure où l'utilisation de la religion pouvait poser des problèmes d'identification, pour deux raisons: 1. De nombreux Yougoslaves n'ont pas déclaré la religion ou déclaré n'être d'aucune appartenance religieuse; 2. Parmi les personnes parlant serbe et croate figurent une minorité de personnes de religion islamique.

<sup>4</sup>) Selon les informations de la Commission fédérale des étrangers (<http://www.bfm.admin.ch/index.php?id=139>) (mise à jour du 11.9.2001), seules l'Allemagne et l'Espagne n'autorisent pas la double nationalité à cette date. L'Espagne, quant à elle, autorise formellement la double nationalité depuis janvier 2003.

Le tableau 1 présente les effectifs étudiés, pour deux groupes d'âge utilisés. Les groupes d'origine analysés ont été choisis en raison de leur taille.

	Hommes		Femmes		Total	
	Naturalisés	Non-naturalisés	Naturalisées	Non-naturalisées	Naturalisés	Non-naturalisés
<b>20-24 ans</b>						
Allemagne	562	1 167	544	1 154	1 106	2 321
France	657	767	651	733	1 308	1 500
Italie	2 133	9 861	3 578	6 796	5 711	16 657
Espagne	283	3 369	507	2 675	790	6 044
Portugal	115	4 524	220	3 798	335	8 322
Turquie	713	3 466	948	2 847	1 661	6 313
Y. albanophone	138	3 736	107	2 743	245	6 479
Y. serbo-croate	367	1 805	308	1 705	675	3 510
Y. langue suisse	329	2 048	331	2 212	660	4 260
Bosnie-et-Herzégovine	216	1 694	195	1 653	411	3 347
Macédoine	168	2 491	128	2 012	296	4 503
Croatie	388	1 236	494	1 207	882	2 443
Autres provenances	4 402	5 897	4 930	5 275	9 332	11 172
Total	10 471	42 061	12 941	34 810	23 412	76 871
<b>23-34 ans</b>						
Allemagne	2 510	5 371	3 192	6 357	5 702	11 728
France	2 323	3 768	3 161	4 262	5 484	8 030
Italie	8 388	37 180	12 850	25 229	21 238	62 409
Espagne	894	9 109	1 617	7 781	2 511	16 890
Portugal	294	15 069	938	16 534	1 232	31 603
Turquie	1 641	8 781	1 806	8 345	3 447	17 126
Y. albanophone	321	8 092	118	6 527	439	14 619
Y. serbo-croate	458	4 702	488	5 078	946	9 780
Y. langue suisse	760	6 347	786	6 439	1 546	12 786
Bosnie-et-Herzégovine	206	4 106	354	5 191	560	9 297
Macédoine	185	4 553	184	4 153	369	8 706
Croatie	653	3 105	880	4 444	1 533	7 549
Autres provenances	18 207	23 811	23 382	25 594	41 589	49 405
Total	36 840	133 994	49 756	125 934	86 596	259 928

Source: Recensement fédéral de la population, OFS

## STRUCTURE DE L'ÉTUDE

L'étude comporte quatre chapitres. Les deux premiers sont consacrés à la description des caractéristiques individuelles (chapitre 1) et des conditions de vie (chapitre 2) des personnes naturalisées, que l'on opposera systématiquement à celles des personnes de même origine n'ayant pas acquis la nationalité suisse. Nous étudierons les jeunes âgés de 20 à 24 ans, afin de focaliser notre attention sur les jeunes en âge de fin de formation professionnelle. Afin de mieux cerner le profil des jeunes issus de la migration, nous avons renoncé à prendre en consi-

dération ceux domiciliés à l'étranger en 1995: ces personnes sont en effet de jeunes primo-migrants pour la plupart scolarisés dans leur pays d'origine.

Le troisième chapitre étudie l'impact de la naturalisation sur les probabilités associées à certains événements (niveau scolaire atteint, participation au marché du travail, chômage).

Enfin, les conditions de vie qui influencent l'acquisition de la nationalité suisse sont appréhendées dans une dernière partie (chapitre 4). Dans celle-ci, les classes d'âge étudiées ont été élargies (23 à 34 ans en principe), de manière à accroître l'effectif des jeunes et à améliorer par là la précision des résultats.





# 1 CARACTÉRISTIQUES INDIVIDUELLES DES NATURALISÉS ET DES NON-NATURALISÉS

---

## 1.1 CARACTÉRISTIQUES À LA NAISSANCE

Au total, le taux de naturalisés<sup>5</sup> parmi les jeunes âgés de 20 à 24 ans est inférieur à la moyenne pour l'ensemble des âges, moyenne qui se situe autour de 9%. En effet, on compte parmi les Suisses de nationalité 7,6% de naturalisés au sein de cette classe d'âge (hommes 6,7%, femmes 8,4%). On dénombre en outre près de 26% de personnes de nationalité étrangère et plus de 31% de personnes «d'origine» étrangère (personnes de nationalité étrangère ou naturalisées durant leur vie).

### 1.1.1 Origine

Pour les personnes d'origine étrangère, la proportion de naturalisés varie fortement d'un groupe à l'autre (Tableau 2). Près de la moitié des Français<sup>6</sup>, un tiers des Allemands, un quart des Italiens et des Croates ainsi qu'un cinquième des Turcs ont été naturalisés. A l'opposé, les Yougoslaves albanophones, les Portugais et les Macédoniens connaissent une proportion de naturalisés très inférieure ou égale à la moyenne de la tranche d'âge. Les autres groupes, qu'il s'agisse des Espagnols ou des ressortissants des autres pays des Balkans, se situent en position intermédiaire. Sans doute, la durée de séjour en Suisse – une variable qui est malheureusement absente des données du recensement – est l'un des facteurs susceptibles d'expliquer ces différences, conjointement aux normes en matière de double nationalité, qui, au demeurant, est autorisée par la très grande majorité des pays d'origine étudiés ici.

---

<sup>5)</sup> Rapport entre le nombre de naturalisés et la population de nationalité suisse.

<sup>6)</sup> C'est également le cas des groupes provenant des pays non détaillés dans notre étude, regroupés sous la rubrique «autres provenances».

**Tableau 2: Répartition des jeunes âgés de 20 à 24 ans, selon l'origine, le sexe et le statut de naturalisation, en 2000**

	Total		Hommes		Femmes		Effectif
	Naturalisés	Non-naturalisés	Naturalisés	Non-naturalisés	Naturalisés	Non-naturalisés	
Allemagne	32.5	67.5	32.0	68.0	32.3	67.7	3 427
France	46.1	53.9	47.0	53.0	46.6	53.4	2 808
Italie	17.8	82.2	34.5	65.5	25.5	74.5	22 368
Espagne	7.7	92.3	15.9	84.1	11.6	88.4	6 834
Portugal	2.5	97.5	5.5	94.5	3.9	96.1	8 657
Turquie	17.1	82.9	25.0	75.0	20.8	79.2	7 974
Y. albanophone	3.6	96.4	3.8	96.2	3.6	96.4	6 724
Y. serbo-croate	16.9	83.1	15.3	84.7	16.1	83.9	4 185
Y. langue suisse	13.8	86.2	13.0	87.0	13.4	86.6	4 920
Bosnie-et-Herzégovine	11.3	88.7	10.6	89.4	10.9	89.1	3 758
Macédoine	6.3	93.7	6.0	94.0	6.2	93.8	4 799
Croatie	23.9	76.1	29.0	71.0	26.5	73.5	3 325
Autres provenances	42.7	57.3	48.3	51.7	45.5	54.5	20 504

Source: Recensement fédéral de la population, OFS

### 1.1.2 Genre

Les jeunes femmes sont en moyenne plus fréquemment représentées dans le groupe des naturalisés que leurs compatriotes masculins. Trois tendances se dégagent cependant: d'une part, dans certains groupes, la proportion de femmes naturalisées est deux fois plus élevée que celle des hommes (Italiens, Espagnols, Portugais, Turcs); chez les Croates et les personnes originaires d'«autres provenances» également, les femmes présentent une part de naturalisées plus élevée que les hommes, mais l'écart entre les sexes n'est pas aussi prononcé. Ce comportement différencié selon le genre ne caractérise donc pas exclusivement les ressortissants de l'Union européenne. D'autre part, chez les Allemands, les Français et les Yougoslaves albanophones, la proportion de naturalisés est équilibrée entre les genres. Enfin, dans les autres groupes originaires de la péninsule balkanique (Yougoslaves parlant serbe et croate, Yougoslaves parlant une langue de la Suisse, Bosniaques et Macédoniens), les hommes sont plus fréquemment naturalisés que les femmes, mais les écarts sont faibles. Des considérations relatives à la consolidation du statut migratoire pourraient expliquer la convergence des comportements des hommes et des femmes dans les deuxième et troisième cas de figure.

### 1.1.3 Lieu de naissance

La seule manière de contrôler la durée du séjour dans notre échantillon (qui exclut, rappelons-le, les personnes arrivées en Suisse après 1995) est de prendre en considération le lieu de naissance; nous postulons que les personnes nées en Suisse («native born») y ont également vécu toute leur vie ce qui, à quelques exceptions près, est vraisemblable. Le tableau 3 présente la distribution selon le statut de naturalisation des collectivités classées en fonction du lieu de naissance. On relèvera que, en raison des données manquantes, les effectifs et proportions peuvent être légèrement différents que dans le tableau précédent.

Selon ce tableau, la proportion de naturalisés parmi les «native born» présente une variabilité différente de celle esquissée à partir de la seule origine. Plus de la moitié des jeunes étrangers nés en Suisse et originaires de France, de Croatie, de la Yougoslavie parlant serbe et croate ou du groupe des «autres provenances» ont acquis, au cours de leur vie, le passeport suisse: les groupes qui présentent cette propension élevée à la naturalisation ne sont donc pas tous d'origine extra-européenne, comme on aurait pu le supposer en se référant aux taux de naturalisation (cf. Piguët et Wanner, 2000). Pour leur part, deux jeunes sur cinq parmi les Bosniaques, les Yougoslaves parlant une langue de la Suisse et les Allemands sont devenus suisses au cours de leur vie. Ces chiffres sont encore plus faibles parmi les Turcs et les Italiens: environ un jeune «natif» sur trois a acquis la nationalité suisse, alors que chez les groupes restants (Macédoine, Espagne, Portugal, Yougoslavie albanophone), la proportion est de un jeune «natif» sur six ou encore moins. On peut noter l'écart important dans la proportion de naturalisés entre Yougoslaves albanophones (10%) et Yougoslaves serbo-croates (51%), parmi les natifs de la Suisse (Tableau 3).

Parmi les jeunes nés à l'étranger, il n'est pas possible de retrouver les traces d'un comportement «national» par rapport à la naturalisation, semblable à celui observé chez les natifs. Cela est peut-être dû à l'absence d'information sur la durée de séjour, qui varie d'une vague migratoire à l'autre. Ainsi, la faible proportion de jeunes naturalisés parmi les Macédoniens, Portugais ainsi que Bosniaques et Yougoslaves albanophones ou parlant une langue de la Suisse et nés à l'étranger dénote sans doute l'installation récente de ces groupes en Suisse. Relevons en outre que, parmi les Allemands et les Français nés à l'étranger, la proportion de jeunes naturalisés est relativement importante; tout se passe comme si, chez ces groupes, la naturalisation était le fait aussi bien des jeunes nés en Suisse que des jeunes arrivés au cours de leur vie.

**Tableau 3: Répartition des jeunes âgés de 20 à 24 ans, selon l'origine, le lieu de naissance et le statut de naturalisation, en 2000**

	Nés en Suisse		Nés à l'étranger		Total		Effectif
	Naturalisés	Non-naturalisés	Naturalisés	Non-naturalisés	Naturalisés	Non-naturalisés	
Allemagne	39.2	60.8	29.2	70.8	34.1	65.9	3 245
France	59.5	40.5	39.0	61.0	49.3	50.7	2 648
Italie	28.3	71.7	16.8	83.2	25.8	74.2	22 137
Espagne	14.2	85.8	7.7	92.3	11.7	88.3	6 737
Portugal	15.6	84.4	3.2	96.8	4.1	95.9	8 209
Turquie	31.8	68.2	15.0	85.0	21.3	78.7	7 747
Y. albanophone	10.0	90.0	3.5	96.5	3.8	96.2	6 414
Y. serbo-croate	51.5	48.5	9.1	90.9	16.7	83.3	4 006
Y. langue suisse	41.6	58.4	8.6	91.4	14.1	85.9	4 633
Bosnie-et-Herzégovine	41.8	58.2	8.1	91.9	11.4	88.6	3 595
Macédoine	16.2	83.8	5.5	94.5	6.2	93.8	4 740
Croatie	55.8	44.2	12.3	87.7	26.8	73.2	3 291
Autres provenances	70.2	29.8	44.2	55.8	53.4	46.6	17 264

Source: Recensement fédéral de la population, OFS  
A l'exclusion des non-réponses.

#### 1.1.4 Âge à la naturalisation

L'âge à la naturalisation a déjà fait l'objet de quelques analyses, mettant en particulier en évidence des différences en fonction du lieu de naissance (en Suisse et à l'étranger) et du sexe (Wanner, 1998). Elles montrent que la naturalisation concerne en premier lieu des jeunes adultes. C'est le cas en particulier parmi les «native born». Elle survient en outre à des âges légèrement plus précoces chez les femmes que chez les hommes. En revanche, les spécificités nationales dans le calendrier de la naturalisation n'ont jamais été montrées. Puisqu'en Suisse il faut faire état de 12 ans de résidence (les années comprises entre 10 et 20 ans comptant double aux termes de la loi) avant de pouvoir accéder à la naturalisation, on peut s'attendre à ce que celle-ci ait lieu surtout après l'âge de 12 ans. Cependant, la naturalisation peut avoir lieu dans le cadre d'une procédure familiale et concerner à ce titre des enfants en bas âge; dans ce cas, la démarche n'est donc pas individuelle et ne devrait pas être associée aux caractéristiques du jeune, mais plutôt à celles de ses parents. Or, pour certains groupes, la naturalisation avant l'âge de 12 ans n'est pas négligeable: c'est le cas par exemple des Allemands et, à un niveau moindre, des Français, des Italiens, des Espagnols et des ressortissants des «autres provenances». Au près de ces groupes d'immigrés présentant généralement une longue histoire migratoire, l'importance de la naturalisation groupée et familiale n'est pas négligeable<sup>7</sup>.

Le graphique 1 présente la distribution des naturalisés nés en Suisse selon l'âge à la naturalisation. Quelle que soit l'origine, cette distribution connaît un fort mouvement ascendant dès l'âge de 16 ans et atteint son maximum au moment où le jeune devient majeur. On peut imaginer que la naturalisation après cet âge est une démarche individuelle, et que les motifs sont davantage liés aux projets et à l'identité du jeune. Les Allemands représentent une exception, puisqu'une partie importante d'entre eux ont été naturalisés bien avant qu'ils soient majeurs: dans ce cas, la naturalisation familiale est plus importante que la naturalisation individuelle.

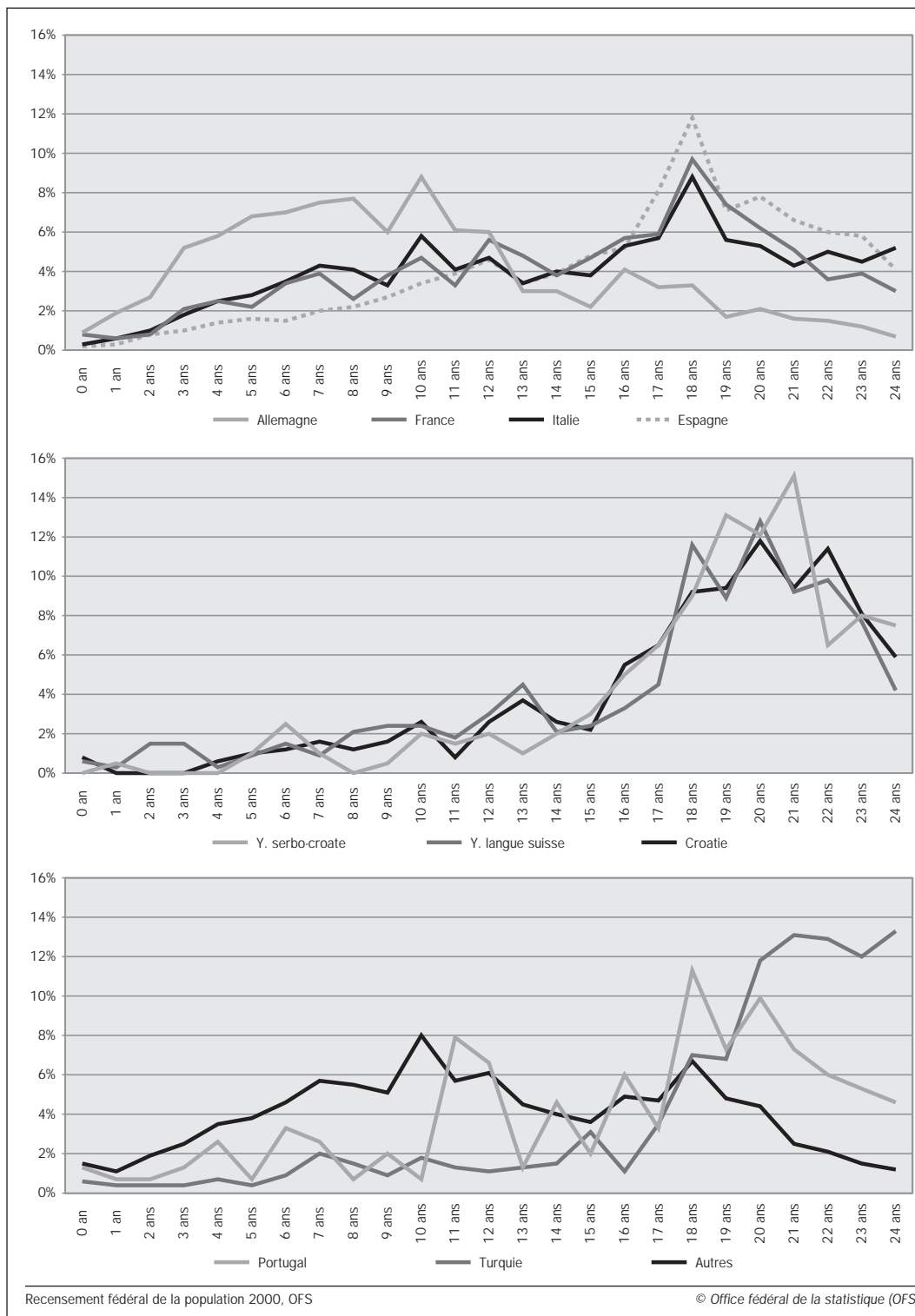
Chez de nombreux groupes, la proportion la plus élevée des naturalisations a été enregistrée à l'âge de 18 ans et le nombre de cas se stabilise, voire diminue après cet âge: c'est le cas des Français, des Italiens, des Croates, des Espagnols et des jeunes du groupe des «autres provenances». Ce fléchissement est moins net pour les Yougoslaves parlant serbe et croate ou encore les Yougoslaves parlant une langue de la Suisse. Enfin, chez les Turcs, la distribution des naturalisés selon l'âge montre un accroissement continu et atteint son paroxysme seulement après l'âge de 20 ans.

---

<sup>7</sup>) Les données du recensement ne font pas la distinction entre procédure ordinaire de naturalisation et procédure facilitée, à laquelle ont notamment accès les conjoints des ressortissants suisses.



**Graphique 1: Répartition des jeunes nés en Suisse, âgés de 25 à 34 ans, naturalisés avant l'âge de 25 ans, selon l'âge à la naturalisation et la nationalité d'origine, en 2000**



## 1.2 CARACTÉRISTIQUES ACQUISES AU COURS DE LA VIE

Considérons maintenant les caractéristiques définissant le statut social des jeunes âgés de 20 à 24 ans: la formation<sup>8</sup> et l'insertion professionnelle. Le tableau 4 reporte quelques indicateurs concernant le niveau scolaire atteint ou en cours parmi les jeunes classés selon l'origine et le statut de naturalisation. Ces indicateurs sont: 1) la proportion de jeunes n'ayant pas achevé une formation au-delà du niveau de formation secondaire I, 2) la proportion de ceux étant en cours de formation de type secondaire II ou ayant achevé au moins une formation de ce type, et 3) la proportion de ceux en cours de formation tertiaire ou ayant achevé une formation de ce type. Cette dernière catégorie représente en fait une sous-catégorie des jeunes répondant au deuxième critère.

### 1.2.1 Niveau scolaire

Les jeunes naturalisés ont des niveaux de formation supérieurs à ceux des non-naturalisés, ceci quelle que soit l'origine (Tableau 4). Le décalage entre les naturalisés et les non-naturalisés est particulièrement frappant: par rapport à ces derniers, les naturalisés ont 2,5 fois plus de chances d'atteindre une formation tertiaire et une probabilité 3,6 fois moindre de ne pas dépasser le niveau secondaire I. En outre, les jeunes naturalisés d'origine française, espagnole, allemande, italienne et portugaise dépassent leurs contemporains suisses pour ce qui est de l'accès à la formation tertiaire.

Ainsi les naturalisés représentent un groupe bien mieux formé que leurs pairs non naturalisés. Cette observation est cruciale pour les représentations que l'on a des groupes immigrés. Puisque, comme déjà relevé, les statistiques scolaires cernent les migrants par le biais de la nationalité, l'image du groupe national est attachée surtout aux niveaux scolaires de ceux qui demeurent étrangers (c'est-à-dire non naturalisés): en raison des écarts entre les deux groupes, les statistiques scolaires offrent une image moins avantageuse, qui conforte un stéréotype peu flatteur et inexact de la réalité.

---

<sup>8)</sup> Les différents types de formation sont regroupés en trois niveaux: 1. Secondaire I (scolarité obligatoire, école de culture générale ou préparant à une formation professionnelle). 2. Secondaire II (apprentissage, écoles professionnelles à plein temps, école normale, école préparant à la maturité). 3. Tertiaire (formation professionnelle supérieure, école professionnelle supérieure, haute école spécialisée, université, haute école).

**Tableau 4: Répartition (en %) des jeunes âgés de 20 à 24 ans, selon l'origine, le statut de naturalisation et le niveau de formation, en 2000**

	Naturalisés			Non-naturalisés			Ensemble		
	Sec. I	Sec. II	dont tertiaire	Sec. I	Sec. II	dont tertiaire	Sec. I	Sec. II	dont tertiaire
Suisse*	-	-	-	-	-	-	7.0	93.0	25.2
Allemagne	5.5	94.5	40.1	8.3	91.7	42.7	7.3	92.7	41.8
France	9.0	91.0	47.0	14.2	85.8	42.9	11.5	88.5	45.0
Italie	6.9	93.1	31.1	18.2	81.8	13.6	15.2	84.8	18.1
Espagne	7.9	92.1	44.5	17.7	82.3	18.0	16.5	83.5	21.2
Portugal	15.6	84.4	29.1	41.8	58.2	8.0	40.6	59.4	8.9
Turquie	15.6	84.4	17.6	50.3	49.7	5.6	42.4	57.6	8.4
Y. albanophone	23.0	77.0	10.4	66.9	33.1	2.5	65.1	34.9	2.8
Y. serbo-croate	9.7	90.3	21.3	50.7	49.3	4.7	43.4	56.6	7.7
Y. langue suisse	15.3	84.7	20.7	64.2	35.8	3.8	56.0	44.0	6.7
Bosnie-et-Herzégovine	13.0	87.0	13.7	42.7	57.3	6.3	39.1	60.9	7.2
Macédoine	28.1	71.9	14.0	61.5	38.5	3.8	59.1	40.9	4.5
Croatie	6.4	93.6	24.9	28.8	71.2	7.6	22.4	77.6	12.5
Autres provenances	10.7	89.3	35.6	30.2	69.8	27.9	19.3	80.7	32.2
Total	10.1	89.9	32.1	36.1	63.9	12.8	12.2	87.8	23.5

Source: Recensement fédéral de la population, OFS

A l'exclusion des non-réponses et des personnes n'étant pas en formation.

\* Les Suisses d'origine, par définition, ne sont pas naturalisés; indiqués à titre de comparaison, ils ne sont pas inclus dans le total.

### 1.2.2 Langue principale

Les naturalisés étant plus souvent nés en Suisse que leur contemporains d'origine étrangère non naturalisés, et ayant des niveaux de formation en moyenne plus élevés, il n'est pas surprenant qu'ils déclarent plus fréquemment comme langue principale une langue parlée en Suisse<sup>9</sup>, ceci d'autant plus que la maîtrise de la langue est une condition pour obtenir la naturalisation<sup>10</sup>. Ce cas s'applique quelles que soient les origines sous étude (Tableau 5); chez la plupart des groupes originaires de l'Ancienne Yougoslavie, la proportion de jeunes naturalisés conservant leur langue d'origine comme langue principale se situe entre 10% et 15%. La Croatie constitue une exception (4%). Les différences sont très marquées entre naturalisés et non-naturalisés, ces derniers déclarant moins fréquemment une langue locale comme langue principale. Cependant, les langues de la Suisse sont très présentes et majoritaires chez les non-naturalisés également, concernant plus de 50% des jeunes.

<sup>9)</sup> Ci-dessous, «langue de la Suisse» ou «langue locale», comprenant l'allemand, le français, l'italien ou le rhéto-romanche.

<sup>10)</sup> Nous sommes contraints de nous limiter à la langue principale, le recensement n'apportant aucune information pour appréhender les aptitudes linguistiques. Le fait de déclarer une langue non nationale comme langue principale n'apporte aucune autre information sur la capacité à comprendre et à s'exprimer dans une langue nationale.

**Tableau 5: Répartition (en %) des jeunes âgés de 20 à 24 ans, selon l'origine, le statut de naturalisation et la langue principale, en 2000**

Origine	Naturalisés		Non-naturalisés		Ensemble	
	LO*	LL**	LO	LL	LO	LL
Espagne	2.5	97.5	20.1	79.9	18.1	81.9
Portugal	3.9	96.1	35.9	64.1	34.6	65.4
Turquie	8.1	91.9	33.4	66.6	28.1	71.9
Bosnie-et-Herzégovine	14.8	85.2	47.4	52.6	43.9	56.1
Macédoine	10.5	89.5	43.9	56.1	41.8	58.2
Croatie	3.6	96.4	34.0	66.0	26.0	74.0

Source: Recensement fédéral de la population, OFS

A l'exclusion des non-réponses.

\* LO= langue d'origine (parlée dans le pays d'origine) comme langue principale.

\*\* LL= langue locale (parlée en Suisse) comme langue principale.

Note: personnes originaires d'un pays ne partageant pas une des langues nationales de la Suisse, à l'exclusion de celles originaires de la République fédérale de Yougoslavie.

**Tableau 6: Répartition (en %) des jeunes âgés de 20 à 24 ans indiquant la langue locale comme langue principale, selon l'origine, le statut de naturalisation et la région linguistique, en 2000**

Origine	Naturalisés			Non-naturalisés		
	Suisse alémanique	Suisse romande	Suisse italienne	Suisse alémanique	Suisse romande	Suisse italienne
Allemagne	98.3	84.1	88.2	97.4	60.6	66.7
France	76.3	99.1	72.7	32.3	98.2	66.7
Italie	84.6	90.7	97.9	65.1	88.9	96.7
Espagne	94.0	98.1	85.7	66.7	89.5	70.5
Portugal	89.7	96.5	100.0	36.0	74.3	43.0
Turquie	90.8	88.4	88.5	65.8	67.1	49.5
Bosnie-et-Herzégovine	84.4	78.6	83.3	52.2	51.9	42.9
Macédoine	88.8	88.2	–	55.0	66.0	36.5
Croatie	95.9	85.7	92.0	66.5	58.6	52.3
Autres provenances	91.8	90.0	88.0	48.8	59.6	44.5
Total	90.3	92.3	95.0	58.6	74.7	72.0

Source: Recensement fédéral de la population, OFS

A l'exclusion des non-réponses.

–: pas de cas correspondant.

Le changement de langue principale présente une variabilité régionale aussi bien chez les naturalisés que chez les non-naturalisés (Tableau 6): l'adoption de la langue du lieu de résidence est plus marquée en Suisse romande pour les groupes dont la langue parentale est d'origine latine, quel que soit le statut de naturalisation. En revanche, aucune variation régionale n'est observée pour nombre de groupes dont la langue d'origine est radicalement différente de celle parlée localement; en effet, certains groupes adoptent plus facilement le français que l'allemand (Macédoniens non naturalisés), alors que chez d'autres (Bosniaques naturalisés et surtout Croates, naturalisés ou non), l'adoption de l'allemand est plus fréquente que celle du français en dépit de la diglossie qui caractérise la Suisse alémanique. Au Tessin, le passage à l'italien pour les migrants présente quelques analogies avec le passage au français: il est fréquent chez les



locuteurs d'une langue latine. Il s'effectue en outre dans des proportions semblables à la situation observée en Suisse romande chez les naturalisés; par contre, il est peu fréquent chez les non-naturalisés.

Le tableau 7 illustre pour sa part, toujours pour les ressortissants d'un pays ne parlant pas une des langues de la Suisse, l'utilisation des compétences linguistiques dans la vie quotidienne. La proportion élevée de personnes indiquant une langue locale à la fois comme langue principale et comme langue parlée à la maison montre que le changement de langue a touché une majorité des jeunes naturalisés: il concerne en effet au moins trois-quarts des Croates, Turcs, Espagnols et Portugais, alors que les jeunes Bosniaques et Macédoniens sont proportionnellement un peu plus nombreux à pratiquer une dichotomie langagière entre milieu externe et espace familial.

Les non-naturalisés se caractérisent par une proportion plus élevée de personnes pour lesquelles la langue d'origine demeure dominante. Près de la moitié des jeunes Espagnols, Portugais, Turcs et, dans une moindre mesure, Croates pratiquent toutefois la langue locale même dans l'espace familial. Pour plus de la moitié des jeunes originaires de Bosnie-et-Herzégovine et de Macédoine, par contre, la langue d'origine est dominante dans la famille, alors qu'un quart d'entre eux indiquent une langue de la Suisse comme langue principale. Ce constat est à mettre sans doute en parallèle avec le fait que, dans ces groupes, la durée de séjour en Suisse est des plus variables.

**Tableau 7: Répartition (en %) des jeunes âgés de 20 à 24 ans, selon l'origine, le statut de naturalisation et la coïncidence entre langue principale et langue parlée à la maison, en 2000**

Origine	Naturalisés				Non-naturalisés			
	#LP=LL* ##LM=LL	LP=LL LM=LO**	LP=LO LM=LO	LP=LO LM=LL	LP=LL LM=LL	P=LL M=LO	LP=LO LM=LO	LP=LO LM=LL
Espagne	81.6	16.4	0.4	1.7	55.1	26.6	11.4	6.9
Portugal	80.5	15.3	2.1	2.1	48.2	24.2	16.7	10.9
Turquie	74.5	18.5	3.1	4.0	51.8	23.6	14.8	9.8
Bosnie-et-Herzégovine	62.9	23.5	7.7	5.9	30.9	25.0	31.6	12.4
Macédoine	65.1	24.7	6.6	3.6	27.1	31.3	31.6	10.0
Croatie	74.0	21.9	2.0	2.1	40.4	28.1	22.5	9.0

Source: Recensement fédéral de la population, OFS

A l'exclusion des non-réponses.

\* LL= langue locale (parlée en Suisse).

\*\* LO= langue d'origine (parlée dans le pays d'origine).

# LP= langue principale.

## LM= langue parlée à la maison.

Note: personnes originaires d'un pays ne partageant pas une des langues nationales de la Suisse, à l'exclusion de celles originaires de la République fédérale de Yougoslavie.

### 1.2.3 Activité économique

Le bagage éducationnel et les compétences linguistiques sont deux dimensions du capital humain qui déterminent les conditions d'emploi. Compte tenu des différences caractérisant les nationalités en présence (et même si on ne peut pas formellement établir, à l'aide des données, des déficits dans les compétences linguistiques), l'une des questions principale est de savoir si

la participation des jeunes au marché du travail est déterminée par leur statut de naturalisation et/ou leurs compétences. Quelles sont les caractéristiques de l'emploi des jeunes? Et surtout, dans quelle mesure cette participation diffère selon le statut de naturalisation? Telles sont les questions qui sont considérées ici.

Le recensement montre que les jeunes non-naturalisés sont bien plus souvent insérés dans le monde du travail que les naturalisés, avec des taux de participation supérieurs à 85% (Tableau 8). Les Allemands, les Français et les ressortissants du groupe «autres provenances» constituent une exception, avec un schéma inversé, en raison vraisemblablement de la forte présence de jeunes encore en formation parmi les non-naturalisés. En outre, l'écart entre non-naturalisés et naturalisés est prononcé dans certains groupes (Italiens, Espagnols, Portugais et Croates) mais très limité pour les autres groupes d'origine (Yougoslaves albanophones, Bosniaques et Macédoniens). La durée de la formation explique cette situation: une majorité des professionnellement inactifs sont en fait des étudiants.

**Tableau 8: Taux d'activité des jeunes âgés de 20 à 24 ans, selon l'origine, le statut de naturalisation et le sexe, en 2000**

Origine	Naturalisés			Non-naturalisés		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Suisse*	-	-	-	78.6	79.6	79.1
Allemagne	68.3	69.1	68.7	63.8	65.9	64.8
France	65.6	61.8	63.7	63.1	62.9	63.0
Italie	73.6	78.2	76.5	88.6	88.7	88.6
Espagne	69.3	67.3	68.0	85.8	84.2	85.1
Portugal	74.8	71.8	72.8	92.2	87.7	90.1
Turquie	81.8	84.3	83.2	91.3	85.5	88.7
Y. albanophone	90.6	86.9	89.0	93.8	83.0	89.3
Y. serbo-croate	79.6	84.7	81.9	92.1	86.4	89.3
Y. langue suisse	85.1	85.5	85.3	92.0	86.8	89.3
Bosnie-et-Herzégovine	87.5	89.7	88.6	91.1	87.5	89.3
Macédoine	91.1	88.3	89.9	95.1	83.4	89.9
Croatie	80.9	83.6	82.4	93.6	89.6	91.6
Autres provenances	70.1	70.6	70.4	69.6	69.8	69.7
Total	73.5	74.9	74.2	86.6	82.8	84.9

Source: Recensement fédéral de la population, OFS

A l'exclusion des non-réponses.

\* Les Suisses d'origine, par définition, ne sont pas naturalisés; indiqués à titre de comparaison, ils ne sont pas inclus dans le total.

Les taux d'activité des hommes et des femmes naturalisés sont proches. Chez les Français, les Espagnols, les Portugais, les Yougoslaves albanophones et les Macédoniens, les hommes ont un taux plus élevé que les femmes. Ce n'est pas le cas des Allemands, Italiens, Turcs, Yougoslaves serbo-croates, Bosniaques et Croates chez qui les femmes sont proportionnellement plus nombreuses que les hommes à avoir une activité professionnelle. Ce résultat est partiellement expliqué par les différentiels, selon le sexe, dans la proportion de personnes toujours étudiantes.

En revanche, parmi les non-naturalisés, bien que les écarts entre hommes et femmes demeurent faibles, les hommes participent systématiquement plus souvent que les femmes au marché

du travail; les Allemands constituent une exception, probablement en raison de la présence de primo-migrants suivant une formation: celle-ci conduit non seulement à une diminution des taux d'activité, mais aussi à une réduction des écarts entre les sexes. Les Italiens connaissent, pour leur part, un taux d'activité identique pour les deux genres.

Généralement, les naturalisées sont moins fréquemment professionnellement actives que les non-naturalisées, à l'exception des Yougoslaves albanophones, des Bosniaques et des Macédoiennes qui présentent un taux d'activité plus élevé en cas de naturalisation, les écarts restant cependant limités.

#### 1.2.4 Chômage

Les naturalisés, les deux sexes confondus, montrent en outre un risque généralement diminué de chômage<sup>11</sup> par rapport aux non-naturalisés (Tableau 9). Des études récentes attestent d'ailleurs que la condition de chômeur constitue un frein à l'aboutissement de la procédure de naturalisation (Achermann et Gass, 2003; Steiner et Wicker, 2004). L'écart entre naturalisés et non-naturalisés est particulièrement prononcé pour les femmes, chez qui la probabilité d'être sans emploi varie du simple au double. Pour les hommes, le statut de naturalisation n'a pas un effet systématique sur le risque de chômage. Un écart important s'observe entre les deux groupes pour les Français, les Yougoslaves albanophones et les Croates. Il reste bien sûr à savoir si ce résultat s'explique par le fait que la naturalisation favorise l'emploi des jeunes, ou si les caractéristiques respectives des naturalisés et des non-naturalisés sont à incriminer.

**Tableau 9: Taux de chômage des jeunes actifs occupés âgés de 20 à 24 ans, selon l'origine, le statut de naturalisation et le sexe, en 2000**

Origine	Naturalisés			Non-naturalisés		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Suisse*	-	-	-	4.2	3.4	3.8
Allemagne	4.7	4.0	4.3	5.8	4.6	5.2
France	8.6	5.7	7.2	13.0	8.5	10.8
Italie	6.3	5.1	5.5	5.5	5.9	5.6
Espagne	5.6	6.7	6.3	5.8	5.9	5.9
Portugal	8.1	7.0	7.4	5.2	7.1	6.1
Turquie	8.1	7.8	7.9	9.2	14.6	11.6
Y. albanophone	2.4	6.5	4.1	6.5	14.9	9.8
Y. serbo-croate	7.2	4.6	6.0	9.3	12.6	10.8
Y. langue suisse	9.3	2.8	6.0	8.6	12.3	10.5
Bosnie-et-Herzégovine	4.8	3.4	4.1	7.2	10.5	8.8
Macédoine	6.5	4.4	5.6	6.7	15.7	10.5
Croatie	6.4	3.6	4.8	6.7	9.1	7.9
Autres provenances	9.5	6.2	7.7	17.0	13.5	15.4
Total	7.8	5.6	6.6	7.8	10.2	8.9

Source: Recensement fédéral de la population, OFS

\* Les Suisses d'origine, par définition, ne sont pas naturalisés; indiqués à titre de comparaison, ils ne sont pas inclus dans le total.

<sup>11)</sup> Ce terme regroupe ici les personnes de la catégorie «sans emploi, au chômage».

### 1.2.5 Statut socio-professionnel

En règle générale, les naturalisés se positionnent mieux que les non-naturalisés dans l'activité professionnelle (Tableau 10). Parmi les naturalisés pour tous les groupes d'origine sous étude, la proportion de personnes dans une position professionnelle élevée (dirigeants, professions libérales, intellectuelles) est même plus importante que pour les Suisses. Cependant, des différences sensibles marquent les insertions professionnelles des divers groupes.

Les Français sont bien représentés dans les professions intermédiaires; Allemands, Espagnols et Portugais naturalisés sont aussi plus nombreux que les Suisses à couvrir ces positions. Italiens et Croates, tout en se situant en retrait parmi les Suisses, présentent une proportion également élevée de professions intermédiaires. Parmi les non-naturalisés, on retrouve le même classement, avec des proportions cependant inférieures à celles observées chez les naturalisés.

Cependant, la majorité des naturalisés, à l'instar des Suisses, figurent dans des postes d'employés (valeur modale). Chez les Italiens, les Yougoslaves parlant une langue de la Suisse, les Croates, les Bosniaques, les Yougoslaves parlant serbe et croate, les Turcs et les Allemands, la proportion de naturalisés dans cette position statutaire est plus élevée que celle des Suisses. En revanche, parmi les non-naturalisés, les positions d'employés sont moins fréquentes que parmi les Suisses, tout en restant la valeur modale; seuls les Allemands et les Italiens parviennent à dépasser les Suisses. C'est donc dans l'accès aux emplois du tertiaire que se situe l'écart le plus marquant entre les naturalisés et les non-naturalisés.

Le monde industriel reste un bastion des Suisses de naissance, au moins en ce qui concerne les emplois qualifiés: tant chez les naturalisés que chez les non-naturalisés, la présence des jeunes issus de la migration dans la catégorie «ouvriers» est systématiquement inférieure à celle de la catégorie de référence. Les groupes les mieux représentés dans cette position sont, parmi les naturalisés, les Yougoslaves albanophones, les Allemands, les Yougoslaves parlant serbe et croate, les Macédoniens et les Bosniaques, et, parmi les non-naturalisés, les Bosniaques, les Croates, les Macédoniens et les Yougoslaves parlant serbe et croate.

**Tableau 10: Répartition (en %) des jeunes actifs occupés âgés de 20 à 24 ans, selon le statut de naturalisation, l'origine, et la catégorie socio-professionnelle\*, en 2000**

	Dirigeants, prof. libérales, intellectuelles, d'encadrement	Intermédiaires	Employés, autres indépendants	Ouvriers	Travailleurs non qualifiés
<b>Naturalisés</b>					
Suisse*	3.5	12.7	51.8	22.2	9.9
Allemagne	4.1	13.5	55.5	17.1	9.8
France	5.8	17.8	47.7	14.1	14.6
Italie	4.4	11.0	66.3	9.3	9.0
Espagne	6.0	14.9	55.2	11.2	12.6
Portugal	4.6	13.3	54.9	6.4	20.8
Turquie	7.5	7.5	55.9	11.2	17.8
Y. albanophone	4.8	6.9	47.6	20.0	20.7
Y. serbo-croate	6.9	7.7	56.3	16.5	12.6
Y. langue suisse	5.4	8.9	58.4	12.7	14.6
Bosnie-et-Herzégovine	6.8	6.8	56.4	16.0	14.0
Macédoine	4.2	9.6	41.9	16.2	28.1
Croatie	7.4	10.7	57.1	14.9	9.9
Autres provenances	5.7	12.0	54.4	12.4	15.5
Total	5.5	11.3	57.6	12.1	13.5
<b>Non-naturalisés</b>					
Suisse*	3.5	12.7	51.8	22.2	9.9
Allemagne	4.8	12.8	55.9	14.5	11.9
France	6.6	17.1	47.3	13.1	16.0
Italie	4.4	8.4	55.2	16.4	15.6
Espagne	3.9	8.7	50.1	17.5	19.8
Portugal	1.6	6.4	34.0	18.1	39.9
Turquie	6.2	6.4	38.1	15.1	34.2
Y. albanophone	3.6	4.2	19.9	16.6	55.6
Y. serbo-croate	4.8	5.4	34.5	18.5	36.7
Y. langue suisse	4.1	6.4	31.8	14.3	43.4
Bosnie-et-Herzégovine	3.7	6.1	36.6	20.9	32.7
Macédoine	4.1	5.8	23.8	18.9	47.3
Croatie	5.0	7.6	46.8	19.9	20.8
Autres provenances	5.7	10.7	49.0	12.2	22.4
Total	3.7	11.7	50.1	20.9	13.7

Source: Recensement fédéral de la population, OFS

A l'exclusion des non-réponses.

\* Les Suisses d'origine, par définition, ne sont pas naturalisés; indiqués à titre de comparaison, ils ne sont pas inclus dans le total.

A l'inverse, parmi les travailleurs non qualifiés, la proportion de jeunes d'origine étrangère dépasse systématiquement celle des Suisses parmi les naturalisés, à quelques exceptions près (Italiens, Allemands et Croates) et, a fortiori, parmi les non-naturalisés: les Yougoslaves albanophones, les Macédoniens et les Yougoslaves parlant une langue de la Suisse occupent des emplois non qualifiés au moins quatre fois plus souvent que les Suisses.

L'analyse montre ainsi des situations très diverses, en fonction de trois axes: le genre, l'origine et le statut de naturalisation. Ce dernier critère sera étudié plus en détail dans le chapitre suivant.

## 2 CONDITIONS DE VIE DES NATURALISÉS ET DES NON-NATURALISÉS

---

L'entrée dans la vie adulte est caractérisée non seulement par la fin de la formation et la prise d'emploi, mais aussi par l'autonomisation par rapport au foyer parental et la fondation d'une nouvelle famille. Dans cette section, nous évaluerons dans quelle mesure les naturalisés et les non-naturalisés se singularisent dans leur calendrier de prise d'autonomie.

### 2.1 MÉNAGES

Parmi les naturalisés, trois jeunes âgés de 20 à 24 ans sur cinq habitent encore le foyer parental, alors que plus de la moitié des non-naturalisés l'ont quitté; les naturalisés sont également proportionnellement plus nombreux à vivre seuls, alors que, par rapport à ce groupe, la proportion de personnes vivant en couple (marié ou non marié) est multipliée par deux chez les non-naturalisés (Tableau 11).

Wanner et al. (2005) observent qu'en 2000 la fréquence des ménages individuels chez les étrangers nés en Suisse (deuxième génération) tous âges confondus est désormais semblable, voire légèrement supérieure, à celle de leurs contemporains suisses, autour de 37%. Dans la tranche d'âge des 20 à 24 ans en revanche, la fréquence des ménages individuels est bien inférieure, puisqu'elle concerne 14% des jeunes naturalisés. Parmi les non-naturalisés, seuls les Allemands et les Français présentent des proportions se rapprochant de celles observées parmi les Suisses de naissance. Cela est probablement lié à leur présence en formation tertiaire. Pour les autres groupes, la proportion de jeunes vivant dans des ménages individuels est nettement inférieure, et varie de manière importante d'une collectivité à l'autre; Espagnols, Portugais, Yougoslaves parlant une langue de la Suisse se situent en position intermédiaire, les autres groupes présentant de faibles proportions de jeunes vivant seuls.

Les naturalisés se caractérisent en outre par une plus grande tendance à vivre en ménage individuel, par rapport aux jeunes ayant conservé leur nationalité étrangère, sans pour autant atteindre le niveau observé chez les Suisses. Parmi les naturalisés, certains groupes d'origine se distinguent par une proportion relativement élevée de ménages individuels (Français, Yougoslaves parlant une langue de la Suisse, Allemands); alors que pour les Français, le statut de naturalisation n'a guère d'impact sur le fait de vivre seul, pour les Allemands, la variation entre les naturalisés et les non-naturalisés est importante (14,3% contre 18,1%). Les plus faibles proportions de personnes vivant seules parmi les naturalisés sont enregistrées chez les Yougoslaves albanophones et serbo-croates (1,2%), les Macédoniens (4,4%), les Turcs (6,1%) et les Bosniaques (7,5%).

**Tableau 11: Répartition (en %) des jeunes âgés de 20 à 24 ans, selon l'origine, le statut de naturalisation et le type de ménage, en 2000**

	Foyer parental	Ménage individuel	Couple marié	Couple non marié	Autre
<b>Naturalisés</b>					
Suisse*	.	.	.	.	.
Allemagne	64.1	14.3	1.4	6.2	13.9
France	57.3	19.6	3.6	7.2	12.3
Italie	68.3	11.3	4.8	6.2	9.3
Espagne	69.9	10.8	3.5	7.6	8.2
Portugal	57.3	11.6	12.2	11.6	7.2
Turquie	68.3	6.1	14.5	2.3	8.7
Y. albanophone	67.3	1.2	26.5	1.2	3.7
Y. serbo-croate	80.1	1.2	13.0	1.8	3.9
Y. langue suisse	45.3	18.8	10.8	9.4	15.8
Bosnie-et-Herzégovine	68.6	7.5	14.6	3.9	5.4
Macédoine	58.1	4.4	27.0	2.4	8.1
Croatie	64.5	12.6	6.9	6.7	9.3
Autres provenances	52.0	18.9	3.7	7.3	18.1
Total	60.3	14.3	6.1	6.4	13.0
<b>Non-naturalisés</b>					
Suisse*	54.6	17.0	3.6	9.8	15.1
Allemagne	46.6	18.1	2.7	6.9	25.7
France	46.7	19.5	4.0	6.9	22.9
Italie	64.5	11.8	7.8	6.8	9.1
Espagne	58.8	15.3	7.2	8.0	10.6
Portugal	40.3	14.6	22.8	8.2	14.1
Turquie	45.5	8.8	29.7	3.1	12.9
Y. albanophone	43.5	3.7	38.2	1.3	13.4
Y. serbo-croate	50.9	4.9	31.5	1.8	10.9
Y. langue suisse	22.6	14.6	39.6	5.2	18.0
Bosnie-et-Herzégovine	41.3	10.5	31.9	4.1	12.2
Macédoine	39.5	5.6	43.8	1.8	9.3
Croatie	55.1	10.9	20.3	4.6	9.2
Autres provenances	32.8	14.9	10.0	4.7	37.6
Total	46.9	11.6	20.2	5.2	16.1

Source: Recensement fédéral de la population, OFS

\* Les Suisses d'origine, par définition, ne sont pas naturalisés; indiqués à titre de comparaison, ils ne sont pas inclus dans le total.

La deuxième différence marquante entre Suisses et jeunes d'origine étrangère d'une part et entre naturalisés et non-naturalisés d'autre part est relative à la vie de couple. Les Suisses sont plus nombreux à vivre en couple sans avoir légalisé leur union par un mariage, alors que les jeunes issus de la migration ont davantage officialisé leur lien. Cette différence peut être due, du moins partiellement, aux conséquences juridiques des liens personnels – en termes de permis de séjour – notamment pour les jeunes d'origine étrangère. Le fait que nous retenons ici la population née en Suisse ou arrivée dans le pays avant 1995 (titulaires, pour la plupart, d'un permis d'établissement) suggère que ce rôle est faible, sauf si le conjoint est d'origine étrangère et récemment arrivé. Par ailleurs, l'appartenance culturelle et la place du mariage dans la



société d'origine pourraient avoir un effet important. Elles peuvent entraîner un calendrier plus précoce concernant le mariage.

Par ailleurs, la proportion de personnes vivant dans un couple marié est multipliée par trois, en moyenne, chez les non-naturalisés par rapport aux naturalisés, alors que la proportion de personnes vivant en cohabitation prémaritale est légèrement supérieure chez les naturalisés, excepté pour les flux migratoires les plus anciens (Allemagne, Italie, Espagne), ainsi que chez les Turcs, Yougoslaves albanophones et Bosniaques. La naturalisation intervient donc principalement sur le calendrier du mariage.

Restant dans le domaine de la famille, nous pouvons décrire le type de naturalisation (individuel ou collectif), information que les données disponibles ne permettent pas d'appréhender directement. En vérifiant le statut de naturalisation des membres du ménage, parmi les ménages où tous les membres sont d'origine étrangère, nous disposons cependant de quelques informations. Nous considérons ici l'ensemble des ménages où le jeune est dans la position d'un enfant (Tableau 12). La procédure de naturalisation est, dans quelques groupes, effectuée majoritairement de manière autonome par le jeune, les parents conservant leur nationalité d'origine. Tel est notamment le cas chez les Yougoslaves albanophones, les Portugais, les Espagnols et les Italiens, où elle apparaît davantage comme un choix individuel; en revanche, chez les Allemands, les Français, les Yougoslaves parlant une langue de la Suisse et le groupe des «autres origines», la démarche concerne l'ensemble du ménage.

Il est rare que, lorsque le jeune de 20 à 24 ans vivant chez ses parents n'est pas naturalisé, le reste de la famille le soit. La quasi-totalité des membres de la famille conservent leur nationalité

**Tableau 12: Répartition (en %) des jeunes âgés de 20 à 24 ans vivant dans le foyer parental, selon la part du ménage concernée par la procédure de naturalisation, en 2000**

Origine	Jeunes naturalisés		Jeunes non-naturalisés	
	Une partie du ménage est naturalisée	Tout le ménage est naturalisé	Une partie du ménage est naturalisée	Aucun membre du ménage n'est naturalisé
Allemagne	38.7	61.3	8.1	91.9
France	47.1	52.9	10.5	89.5
Italie	75.7	24.3	4.1	95.9
Espagne	76.2	23.8	2.2	97.8
Portugal	77.0	23.0	1.7	98.3
Turquie	65.5	34.5	6.0	94.0
Y. albanophone	71.4	28.6	1.3	98.7
Y. serbo-croate	55.7	44.3	3.6	96.4
Y. langue suisse	39.2	60.8	3.6	96.4
Bosnie-et-Herzégovine	50.4	49.6	2.5	97.5
Macédoine	64.2	35.8	2.4	97.6
Croatie	58.7	41.3	3.1	96.9
Autres provenances	30.4	69.6	14.4	85.6
Total	53.3	46.7	4.7	95.3

Source: Recensement fédéral de la population, OFS

Note: chaque ménage n'est retenu qu'une seule fois.

étrangère, ce qui suggère que la naturalisation est avant tout orientée vers l'acquisition des droits civiques pour la deuxième génération, les parents primo-migrants accordant moins d'importance à celle-ci.

## 2.2 CONJOINTS

Le phénomène de mixité (d'origine) des couples peut également être étudié (Tableau 13). Nous considérons ici ensemble les conjoints vivant en cohabitation pré-nuptiale et les couples mariés. Selon Tribalat (1995), cette approche conduit à observer le maximum de mixité, puisque la cohabitation pré-nuptiale est bien plus fréquemment mixte que le mariage.

Les mariages binationaux ont acquis une importance considérable; durant l'année 2000, sur l'ensemble des mariages célébrés en Suisse, on a enregistré 10% de mariages entre une femme suisse et un homme étranger et 20% de mariages entre un homme suisse et une femme étrangère, soit quelque 12 000 mariages binationaux. Ceux-ci, bien sûr, ne se traduisent pas toujours par des migrations familiales, le conjoint étranger d'un(e) Suisse(sse) pouvant résider en Suisse avant l'union (Wanner et Fibbi, 2002).

Parmi les jeunes âgés de 20 à 24 ans, la norme est désormais au couple «mixte», puisque, en moyenne, 65% des naturalisés et 34% des non-naturalisés sont dans ce cas de figure. Les naturalisés se caractérisent par une tendance appuyée à fréquenter des Suisses de naissance (52% en moyenne); ce cas s'observe surtout parmi les Allemands, les Français et les naturalisés d'«autres provenances», mais aussi, dans une moindre mesure, parmi les Italiens et les Croates. Les Turcs, les Yougoslaves parlant une langue de la Suisse, les naturalisés d'autre provenance et les Yougoslaves albanophones se caractérisent, pour leur part, par une cohabitation relativement fréquente avec des conjoints partageant leur origine, mais naturalisés (entre 8% et 14% des cas, sur une moyenne générale de 8%) (Tableau 13).

En somme, parmi les naturalisés, l'«endogamie» dans la vie de couple est une exception. Elle concerne moins de la moitié des jeunes de 20 à 24 ans pour les groupes de vieille immigration, auxquels on peut ajouter les Portugais et les Croates; les Yougoslaves parlant une langue de la Suisse sont aussi peu endogames. Dans les autres groupes, en revanche, l'endogamie des naturalisés est la norme. Ce penchant des naturalisés – dont on a vu qu'ils représentent ceux ayant poursuivi leurs études plus longtemps – semble confirmer la tendance observée dans d'autres études, à savoir que les relations «mixtes» sont plus fréquentes dans des milieux dont le niveau scolaire et social est plus élevé que la moyenne (Rocheron, 1999).

Les non-naturalisés vivent quant à eux davantage avec des conjoints partageant leur origine (66%). Ceux-ci, de plus, ne sont pas naturalisés. Les Suisses de naissance ne représentent que 18% des conjoints des jeunes étrangers âgés entre 20 et 24 ans. Relevons cependant la proportion élevée d'Allemands et de Français non naturalisés qui cohabitent avec un Suisse d'origine. Ce phénomène concerne également, mais dans une mesure plus restreinte, les Italiens, les Espagnols et le groupe des autres provenances.

**Tableau 13: Répartition (en %) des jeunes âgés de 20 à 24 ans vivant en couple, selon l'origine et le statut de naturalisation de leur conjoint, en 2000**

	Même origine			Autre origine			
	Total	dont:		Total:	dont:		
		Naturalisé	Non-naturalisé		Suisse d'origine	Naturalisé	Non-naturalisé
<b>Naturalisés</b>							
Allemagne	10.4	1.3	9.1	89.6	79.2	5.2	5.2
France	7.4	4.6	2.8	92.6	70.6	4.6	17.4
Italie	44.9	5.1	39.8	55.1	44.4	2.9	7.8
Espagne	42.9	3.9	39.0	57.2	31.2	7.8	18.2
Portugal	45.4	3.0	42.4	54.6	36.4	7.6	10.6
Turquie	76.3	14.1	62.2	23.7	11.9	4.4	7.4
Y. albanophone	92.0	8.0	84.0	8.0	4.0	0.0	4.0
Y. serbo-croate	63.0	6.5	56.5	36.9	6.5	6.5	23.9
Y. langue suisse	37.0	13.9	23.1	63.0	36.1	9.3	17.6
Bosnie-et-Herzégovine	71.9	7.0	64.9	28.1	5.3	8.8	14.0
Macédoine	60.5	2.6	57.9	39.5	13.2	2.6	23.7
Croatie	37.2	5.3	31.9	62.8	42.6	6.4	13.8
Autres provenances	19.5	10.5	9.0	80.4	72.0	3.3	5.1
Total	35.2	8.0	27.2	64.9	51.5	4.3	9.1
<b>Non-naturalisés</b>							
Allemagne	6.1	0.5	5.6	94.0	76.3	8.1	9.6
France	7.2	1.6	5.6	92.8	66.7	7.1	19.0
Italie	50.0	4.1	45.9	50.0	35.7	3.2	11.1
Espagne	37.7	1.3	36.4	62.2	32.0	4.4	25.8
Portugal	68.8	0.6	68.2	31.2	16.9	2.1	12.2
Turquie	86.8	5.5	81.3	13.2	6.9	2.2	4.1
Y. albanophone	71.8	0.5	71.3	28.1	4.8	1.5	21.8
Y. serbo-croate	70.8	0.9	69.9	29.2	2.2	2.5	24.5
Y. langue suisse	81.8	1.0	80.8	18.2	8.3	1.1	8.8
Bosnie-et-Herzégovine	80.6	1.6	79.0	19.4	4.3	2.2	12.9
Macédoine	86.8	1.1	85.7	13.2	2.6	0.5	10.1
Croatie	69.2	4.8	64.4	30.8	11.2	3.2	16.4
Autres provenances	46.3	6.0	40.3	53.6	36.8	2.8	14.0
Total	66.4	2.4	64.0	33.6	17.6	2.4	13.6

Source: Recensement fédéral de la population, OFS

## 2.3 CONTEXTE DE VIE

De nombreuses études sur l'insertion des jeunes d'origine étrangère prennent comme cadre de référence «naturel» l'espace social et politique national. Ce biais, connu sous le nom de «nationalisme méthodologique» (Wimmer et Glick Schiller, 2002), a suscité un certain renouveau des approches, notamment avec la prise en considération des variables contextuelles (Portes et Zhou, 1993) notamment au niveau infra-urbain. En Suisse, cet aspect n'a pas souvent trouvé application jusqu'ici.

Nous l'abordons par le biais d'une caractérisation structurelle des contextes. Cette variable a été considérée en trois modalités: centres des agglomérations, autres communes des agglomérations, communes rurales. Les quelques jeunes d'origine étrangère résidant dans des villes isolées ont été regroupés avec ceux vivant dans les communes au centre des agglomérations. Ce regroupement a été préféré à celui qui consistait à inclure ces personnes parmi le groupe des résidents des communes rurales: en effet, nous avons observé, au cours de différentes analyses régionales (par exemple Wanner et Peng Fei, 2004), que les individus vivant dans une ville isolée présentaient des comportements s'apparentant plus à ceux des centres des agglomérations qu'à ceux des communes rurales, ce qui n'était pas le cas il y a trente ans. Une hypothèse expliquant ce résultat est l'amélioration des communications, qui «rapproche» les villes périphériques des villes centres d'agglomérations.

Les jeunes d'origine étrangère sont davantage concentrés que les Suisses dans les communes centrales des agglomérations suisses et dans les communes suburbaines; la concentration dans les communes au centre des agglomérations est encore plus marquée parmi les naturalisés que parmi les non-naturalisés (Tableau 14).

La moitié des Espagnols naturalisés habitent le centre des principales villes suisses, où se trouvent également près de la moitié des Portugais, des Yougoslaves parlant serbe et croate, des Turcs, des Yougoslaves parlant une langue de la Suisse et du groupe des autres provenances. Les Italiens sont majoritairement présents dans les communes suburbaines, lieu de domicile majoritaire d'autres groupes, tels les Allemands, les Croates, les Macédoniens et les Yougoslaves parlant une langue de la Suisse. Finalement, un jeune Yougoslave albanophone sur cinq habite dans un contexte rural.

Parmi les non-naturalisés, on observe la même concentration relative des Yougoslaves albanophones (un sur quatre) dans les communes rurales; c'est également le cas pour les Macédoniens, les Bosniaques, et les autres Yougoslaves (un sur cinq). Globalement les non-naturalisés habitent plus souvent le milieu rural que les naturalisés, même si la proportion de résidents des campagnes est faible (entre 9,5% pour les Espagnols et 26,9% pour les Yougoslaves albanophones). Ce résultat pourrait traduire des difficultés à acquérir la nationalité suisse lorsque l'on vit dans une petite commune (Piguet et Wanner, 2000). Il pourrait également être le reflet d'un moindre intérêt, pour un étranger, d'entreprendre des démarches en vue de la naturalisation, avec des incitations professionnelles ou sociales peut-être moins fortes.

**Tableau 14: Répartition (en %) des jeunes âgés de 20 à 24 ans, selon l'origine, le statut de naturalisation et le lieu de résidence, en 2000**

	Naturalisés			Non-naturalisés		
	Centre agglomération - ville isolée	Agglomération	Commune rurale	Centre agglomération - ville isolée	Agglomération	Commune rurale
Suisse*	-	-	-	30.1	41.6	28.3
Allemagne	36.0	49.5	14.5	42.2	43.5	14.3
France	42.6	44.7	12.7	47.4	38.6	14.0
Italie	40.4	51.3	8.3	40.2	46.5	13.2
Espagne	50.1	45.2	4.7	53.6	36.9	9.5
Portugal	44.2	48.1	7.8	42.4	39.3	18.3
Turquie	45.9	44.6	9.5	41.9	41.7	16.3
Y. albanophone	35.1	45.7	19.2	31.1	42.1	26.9
Y. serbo-croate	46.7	44.0	9.3	35.8	44.7	19.4
Y. langue suisse	44.7	46.4	8.9	36.9	43.6	19.5
Bosnie-et-Herzégovine	43.1	45.5	11.4	38.2	42.3	19.5
Macédoine	38.9	48.6	12.5	37.4	41.6	21.1
Croatie	43.4	49.1	7.5	37.3	44.3	18.4
Autres provenances	47.2	43.1	9.8	48.4	40.3	11.3
Total	44.2	46.2	9.6	41.5	42.3	16.2

Source: Recensement fédéral de la population, OFS

\* Les Suisses d'origine, par définition, ne sont pas naturalisés; indiqués à titre de comparaison, ils ne sont pas inclus dans le total.

Note: les villes isolées ont été incluses avec la catégorie des centres d'agglomérations.



## 3 FACTEURS EXPLIQUANT LES COMPORTEMENTS LIÉS À LA NATURALISATION

---

Dans ce troisième chapitre, nous dépasserons le niveau de la description pour comprendre l'importance des facteurs susceptibles de déterminer certaines caractéristiques de la participation des jeunes adultes d'origine étrangère à la vie sociale en Suisse. Nous étudierons ainsi les probabilités de l'absence de formation post-obligatoire, de la non-participation à la vie économique, de l'absence d'emploi en fonction du statut de naturalisation.

Pour ces analyses et compte tenu des domaines étudiés, nous avons retenu les jeunes âgés de 23 à 34 ans. On exclut de cette manière les âges comprenant une proportion non négligeable de jeunes fréquentant encore une formation scolaire, et on recule par contre la limite supérieure pour avoir davantage d'observations. Les analyses portent séparément sur les jeunes nés en Suisse, supposés avoir été scolarisés en Suisse, et ceux nés à l'étranger mais résidant en Suisse depuis plus de cinq ans, pour lesquels le lieu de scolarisation n'est pas connu. En outre, les analyses portent sur les hommes et les femmes séparément, même si l'objectif principal est de vérifier l'existence de différences de comportements entre naturalisés et non-naturalisés.

Nous utiliserons les méthodes de régression logistique pour mesurer le risque – estimé par des «odds ratios» (O.R.) – de présenter un état pour un groupe par rapport à une modalité de référence. Ce risque est estimé après prise en compte de différents facteurs de contrôle, introduits dans les modèles afin de tenir compte des spécificités, selon l'origine, concernant la structure socio-démographique de la population. Un O.R. supérieur à l'unité signifie un risque augmenté de subir l'événement sous étude, par rapport à la catégorie de référence (par exemple les Suisses de naissance). Un O.R. inférieur à l'unité traduit en revanche un risque réduit de subir l'événement. Dans les tableaux de résultats figure la significativité statistique (valeur du p) résultant des régressions logistiques. Même si le recensement est exhaustif, et ne repose pas sur un échantillon, il nous a paru utile d'ajouter cette information de manière à pouvoir interpréter la robustesse des résultats.

Dans le but d'éviter des effets de colinéarité, nous avons combiné les variables «origine» et «statut de naturalisation». En effet, une association existe entre ces deux variables, puisque, par définition, les Suisses d'origine ne sont jamais naturalisés. On a donc distingué, pour chaque origine (excepté pour les Suisses), la population naturalisée et la population non naturalisée.

### 3.1 FACTEURS EXPLIQUANT L'ABSENCE DE FORMATION POST-OBLIGATOIRE

Etant donnée l'importance d'une qualification post-obligatoire, il est utile d'étudier plus en détail les facteurs expliquant l'absence d'une formation secondaire II: ce niveau comprend notamment l'apprentissage qui représente le type le plus fréquent de formation secondaire II et qui est aussi favorablement associé à une bonne insertion professionnelle. Nous expliquons dans cette section l'absence de formation secondaire II en fonction du statut de naturalisation, après prise en considération de différents facteurs de contrôle, qui sont:

- le plus haut niveau de formation atteint des parents; l'hypothèse sous-jacente est que le capital humain des parents influence positivement le succès scolaire des enfants. Nous avons choisi comme indicateur le niveau de formation le plus élevé observé parmi les deux parents;
- la langue principale, sous l'hypothèse que l'assimilation linguistique est associée à un niveau de formation plus élevé;
- la zone de résidence, variable contextuelle, en trois modalités (cf. chapitre 2.3). Nous suggérons que les zones de moindre concentration des immigrés connaissent des taux de formation élevée supérieurs. Cette hypothèse est le fondement des théories de la mixité qui inspirent nombre de politiques urbaines: celles-ci évaluent négativement la concentration urbaine des immigrés, soit parce qu'elle est susceptible de ralentir le rythme de leur acculturation (Arend, 1982; Mahnig, 2000), soit parce qu'elle s'effectue dans des quartiers dépourvus des infrastructures nécessaires pour l'affirmation des immigrés dans la société d'accueil (Wacquant, 1992; Portes et Zhou, 1993);
- la proportion de jeunes ayant atteint au moins une formation du secondaire II dans le canton.

Comme attendu, la formation des parents influence fortement celle des enfants (Tableau 15): une fréquentation scolaire des parents réduite à quelques années d'école ou à la scolarité obligatoire augmente considérablement le risque d'absence de formation secondaire II chez les enfants. Le risque d'échec est plus important lorsque les parents sont de formation secondaire I et lorsqu'ils n'ont aucune formation, ce qui peut s'expliquer par des facteurs contextuels (disponibilité d'école à proximité du lieu où les parents ont grandi) en particulier. L'assimilation linguistique est également un facteur de réussite scolaire: la «préférence» pour la langue d'origine double le risque d'échec au niveau de la formation secondaire II.

Quant aux facteurs contextuels, relevons que les zones rurales sont associées à un plus grand risque d'insuccès scolaire chez les femmes, par rapport aux communes des agglomérations, contrairement à ce qui s'observe chez les hommes. Le lien entre zone de résidence et échec scolaire est faible. Pour sa part, l'ouverture du système scolaire cantonal – traduite par la proportion des jeunes résidant dans le canton et âgés entre 23 et 34 ans ayant atteint une qualification secondaire II – a un impact positif sur la formation des jeunes d'origine étrangère.

Les risques relatifs d'échec scolaire des naturalisés et non-naturalisés peuvent être exprimés par rapport au groupe de référence constitué des Suisses de naissance. Après contrôle des autres variables incluses dans le modèle, les hommes italiens, espagnols et croates naturalisés en Suisse présentent un niveau de formation plus élevé que leurs contemporains d'origine suisse. En revanche, parmi les non-naturalisés nés en Suisse, aucun groupe, à l'exception des Espagnols, ne présente un niveau de formation plus élevé que le groupe de référence. Les Yougoslaves parlant une langue de la Suisse et les Portugais se singularisent par des risques d'échec fort élevés.

Le constat est identique chez les femmes nées en Suisse, chez qui on observera toutefois la bonne performance scolaire des Espagnoles même lorsqu'elles n'ont pas acquis la nationalité suisse. Par contre, les Yougoslaves albanophones, les Yougoslaves parlant une langue de la



Suisse et les Macédoniennes connaissent, quel que soit leur statut de naturalisation, des risques bien plus élevés que la population de référence de ne pas avoir une formation de niveau secondaire II. Nous ne nous attarderons pas trop sur le fort risque d'échec des Yougoslaves assimilés sur le plan linguistique, l'interprétation de ce résultat étant problématique en raison de l'interaction entre la classification ethnique et la variable «langue principale».

Parmi les personnes d'origine étrangère nées à l'étranger, l'influence de la faible formation scolaire des parents se confirme bien évidemment. Il est cependant intéressant de noter qu'elle a un impact beaucoup plus important sur les jeunes femmes que sur les jeunes hommes. L'influence du contexte de résidence pour les jeunes nés à l'étranger montre pour sa part que le fait de vivre dans une commune rurale diminue les risques d'échec scolaire aussi bien pour les hommes que pour les femmes.

Par rapport au groupe de référence formé des Suisses de naissance, différentes collectivités connaissent des risques accrus de ne pas terminer une formation post-obligatoire. C'est le cas en particulier des hommes yougoslaves naturalisés et parlant une langue de la Suisse et des albanophones. A l'instar de ce qui a été relevé auprès des «native born», les non-naturalisés nés à l'étranger connaissent davantage de risques d'échec scolaire que les naturalisés. Les trois groupes les plus exposés sont les Yougoslaves parlant une langue de la Suisse, les Portugais et les Italiens. Les plus performants par rapport aux Suisses sont les Croates, les Français, les Bosniaques et les Espagnols.

Chez les femmes naturalisées nées à l'étranger, des résultats quasi similaires s'observent et une majorité de groupes rencontrent davantage de difficultés à obtenir une formation secondaire II que les Suissesses d'origine; les femmes de la République fédérale de Yougoslavie parlant serbe et croate parviennent cependant à ce but plus souvent. Pour les femmes non naturalisées nées à l'étranger, la qualification scolaire post-obligatoire représente – comme pour les hommes – un objectif bien plus difficile à atteindre que pour les Suissesses nées en Suisse.

**Tableau 15: Facteurs influençant la probabilité d'un faible niveau de formation chez les jeunes âgés de 23 à 34 ans vivant dans le foyer parental, selon le lieu de naissance et le sexe, en 2000**

	Nés en Suisse		Nés à l'étranger	
	Hommes (Odds ratio)	Femmes (Odds ratio)	Hommes (Odds ratio)	Femmes (Odds ratio)
Suisses de naissance #	1.00	1.00	1.00	1.00
<b>D'origine étrangère, naturalisés</b>				
Allemagne	0.93	0.76	1.04	1.32 *
France	1.22	1.07	2.50 ***	2.73 ***
Italie	0.54 ***	0.36 ***	1.45 **	1.16
Espagne	0.66 *	0.42 ***	1.12	0.92
Portugal	1.57	0.62	2.26 **	9.30 ***
Turquie	0.72	0.48 ***	2.40 ***	1.67 ***
Y. albanophone	...	1.31	3.11 ***	1.22
Y. serbo-croate	1.38	0.49 *	0.68	0.68 *
Y. langue suisse	1.33	1.18	4.53 ***	3.63 ***
Bosnie	...	0.21 *	1.30	1.75 **
Macédoine	...	0.81	2.50 ***	2.16 *
Croatie	0.54 *	0.36 **	0.72	1.04
<b>D'origine étrangère, non-naturalisés</b>				
Allemagne	1.53 *	1.13	1.11	0.82 *
France	2.21 ***	1.84 ***	2.18 ***	2.30 ***
Italie	1.13 ***	1.01	6.76 ***	3.65 ***
Espagne	0.82 *	0.62 ***	2.62 ***	1.58 ***
Portugal	4.24 ***	4.28 ***	6.67 ***	5.07 ***
Turquie	2.42 ***	3.18 ***	4.30 ***	4.74 ***
Y. albanophone	...	14.64 ***	3.30 ***	4.94 ***
Y. serbo-croate	2.81 ***	3.10 ***	1.94 ***	1.31 ***
Y. langue suisse	10.55 ***	10.59 ***	9.41 ***	12.60 ***
Bosnie-et-Herzégovine	...	3.70 ***	2.47 ***	2.03 ***
Macédoine	...	10.47 ***	4.10 ***	7.49 ***
Croatie	2.40 ***	1.29	1.88 ***	1.57 ***
<b>Formation achevée des parents</b>				
Aucune formation	5.17 ***	8.85 ***	10.88 ***	16.49 ***
Secondaire I	7.71 ***	15.15 ***	12.21 ***	19.77 ***
Apprentissage	1.00	1.00	1.00	1.00
Autres formations du secondaire II ou tertiaire	0.39 ***	0.41 ***	0.41 ***	0.38 ***
<b>Langue principale</b>				
Nationale	1.00	1.00	1.00	1.00
Non nationale	2.69 ***	3.13 ***	4.39 ***	5.34 ***
<b>Lieu de résidence</b>				
Centre d'agglomération, ville isolée	1.11 ***	1.03	1.21 ***	1.05 *
Autre commune dans une agglomération	1.00	1.00	1.00	1.00
Commune rurale	0.98	1.20 ***	0.87 ***	1.10 ***
<b>Canton</b>				
% de jeunes de formation sec. II	0.04 ***	0.07 ***	0.34 *	0.12 ***

Source: calculs SFM sur Recensement fédéral de la population, OFS

# Suisses de naissance, nés en Suisse sont la valeur de référence.

Valeur du test de p: \* < 0.05; \*\* < 0.01; \*\*\* < 0.001.

En faisant abstraction du fait que tous les résultats ne sont pas significatifs, en raison notamment des effectifs réduits dans les flux d'immigration plus récente, on relèvera que le faible risque d'absence de formation post-obligatoire chez les naturalisés nés en Suisse correspond aux résultats d'une précédente étude chez les jeunes d'origine italienne et espagnole (Bolzman et al., 2003).

En revanche, parmi les non-naturalisés, les risques accrus de ne pas accéder à la formation secondaire II par rapport aux Suisses de naissance sont la norme tant chez ceux nés en Suisse que chez ceux nés à l'étranger. Les hommes et femmes espagnols parmi les «native born» et les femmes allemandes parmi les «foreign born» constituent cependant des exceptions, avec un profil qui ne s'écarte pas de celui des Suisses de naissance.

### 3.2 FACTEURS EXPLIQUANT LA PROBABILITÉ D'ÊTRE ÉCONOMIQUEMENT ACTIF

L'importance de la participation à la vie économique pour les jeunes adultes n'est pas à démontrer. Différentes études ont mis en évidence les difficultés pour les ressortissants d'origine étrangère à franchir les barrières à l'emploi (par exemple Fibbi et al., 2003). Nous chercherons ici à expliquer l'événement minoritaire, à savoir l'inactivité professionnelle, qui peut être justifiée par différentes raisons: activité au sein du foyer, activité bénévole, formation en cours ou simplement absence de nécessité économique. Les résultats devront être commentés en tenant compte de ces différentes justifications. L'objectif est ici de montrer si le fait de disposer d'une nationalité suisse joue un rôle sur l'intégration dans l'emploi.

Dans nos modèles, qui excluent les personnes en cours de formation et se focalisent sur les 23 à 34 ans, ont été retenus comme facteurs de confusion:

- le plus haut niveau de formation atteint par le jeune, sous l'hypothèse qu'un capital humain plus élevé réduit les risques de non-insertion;
- la langue principale, sous l'hypothèse que la pratique de la langue locale est associée à une meilleure performance sur le marché de l'emploi;
- la zone de résidence, variable contextuelle, sous l'hypothèse que plus les zones de résidence sont centrales, plus les occasions d'emploi sont élevées, fait qui diminue les risques d'inactivité; a contrario, plus les zones sont rurales, plus les occasions d'emploi sont faibles, ce qui augmente le risque d'inactivité;
- l'âge, sous l'hypothèse qu'en étant progressivement plus âgé, le risque d'inactivité se modifie en fonction de la position dans le ménage;
- le taux d'activité cantonal des jeunes hommes et femmes, en supposant qu'il traduit tant les opportunités sur le marché de l'emploi susceptibles d'influencer la décision de participer à la vie économique que les modèles culturels locaux;
- le type de ménage: les conditions d'habitation des jeunes en transition vers l'âge adulte sont fort variables; elles peuvent avoir un impact sur la participation professionnelle.

Le niveau de formation achevé s'avère un facteur capital dans la probabilité d'avoir une activité économique (Tableau 16): par rapport au niveau de référence (secondaire II), le fait d'avoir une formation tertiaire diminue le risque d'inactivité. Par ailleurs, le fait de ne pas avoir terminé la formation obligatoire est associé à un accroissement de l'inactivité, principalement pour les hommes et pour les jeunes nés en Suisse. Le fait de ne pas déclarer comme langue principale la langue locale est, quant à lui, un facteur pénalisant dans tous les cas de figure, sauf pour les hommes nés à l'étranger. Ces éléments induisent à penser que chaque «population» considérée (hommes nés en Suisse, femmes nées en Suisse, hommes nés à l'étranger et femmes nées à l'étranger) a des chances différentes d'insertion en relation avec les variables de confusion.

On observe en outre un impact du type de ménage sur la probabilité des femmes d'être économiquement actives. Par rapport à la condition de référence de femme mariée, tous les autres types de ménages sont associés à des probabilités accrues d'activité. L'avancement dans l'âge augmente pour sa part le risque d'inactivité professionnelle pour les femmes – ceci étant dû à l'arrivée progressive des enfants dans le ménage – comme, dans une moindre mesure, pour les hommes.

L'hypothèse selon laquelle le contexte rural est moins favorable à la participation économique est confirmée empiriquement pour les femmes mais pas pour les hommes. Enfin, plus le taux d'activité est élevé dans le canton, plus grandes sont les probabilités d'exercer une activité professionnelle.

Observons maintenant les différences intergroupes dans les taux d'activité (Tableau 16). Parmi les nationalités s'écartant significativement des Suisses de naissance, les hommes naturalisés d'origine italienne nés en Suisse connaissent des risques moindres de ne pas être actifs. C'est le seul groupe parmi les personnes d'origine étrangère nées en Suisse et naturalisées dont les effectifs sont suffisamment nombreux pour donner lieu à des observations statistiquement significatives.

Chez les hommes nés en Suisse non naturalisés, les Italiens, les Espagnols, les Turcs et les Macédoniens présentent des probabilités inférieures à celles des Suisses de ne pas participer à la vie active.

Les femmes nées en Suisse (naturalisées ou non) de presque toutes les origines présentent, pour leur part, de faibles O.R.; ceci indique qu'à formation, compétences linguistiques, zone d'habitation, type de ménage, âge et contexte économique cantonal égaux, la participation des femmes d'origine étrangère nées en Suisse est supérieure à celle des Suissesses d'origine.

Dans les études sur l'intégration des migrants, la participation des femmes au marché du travail est couramment considérée comme un indicateur de modernité (Morokvasic, 1983) de sorte qu'un faible taux de participation est évalué comme un révélateur du degré de «distance culturelle» de la femme et de son groupe d'appartenance par rapport à cette modernité. La «distance culturelle» caractériserait en particulier les groupes de religion musulmane. Les analyses présentées ici ne confortent pas cette hypothèse, que ce soit pour les femmes nées en Suisse ou pour celles nées à l'étranger. Des facteurs plus complexes (position dans le cycle de vie, motifs de la migration) interviennent en effet sur cette problématique.

**Tableau 16: Facteurs influençant la probabilité de ne pas être économiquement actif chez les jeunes âgés de 23 à 34 ans ayant terminé leur formation, selon le lieu de naissance et le sexe, en 2000**

	Nés en Suisse		Nés à l'étranger	
	Hommes (Odds ratio)	Femmes (Odds ratio)	Hommes (Odds ratio)	Femmes (Odds ratio)
Suisses de naissance #	1.00	1.00	1.00	1.00
<b>D'origine étrangère, naturalisés</b>				
Allemagne	1.32	1.03	1.66 *	1.12
France	1.17	0.89	1.14	0.96
Italie	0.73 **	0.66 ***	1.28	0.76 **
Espagne	1.02	0.75 *	1.04	1.08
Portugal	1.66	0.43 *	0.93	0.75 **
Turquie	1.04	0.56 ***	1.17	0.59 ***
Y. albanophone	0.74	0.15 *	0.79	0.54 *
Y. serbo-croate	0.82	0.62 *	1.29	0.40 ***
Y. langue suisse	1.10	0.73	0.84	0.51 ***
Bosnie	0.76	0.37 *	0.64	0.51 ***
Macédoine	0.33	0.50	0.58	0.41 ***
Croatie	0.68	0.52 **	1.53	0.54 ***
<b>D'origine étrangère, non-naturalisés</b>				
Allemagne	1.42 *	1.25 *	1.12	1.20 ***
France	1.34	0.88	1.09	0.85 *
Italie	0.66 ***	0.52 ***	0.84 **	0.68 ***
Espagne	0.85 *	0.53 ***	0.85 *	0.42 ***
Portugal	0.75	0.37 ***	0.55 ***	0.30 ***
Turquie	0.52 ***	0.51 ***	0.96	0.56 ***
Y. albanophone	1.17	0.95	0.92	0.83 ***
Y. serbo-croate	0.76	0.27 ***	0.93	0.34 ***
Y. langue suisse	1.19	0.55 ***	1.01	0.47 ***
Bosnie-et-Herzégovine	1.34	0.41 ***	0.95	0.27 ***
Macédoine	0.48 *	0.59 **	0.74 ***	0.72 ***
Croatie	0.96	0.45 ***	0.78 *	0.24 ***
<b>Formation achevée</b>				
Aucune formation	22.90 ***	8.39 ***	11.08 ***	3.10 ***
Secondaire I	4.39 ***	1.86 ***	3.04 ***	1.52 ***
Apprentissage	1.00	1.00	1.00	1.00
Autres formations du secondaire II	1.63 ***	0.76 ***	1.43 ***	0.78 ***
Tertiaire	0.76 ***	0.47 ***	0.63 ***	0.49 ***
<b>Langue principale</b>				
Nationale	1.00	1.00	1.00	1.00
Non nationale	1.15	1.00	0.83 ***	1.06 **
<b>Type de ménage</b>				
Foyer parental	6.59 ***	0.23 ***	5.48 ***	0.28 ***
Individuel	2.77 ***	0.06 ***	2.25 ***	0.07 ***
Couple marié	1.00	1.00	1.00	1.00
Couple non marié	1.46 ***	0.11 ***	1.21 ***	0.13 ***
Autres	7.73 ***	0.26 ***	6.51 ***	0.32 ***
<b>Lieu de résidence</b>				
Centre d'agglomération, ville isolée	1.22 ***	0.94 ***	1.15 ***	0.90 ***
Autre commune dans une agglomération	1.00	1.00	1.00	1.00
Commune rurale	0.92 ***	1.06 ***	0.92 ***	1.06 ***
<b>Âge</b>				
23-24 ans	0.70 ***	0.70 ***	0.65 ***	0.68 ***
25-29 ans	1.00	1.00	1.00	1.00
30-34 ans	1.09 ***	1.40 ***	1.06 *	1.35 ***
<b>Canton</b>				
Taux d'activité cantonal des jeunes hommes / femmes	<0.001 ***	0.03 ***	<0.001 ***	0.02 ***

Source: calculs SFM sur Recensement fédéral de la population, OFS

# Suisses de naissance, nés en Suisse sont la valeur de référence.

Valeur du test de p: \* < 0.05; \*\* < 0.01; \*\*\* < 0.001.

Le tableau 16 atteste ainsi d'un moindre risque d'inactivité pour les femmes d'origine étrangère. Les seules femmes qui – après contrôle des facteurs de confusion – se tiennent davantage à l'écart du monde du travail, par rapport à la population de référence, sont les Allemandes nées à l'étranger et non naturalisées. En revanche, les femmes originaires des pays «lointains» ne se tiennent pas à l'écart du monde du travail, contrairement à ce que suggère l'hypothèse mentionnée ci-dessus. Globalement, les résultats obtenus pour les femmes mettent en évidence la quasi-absence de différences, d'une part, entre naturalisées et non-naturalisées et, d'autre part, entre natives de Suisse et d'ailleurs.

Quant aux hommes naturalisés nés à l'étranger, seuls les Allemands ont un risque significativement plus élevé d'inactivité professionnelle, comparativement aux Suisses. Pour les Italiens, les Espagnols et les Portugais, les Macédoniens et les Croates non naturalisés, en revanche, les risques d'inactivité sont plus faibles que pour la population de référence. La migration, souvent liée à des motifs professionnels, entraîne une bonne insertion sur le marché du travail, probablement dans des occupations où se concentre l'emploi des immigrés.

La problématique de l'insertion sur le marché du travail dépend de nombreux facteurs qu'un modèle statistique ne permet pas de prendre totalement en compte. Nous nous contentons ici de relever les quelques spécificités liées au statut de naturalisation, en renonçant à une interprétation par trop audacieuse, compte tenu de la complexité du phénomène. La troisième dimension analysée, le fait d'être ou non au chômage, sera plus facile à commenter, dans la mesure où l'analyse de cette dimension exclut les personnes non actives (section suivante).

### 3.3 FACTEURS EXPLIQUANT LA PROBABILITÉ D'ÊTRE AU CHÔMAGE

Étant donnée l'importance de l'insertion professionnelle pour l'intégration des jeunes d'origine étrangère, nous chercherons à expliquer ici l'éventualité du chômage à la date du recensement. Cela est d'autant plus intéressant que la régression logistique nous permet de tenir sous contrôle des variables cruciales, tels le niveau de formation, le lieu de naissance ou la langue principale. Ces facteurs sont souvent mentionnés pour expliquer la survenance du chômage des jeunes étrangers. Après la prise en compte de ces facteurs, nous identifierons indirectement le chômage «inexpliqué», qui, dans la littérature économique, est considéré comme une estimation de la discrimination<sup>12</sup>. Relevons que nous n'avons aucune information sur la durée du chômage, ni sur son incidence (éléments qui pourraient varier en fonction de l'appartenance à une origine et du statut de naturalisation) et que nous devons nous contenter de modéliser la prévalence du phénomène.

Dans ce modèle ont été retenus comme facteurs de confusion:

- le niveau de formation le plus élevé atteint par le jeune; nous posons l'hypothèse que des qualifications élevées réduisent les risques de chômage; de plus, nous avons singularisé le fait d'avoir été formé par un apprentissage, afin de tester dans quelle mesure cette formation par insertion sur le marché du travail est associée à des risques moindres de chômage;

<sup>12)</sup> Les différences non expliquées entre Suisses et étrangers face au chômage peuvent aussi résulter de transfert partiel des qualifications entre pays ou des caractéristiques individuelles non observées (Widmer, 2005).

- la langue principale, en posant l'hypothèse que la pratique de la langue locale est positivement associée à la performance sur le marché de l'emploi;
- la zone de résidence. En reprenant les arguments développés précédemment, nous supposons que plus les zones de résidence sont centrales, moins élevés sont les risques de chômage; a contrario, dans les zones rurales, les moindres opportunités d'emploi augmentent les risques de chômage;
- l'âge, sous l'hypothèse d'un risque de chômage diminué avec l'âge;
- le taux de chômage cantonal qui traduit le climat macroéconomique cantonal dans lequel se trouve un individu;
- la proportion cantonale de personnes titulaires d'un certificat fédéral de capacité (CFC) de niveau secondaire II. L'hypothèse est qu'une proportion élevée de personnes présentant une telle formation professionnelle est associée à des risques moindres de chômage. Acquisée le plus souvent partiellement en emploi, cette formation correspondrait mieux aux besoins des entreprises que les formations acquises exclusivement dans un cadre scolaire.

Le modèle ainsi construit montre que la formation s'avère être un facteur primordial pour l'obtention d'un emploi pour les jeunes nés en Suisse (surtout les hommes), comme pour ceux nés à l'étranger (Tableau 17): le fait de ne pas avoir achevé la scolarité obligatoire est pénalisant quant aux chances d'emploi par rapport à la situation résultant d'une formation obligatoire achevée. Pour les hommes nés en Suisse ou à l'étranger, l'apprentissage s'avère un meilleur atout sur le marché du travail qu'une autre formation secondaire. Ce résultat est cohérent avec ceux obtenus dans d'autres pays (Silbermann, 2002), qui relèvent que cette filière, moins prestigieuse, garantit un meilleur accès à l'emploi que les filières longues. La formation tertiaire, quant à elle, réduit globalement le risque de chômage chez les hommes.

Chez les femmes par contre, qu'elles soient nées en Suisse ou à l'étranger, la formation secondaire en apprentissage n'est pas un atout pour l'insertion professionnelle relativement à une «autre formation du secondaire II»; cela est peut-être dû au fait que l'arrivée d'un enfant peut créer une cassure professionnelle. Or, le calendrier des naissances est plus précoce chez les femmes de niveau de formation secondaire II que les femmes de formation tertiaire, qui semblent mieux intégrées sur le marché du travail.

La non-déclaration de la langue locale comme langue principale s'avère être un handicap dans tous les cas de figure, mais particulièrement pour les femmes. Ceci est probablement dû aux types d'emplois confiés aux femmes misant plus souvent sur les compétences linguistiques. Il est possible que les hommes ressentent moins le handicap de la langue si les emplois qu'ils exercent sont plutôt d'ordre technique. L'avancement dans l'âge réduit les risques de chômage pour les hommes, mais demeure sans effet pour les femmes.

Résider dans un contexte rural est favorable à l'emploi pour les hommes comme pour les femmes; le fait d'habiter dans des centres urbains semble par contre augmenter les risques de chômage chez les hommes et, dans une moindre mesure, chez les femmes. Une proportion élevée de personnes avec une formation de type CFC dans le canton a un impact défavorable très appuyé chez les hommes. Enfin, comme attendu, plus le taux de chômage cantonal est élevé, plus les risques d'être sans emploi sont importants.

Le rôle de ces facteurs identifiés, nous pouvons maintenant évoquer les différences entre groupes d'origine. Les effectifs des hommes naturalisés nés en Suisse sont trop faibles pour donner lieu à des observations statistiquement significatives. Les O.R. sont supérieurs à l'unité chez les Yougoslaves parlant serbe et croate et ceux parlant une langue locale, les Croates, les Turcs et les Macédoniens ainsi que chez les Allemands. Chez les femmes naturalisées nées en Suisse, on observe des risques accrus de chômage pour celles originaires de France, d'Italie et de Turquie.

Chez les hommes nés en Suisse mais non naturalisés, on observe des O.R. tendanciellement supérieurs à l'unité: les Français, les Bosniaques, les Yougoslaves parlant une langue de la Suisse et serbe et croate, et les Turcs connaissent en particulier un O.R. double de celui du groupe de référence.

Chez les femmes nées en Suisse et non naturalisées, les Macédoniennes, les Yougoslaves déclarant comme langue principale une langue locale, les Croates, les Yougoslaves albanophones, les Turques, les Croates et les Françaises connaissent des risques significativement plus élevés de chômage, par rapport aux Suissesses, après contrôle des variables de capital humain et des variables contextuelles.

Ce risque accru de chômage par rapport aux Suisses de naissance représente un chômage «inexpliqué» (Widmer, 2005) et suggère que d'autres facteurs interviennent et pénalisent les jeunes issus de la migration; parmi ces facteurs, il faut probablement mentionner la discrimination, qu'elle soit directe ou indirecte, intentionnelle ou non (Wrench, 1996) et ce d'autant plus que les qualifications dont les jeunes nés en Suisse sont porteurs ont été acquises dans ce pays et sont donc équivalentes à celles de leurs contemporains suisses.

Venons-en aux personnes nées à l'étranger (Tableau 17): chez les naturalisés, tant masculins que féminins, les effectifs sont faibles et donnent lieu à des interprétations difficiles. Les Turcs naturalisés présentent cependant un risque de chômage significativement plus élevé par rapport aux Suisses, aussi bien chez les hommes que chez les femmes. Chez les jeunes hommes non naturalisés, seuls les Portugais ont des risques de chômage inférieurs aux Suisses.

Chez les femmes nées à l'étranger et non naturalisées, les Espagnoles et les Portugaises s'en sortent bien mieux que les Suissesses quant à leur performance sur le marché de l'emploi. En revanche, les Yougoslaves parlant une langue de la Suisse, les Yougoslaves albanophones et les Macédoniennes sont exposées à des risques élevés de chômage, alors que les Croates, les Yougoslaves parlant serbe et croate et les Italiennes se situent en position intermédiaire.

Malgré les faibles effectifs dans certains groupes, on peut affirmer que les naturalisés connaissent des risques de chômage supérieurs à celui de la population suisse de référence. Ces risques sont néanmoins inférieurs à ceux de leurs compatriotes non naturalisés, à niveau de formation et compétences en langue locale égaux: cette position intermédiaire des naturalisés est visible tant chez les jeunes nés en Suisse que chez ceux nés à l'étranger. Cela indiquerait que les naturalisés, par rapport aux non-naturalisés, parviennent mieux à traduire en emploi les qualifications acquises au cours de leur scolarité en Suisse.

La construction des régressions logistiques montre, finalement, que des spécificités subsistent pour les collectivités d'origine étrangère concernant les trois indicateurs retenus, même après contrôle des facteurs de confusion. Le rôle de la naturalisation n'est pas neutre.



**Tableau 17: Facteurs influençant la probabilité d'être au chômage chez les jeunes âgés de 23 à 34 ans selon le lieu de naissance et le sexe, en 2000**

	Nés en Suisse		Nés à l'étranger	
	Hommes (Odds ratio)	Femmes (Odds ratio)	Hommes (Odds ratio)	Femmes (Odds ratio)
Suisses de naissance #	1.00	1.00	1.00	1.00
<b>D'origine étrangère, naturalisés</b>				
Allemagne	1.68 **	1.28	1.10	1.69 ***
France	1.15	1.47 *	1.30 *	1.33 *
Italie	1.00	1.13 *	1.16	1.24 *
Espagne	1.05	1.08	1.00	1.13
Portugal	1.09	0.98	1.02	0.90
Turquie	1.77 ***	1.37 *	1.53 **	1.59 ***
Y. albanophone	1.61	2.04	0.97	1.50
Y. serbo-croate	1.78 *	1.05	1.45	1.19
Y. langue suisse	1.97 **	1.27	1.55 *	1.23
Bosnie-et-Herzégovine	0.83	0.98	1.17	1.21
Macédoine	3.90 **	1.50	1.04	1.54
Croatie	1.76 **	0.97	0.90	1.34
<b>D'origine étrangère, non-naturalisés</b>				
Allemagne	1.33 *	1.06	1.08	1.19 *
France	2.91 ***	2.27 ***	1.43 ***	1.50 ***
Italie	1.23 ***	1.50 ***	1.21 ***	1.98 ***
Espagne	1.14 *	1.26 **	1.01	0.75 ***
Portugal	0.98	1.09	0.61 ***	0.78 ***
Turquie	2.16 ***	2.72 ***	1.76 ***	2.36 ***
Y. albanophone	1.63 *	3.38 ***	1.53 ***	2.67 ***
Y. serbo-croate	2.46 ***	2.74 ***	1.33 ***	1.37 ***
Y. langue suisse	2.48 ***	3.55 ***	1.68 ***	3.25 ***
Bosnie-et-Herzégovine	2.52 ***	1.78 *	1.27 **	1.67 ***
Macédoine	1.58 *	3.30 ***	1.30 ***	2.72 ***
Croatie	1.72 **	2.34 ***	1.18 *	1.23 **
<b>Formation achevée</b>				
Aucune formation	5.85 ***	5.54 ***	3.59 ***	2.97 ***
Secondaire I	1.70 ***	1.69 ***	1.50 ***	1.57 ***
Apprentissage	1.00	1.00	1.00	1.00
Autres formations du secondaire II	1.42 ***	0.96	1.31 ***	0.92 **
Tertiaire	0.74 ***	1.00	0.72 ***	0.89 ***
<b>Langue principale</b>				
Nationale	1.00	1.00	1.00	1.00
Non nationale	1.39 ***	2.08 ***	1.25 ***	2.19 ***
<b>Lieu de résidence</b>				
Centre d'agglomération, ville isolée	1.44 ***	1.24 ***	1.43 ***	1.24 ***
Autre commune dans une agglomération	1.00	1.00	1.00	1.00
Commune rurale	0.71 ***	0.90 ***	0.69 ***	0.87 ***
<b>Âge</b>				
23-24 ans	1.10 **	1.01	1.04	0.98
25-29 ans	1.00	1.00	1.00	1.00
30-34 ans	0.72 ***	0.97	0.68 ***	1.01
<b>Canton</b>				
% de jeunes avec apprentissage	8.89 ***	2.37 **	7.78 ***	1.81 *
% de jeunes au chômage	>999.999 ***	>999.999 ***	>999.999 ***	>999.999 ***

Source: calculs SFM sur Recensement fédéral de la population, OFS

# Suisses de naissance, nés en Suisse sont la valeur de référence.

Valeur du test de p: \* < 0.05; \*\* < 0.01; \*\*\* < 0.001.



## 4 FACTEURS EXPLIQUANT LA PROBABILITÉ D'ÊTRE NATURALISÉ

---

Compte tenu de ces résultats, on peut s'interroger sur le rôle à donner à la naturalisation dans la problématique de l'intégration structurelle. Le fait de posséder un passeport suisse favorise-t-il ou non l'intégration? Les pistes mises en évidence à partir des trois indicateurs retenus au chapitre 3 ne semblent pas confirmer cette affirmation, les processus étant beaucoup plus complexes. Différents facteurs sous-jacents, liés par exemple au niveau de formation, semblent intervenir. Dans une précédente étude reposant sur des données agrégées à l'échelle communale, Piguet et Wanner (2000) avaient échoué dans la mise en relation de facteurs socio-démographiques avec les taux de naturalisation. Il semble ici intéressant, à l'aide des données individuelles, de vérifier quels facteurs peuvent intervenir sur la probabilité de demander et obtenir la naturalisation.

Nous avons ciblé cette analyse sur les jeunes habitant encore avec leurs parents, de manière à prendre en compte les caractéristiques de la famille d'origine. Ce choix comporte l'exclusion des jeunes mariés qui, dans leur très grande majorité, n'habitent plus chez leurs parents et notamment de ceux qui se seraient naturalisés à la suite d'un mariage avec un ressortissant suisse, selon une procédure facilitée.

Pour l'analyse des facteurs de la naturalisation pour les jeunes âgés de 23 à 34 ans, la valeur de référence retenue est celle des Italiens. Le choix découle du fait que 25% des personnes originaires de ce pays sont naturalisées, la proportion la plus élevée parmi les groupes constituant la migration de travail.

Comme facteurs de confusion ont été retenus, en analogie avec les précédentes régressions:

- le niveau de formation le plus élevé atteint par l'un des parents;
- le niveau de formation atteint du jeune adulte;
- la langue principale déclarée;
- la zone de résidence, en trois modalités (centre et ville isolée, autres communes des agglomérations, commune rurale);
- le taux de naturalisation dans le canton; cette variable a été retenue en raison de la variabilité importante des taux de naturalisation d'un canton à l'autre: les taux standardisés de naturalisation entre 1992 et 1998 varient en effet entre 1,87 à Genève et 0,88 à Soleure (Piguet et Wanner, 2000).

Comme attendu, un niveau de formation inférieur à celui pris ici comme référence (secondaire II) est associé à une faible probabilité d'acquisition de la nationalité suisse. Le fait d'avoir atteint une formation tertiaire augmente de manière sensible la probabilité de naturalisation des jeunes nés en Suisse, tandis que son rôle pour les jeunes nés à l'étranger est plus incertain (Tableau 18): la formation a en outre un impact favorable sur la naturalisation pour les hommes, mais pas pour les femmes. Le niveau de formation des parents a pour sa part un impact distinct

sur la naturalisation: une formation élevée des parents intervient positivement sur les chances de naturalisation du jeune, en particulier lorsque celui-ci est né en Suisse. Il était également attendu que la non-adoption de la langue locale comme langue principale est associée à une moindre probabilité de naturalisation.

Le lieu de résidence a un impact sur les probabilités de naturalisation. Vivre dans les centres d'agglomération et les villes isolées est moins favorable à la naturalisation que le fait de résider dans les communes de la couronne urbaine. La résidence dans une commune rurale est pour sa part très favorable à l'acquisition de la naturalisation des hommes et femmes nés en Suisse, mais pas des hommes nés à l'étranger. En dépit de ces variations à l'échelle communale, les pratiques cantonales s'avèrent déterminantes: comme attendu, la probabilité de devenir suisse est positivement influencée par les pratiques du canton de résidence.

Venons-en aux spécificités des divers groupes d'origine, à commencer par les jeunes nés en Suisse (Tableau 18). Les O.R. sont systématiquement supérieurs à la valeur de référence (Italiens) pour les hommes et les femmes de presque tous les groupes, sauf pour les Portugais, les Macédoniens, les Yougoslaves albanophones et les Espagnols. Les hommes yougoslaves parlant serbe et croate, les Français et les Croates montrent des O.R. élevés par rapport aux Italiens.

Chez les femmes nées en Suisse en revanche, la variabilité des probabilités par rapport aux Italiennes est moindre. Les Françaises, les Turques, les Croates et les Yougoslaves parlant une langue de la Suisse ont des scores supérieurs à ceux des Italiennes. De plus, les femmes bosniaques, allemandes et les yougoslaves parlant une langue locale se distinguent par des scores inférieurs à la valeur de référence alors que leurs compatriotes hommes ont des scores supérieurs.

Chez les jeunes nés à l'étranger, qu'ils soient hommes ou femmes, les O.R. sont systématiquement inférieurs à ceux des Italiens.

Outre le fait qu'ils confirment des associations suspectées entre niveau de formation, lieu de résidence et langue principale d'une part, et naturalisation de l'autre, les résultats montrent des probabilités de naturalisation variables selon le genre et la nationalité.

Il est apparu que les femmes sont majoritaires parmi les naturalisés (Tableau 2, p. 18); l'analyse démontre qu'une fois le niveau de formation des parents et du jeune ainsi que les aspects contextuels sous contrôle, la variabilité de l'acquisition de la nationalité suisse en raison du groupe d'origine est moins forte chez les femmes que chez les hommes, chez qui le groupe d'origine joue un rôle particulièrement important.

La variabilité selon l'origine peut être discutée: on notera d'une part que, parmi les ressortissants d'un pays de l'Union européenne nés en Suisse, les Français se montrent particulièrement enclins à vouloir et à obtenir la nationalité suisse, et ce dans des proportions proches de celles observées chez des jeunes ressortissants de pays extra-communautaires. D'autre part, parmi les jeunes ressortissants des pays hors-UE, la variabilité est aussi très prononcée entre, par exemple, les Turcs et les Yougoslaves parlant serbe et croate.

En revanche, chez les «foreign born» la variabilité selon le groupe d'origine est si limitée que la question des stratégies différentes ne se pose pas vraiment.

On peut donc, à partir de ces résultats, exclure une «stratégie» de naturalisation à grande échelle, stratégie qui consisterait à se naturaliser lorsque l'on provient d'une collectivité non européenne, dans le but de garantir définitivement le séjour en Suisse ou de diminuer les tracasseries administratives liées à la mobilité internationale (demande de visa).

**Tableau 18: Facteurs influençant la probabilité d'acquérir la nationalité suisse chez les jeunes âgés de 23 à 34 ans vivant dans le foyer parental, selon le lieu de naissance et le sexe, en 2000**

	Nés en Suisse		Nés à l'étranger	
	Hommes (Odds ratio)	Femmes (Odds ratio)	Hommes (Odds ratio)	Femmes (Odds ratio)
Italie #	1.00	1.00	1.00	1.00
Allemagne	1.30 ***	0.66 ***	0.58 ***	0.55 ***
France	2.76 ***	1.31 ***	0.84 **	0.84 ***
Espagne	0.30 ***	0.32 ***	0.25 ***	0.32 ***
Portugal	0.60 **	0.50 ***	0.11 ***	0.19 ***
Turquie	1.22 *	1.33 ***	0.96	0.53 ***
Y. albanophone	0.32 *	0.38 **	0.35 ***	0.07 ***
Y. serbo-croate	3.14 ***	1.66 ***	0.45 ***	0.22 ***
Y. langue suisse	1.43 **	0.54 ***	0.34 ***	0.18 ***
Bosnie-et-Herzégovine	1.68 *	0.81	0.23 ***	0.17 ***
Macédoine	0.40 *	0.39 ***	0.26 ***	0.13 ***
Croatie	2.64 ***	1.48 ***	0.39 ***	0.22 ***
<b>Formation achevée des parents</b>				
Aucune formation	0.28 ***	0.56 ***	0.55 ***	0.37 ***
Secondaire I	0.51 ***	0.68 ***	0.49 ***	0.35 ***
Apprentissage	1.00	1.00		
Autre secondaire II ou tertiaire	1.49 ***	1.56 ***	1.16 ***	1.02
<b>Formation achevée du jeune</b>				
Aucune formation	0.52 ***	0.37 ***	0.45 ***	0.68 ***
Secondaire I	0.63 ***	0.56 ***	0.57 ***	0.82 ***
Apprentissage	1.00	1.00	1.00	1.00
Autres formation du secondaire II ou tertiaire	1.16 *	1.54 ***	0.87 *	0.88 **
Tertiaire achevé ou en cours	1.79 ***	2.05 ***	1.55 ***	1.00
<b>Langue principale</b>				
Nationale	1.00	1.00	1.00	1.00
Non nationale	0.29 ***	0.20 ***	0.49 ***	0.52 ***
<b>Lieu de résidence</b>				
Centre d'agglomération, ville isolée	0.96	0.96	0.96	0.88 ***
Autre commune dans une agglomération	1.00	1.00	1.00	1.00
Commune rurale	1.30 ***	1.44 ***	0.89 *	1.05
<b>Canton</b>				
% de jeunes naturalisés	295.41 ***	>999.999 ***	6.34 ***	7.35 ***

Source: calculs SFM sur Recensement fédéral de la population, OFS

# Les Italiens sont la valeur de référence.

Valeur du test de p: \* < 0.05; \*\* < 0.01; \*\*\* < 0.001.



## 5 CONCLUSIONS

---

La naturalisation a pris une importance certaine au cours des années 1990 et elle a concerné davantage les jeunes, notamment ceux nés en Suisse. Elle varie cependant de manière sensible d'un groupe à l'autre: parmi les jeunes âgés de 20 à 24 ans, elle concerne entre 4% des personnes d'origine portugaise et yougoslave albanophone et 47% des personnes d'origine française.

La naturalisation représente un palier dans le parcours d'insertion des étrangers en Suisse qui est unique en comparaison avec les autres pays d'immigration. En effet, ce parcours se caractérise par l'absence de mécanisme automatique permettant à plus ou moins longue échéance à tous les étrangers d'accéder au statut le plus complet de la participation sociale, celui de citoyen. Cet état de fait renvoie au degré d'équité des critères mis en œuvre lors de la procédure et à leur définition de manière univoque et transparente (Achermann et Gass, 2003). L'extrême différenciation par canton et commune de la procédure rend ce passage d'autant plus opaque et hasardeux pour les étrangers qui posent leur candidature (Piguet et Wanner, 2000; Steiner et Wicker, 2004). Des études ont mis en évidence le caractère sélectif du processus aboutissant à l'acquisition de la nationalité suisse: cette analyse du recensement visait à mieux cerner les contours de cette sélectivité.

En commentant les résultats de Bolzman et al. (2003), les jeunes d'origine italienne et espagnole avaient été qualifiés de «overperformer» par rapport aux jeunes Suisses de naissance sociale comparable. Les analyses du recensement confirment la validité de cette conclusion tout en la nuancent. En effet le phénomène de l'«overperformance» s'observe parmi les jeunes, hommes et femmes, nés en Suisse, qu'ils soient issus de vagues migratoires plus anciennes ou plus récentes. Les naturalisés nés à l'étranger par contre, bien nombreux évidemment parmi les vagues d'immigration les plus récentes, ne présentent pas un profil aussi favorable du point de vue de la qualification scolaire.

Puisqu'elle ne porte que sur les procédures qui ont abouti, l'étude ne permet pas de distinguer entre une sélectivité intériorisée par les jeunes candidats ou une sélectivité qui se manifesterait dans l'acceptation des demandes, telle qu'étayée par Acherman et Gass (2003) dans leur étude bâloise. La coprésence de deux cas de figure parmi les naturalisés (aussi bien des «overperformers» nés en Suisse que des «underperformers» nés à l'étranger) semble pointer en direction d'une interrelation entre le profil du candidat et le besoin du jeune d'affirmer son inscription dans le pays d'immigration.

Au terme de cette analyse, une question reste ouverte: elle a trait aux relations de causalité entre l'intégration structurelle et la naturalisation. L'étude ne parvient pas à trancher si l'intégration structurelle conditionne la naturalisation ou si c'est plutôt le contraire qui se produit. Cela est d'autant plus compliqué que les deux mesures de cette insertion structurelle – la scolarité et le chômage – ne sont pas concordantes. Même les naturalisés «native born», porteurs de qualifications strictement identiques à celles de leurs contemporains, ne réussissent pas à valoriser leur acquis scolaire et à se mettre à l'abri d'un risque accru de chômage en comparaison avec les Suisses de naissance.

Chez certains groupes, principalement nés à l'étranger, les non-naturalisés présentent à ce propos des performances meilleures que les naturalisés. Il est possible que ce résultat, à certains égards déconcertant, soit dû au fait que les naturalisés qualifiés entrent en concurrence directe avec les Suisses de naissance, sans disposer d'atouts cruciaux pour l'insertion professionnelle, comme par exemple un capital social facilitant leur mobilité vers des segments d'emploi non spécifiques aux immigrés. Par contre, les non-naturalisés sont représentés dans un segment de l'activité professionnelle où la concurrence est probablement moins vive.

Ainsi, cette analyse du recensement relative aux naturalisés confirme des résultats d'études antérieures attestant le relatif succès scolaire des naturalisés; elle fait état en même temps d'une réalité inconnue jusqu'ici et préoccupante pour ce qui est de l'insertion professionnelle. Ces résultats indiquent que l'intégration des jeunes d'origine étrangère doit être repensée afin de fournir des réponses diversifiées aux divers types de difficultés rencontrées au cours de l'insertion dans la vie professionnelle suisse.



## RÉFÉRENCES

---

Achermann C. et Gass S. (2003), Staatsbürgerschaft und soziale Schliessung. Eine rechtsethnologische Sicht auf die Einbürgerungspraxis der Stadt Basel, Zürich: Seismo

Arend M. (1982), Sozialökologische Analyse der kleinräumigen Ausländerverteilung in Zürich, in: Hoffmann-Nowotny H.J. et Hondrich K.O (éd.), Ausländer in der Bundesrepublik Deutschland und der Schweiz, Frankfurt a.M.: Campus

Bolzmann C., Fibbi R. et Vial M. (2003), «Secondas - Secondos»: le processus d'intégration des jeunes issus de la migration espagnole et italienne en Suisse, Zurich: Seismo

Buhmann B. (1993), Wer sind die eingebürgerten Schweizer? Eine Analyse auf Grund der Schweizerischen Arbeitskräfteerhebung, in: Schweizerische Zeitschrift für Volkswirtschaft und Statistik, 129: 491-503

Fibbi R., Kaya B. et Piguët E. (2003), Le passeport ou le diplôme? Etude des discriminations à l'embauche des personnes d'origine étrangère sur le marché du travail suisse. Neuchâtel: Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population

Fibbi R. et Wanner P. (2004), La migration entre démographie et démocratie, in: Joye D. et Suter C. (éd.), Rapport social 2004, Zurich: Seismo

Mahnig H. (2000), Ethnische Segregation als Herausforderung städtischer Politik, Neuchâtel: Forum suisse pour l'étude des migrations

Morokvasic M. (1983), Women in migration: beyond the reductionist outlook, in: Plhizacklea A. (éd.), One Way Ticket: Migration and Female Labour, London: Routledge and Kegan Paul

Piguët E. et Wanner P. (2000), Les naturalisations en Suisse, Neuchâtel: Office fédéral de la statistique

Portes A. et Zhou M. (1993), The New Second Generation: Segmented Assimilation and Its Variants among post-1965 Immigrant Youth, in: Annals of the American Academy of Political and Social Science 530 (74-96)

Rocheron Y. (1999), Les mariages mixtes, un indice anthropologique de l'assimilation?, in: Dewitte P. (éd.), Immigration et intégration, l'état des savoirs, Paris: La Découverte

Silbermann R. (2002), Les enfants d'immigrés sur le marché du travail: les mécanismes d'une discrimination sélective, in: Héran F. (éd.), Immigration, marché du travail, intégration, Paris: Commissariat général du Plan

Steiner P. et Wicker H.R. (2004), Paradoxien im Bürgerrecht, Zürich: Seismo Verlag

Tribalat M. (1995), *Faire France. Une enquête sur les immigrés et leurs enfants*, Paris: La Découverte/Essai

Wacquant, L.J.D (1992), *Banlieues françaises et ghetto noir américain: de l'amalgame à la comparaison*, in: *French Politics and Society* 10(4): 81-103

Wanner P. (1998), *L'acquisition de la nationalité en Suisse. Approche statistique*, in: *Revue Européenne des migrations internationales*, 14(3): 185-201

Wanner P. (2004), *Migration et intégration. Populations étrangères en Suisse*, Neuchâtel: Office fédéral de la statistique

Wanner P. et Fibbi R. (2002), *Familles et migration, familles en migration*, Neuchâtel: Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population

Wanner P, Lerch M. et Fibbi R. (2005), *Familles et migrations. Le rôle de la famille sur les flux migratoires*, Neuchâtel: Office fédéral de la statistique (à paraître)

Wanner P. et Peng Fei (2004), *Fécondité dans les communes de la Suisse, 1970-2000. Nouvelles données et pistes d'interprétations*, in: *Démos 2004/2*, Neuchâtel : Office fédéral de la statistique

Widmer L. (2005), *Chômage et population étrangère* (à paraître)

Wimmer A et Glick Schiller N. (2002), *Methodological nationalism and beyond: nation-state building, migration and the social sciences*, in: *Global Networks* 2(4): 301-334

Wrench J. (1996), *Preventing racism at the workplace: a report on 16 European Countries*, Dublin: European Foundation for the Improvement of Living and Working Conditions

## INDEX DES FIGURES

---

### Liste des tableaux

1. Population résidante selon l'âge, l'origine, le sexe et le statut de naturalisation, en 2000	p. 14
2. Répartition des jeunes âgés de 20 à 24 ans, selon l'origine, le sexe et le statut de naturalisation, en 2000	p. 18
3. Répartition des jeunes âgés de 20 à 24 ans, selon l'origine, le lieu de naissance et le statut de naturalisation, en 2000	p. 19
4. Répartition (en %) des jeunes âgés de 20 à 24 ans, selon l'origine, le statut de naturalisation et le niveau de formation, en 2000	p. 23
5. Répartition (en %) des jeunes âgés de 20 à 24 ans, selon l'origine, le statut de naturalisation et la langue principale, en 2000	p. 24
6. Répartition (en %) des jeunes âgés de 20 à 24 ans indiquant la langue locale comme langue principale, selon l'origine, le statut de naturalisation et la région linguistique, en 2000	p. 24
7. Répartition (en %) des jeunes âgés de 20 à 24 ans, selon l'origine, le statut de naturalisation et la coïncidence entre langue principale et langue parlée à la maison, en 2000	p. 25
8. Taux d'activité des jeunes âgés de 20 à 24 ans, selon l'origine, le statut de naturalisation et le sexe, en 2000	p. 26
9. Taux de chômage des jeunes actifs occupés âgés de 20 à 24 ans, selon l'origine, le statut de naturalisation et le sexe, en 2000	p. 27
10. Répartition (en %) des jeunes actifs occupés âgés de 20 à 24 ans, selon le statut de naturalisation, l'origine et la catégorie socio-professionnelle, en 2000	p. 29
11. Répartition (en %) des jeunes âgés de 20 à 24 ans, selon l'origine, le statut de naturalisation et le type de ménage, en 2000	p. 32
12. Répartition (en %) des jeunes âgés de 20 à 24 ans vivant dans le foyer parental, selon la part du ménage concernée par la procédure de naturalisation, en 2000	p. 34
13. Répartition (en %) des jeunes âgés de 20 à 24 ans vivant en couple, selon l'origine et le statut de naturalisation de leur conjoint, en 2000	p. 35
14. Répartition (en %) des jeunes âgés de 20 à 24 ans, selon l'origine, le statut de naturalisation et le lieu de résidence, en 2000	p. 37
15. Facteurs influençant la probabilité d'un faible niveau de formation chez les jeunes âgés de 23 à 34 ans vivant dans le foyer parental, selon le lieu de naissance et le sexe, en 2000	p. 42
16. Facteurs influençant la probabilité de ne pas être économiquement actif chez les jeunes âgés de 23 à 34 ans ayant terminé leur formation, selon le lieu de naissance et le sexe, en 2000	p. 45
17. Facteurs influençant la probabilité d'être au chômage chez les jeunes âgés de 23 à 34 ans selon le lieu de naissance et le sexe, en 2000	p. 49
18. Facteurs influençant la probabilité d'acquérir la nationalité suisse chez les jeunes âgés de 23 à 34 ans vivant dans le foyer parental, selon le lieu de naissance et le sexe, en 2000	p. 53

*Liste des graphiques*

1. Répartition des jeunes nés en Suisse, âgés de 25 à 34 ans, naturalisés avant l'âge de 25 ans, selon l'âge à la naturalisation et la nationalité d'origine, en 2000

p. 21



# DIE SOZIALE STELLUNG DER ZWEITEN GENERATION

---

Analysen zur schulischen und beruflichen Integration der zweiten  
Ausländergeneration

**EVA MEY**

**MIRIAM RORATO**

**PETER VOLL**

Hochschule für Soziale Arbeit Luzern



## EINLEITUNG

---

Vor rund fünfzig Jahren, als immer mehr Menschen insbesondere aus Südeuropa als Arbeitsmigrantinnen und -migranten in die Schweiz kamen, war der Begriff der „zweiten Generation“ noch kaum bekannt. Davon ausgehend, dass die anwesenden Arbeiterinnen und Arbeiter nur für kurze Zeit hier sein würden, um nach getaner Arbeit das Land wieder zu verlassen, brauchte man sich keine Gedanken über mögliche nächste Generationen zu machen. Doch es kam anders: Es zeigte sich, dass das „Rotationsprinzip“ – das Prinzip, nach welchem immer wieder neue so genannte Gastarbeiterinnen und Gastarbeiter für jeweils nur kurze Zeit ins Land geholt wurden – der Wirklichkeit nicht Stand hielt. Die „Gäste“ kamen immer wieder und sie blieben immer länger, was nicht zuletzt den Arbeitgebenden die Mühe ersparte, sich immer wieder auf neue Arbeiterinnen und Arbeiter einstellen zu müssen. Aus den ehemaligen Gästen wurden Bleibende, die ihre Kinder und Familien zu sich holten oder in ihrer neuen Heimat eine Familie gründeten und Kinder zur Welt brachten – Kinder, die hier aufwuchsen, zusammen mit ihren Schweizer Altersgenossinnen und -genossen die Schulen besuchten, eine Ausbildung durchliefen, in den Schweizer Arbeitsmarkt eintraten, möglicherweise selber wieder Kinder zur Welt brachten – und die mittlerweile zu einem festen Bestandteil der Schweizer Bevölkerung geworden sind.

Im Jahre 2000 gaben knapp 7% der Schweizer Bevölkerung an, als Ausländer/innen in der Schweiz geboren und hier aufgewachsen zu sein. Knapp ein Drittel von ihnen – das entspricht 2,2% der Gesamtbevölkerung – haben mittlerweile das Schweizer Bürgerrecht erworben. Viele von ihnen sind Kinder von ehemaligen Arbeitsmigrantinnen und -migranten aus vergleichsweise wenig privilegierten Verhältnissen. Andere haben gut gebildete Eltern, die als erfolgreiche Berufsleute etwa im Rahmen einer Anstellung in einem multinationalen Konzern den Weg in die Schweiz gefunden haben, wieder andere sind Kinder von Frauen und Männern, die sich aus politischen Gründen für ein Leben in der Schweiz entschieden haben.

Ungeachtet dessen, dass ihre Zahl schon lange kontinuierlich zunimmt, scheinen Kinder von Immigrantinnen und Immigranten als Bevölkerungsgruppe in der Öffentlichkeit lange Zeit nicht wirklich wahrgenommen worden zu sein. Erst in den letzten Jahren sind sie im öffentlichen wie auch im politischen Diskurs entdeckt worden: als „zweite Ausländergeneration“ oder einfach als „zweite Generation“, als „Jugendliche mit Migrationshintergrund“ oder, in neuester Zeit, als „Secondos“ bzw. „Secondas“ bevölkern sie seither das („ausländer-“)politische Vokabular und werden zum Gegenstand von Diskussionsrunden, Zeitungsartikeln und Buchpublikationen erhoben. Das Bild, das dabei in der Öffentlichkeit von der zweiten Generation entwickelt wird, ist ein ambivalentes: Geschichten über besonders erfolgreiche, begabte, attraktive junge Leute der zweiten Generation wechseln sich ab mit Bildern von Jugendlichen ausländischer Herkunft, die als potentielle Fundamentalistinnen oder als rasende Autofahrer die innere Sicherheit gefährden. Die Darstellung von aufsehenerregenden Einzelfällen scheint von grösserem Interesse zu sein als die „Normalität“, in der ein Grossteil der rund 500 000 Kinder von Immigrantinnen und Immigranten in der Schweiz ihr Leben führen. Auch Angehörige der zweiten Ausländergeneration, ungeachtet dessen, dass sie bereits seit frühester Kindheit hier leben, dienen auf diese Weise nicht selten als Projektionsfläche für Exotisierungen und für latent vorhandene Fremdenängste und Abwehrreflexe.

Migration ist normal – sie hat immer stattgefunden und wird wohl auch immer stattfinden. Und ebenso wird es immer wieder „zweite Generationen“ geben, Generationen von Menschen, die hier als Kinder von Migrantinnen und Migranten geboren wurden und hier ihr Leben führen. Vor diesem Hintergrund versteht sich der vorliegende Bericht als Beitrag zur Beschreibung der Lebenssituation der zweiten Generation in der Schweiz: Er fragt danach, wie sich die Kinder von Immigrantinnen und Immigranten in die schweizerische Sozialstruktur integriert haben und inwiefern sich ihre Stellung von derjenigen ihrer Schweizer Altersgenossinnen und -genossen unterscheidet. Die Daten der Volkszählung 2000 bieten ausgezeichnete Möglichkeiten, diesen Fragen nachzugehen und zu untersuchen, welches Ausbildungsniveau die Angehörigen der zweiten Generation aufweisen und in welcher Weise sie in den schweizerischen Arbeitsmarkt eingebunden sind.

Selbstverständlich kann eine Analyse der sozialstrukturellen Position die Lebenssituation der zweiten Generation nicht in ihrer Ganzheit erfassen. Sie vermag aber Auskunft darüber zu geben, wie sich der Prozess der strukturellen Integration der ausländischen Bevölkerung über die Generationen hinweg entwickelt – ein Prozess, der ebenso durch die individuellen Ressourcen und Strategien der eingewanderten Familien und ihrer Kinder bestimmt ist wie durch die strukturell bestimmten Möglichkeiten, Chancen und Hindernisse, die junge Leute mit Migrationshintergrund in der Schweizer Gesellschaft vorfinden.



# 1 THEORETISCHER RAHMEN

---

## 1.1 MECHANISMEN DER SOZIALEN POSITIONIERUNG VON PERSONEN AUSLÄNDISCHER HERKUNFT

Ziel der vorliegenden Analysen ist es, eine differenzierte Beschreibung der Situation der zweiten Einwanderergeneration zu ermöglichen und diese sowohl mit der Situation von gleichaltrigen Schweizerinnen und Schweizern als auch mit jener von Angehörigen der ersten Einwanderergeneration zu vergleichen. Dabei ist es auf der Grundlage des Datensatzes der Volkszählung 2000 erstmals möglich, den Begriff der „zweiten Generation“ so zu fassen, dass er sich auf alle Personen bezieht, die als Kinder von Immigrantinnen und Immigranten in der Schweiz geboren sind – unabhängig davon, ob diese mittlerweile eingebürgert sind oder nicht<sup>1</sup>. Dementsprechend lässt sich anhand des neuen Datensatzes die Gruppe der „eingebürgerten zweiten Generation“ als solche identifizieren und entsprechend gesondert beschreiben.

Der Fokus der Analysen richtet sich auf Prozesse der sozialen Positionierung der zweiten Generation: Untersucht werden die Stellung der zweiten Generation im Bildungssystem und ihre Einbindung in den Arbeitsmarkt, um auf diese Weise vertiefte Kenntnisse über Kriterien und Mechanismen der strukturellen Integration dieser Bevölkerungsgruppe zu erhalten. Die Analysen orientieren sich dabei an den theoretischen Konzepten aus der Ungleichheits- und Mobilitätsforschung.

Macht und Privilegien, Chancen und Möglichkeiten sind ungleich über die Bevölkerung verteilt. Je nach der Stellung, die eine Person in der Sozialstruktur der Gesellschaft einnimmt, verfügt sie über mehr oder weniger Privilegien und Macht, über mehr oder weniger Einkommen, Ansehen und Einfluss. Die Zuteilung der einzelnen Gesellschaftsmitglieder auf die – ungleichen – Positionen in der Sozialstruktur erfolgt nach bestimmten Regeln und Kriterien. In unserer Gesellschaft gilt zumindest dem Ideal nach ein Prinzip der Chancengleichheit: Die Chancen sind nach diesem Prinzip insofern gleich verteilt, als alle Kinder zumindest grundsätzlich die gleichen Chancen auf eine gute Schulbildung haben und als der Zugang zum Arbeitsmarkt über das erreichte Bildungsniveau geregelt ist. Wer also – so das Prinzip – in der Schule mehr Leistung bringt, der oder die hat auch das Anrecht auf eine bessere Position auf dem Arbeitsmarkt und damit schliesslich in der Sozialstruktur der Gesellschaft. Auch wenn die gesellschaftliche Entwicklung und insbesondere die Bildungsexpansion zu einer erhöhten Durchlässigkeit der gesellschaftlichen Struktur beigetragen haben, so bleibt das Ideal der Chancengleichheit nach wie vor und aus verschiedenen Gründen doch unerreicht. Wesentlich dabei ist die empirisch immer wieder beobachtete Tatsache, dass Eltern ihre Bildung und ihren Status in hohem Masse auf ihre Kinder übertragen<sup>2</sup>, was dazu führt, dass sich Ungleichheitsverhältnisse von einer Generation zur nächsten reproduzieren. Doch nicht nur die unterschiedlichen Voraussetzungen im Elternhaus determinieren den Zugang zu Bildung und Status und schränken damit die Chancengleichheit ein. Auch so genannte „zugeschriebene“ Merkmale einer Person wie deren Geschlecht oder

---

1) In früheren Volkszählungen wurden eingebürgerte Personen ohne weitere Differenzierung als Schweizer/innen erfasst. Analog zur zweiten Generation ist es möglich, zur „ersten Generation“ sowohl eingebürgerte als auch nicht eingebürgerte Angehörige der ersten Ausländergeneration zu zählen.

2) Aktuell für die Schweiz: Stamm und Lamprecht (2005).

deren nationale Herkunft können bei der Vergabe von sozialen Positionen eine Rolle spielen, indem sie als Kriterien in sozialen Ausschlussprozessen wirksam werden.

Im vorliegenden Bericht wird im Anschluss an diese Überlegungen davon ausgegangen, dass die soziale Positionierung zum einen eine Funktion des ökonomischen, sozialen und kulturellen Kapitals ist, das einem Individuum zur Verfügung steht (u.a. Bourdieu, 1983) und das bei Kindern eine Funktion der Bildung und des Status der Eltern ist. Zum anderen ist die soziale Positionierung eine Funktion von Ausschlussstrategien, die etablierte Gesellschaftsgruppen gegenüber „Neuzuzüglern“ anwenden, um ihre Macht und Privilegien zu erhalten (u.a. Weber, 1922; Elias, 1990). Ungleiche Kapitalausstattung und sozialer Ausschluss stellen zwei verschiedene Ungleichheitsmechanismen dar, die bei der Zuteilung auf sozialstrukturelle Positionen beide wirksam werden und miteinander verschränkt sind. Sie führen u.a. dazu, dass neu eingewanderte Gruppen, die in vielen Fällen ohnehin einer tiefen Gesellschaftsschicht angehören und als solche nur über geringes Kapital verfügen, dieses aufgrund von Diskriminierung zusätzlich weniger gut verwerten können.

Aus dem Gesagten folgt, dass Kinder aus eingewanderten Familien im Prozess der sozialen Positionierung in vielen Fällen in zweifacher Hinsicht schlechter gestellt sind als ihre einheimischen Altersgenossinnen und -genossen: Zum einen stammen sie insbesondere im Kontext der klassischen Arbeitsmigration aus Familien, die vergleichsweise tiefen Gesellschaftsschichten angehören und in denen entsprechend wenig ökonomisches und insbesondere wenig (schulrelevantes) kulturelles Kapital vorhanden ist, was die Chancen auf eine erfolgreiche Platzierung im Bildungs- und anschliessend im Berufssystem einschränkt. Es handelt sich dabei um den geschilderten Mechanismus von sozialer Ungleichheit bzw. von ungleicher sozialer Reproduktion, der grundsätzlich für alle Gesellschaftsmitglieder gilt, unabhängig von der nationalen Herkunft; Kinder ausländischer Herkunft sind davon aber vermehrt betroffen, weil sich eingewanderte Familien häufiger in tiefen Gesellschaftsschichten befinden. Zum anderen sind Kinder aus Immigrationsfamilien aufgrund ihrer ausländischen Herkunft insofern schlechter gestellt, als sie als Angehörige von neu zugewanderten Gruppen in der Regel sozialen Ausschluss und Diskriminierung erfahren.

Mit Elias kann jedoch davon ausgegangen werden, dass eine Einwanderungsgruppe mit zunehmendem sozialen Alter ihre Position verbessern kann: Denn über die Zeit kommen neue Einwanderungsgruppen hinzu, denen die Aussenseiterpositionen zugewiesen werden können, so dass der Zugang zu besseren sozialen Positionen mit zunehmender Anwesenheit im Aufnahmeland erleichtert wird. Ausschluss- und Diskriminierungsprozesse sind demnach, so die Annahme, mitbestimmt durch die Zugehörigkeit zu einer bestimmten Herkunftsgruppe, und sie werden weniger wirksam, je „älter“ eine Einwanderungsgruppe ist bzw. je länger sie sich schon im Aufnahmeland befindet (Elias und Scotson, 1990)<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup>) Eine empirische Bestätigung finden diese Thesen u.a. in einer Zürcher Studie (Stolz, 2001) über den Wandel von Einstellungen der Schweizer Bevölkerung gegenüber Ausländerinnen und Ausländern, in welcher bei einem Vergleich der Einstellungen zwischen 1969 und 1995 unter anderem nachgewiesen werden konnte, dass in diesem Zeitraum die negativen Stigmata gegenüber den schon länger anwesenden Italienerinnen und Italienern deutlich abgenommen haben, dass aber 1995 stattdessen der türkischen Gruppe die gleichen Stereotypen angeheftet wurden wie früher der italienischen Gruppe. Abgesehen von einer abnehmenden negativen Stigmatisierung im Herkunftsland kann bei längerem Aufenthalt im Aufnahmeland auch die über die Zeit zunehmende soziale Vernetzung der Einwanderer/innen zu erhöhten Chancen auf eine erfolgreiche Positionierung führen (u.a. Thränhardt und Hunger, 2000).

Prozesse der sozialen Positionierung sind aber nicht alleine geprägt durch die strukturellen Bedingungen, unter denen sie stattfinden, sondern sie sind auch eine Folge von individuellen Strategien und Ressourcen, die Individuen einsetzen, um ihre vorhandenen Möglichkeiten bestmöglich zu nutzen und ihre Stellungen zu verbessern: Mobilitätsprozesse können sowohl Ausdruck des gesellschaftlichen Kontextes sein, in welchem sie sich abspielen, als auch von aktivem und bewusstem Handeln der beteiligten Individuen und Gruppen. Im Zusammenhang mit der zweiten Generation ist schon früh beobachtet und in der Literatur erwähnt worden, dass eingewanderte Familien und ihre Kinder oftmals eine ausserordentlich hohe Aufstiegsorientierung aufweisen (als eine der ersten Wilpert, 1980, später u.a. Seifert, 1992 und Nauck, 1994), die sie dazu bringt, sich aktiv und mit viel Durchhaltewillen für eine soziale Besserstellung einzusetzen. Dieser Aufstiegszweck kann als Reaktion auf erfahrene Benachteiligungen, aber auch als Ausdruck eines Familienprojektes der Mobilität gedeutet werden: Das Projekt der Mobilität, das die Eltern seinerzeit im Bemühen um eine soziale Besserstellung dazu bewogen hatte, ihr Land zu verlassen, wird im Aufnahmeland fortgesetzt, indem die Kinder über einen schulischen Aufstieg versuchen, ihre soziale Stellung zu verbessern. Dabei hat sich im Rahmen von biographischen Studien gezeigt, dass Kinder von Immigrantinnen und Immigranten dieses Projekt der Mobilität oftmals in hohem Masse verinnerlicht haben (Apitzsch, 1996; Juhasz und Mey, 2003). Migrantinnen und Migranten bzw. ihre Kinder verbessern ihre soziale Stellung über die Zeit also nicht nur, weil laufend neue Gruppen hinzukommen, denen die Aussenseiterpositionen zugewiesen werden, sondern auch durch ihr aktives Bemühen, über eine schulische Karriere kulturelles Kapital zu erwerben, das den Zugang zu besseren Positionen erleichtert bzw. trotz Hindernissen ermöglicht. Ausserdem sind länger anwesende Gruppen häufig besser untereinander vernetzt, was zu erhöhtem sozialem Kapital für ihre Mitglieder führt und positive Effekte auf die Positionierung haben kann (u.a. Thränhardt und Hunger, 2000).

Der Einbürgerung kommt im Kontext der geschilderten Positionierungsprozesse eine besondere Bedeutung zu: Zum einen kann die Staatsbürgerschaft als ein Schliessungskriterium wirken, das dem sozialen Ausschluss bestimmter Gruppen und Personen eine formal-rechtliche Grundlage gibt und ihn damit in vielen Fällen verschärft. Gesellschaftlich ausgeschlossenen Gruppen und Personen wird der Zugang zur Staatsbürgerschaft erschwert, gleichzeitig kann auch davon ausgegangen werden, dass diese Gruppen in einem Prozess von sich wechselseitig verschärfender Fremd- und Selbstausgrenzung gar nicht erst versuchen, die Schweizer Staatsbürgerschaft zu erwerben<sup>4</sup>. Eine einmal erreichte Staatsbürgerschaft garantiert zwar nicht den Wegfall von sozialem Ausschluss (der ja nicht alleine über das Kriterium der aktuellen Staatsbürgerschaft definiert ist); sie kann jedoch als Ressource genutzt werden, um angestrebte soziale Positionen zu erreichen. In diesem Sinne kann der Erwerb der Schweizer Staatsbürgerschaft auch als ein bewusst gewähltes Element einer (erfolgreichen) Positionierungsstrategie in der schweizerischen Gesellschaft angesehen werden.

Es ist deshalb davon auszugehen, dass eingebürgerte Personen ausländischer Herkunft in mehrfacher Hinsicht eine besondere Auswahl darstellen: Sie waren vermutlich schon vor ihrer

---

<sup>4</sup>) Zu den (sich wandelnden) Motiven von Ausländerinnen und Ausländern, die Schweizer Staatsbürgerschaft zu beantragen bzw. dies nicht zu tun, sowie zu den Ermessensspielräumen und den angewendeten Kriterien bei Einbürgerungsentscheiden auf Behördenseite vgl. die Studie von Achermann und Gass (2003), welche die Einbürgerungspraxis in der Stadt Basel exemplarisch analysiert. Der Sammelband von Steiner und Wicker (2004) wirft ein Licht auf die erheblichen kommunalen Unterschiede bei der Einbürgerungspraxis auf Gemeindeebene, welche die Einbürgerungsmotivation von ausländischen Personen mit beeinflussen dürften und sich in kommunal stark divergierenden Anerkennungsquoten bei Einbürgerungsentscheiden ausdrücken. Zu einer differenzierten Analyse der Einbürgerungsthematik auf der Grundlage der Volkszählungsdaten 2000 vgl. Fibbi et al., in diesem Band.

Naturalisierung nicht von solch ausgeprägten Ausschluss- und Diskriminierungsmechanismen betroffen, dass ihnen entweder eine Einbürgerung versagt worden wäre oder dass sie diese gar nicht erst beantragen wollten. Und jetzt, da sie Schweizer Bürger/innen sind, haben mögliche Ausschlussmechanismen zusätzlich an Schärfe verloren. Ausserdem finden sich unter ihnen vermutlich überdurchschnittlich viele Personen, die entweder eine erfolgreiche soziale Positionierung in der Schweiz aktiv anstreben und in diesem Kontext die Einbürgerung beantragen, oder die sich in Folge ihrer erfolgreichen schulischen und beruflichen Positionierung dazu entschlossen haben, Schweizer/innen (bzw. Doppelbürger/innen) zu werden. Es sind damit vielfältige und vermutlich häufig ineinander verschränkte Mechanismen, die wirksam werden und die nahelegen, dass eingebürgerte Immigrantinnen und Immigranten sozial deutlich besser gestellt sind als Personen ausländischer Nationalität.

Zusammenfassend lässt sich von folgenden Annahmen ausgehen: Die soziale Positionierung eines Individuums verläuft umso erfolgreicher, je höher die Bildung und der Status seiner Eltern ist bzw. je mehr ökonomisches, kulturelles und soziales Kapital in der Familie vorhanden ist. Ausserdem spielt die Zugehörigkeit zu einer bestimmten Herkunftsgruppe eine wesentliche Rolle im Prozess der sozialen Positionierung: Je älter die Herkunftsgruppe ist, der eine Person angehört, d.h., je länger diese Gruppe schon im Aufnahmeland anwesend ist, desto eher ist zu erwarten, dass sich die soziale Position dieser Person jener der Schweizer/innen angleicht – und zwar auch unabhängig davon, wie lange sich die betreffende Person bzw. ihre Familie tatsächlich im Aufnahmeland befindet. Italien, Spanien und Deutschland gehören in der Schweiz zu den älteren Einwandererländern, während die Migration aus der Türkei, aus Portugal und aus den Ländern des ehemaligen Jugoslawien vorwiegend jüngeren Datums ist. Man kann deshalb davon ausgehen, dass Angehörige der letztgenannten Gruppen im Prozess der sozialen Positionierung weniger erfolgreich sind als Personen italienischer, spanischer und deutscher Herkunft. Mit Blick auf die Einbürgerung eines Teils der zweiten Generation ist aus den genannten Gründen zu erwarten, dass jene Angehörigen der zweiten Generation, die Schweizer Staatsbürger/innen sind, sozial besser positioniert sind als nicht eingebürgerte Personen. Und schliesslich ist zu erwarten, dass Positionierungsprozesse beeinflusst werden durch den gesellschaftlichen (lokalen, sprachlichen) Kontext, in welchem sie verlaufen und der über die relative Bedeutung des vorhandenen Kapitals entscheidet.

Im Folgenden sollen diese Annahmen einer Überprüfung unterzogen werden, soweit die Daten der Volkszählung dies erlauben, d.h., soweit es möglich ist, die interessierenden Grössen – Schulbildung und berufliche Stellung als Indikatoren der sozialen Positionierung, Bildung und Status der Eltern, Zugehörigkeit zu einer Einwanderungsgruppe, Kontextmerkmale, Staatsbürgerschaft – auf der Grundlage der zur Verfügung stehenden Daten zu operationalisieren.

## 1.2 FRAGEN DER UNTERSUCHUNG

Die geschilderten sozialen Ungleichheitslogiken entlang von Schichtzugehörigkeit, nationaler Herkunft, Geschlecht u.a. wirken nicht einmalig und punktuell, sondern sie werden in verschiedenen Phasen und Stationen im Lebenslauf wirksam und durch verschiedene Institutionen vermittelt und miteinander verknüpft (u.a. Mayer und Blossfeld, 1990; Krüger, 1995). Entscheidende Momente und Mechanismen bei der Zuteilung von sozialen Positionen sind der Zugang zur Bildung sowie die Art und Weise der Einbindung in den Arbeitsmarkt. Hier stellt sich unter anderem die Frage, wie gut sich das erworbene Bildungskapital in beruflichen Status umwandeln

lässt. Für ein adäquates Verständnis der sozialen Positionierung der zweiten Generation gilt es daher, den Zugang zu Bildung und zum Arbeitsmarkt detailliert zu untersuchen. Zusammenfassend lassen sich folgende Leitfragen formulieren:

- Welchen Zugang zu Bildung weisen Angehörige der zweiten Generation auf, und inwiefern unterscheiden sie sich darin sowohl von Angehörigen der ersten Generation als auch von gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern? Welche Unterschiede lassen sich zwischen eingebürgerten und nicht eingebürgerten Personen beobachten? Inwieweit wird der Zugang zur Bildung durch die Zugehörigkeit zu einer älteren oder neueren Einwanderungsgruppe, durch Status und Bildung der Eltern, durch Geschlecht und Alter und durch den regionalen Kontext bestimmt?
- Wie sind Angehörige der zweiten Generation in den Arbeitsmarkt eingebunden, wie positionieren sie sich im Berufssystem? In welchen Branchen sind sie typischerweise vertreten, welche berufliche Stellung nehmen sie ein, und welches gesellschaftliche Prestige kommt den von ihnen ausgeübten Berufen zu? In welchem Ausmass gelingt es Angehörigen der zweiten Generation, ihre Bildung in adäquate berufliche Positionen umzuwandeln? Lassen sich bezüglich der Einbindung in den Arbeitsmarkt spezifische Unterschiede zwischen Kindern von Immigrantinnen und Immigranten und Schweizer Kindern ausmachen, und wenn ja welche?
- Welche Entwicklungen über den Zeitverlauf (1970–2000) sind zu beobachten? In welchem Ausmass gelingt es der zweiten Generation, ihre soziale Stellung über die Zeit jener der Schweizer Bevölkerung anzugleichen? Zeigen sich Unterschiede zwischen einzelnen Einwanderungskohorten und einzelnen Herkunftsgruppen?

### 1.3 DEFINITION DER ZWEITEN GENERATION

Wie bereits einleitend erwähnt, ermöglicht es der Datensatz der Volkszählung 2000 erstmals, Kinder von ausländischen Eltern auch dann als solche zu erfassen, wenn sie in Folge ihrer Einbürgerung Schweizer/innen (oder Doppelbürger/innen) geworden sind. Mit Blick auf diese neuen Möglichkeiten wird der Begriff der „zweiten Generation“ folgendermassen definiert: Als Angehörige der „zweiten Generation“ werden jene Personen bezeichnet, die als Kinder von Immigrantinnen und Immigranten in der Schweiz geboren wurden – unabhängig davon, ob sie in der Zwischenzeit das Schweizer Staatsbürgerrecht erworben haben oder nicht. Diese Definition stützt sich damit nicht wie bis anhin auf das Kriterium der Nationalität einer Person, sondern auf deren Migrationsstatus. Dies bedeutet gleichzeitig, dass sich innerhalb der zweiten Generation zwischen eingebürgerten und nicht eingebürgerten Personen unterscheiden lässt. Analog dazu verhält es sich mit der ersten Einwanderergeneration: Auch sie wird primär über ihren Migrationsstatus definiert (in die Schweiz eingewandert, also nicht in der Schweiz geboren), und auch bei ihr kann zwischen eingebürgerten und nicht eingebürgerten Personen unterschieden werden. Die Gruppe der Personen mit Schweizer Nationalität umfasst nach dieser Einteilung „Schweizer/innen seit Geburt“, die „eingebürgerte erste Generation“ sowie die „eingebürgerte zweite Generation“.

Zu erwähnen ist, dass jede Definition insofern technisch bleiben muss, als sie auf Kriterien angewiesen ist, die eine präzise Abgrenzung ermöglichen, die als solche aber manchmal nur

schlecht zu den sozialen Realitäten passen. So werden etwa bei der hier verwendeten Definition der zweiten Generation Kinder, die im frühesten Kindesalter mit ihren Eltern in die Schweiz eingereist sind, der ersten Generation zugezählt, während ihre möglicherweise nur wenig jüngeren Geschwister, die bereits in der Schweiz geboren wurden, zur zweiten Generation zählen – dies, obwohl sich die Lebensumstände dieser Kinder aus ein- und derselben Familie kaum wesentlich voneinander unterscheiden. Solche Implikationen von präzisen, aber technischen Definitionen sind bei der Interpretation von Resultaten stets mitzudenken.

Im Datensatz der Volkszählung 2000, der im vorliegenden Bericht den Analysen in Kapitel 2 bis 4 zu Grunde liegt, sind die Angehörigen der zweiten Generation folgendermassen operationalisiert worden:

- geboren in der Schweiz;
- ausländische Staatsangehörigkeit oder vollzogene Einbürgerung im Laufe ihres Lebens.

Diese Operationalisierung erlaubt keine vollständige, sondern nur eine annähernde Deckungsgleichheit mit obiger Definition<sup>5</sup>. In folgenden Punkten sind Abweichungen vorhanden:

- Kinder von eingewanderten, aber vor der Geburt der Kinder eingebürgerten Eltern, sind nicht als zweite Generation identifizierbar. Sie gelten als „gebürtige“ Schweizer/innen (dies gilt in der Regel auch, wenn sich nur ein Elternteil einbürgern liess).
- Angehörige der dritten Generation, deren Eltern beide das ausländische Staatsbürgerrecht beibehalten haben, werden (fälschlicherweise) der zweiten Generation zugerechnet.
- Festzuhalten ist ausserdem, dass die verwendete Definition der zweiten Generation Kinder, bei denen nur ein Elternteil in die Schweiz eingewandert ist, in der Regel nicht mit einschliesst, da Kinder aus binationalen Ehen in den meisten Fällen Doppelbürger/innen und damit (auch) Schweizer/innen sind<sup>6</sup>.

Im harmonisierten Datensatz 1970–2000, auf dem die Analysen in Kapitel 5 basieren, ist eine Identifikation der eingebürgerten zweiten Generation nicht möglich, hier muss man sich an die

<sup>5</sup>) Die Fehlzuteilungen wären nur zu vermeiden, wenn der Migrationsstatus der Eltern bekannt ist, was allerdings erfordert, dass Kinder und (beide) Eltern einander zugeordnet werden können. Dies wiederum ist im Rahmen der Volkszählung nur bei jenen Personen möglich, die noch im Haushalt ihrer Eltern leben (und diese Personen stellen eine in Bezug auf Alter, möglicherweise aber auch in Bezug auf weitere Kriterien besondere Bevölkerungsgruppe dar, vgl. unten, Kasten 1). Nur unter diesen Bedingungen ist es also möglich, bspw. Angehörige der dritten Generation separat auszuweisen. In den vorliegenden Analysen ist im Interesse der Einheitlichkeit und Übersichtlichkeit darauf verzichtet worden, für diese Personengruppe eine separate Operationalisierung der zweiten Generation vorzunehmen. Ein Vergleich der hier vorgenommenen Zuordnung mit einer Zuordnung aufgrund des Migrationsstatus der Eltern ergibt, dass rund 9% der Personen, die als Angehörige der zweiten Generation bezeichnet werden, im Sinne der Definition nicht dazu gehören dürften: 4,3%, weil sie ein binationales Elternpaar haben, 4,9%, weil beide Elternteile bereits selber zur zweiten Generation gehören. Dem steht eine etwas kleinere Anzahl von Personen gegenüber, die bereits als Schweizer/innen geboren worden sind, aber Kinder der ersten Einwanderergeneration sind (6,4% aller Kinder der ersten Generation).

<sup>6</sup>) Dies gilt jedoch nur in den Fällen, in denen die Doppelbürgerschaft erlaubt war bzw. ist. Die Schweiz erlaubt das doppelte Bürgerrecht ohne Einschränkung seit 1992. Vor 1992 geborene Kinder von Schweizer Müttern erhielten somit u.U. nicht das Schweizer Bürgerrecht und sind also in der hier verwendeten Definition – als in der Schweiz Geborene ausländischer Nationalität – mit eingeschlossen. Bis 1985 wurde das Schweizer Bürgerrecht ohnehin nur durch den Vater vererbt. Ebenso werden unter Umständen Kinder zur zweiten Generation gezählt, die aus binationalen Ehen (Schweiz plus ein anderes Land) stammen und bei denen der nicht-schweizerische Elternteil einem Land angehört, das die doppelte Staatsbürgerschaft nicht erlaubt.

(in früheren Volkszählungsjahrgängen übliche) Kategorisierung entlang der Staatsangehörigkeit halten. Die entsprechende Operationalisierung:

- geboren in der Schweiz;
- ausländische Staatsangehörigkeit.

In Tabelle 1 werden die verwendeten Definitionen und Operationalisierungen im Überblick dargestellt.

**Tabelle 1: Operationalisierung der zweiten Generation mit Anteilen an der zivilrechtlichen\* Wohnbevölkerung (in %), 2000**

Dreistufige Definition 2000 nach Migrationsgeneration (Datensatz 2000)	Fünfstufige Definition 2000 nach Migrationsgeneration und Nationalität (Datensatz 2000)	Dreistufige Definition 2000 nach Nationalität (harmonisierter Datensatz 1970–2000)
erste Generation 20.1%	nicht eingebürgerte erste Generation 15.3%	nicht eingebürgerte erste Generation 15.3%
	eingebürgerte erste Generation 4.9%	
zweite Generation 6.9%	nicht eingebürgerte zweite Generation 4.6%	nicht eingebürgerte zweite Generation 4.6%
	eingebürgerte zweite Generation 2.2%	
Schweizer/innen seit Geburt 70.7%	Schweizer/innen seit Geburt 70.7%	Schweizer/innen (inkl. eingebürgerte erste und zweite Generation) 79.5%
nicht bestimmbar/fehlende Angaben 2.2%	nicht bestimmbar/fehlende Angaben 2.3%	nicht bestimmbar/fehlende Angaben 0.6%

Quelle: Eidgenössische Volkszählungen, BFS

\* Im Allgemeinen wird der gemeinsame zivilrechtliche Wohnsitz von Kindern und Eltern länger beibehalten als der wirtschaftliche. Aus diesem Grund basieren die Analysen der Volkszählung 2000 hier auf der zivilrechtlichen Wohnbevölkerung, weil auf dieser Grundlage eine grössere Zahl von Kindern und jungen Erwachsenen ihren Eltern zugeordnet und in die Untersuchung der intergenerationellen Mobilität einbezogen werden kann als auf der Basis der wirtschaftlichen Bevölkerung. Die Analysen der Entwicklung 1970–2000 müssen dagegen auf die wirtschaftliche Bevölkerung zurückgreifen, da die Daten nur für diese vorliegen.

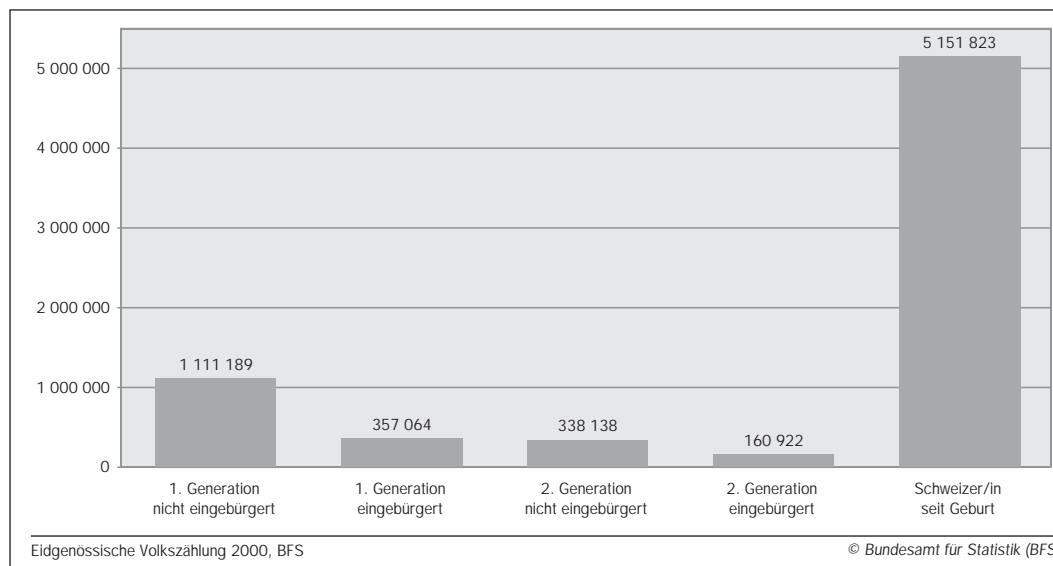




## 2 DEMOGRAPHISCHE MERKMALE DER ZWEITEN GENERATION

Aus Grafik 1 ist ersichtlich, wie viele im Jahr 2000 in der Schweiz wohnhafte Personen Angehörige der ersten Einwanderergeneration (eingebürgert bzw. nicht eingebürgert), wie viele Personen Kinder von Immigrantinnen und Immigranten (eingebürgert bzw. nicht eingebürgert) und wie viele Personen seit Geburt Schweizer/innen sind: Im Jahre 2000 gehören insgesamt knapp eine halbe Million Personen der zweiten Generation an, was einem Anteil an der Gesamtbevölkerung von rund 7% entspricht. Etwa ein Drittel der zweiten Generation ist eingebürgert und gilt damit als Schweizer/in. Rund 20% der Gesamtbevölkerung gehören der ersten Generation an; gut ein Viertel der Erstgenerations-Angehörigen ist eingebürgert, was einem Anteil von rund 5% an der Gesamtbevölkerung entspricht. Die Gruppe der so genannt gebürtigen Schweizer/innen, d.h. jener Schweizer/innen, die seit Geburt in Besitz des Schweizer Passes sind, umfasst gut fünf Millionen Personen und entspricht damit einem Anteil von rund 70% an der Gesamtbevölkerung. In diesen 70% sind auch jene Personen enthalten, die zwar ebenfalls Kinder von Immigrantinnen und Immigranten sind, die jedoch bei ihrer Geburt bereits Schweizer/innen waren, da sich die Eltern schon vorher einbürgern liessen.

**Grafik 1: Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration und Einbürgerungsstatus, 2000**

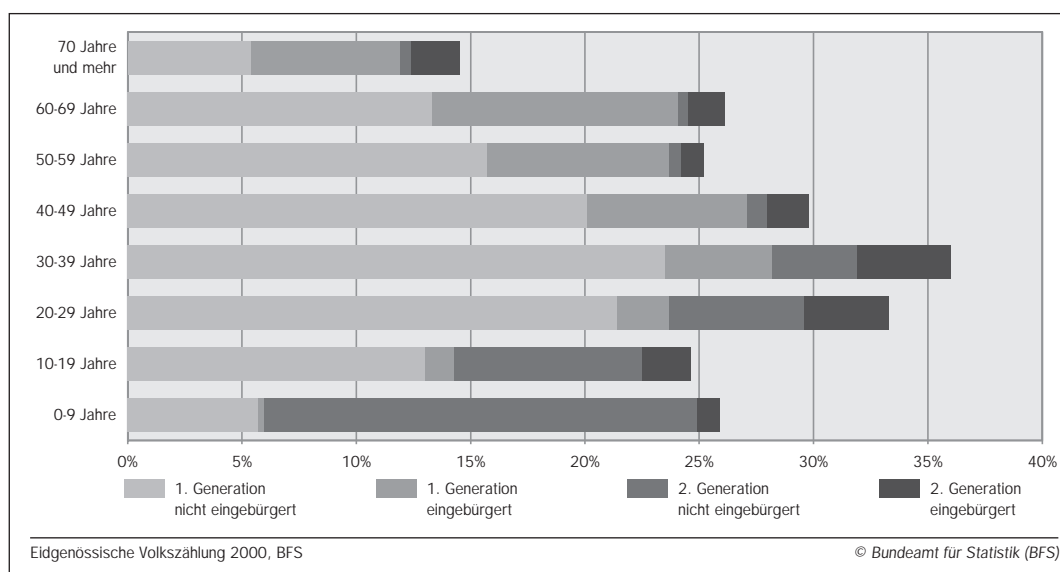


*Exklusive Personen ohne Angabe.*

Die genannten Anteile sind nicht gleichmässig über die verschiedenen Altersgruppen verteilt. Eine nach Altersgruppen differenzierte Betrachtung (Grafik 2; Tabelle A1 im Anhang) zeigt, dass in der jüngsten Altersgruppe (0 bis 9 Jahre) beinahe 20% aller Kinder der zweiten Generation angehören. Dieser Anteil der zweiten Generation an der Gesamtbevölkerung nimmt mit steigendem Lebensalter mehr oder weniger kontinuierlich ab. Anders als mit der zweiten verhält es sich mit der ersten Generation: Sie ist nicht in den jüngsten, sondern in den mittleren Altersgruppen am stärksten vertreten: bei den 30- bis 39-Jährigen sowie bei den 40- bis 49-Jährigen

liegt der Anteil der ersten Generation an der Gesamtbevölkerung bei rund einem Viertel. Erwartungsgemäss steigt mit zunehmendem Alter sowohl innerhalb der ersten als auch innerhalb der zweiten Generation der Anteil jener Personen, die eingebürgert sind.

**Grafik 2: Prozentualer Anteil der Wohnbevölkerung nach Altersgruppen, Migrationsgeneration und Einbürgerungsstatus, 2000**



*Exklusive Personen ohne Angabe.*

*Die in den Grafiken dargestellten aber nicht aufgeführten Prozentwerte sind jeweils in den Tabellen im Anhang enthalten.*

Wird nach dem Geschlecht differenziert, so zeigt sich, dass die Frauen in der ersten Generation mit rund 52% leicht über-, in der zweiten Generation mit rund 49% leicht untervertreten sind. Diese Anteile sind über die Altersgruppen hinweg keinen grossen Schwankungen ausgesetzt. Ausnahmen finden sich bei den unter 20-Jährigen der ersten Generation: Hier sind nicht die Frauen, sondern die Männer leicht übervertreten. Ausserdem fällt auf, dass sich unter den Eingebürgerten der ersten Generation überdurchschnittlich viele Frauen befinden: Bei den über 30-Jährigen sind rund 70% aller eingebürgerten Erstgenerations-Angehörigen Frauen. Es kann vermutet werden, dass der Grund dafür in erster Linie darin liegt, dass in binationalen Ehen ausländische Ehefrauen bis 1991 automatisch die Schweizer Staatsbürgerschaft erhielten.

Wird die Nationalität der ersten und der zweiten Generation betrachtet (vgl. Tabelle A2 im Anhang), so gilt es zunächst festzuhalten, dass rund ein Drittel der zweiten Generation und ein Viertel der ersten Generation schweizerischer Nationalität sind: Sie wurden wie bereits erwähnt im Laufe ihres Lebens eingebürgert<sup>7</sup>. Nebst den Schweizerinnen und Schweizern sind die Italiener/innen in beiden Generationen die zahlenmässig am häufigsten vertretene Gruppe: Sie stellen rund 14% der ersten Generation und mit gut 24% beinahe ein Viertel der zweiten Generation. Schweizer/innen und Italiener/innen machen zusammen über 55% aller Zweitgenerations-Angehörigen aus. Nach ihnen sind alle anderen Nationengruppen mit deutlich tieferen Anteilen in

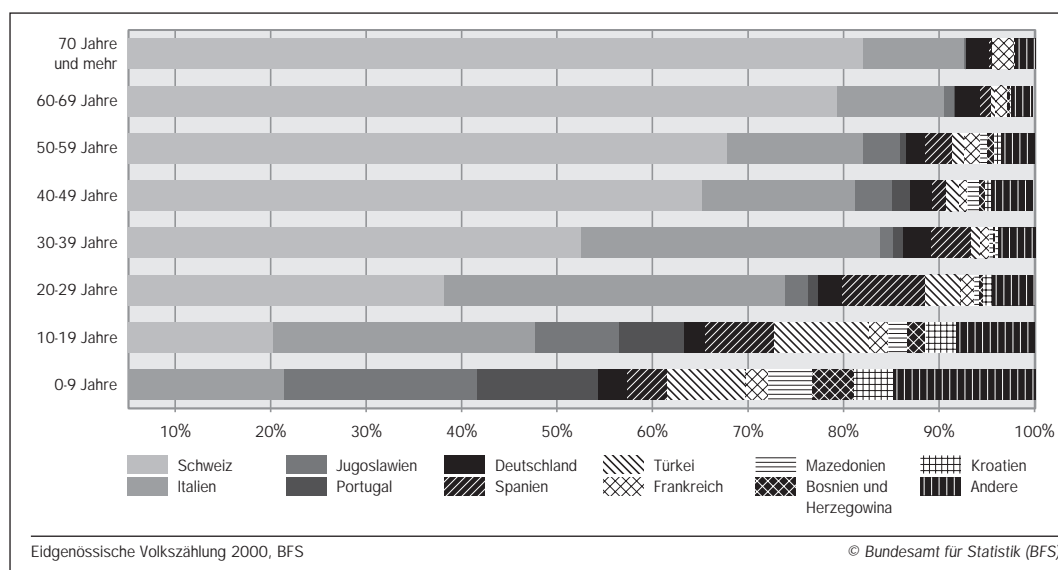
<sup>7)</sup> Mitgezählt sind hier die Doppelbürger/innen, die nebst der schweizerischen noch eine andere Nationalität haben.

der zweiten Generation vertreten: Knapp 10% kommen aus Jugoslawien<sup>8</sup>, die Türkei, Spanien und Portugal erreichen als einzige Nationen noch knapp die 5%-Marke. Etwas ausgeglichener ist das Verhältnis in der ersten Generation: Hier erreichen Schweizer/innen und Italiener/innen zusammen rund 38%, es folgen Jugoslawien (rund 11%) sowie Portugal und Deutschland mit je rund 8% bzw. 7% Anteil an der zweiten Generation.

Diese Prozentwerte sind Durchschnittswerte über alle Altersgruppen hinweg; sie können sich je nach Altersgruppe stark verändern. Grafik 3 (Tabelle A3 im Anhang) weist aus, wie sich die relativen Anteile der Nationalitäten über die Altersgruppen hinweg verschieben. Die zu beobachtenden Verschiebungen sind in erster Linie ein Ausdruck davon, dass sich die internationalen Wanderungsströme über die Zeit wandeln, was unter anderem zur Folge hat, dass sich die nationale Zusammensetzung der in die Schweiz einwandernden Bevölkerung über die Jahre verändert. Abgesehen davon können sich Verschiebungen auch daraus ergeben, dass bestimmte Gruppen häufiger eingebürgert werden und damit nicht mehr einer ausländischen Nationalität zugezählt werden können; schliesslich dürften die Rückkehrquoten je nach Altersgruppe und Nationalität unterschiedlich hoch sein, was ebenfalls Auswirkungen auf die Zusammensetzung der zweiten Generation hat.

Deutlich sichtbar ist, dass bei den Italienerinnen und Italienern – als einer relativ frühen Einwanderungsgruppe – die hohen Anteile an der zweiten Generation in den jüngeren Altersgruppen abnehmen; gleichzeitig erhöhen sich die relativen Anteile der Personen jugoslawischer und portugiesischer Herkunft, die die neuen Einwanderungsgruppen stellen (vgl. dazu auch Kapitel 5). In der Altersgruppe der unter 9-Jährigen erfahren die neueren Einwanderungsgruppen einen starken absoluten Zuwachs und weisen bereits Anteile von rund 20% (Jugoslawien) bzw. rund 13% (Portugal) auf. Auch die Zahl der Türkinnen und Türken nimmt bei der jüngsten Altersgruppe absolut gesehen noch einmal zu, ihr relativer Anteil sinkt jedoch auf rund 8%.

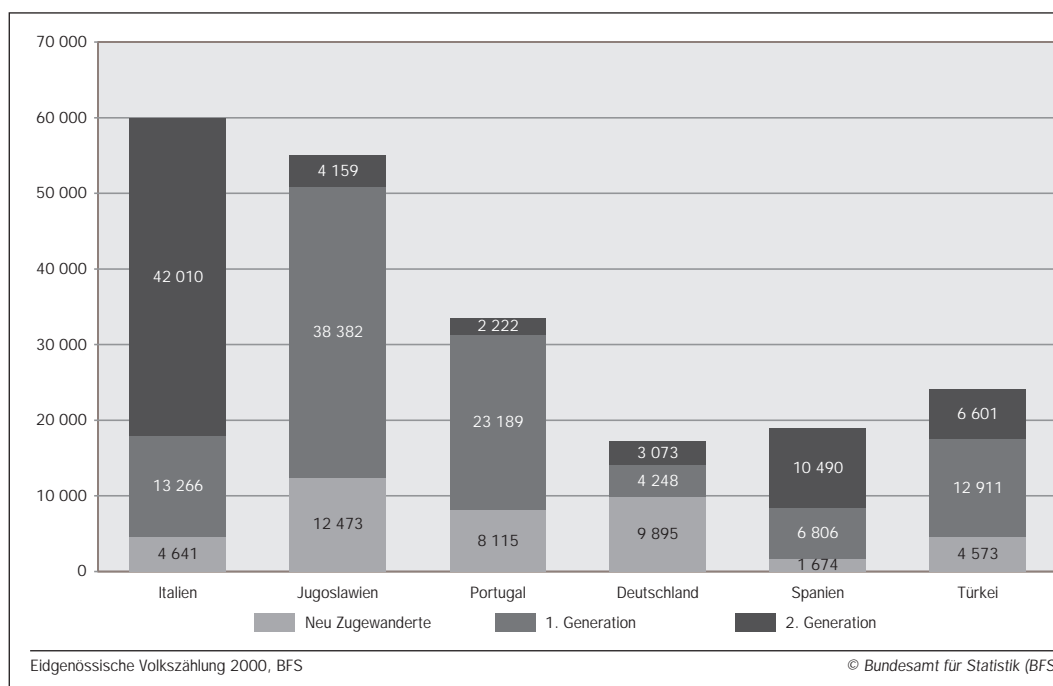
**Grafik 3: Zweite Generation nach Altersgruppen und Nationalität (in %), 2000**



<sup>8)</sup> In den Kapiteln 2–4 wird die Kurzform „Jugoslawien“ anstelle der offiziellen Bezeichnung „Serbien und Montenegro“ verwendet. In Kapitel 5 wird von (Ex-)Jugoslawien gesprochen, womit das ganze ehemalige Jugoslawien in seinen völkerrechtlichen Grenzen vor der Abspaltung der Teilrepubliken Slowenien und Kroatien im Jahre 1991 gemeint ist.

Die genannten Veränderungen in den internationalen Migrationsströmen finden auch darin ihren Niederschlag, dass sich in der Schweiz anwesende Nationengruppen danach unterscheiden, wie viele ihrer Angehörigen erst vor Kurzem in die Schweiz eingewandert sind bzw. wie viele schon länger hier leben oder möglicherweise bereits der zweiten Generation angehören: Grafik 4 (vgl. auch Tabelle A4 im Anhang) zeigt auf, wie sich die entsprechende Zusammensetzung bei den sechs in der Schweiz am stärksten vertretenen Nationalitäten gestaltet. Während der Anteil an Zweitgenerations-Angehörigen bei den älteren Einwanderungsgruppen, insbesondere bei den Italienerinnen und Italienern, verhältnismässig gross ist, machen bei den neueren Einwanderungsgruppen die neu Zugewanderten einen vergleichsweise grossen Teil aus. Auffallend ist der grosse Anteil neu zugewandeter Personen bei der älteren Einwanderungsgruppe der Deutschen, der Ausdruck von anhaltenden Migrationsbewegungen zwischen den Nachbarländern ist.

**Grafik 4: 15- bis 29-jährige ausländische Wohnbevölkerung nach Nationalität und Migrationsgeneration, 2000**



*Exklusive Personen ohne Angabe.*

*Neu Zugewanderte = Angehörige der nicht eingebürgerten ersten Generation, die vor fünf Jahren noch im Ausland gelebt haben.*

*Berücksichtigt wurden die sechs in der Schweiz am stärksten vertretenen Nationalitätengruppen.*

### 3 DER ZUGANG ZU BILDUNG

---

Im eingangs dargestellten theoretischen Rahmen wird davon ausgegangen, dass Kinder von Immigrantinnen und Immigranten im Prozess der sozialen Positionierung oftmals in zweifacher Weise schlechter gestellt sind als ihre einheimischen Altersgenossinnen und -genossen: Als Kinder aus Arbeiterfamilien, die tiefen Gesellschaftsschichten angehören und in denen entsprechend wenig ökonomisches und insbesondere wenig (schulrelevantes) kulturelles Kapital vorhanden ist, sowie als Kinder von Ausländerinnen und Ausländern und damit unter Umständen als Angehörige von gesellschaftlich stigmatisierten Gruppen. Gleichzeitig ist der Erwerb von kulturellem Kapital über eine gute Schulbildung meist der einzige und der legitime Weg, der Kindern aus wenig privilegierten Verhältnissen für einen sozialen Aufstieg offensteht. Kinder der zweiten Generation weisen denn auch wie erwähnt in vielen Fällen eine überdurchschnittlich hohe Aufstiegs motivation aus, die mit grossem schulischen Einsatz verbunden ist.

Im den folgenden Kapiteln wird untersucht, welches Bildungsniveau Angehörige der zweiten Generation im Vergleich zu den gleichaltrigen gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern und zu Angehörigen der ersten Einwanderergeneration aufweisen und in welcher Weise die beobachteten Bildungsunterschiede mit anderen Faktoren zusammenhängen. Dabei werden zunächst verschiedene bi- und trivariate Zusammenhänge dargestellt: Untersucht werden Zusammenhänge zwischen Bildung und Alter (Kapitel 3.1), Bildung, Geschlecht und Nationalität (Kapitel 3.2), Bildung und regionalem Kontext (Kapitel 3.3), Bildung des Kindes und Bildung bzw. Status der Eltern (Kapitel 3.4) sowie Bildung und Einbürgerung (Kapitel 3.5). Daran anschliessend werden in Kapitel 3.6 die bi- und trivariat dargestellten Zusammenhänge im Rahmen von multivariaten Berechnungen überprüft.

Die Daten der Volkszählung 2000 geben nicht nur Auskunft über alle abgeschlossenen Ausbildungen einer Person, sondern auch über die aktuelle Ausbildung, die diese Person unter Umständen gerade absolviert. Besonders dort, wo das Interesse den jüngeren Altersgruppen gilt – jenen Altersgruppen, die noch mitten im Ausbildungsprozess stehen –, wird in den vorliegenden Analysen das Ausbildungsniveau nicht nur über die abgeschlossene, sondern auch über die gegenwärtig besuchte Ausbildung erfasst<sup>9)</sup>. Angegeben wird somit jeweils die höchste der abgeschlossenen oder laufenden Ausbildungen.

Für die Angabe des Bildungsniveaus wird, wenn nicht anders vermerkt, folgende drei- bzw. fünf-stufige Kategorisierung vorgenommen:

---

<sup>9)</sup> Der Vorteil dieses Vorgehens liegt darin, dass auf diesem Weg nicht nur bereits realisierte, sondern auch erst angestrebte Bildungsabschlüsse (und damit Bildungsaspirationen) erfasst werden können. Andernfalls würde ein grosser Teil der Personen – all jene, die sich in diesem Alter noch in Ausbildung befinden – in Bezug auf ihr Bildungsniveau tendenziell zu tief eingeschätzt. Ein Nachteil des gewählten Verfahrens ist andererseits natürlich, dass Personen, die ihre Ausbildung nicht zu Ende führen werden, tendenziell zu hoch eingeschätzt werden.

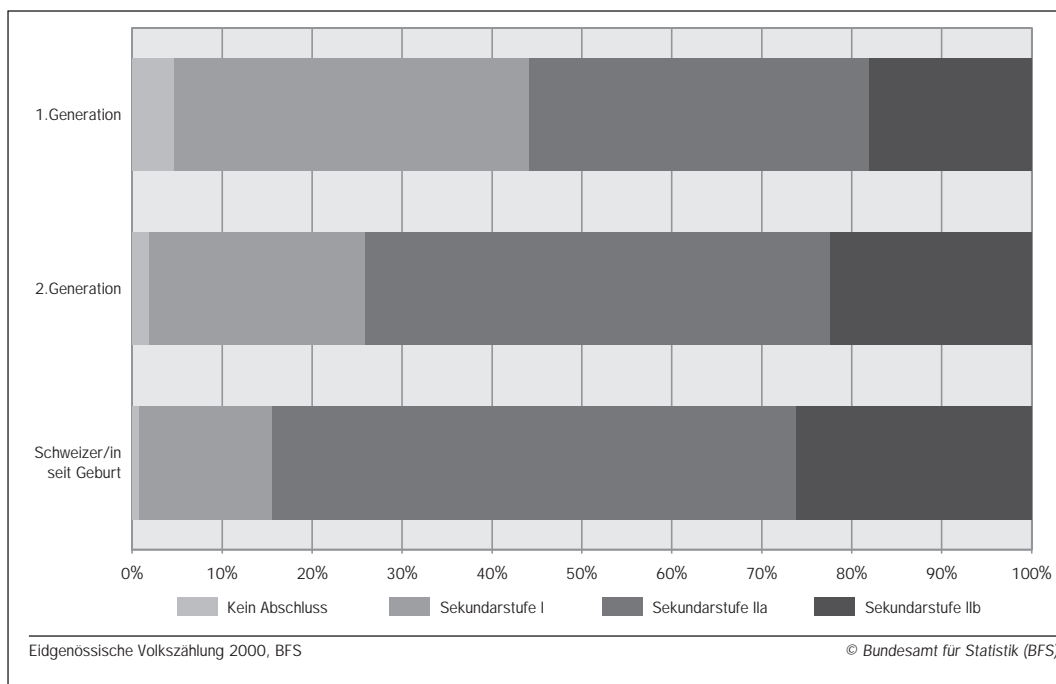
Sek I		obligatorische Ausbildung (9 Jahre), Diplommittelschule oder berufsvorbereitende Schule; soweit nicht separat ausgewiesen, werden auch Personen ohne Ausbildung dieser Gruppe zugeschlagen
Sek II	Sek IIa	Berufslehre, Vollzeit-Berufsschule
	Sek IIb	Maturitätsschule, Lehrerseminar
Tertiär	Tertiär a	höhere Fach- und Berufsausbildung, höhere Fachschule
	Tertiär b	Fachhochschule, Universität

### 3.1 DIE STELLUNG DER ZWEITEN GENERATION IM BILDUNGSSYSTEM

Die Differenzierungen des Schulniveaus innerhalb der ersten neun Schuljahre sind aus den Volkszählungsdaten nicht ersichtlich, es ist also nicht feststellbar, in welches schulische Niveau die Kinder im Verlauf ihrer obligatorischen Schulbildung eingeteilt waren. Bekannt ist hingegen, in welches Bildungsniveau die Kinder bzw. die Jugendlichen nach Abschluss ihrer obligatorischen Schulzeit eintreten: Grafik 5 (Tabelle A5 im Anhang) zeigt die Verteilung von Schulabgängerinnen und -abgängern (17-Jährige) auf die unterschiedlichen Ausbildungsniveaus. Entsprechend den getroffenen Annahmen zeigt sich, dass Angehörige der zweiten Generation – als Jugendliche ausländischer Herkunft und als Kinder aus Familien mit wenig Kapital – nach der obligatorischen Schulbildung in tiefere Ausbildungsniveaus einsteigen als Jugendliche schweizerischer Herkunft. Im Alter von 17 Jahren besuchen rund 22% der zweiten Generation eine Schule auf Maturitätsstufe gegenüber rund 26% gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern, gleichzeitig sind rund 26% weder in eine Lehre noch in die Maturitätsschule eingetreten (gegenüber rund 16% Schweizerinnen und Schweizern). Die feststellbare „Anfangsungleichheit“ beim Einstieg in die nachobligatorische Ausbildungszeit kann als das Resultat mehrerer und bereits in den ersten neun Schuljahren wirksamer Selektionsmechanismen interpretiert werden. Dass die nationale Herkunft eines Kindes schon in frühen Schuljahren als Selektionsprinzip wirkt, ist in Studien auch für die Schweiz wiederholt nachgewiesen worden (Kronig et al., 2000; Müller, 2001)<sup>10</sup>. Eine noch tiefere Bildungsstufe als die Kinder von Immigrantinnen und Immigranten weisen die Angehörigen der ersten Einwanderergeneration auf, die u.U. zum Teil im Ausland die Schule besucht und keine gleichwertige (bzw. keine gleich bewertete) Grundausbildung durchlaufen haben wie ihre Altersgenossinnen und -genossen.

<sup>10</sup> In den genannten Studien wurde insbesondere gezeigt, dass und inwiefern das in der Grundschule geltende Prinzip des Monolingualismus als Selektionsmechanismus fungiert, indem die häufig schlechten Deutschkenntnisse der Kinder deren Gesamtbeurteilung durch die Lehrer/innen negativ beeinflussen und indem ausserdem eine möglicherweise vorhandene Zweisprachigkeit nicht adäquat bewertet wird. Im Rahmen von biographischen Studien (Leenen et al., 1990; Juhasz und Mey, 2003) ist überdies erkennbar, wie im schulischen Kontext auch sehr feine Mechanismen von Diskriminierung wirksam werden können, etwa wenn im Falle von ausländischen Kindern die Unterstützung beim Verfolgen von selbstgesteckten Zielen fehlt.

**Grafik 5: 17-jährige Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration und Ausbildung (in %), 2000**



Höchste abgeschlossene oder gegenwärtige Ausbildung, exklusive Personen ohne Angabe.

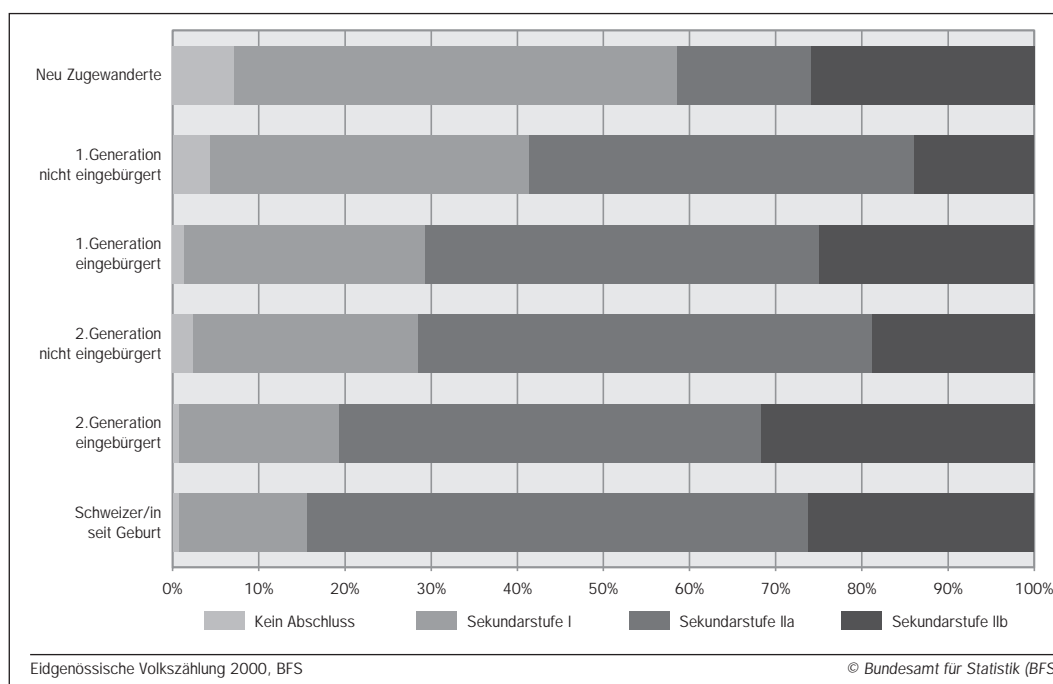
Das Bild in Grafik 5 (Tabelle A5 im Anhang) erfährt einige Verschiebungen, wenn die erste und die zweite Generation weiter differenziert werden, indem erstens der Einbürgerungsstatus berücksichtigt und zweitens die Gruppe der neu (das heisst maximal vor fünf Jahren) zugewanderten Personen separat ausgewiesen werden. In Grafik 6 (Tabelle A6 im Anhang) fallen insbesondere die Unterschiede im Bildungsniveau zwischen eingebürgerten und nicht eingebürgerten Erst- und Zweitgenerations-Angehörigen auf. Besuchen etwa nicht eingebürgerte, also ausländische Angehörige der zweiten Generation zu rund 19% die Maturitätsschule oder das Lehrerseminar, so liegt dieser Anteil bei der eingebürgerten zweiten Generation bei rund 32% – und damit höher als bei den „gebürtigen“ Schweizerinnen und Schweizern, die zu rund 26% das Gymnasium bzw. das Seminar besuchen. Berechnungen, die nur die ausländischen Kinder von Immigrantinnen und Immigranten zur zweiten Generation zählen und die bildungsmässig erfolgreichen, eingebürgerten Kinder den Schweizerinnen und Schweizern zurechnen, zeichnen demnach kein adäquates Bild. Unter bestimmten Voraussetzungen sind Kinder von immigrierten Eltern schulisch offenbar erfolgreicher als ihre Altersgenossinnen und -genossen, die seit ihrer Geburt Schweizer/innen sind. Weiter unten wird sich zeigen, dass dieser Effekt in hohem Masse darauf zurückzuführen ist, dass es sich bei den Eingebürgerten um Kinder von bereits vergleichsweise gut ausgebildeten Eltern handelt. Am unteren Ende der Bildungshierarchie – bei den fehlenden oder nur obligatorischen Ausbildungen (inkl. Diplommittelschule) – sind zwar ebenfalls Unterschiede zwischen Eingebürgerten und nicht Eingebürgerten auszumachen, doch hier liegen alle Zweitgenerations-Angehörigen, sowohl die eingebürgerten als auch die ausländischen, hinter den gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern zurück.

Analog zeigen sich in Grafik 6 (Tabelle A6 im Anhang) auch bei der ersten Generation Unterschiede zwischen eingebürgerten und nicht eingebürgerten Personen insofern, als die Eingebürgerten in bessere schulische Niveaus eingeteilt sind. Allerdings ist die erste Generation, wie

bereits oben angemerkt, insgesamt schlechter positioniert als die zweite Generation, was sich insbesondere in einem höheren Anteil an Personen zeigt, die im Alter von 17 Jahren weder in eine Lehre noch in ein Gymnasium oder Lehrerseminar eingetreten sind.

Die gesonderte Betrachtung von neu zugezogenen 17-jährigen Migrantinnen und Migranten der ersten Einwanderergeneration in Grafik 6 (Tabelle A6 im Anhang) zeigt, dass es sich hier um eine in Bezug auf das Bildungsniveau in hohem Masse ambivalente Gruppe handelt: Einerseits besucht mit rund 26% ein überdurchschnittlich hoher Anteil die Maturitätsschule oder das Lehrerseminar, andererseits ist hier auch der Anteil jener Personen, die keine oder nur die obligatorische Ausbildung gemacht haben, mit rund 59% deutlich höher als in den anderen Gruppen. Es dürften vorwiegend die unterschiedlichen Wanderungsmotive sein, die sich in diesem Resultat niederschlagen: So ist damit zu rechnen, dass sich unter den Neuzugezogenen sowohl vergleichsweise privilegierte, schon vor ihrer Einwanderung gut gebildete Personen finden, die speziell für ihre (höhere) Ausbildung in die Schweiz gekommen sind, als auch solche, die aus wenig privilegierten Verhältnissen stammen und in ihren Herkunftsländern keine oder nur eine minimale Ausbildung absolviert haben.

**Grafik 6: 17-jährige Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration, Einbürgerungsstatus und Ausbildung (in %), 2000**



*Höchste abgeschlossene oder gegenwärtige Ausbildung, exklusive Personen ohne Angabe.*

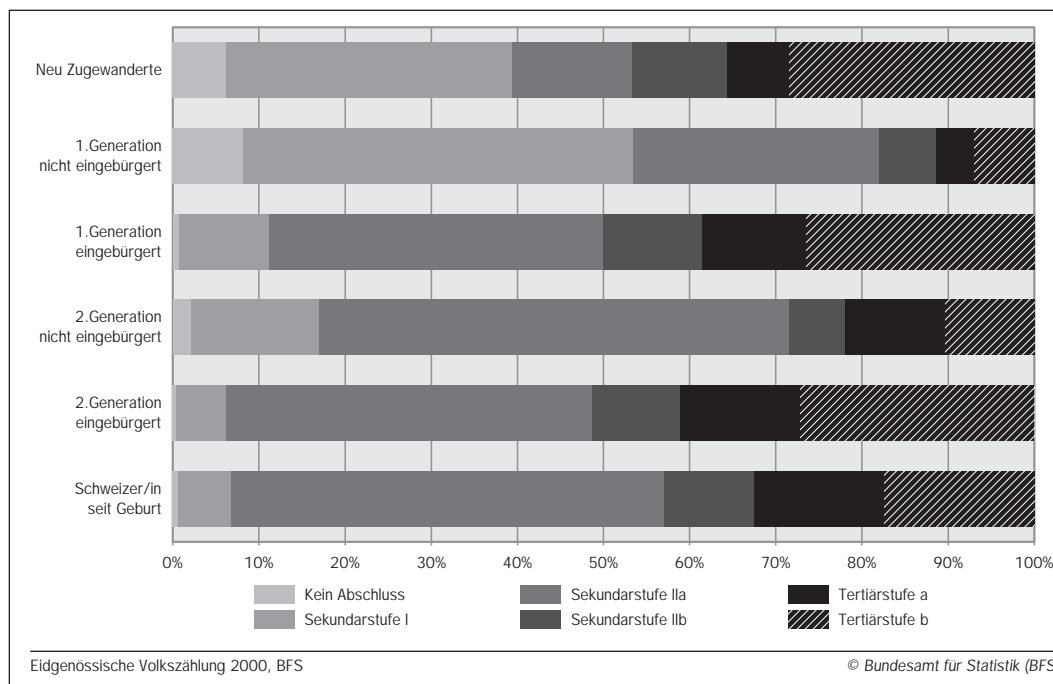
Welches Bild zeigt sich nun zu einem späteren Zeitpunkt im Laufe der Bildungskarriere? Verschärft sich die festgestellte Anfangsungleichheit zwischen Kindern von Immigrantinnen und Immigranten und Schweizer Kindern über die Jahre, oder ist im Gegenteil ein Aufholeffekt der zweiten Generation feststellbar? Grafik 7 (Tabelle A7 im Anhang) weist die Ausbildung im Alter von 25 Jahren aus. In der Grafik zeigt sich unter anderem, dass die Anteile an Personen, die das Gymnasium besuchen bzw. die mittlerweile in eine Ausbildung auf der Tertiärstufe eingetreten sind, bei allen Gruppen – erwartungsgemäss – zugenommen haben. Auffallend ist, dass die ein-





gebürgerte zweite Generation ihren Vorsprung in den hohen Bildungsgängen gegenüber den Schweizerinnen und Schweizern erhalten und gleichzeitig ihren Rückstand am unteren Ende der Bildungshierarchie aufholen konnte: Es sind im Alter von 25 Jahren in etwa gleich viele gebürtige Schweizer/innen wie eingebürgerte Zweitgenerations-Angehörige, die keine oder nur die obligatorische Schulbildung besitzen (Schweizer/innen seit Geburt rund 7%, eingebürgerte zweite Generation rund 6%). Demgegenüber ist die nicht eingebürgerte Generation im Vergleich zu der eingebürgerten zweiten Generation bildungsmässig noch stärker zurückgefallen. Insbesondere ist ihr Anteil an Personen ohne weiterführende Schulbildung im Alter von 25 Jahren mit rund 17% beinahe dreimal so hoch wie jener der eingebürgerten Kinder von Immigrantinnen und Immigranten (rund 6%). Was die Vertretung auf der Tertiärstufe betrifft, so sind im Alter von 25 Jahren nebst der eingebürgerten zweiten Generation auch die eingebürgerte erste Generation und die neu Zugewanderten sehr gut – und besser als die gebürtigen Schweizer/innen – positioniert: So liegt etwa der Anteil an Personen, die eine Fachhochschule oder Universität besuchen, bei den neu Zugewanderten bei 28%, bei der eingebürgerten ersten Generation bei 26% und bei der eingebürgerten zweiten Generation bei 27%, gegenüber 17% bei den gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern.

**Grafik 7: 25-jährige Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration, Einbürgerungsstatus und Ausbildung (in %), 2000**



Höchste abgeschlossene oder gegenwärtige Ausbildung, exklusive Personen ohne Angabe.

## 3.2 BILDUNGSNIVEAU NACH NATIONALITÄT UND GESCHLECHT

Weiter oben ist die Annahme formuliert worden, dass Personen, die bereits länger im Herkunftsland anwesenden Einwanderungsgruppen angehören, bessere Chancen auf eine erfolgreiche soziale Positionierung haben. Im Folgenden wird im Anschluss an diese Annahme geprüft, inwiefern sich Zusammenhänge zwischen der Nationalität von Angehörigen der zweiten Generation und ihrem Bildungsniveau nachweisen lassen.

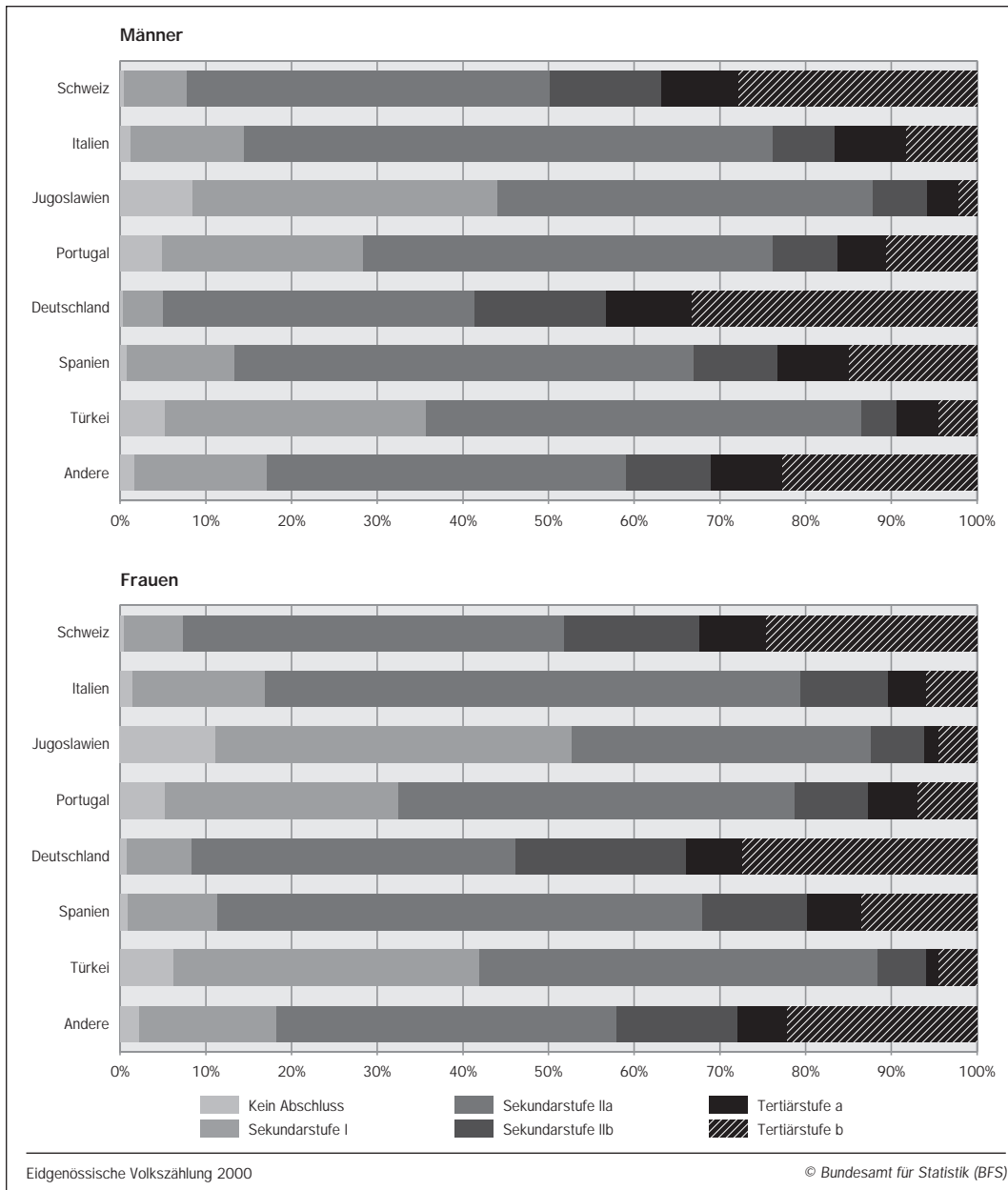
Grafik 8 (Tabelle A8 im Anhang) weist das Bildungsniveau von jungen Männern und Frauen der zweiten Generation im Alter von 20 bis 24 Jahren für einzelne Nationalitäten aus<sup>11</sup>. Abgesehen von der vergleichsweise hohen Bildung der eingebürgerten zweiten Generation, die bereits vorher zur Sprache kam, fallen darin die hohen Anteile an Deutschen mit Tertiärbildung auf. Wie sich noch zeigen wird, weist die deutsche Gruppe bei allen Aspekten der sozialen Positionierung (Bildung, berufliche Stellungen) vergleichsweise hohe Werte auf, worin sich spiegelt, dass es sich bei den Deutschen um eine Einwanderungsgruppe handelt, die sich sowohl in Bezug auf ihre Wanderungsmotivation als auch in Bezug auf ihre schulische und berufliche Qualifizierung von den meisten anderen Gruppen – und insbesondere von den klassischen Auswanderungsländern im Kontext der Arbeitsmigration – deutlich unterscheidet. Spanien und Italien gehören den vergleichsweise frühen Einwanderungsgruppen an, erwartungsgemäss weist die italienische und spanische zweite Generation ein Ausbildungsniveau aus, das insbesondere im Vergleich zu den jungen Türkinnen und Türken sowie den jungen Jugoslawinnen und Jugoslawen hoch ist (und zwar sowohl in Bezug auf den vergleichsweise höheren Tertiäranteil als auch in Bezug auf den vergleichsweise niedrigen Anteil an Personen mit nur obligatorischer Schulbildung). Eine besondere Stellung nehmen die jungen Portugiesinnen und Portugiesen der zweiten Generation ein: Zum einen ist hier der Anteil an Personen, die das Gymnasium oder eine Ausbildung der Tertiärstufe besuchen, ähnlich hoch wie bei den jungen Italienerinnen und Italienern. Zum andern finden sich unter ihnen aber auch vergleichsweise viele Personen, die keine oder nur die obligatorische Grundausbildung (inkl. Diplommittelschule) besucht haben.

---

<sup>11</sup>) Es wurden die sechs Nationalitätengruppen mit den höchsten Anteilen von Zweitgenerations-Angehörigen über alle Altersgruppen hinweg ausgewählt.



**Grafik 8: 20- bis 24-Jährige der zweiten Generation nach Geschlecht, Nationalität und Ausbildung (in %), 2000**



Höchste abgeschlossene oder gegenwärtige Ausbildung, exklusive Personen ohne Angabe.

Der Geschlechtseffekt ist im Allgemeinen und insbesondere bei den Eingebürgerten und den älteren Einwanderungsgruppen gering. Etwas grössere Unterschiede zwischen den Geschlechtern zeigen sich bei den neueren Einwanderungsgruppen (aus der Türkei, aus Jugoslawien und Portugal): Hier fällt auf, dass der Anteil schlecht qualifizierter Frauen (keine oder nur obligatorische Schulbildung) vergleichsweise hoch ist. Der Zugang zu weiterführenden Bildungsgängen scheint demnach für Frauen aus neueren Einwanderungsgruppen besonders erschwert zu sein, Geschlecht wirkt hier als zusätzliches Selektionsprinzip.

### 3.3 BILDUNGSNIVEAU NACH REGIONALEM KONTEXT

Der regionale Kontext beeinflusst den Prozess des Bildungserwerbs auf verschiedene Weise. Zum einen ist der Zugang zur Bildung regional unterschiedlich geregelt: So unterscheiden sich die Schulsysteme kantonale und vor allem zwischen den Sprachregionen beträchtlich, insbesondere was den Anteil von Ausbildungen auf den verschiedenen Stufen betrifft. Auch innerhalb der Kantone lassen sich Unterschiede bezüglich der sozial-räumlichen Zugänglichkeit von Ausbildungen ausmachen. So müssen etwa Jugendliche in peripheren Regionen meist längere Wege für weiterführende Ausbildungen auf sich nehmen und traditionell wird auch der Wert der Bildung nicht in allen Regionen gleich eingeschätzt.

Im Folgenden wird deshalb untersucht, ob es bestimmte regionale Kontexte gibt, in denen die Angehörigen der zweiten Generation einen besseren Zugang zu Bildung haben. Dabei interessiert nicht nur, ob die zweite Generation in bestimmten Regionen besser gebildet ist als in anderen, sondern vor allem auch, ob sich das Verhältnis zwischen ihrer Ausbildung und jener der gleichaltrigen Schweizer/innen je nach Kontext verändert. Gibt es mit anderen Worten regionale Kontexte, in denen das Bildungssystem für Kinder von Immigrantinnen und Immigranten besonders (un-)durchlässig ist? Definiert werden die im Folgenden untersuchten Kontexte einerseits durch die Sprachregionen und andererseits anhand einer Dreiertypologie, die zwischen Stadt- und Landregionen und Agglomerationen unterscheidet<sup>12</sup>.

Gut erkennbar sind in Grafik 9 (Tabelle A9 im Anhang) die erhöhten Anteile an Tertiärausbildungen in der französischsprachigen Schweiz und im Tessin. Sichtbar ist allerdings auch, dass die Chancen für eine Tertiärausbildung in der Westschweiz und im Tessin für alle, also sowohl für Schweizer/innen als auch für Kinder von Immigrantinnen und Immigranten, erhöht sind, worin primär die unterschiedlichen Ausbildungssysteme in den verschiedenen Sprachregionen zum Ausdruck kommen. Dennoch zeigen sich einige kleine Unterschiede: So liegen bei den Tertiärausbildungen die Angehörigen der zweiten Generation in der Deutschschweiz und im Tessin gegenüber ihren Schweizer Altersgenossinnen und -genossen leicht im Rückstand, während in der französischsprachigen Schweiz etwa gleich viele Kinder von Immigrantinnen und Immigranten und Kinder von Schweizerinnen und Schweizern eine Ausbildung auf der Tertiärstufe absolvieren. Was die Anteile an Personen mit nur minimaler Ausbildung betrifft, so zeigt sich, dass diese bei den gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern über alle Sprachregionen in etwa gleich verteilt sind (je rund 7%). Bei der zweiten Generation ist der Anteil der Personen mit nur minimaler Ausbildung in der deutschen Schweiz am höchsten (rund 17% gegenüber 10% in der Westschweiz und 8% im Tessin). Insgesamt lässt sich also festhalten, dass die deutlichsten Unterschiede zwischen den Sprachregionen (niedrigere Tertiäranteile in der Deutschschweiz) alle Bevölkerungsgruppen betreffen, dass aber die Bildungschancen für die zweite Generation in der deutschen Schweiz vergleichsweise am schlechtesten sind<sup>13</sup>.

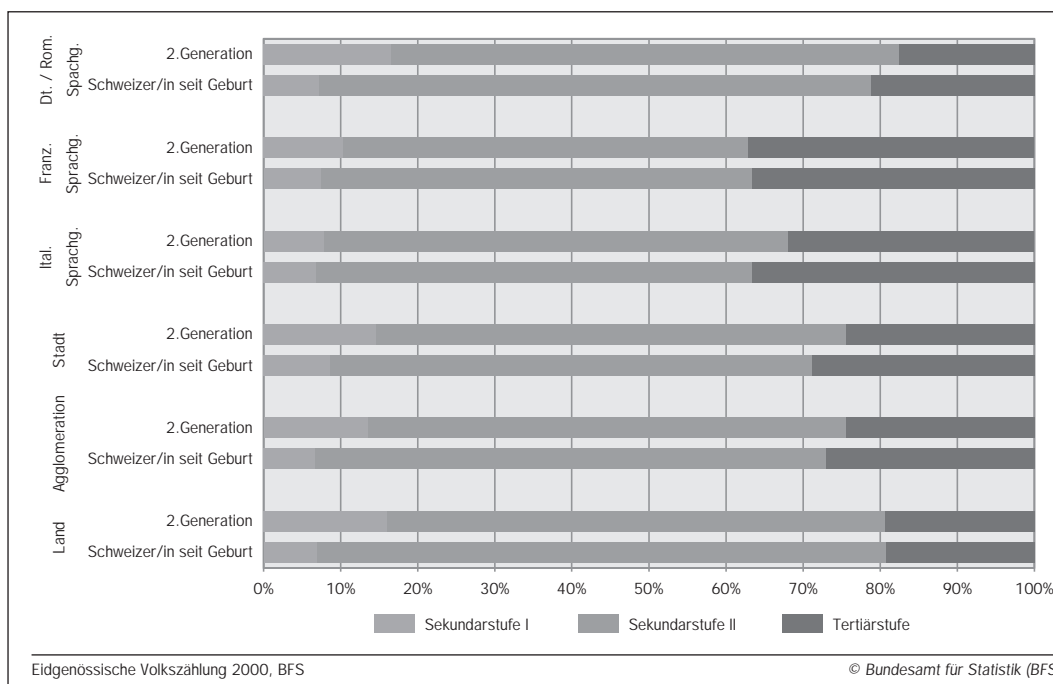
<sup>12</sup>) Vgl. BFS (1994).

<sup>13</sup>) Ein Teil des markanten Unterschiedes zwischen den zweiten Generationen in der deutschen und der französischen Schweiz hängt damit zusammen, dass in der deutschen Schweiz der Anteil an Jugendlichen aus dem Balkan und der Türkei, die zu jüngeren Migrationsgruppen gehören und insgesamt einen deutlich geringeren Schulerfolg aufweisen, höher ist. Die obige Aussage gilt allerdings auch für jede einzelne Nationalität: Während Schweizer Jugendliche in der Deutschschweiz und der Romandie etwa dasselbe Risiko aufweisen, auf Sekundarstufe I stehen zu bleiben, verbleiben Angehörige der zweiten Generation in der Deutschschweiz mit deutlich höherer Wahrscheinlichkeit auf dieser Stufe als in der Westschweiz. Am grössten sind die Unterschiede diesbezüglich bei den italienischen und portugiesischen Jugendlichen. Eine Ausnahme bilden naheliegenderweise die deutschen Jugendlichen, die in der Westschweiz schlechter abschneiden.



Was die Bildungsbeteiligung in Abhängigkeit von der dreistufigen Stadt-Land-Typologie betrifft, so zeigt sich in Grafik 9 (Tabelle A9 im Anhang), dass die Tertiäranteile bei den Schweizerinnen und Schweizern in städtischen Regionen höher sind als in ländlichen. Die zweite Generation hat ebenfalls die höheren Tertiäranteile in der Stadt als auf dem Land, allerdings besuchen auf dem Land gleich viele Kinder von Immigrantinnen und Immigranten eine Ausbildung der Tertiärstufe wie Schweizer Kinder. Kinder der zweiten Generation haben auf dem Land also die gleichen Chancen auf eine Tertiärausbildung wie die Schweizer Kinder – doch sind die Chancen auf eine Tertiärausbildung auf dem Land insgesamt schlechter als in den städtischen Regionen. Das Risiko, im Alter von 20 bis 24 Jahren nur eine minimale Ausbildung zu haben, ist für die Angehörigen der zweiten Generation deutlich höher als für die gebürtigen Schweizer/innen, und zwar weitgehend unabhängig davon, ob sie in der Stadt oder auf dem Land leben: In städtischen Regionen haben knapp 15% der zweiten Generation eine minimale Ausbildung gegenüber knapp 9% Schweizerinnen und Schweizern, auf dem Land sind es 16% Zweitgenerations-Angehörige gegenüber rund 7% Schweizerinnen und Schweizern.

**Grafik 9: 20- bis 24-jährige Wohnbevölkerung nach Sprachregion, Stadt-Land-Typologie, Migrationsgeneration und Ausbildung (in %), 2000**



Höchste abgeschlossene oder gegenwärtige Ausbildung, exklusive Personen ohne Angabe.

### 3.4 BILDUNG UND STATUS DER ELTERN: REPRODUKTION ODER AUFSTIEG?

Es ist weiter oben schon ausgeführt worden, dass die Bildung der Eltern nach wie vor einen entscheidenden Einfluss auf die Bildungschancen ihrer Kinder ausübt, und zwar insofern, als Kinder von Eltern mit nur geringer Schulbildung ebenfalls eingeschränkte Chancen auf eine erfolgreiche Bildungskarriere haben, während Kinder aus gut und sehr gut gebildeten Familien besonders häufig in den oberen Bildungsgängen vertreten sind. Gleichzeitig ist in der Migrationsforschung, auch darauf wurde schon hingewiesen, bereits früh und wiederholt darauf aufmerksam gemacht worden, dass Kinder von Immigrantinnen und Immigranten nicht nur eine ausserordentlich hohe Aufstiegs motivation aufweisen, sondern dass sie schulisch tatsächlich in vielen Fällen sehr erfolgreich sind – und dies explizit auch dann, wenn ihre Eltern nur eine minimale Schulbildung genossen haben (aktuelle Studien hierzu sind z.B. Crul, 2000; Crul und Doornik, 2003; Worbs, 2003; Simon, 2003; aktuell für die Schweiz am Beispiel der italienischen und spanischen zweiten Generation: Bolzman et al., 2003).

Um die Bildungsmobilität von einer zur nächsten Generation für die Schweiz anhand der Volkszählungsdaten 2000 untersuchen zu können, ist es erforderlich, sowohl die Ausbildung der Kinder als auch jene ihrer Eltern zu kennen, was bedeutet, dass den Daten der Kinder jene ihrer Eltern zugeordnet werden müssen. Dies ist allerdings nur für jene Kinder möglich, die noch zu Hause leben, denn nur bei ihnen lassen sich die Eltern einigermaßen gesichert identifizieren. Die folgenden Berechnungen für die intergenerationelle Mobilität müssen sich demnach auf Personen beschränken, die noch im gleichen Haushalt wie ihre Eltern leben. Da im Alter von 20 Jahren immerhin noch je 83% der gebürtigen Schweizer/innen und der Angehörigen der zweiten Generation in einem Haushalt mit den Eltern leben, dürften sich die daraus resultierenden Verzerrungen in Grenzen halten<sup>14</sup>.

#### Kasten 1

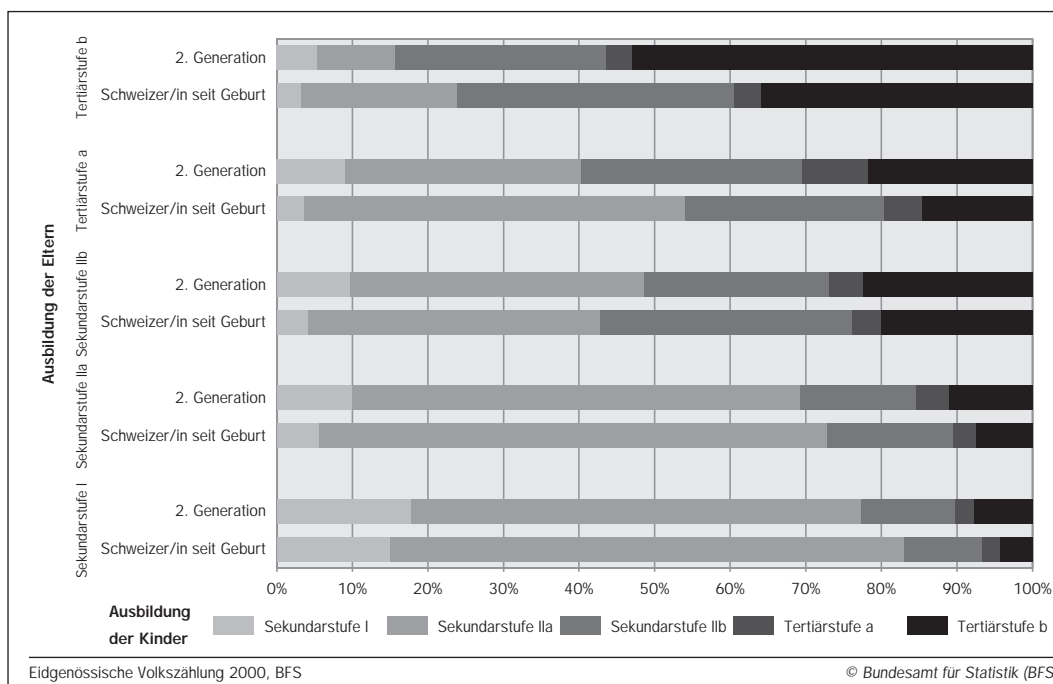
Die Zuordnung der Eltern zu ihren Kindern erfolgt aufgrund des zivilrechtlichen Wohnsitzes. Personen im Alter von 15 bis 29 Jahren werden dann als Kinder von im gleichen Privathaushalt lebenden, mindestens 30 Jahre alten Personen identifiziert, wenn diese älteren Personen Kinder des betreffenden Geburtsjahrgangs angegeben haben. Bei fünften und folgenden Kindern, deren genaue Jahrgänge nicht erfasst worden sind, wird kontrolliert, ob als Kind in Frage kommende Personen einen Geburtsjahrgang zwischen dem vierten und dem letzten Kind aufweisen. Auf diese Weise können 720 866 Personen als Kinder von im gleichen Haushalt lebenden Eltern bestimmt werden. Das Verfahren führt überall dort zu falschen Zuordnungen, wo Personen im Haushalt dasselbe Alter aufweisen wie die Kinder der vermeintlichen Eltern. Wo sich Inkompatibilitäten bezüglich der hier zentralen Variablen „Migrationsstatus“ ergeben (Angehörige der ersten oder zweiten Generation als Kinder von Schweizerinnen und Schweizern, Schweizer/innen als Kinder nicht eingebürgerter Ausländer/innen), werden die betreffenden Fälle (3917) von den Analysen ausgeschlossen. Es verbleiben somit 716 949 Fälle für die Analyse des intergenerationellen Verhältnisses.

<sup>14)</sup> Im Alter von 22 Jahren sind es noch 68% (zweite Generation) bzw. 65% (Schweizer/innen), mit 25 Jahren noch 43% bzw. 37%, die zivilrechtlich mit den Eltern im gleichen Haushalt leben.



Die genannten internationalen Befunde zum Bildungsaufstieg der zweiten Generation finden in den Volkszählungsdaten 2000 für die Schweiz eine deutliche Bestätigung: Aufgrund der Daten lässt sich festhalten, dass Kinder von Immigrantinnen und Immigranten bei gleichen Ausgangsbedingungen – das heisst hier: bei gleichem Ausbildungsniveau der Eltern – schulisch im Schnitt erfolgreicher sind als ihre Schweizer Altersgenossinnen und -genossen<sup>15</sup>. Es lohnt sich allerdings, diesen allgemeinen Zusammenhang differenziert zu betrachten: So ist aus Grafik 10 (Tabelle A11 im Anhang) ersichtlich, dass Immigrantenkinder im Vergleich zu einheimischen Kindern bei gleichen Ausgangsbedingungen deutlich häufiger eine Ausbildung auf der Tertiärstufe absolvieren, und zwar unabhängig davon, wie diese Ausgangsbedingungen im Einzelnen aussehen, ob es sich also um minimale Ausbildungen der Eltern handelt oder um solche auf der Tertiärstufe. In der Grafik ist jedoch ebenso ersichtlich, dass für Immigrationskinder nicht nur die Chancen auf eine Tertiärbildung höher sind, sondern dass bei ihnen auch das Risiko grösser ist, keine weiterführenden Schulen zu besuchen, und zwar wiederum unabhängig davon, wie hoch die Bildung der Eltern ist: Es handelt sich hier also um das Risiko eines Bildungsabstiegs, das bei der zweiten Generation gegenüber den gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern grösser ist.

**Grafik 10: In der Schweiz geborene 20-Jährige nach höchster Ausbildung der Eltern, eigener Ausbildung und Migrationsgeneration (in %), 2000**



*In der Schweiz 1980 Geborene, die im Haushalt der Eltern leben, exklusive Personen ohne Angabe. Ausbildung der Eltern = höchste abgeschlossene Ausbildung (Mutter oder Vater). Ausbildung der Kinder = höchste abgeschlossene oder gegenwärtige Ausbildung.*

Die Ausbildung der Kinder hängt allerdings nicht nur vom Bildungsniveau der Eltern, sondern auch von der Position ab, welche diese in der Sozialstruktur einnehmen. Um diese Position zu messen, werden in der international vergleichenden Forschung eine Reihe von Indikatoren ver-

<sup>15)</sup> Für die Differenz zwischen den Generationen und die Stärke des Zusammenhangs der Bildung von Eltern und Kinder vgl. die Tabelle A10 im Anhang.

wendet, von denen im Folgenden zwei zur Verwendung kommen sollen: die Skala des Berufsprestiges nach Treiman und der Index der sozioökonomischen Klassen nach Erikson und Goldthorpe (vgl. Kasten 2).

## Kasten 2

Sowohl die Berufsprestige-Skala als auch die sozioökonomischen Klassen beruhen technisch auf der internationalen Klassifikation der Berufe der Internationalen Arbeitsorganisation (ISCO-Code; für die Herleitung der Skalen aus dem ISCO-Code vgl. insbesondere Ganzeboom et al., 1992 sowie Ganzeboom und Treiman, 2003). Die Treimansche Skala des Berufsprestiges weist den so klassifizierten Berufen aufgrund von Umfrageergebnissen Prestigewerte zwischen 6 und 78 zu. Das Erikson-Goldthorpe-Schema unterscheidet auf der Basis einer Klassentheorie verschiedene Berufsgruppen aufgrund ihrer Stellung im Produktionsprozess (Art des Berufs, hierarchische Stellung, Eigentum an Produktionsmitteln). Das Problem des Prestigescores liegt im vorliegenden Zusammenhang darin, dass er primär auf internationale Vergleichbarkeit zielt, deshalb nationalen Besonderheiten keine Rechnung tragen kann und somit die schweizerische Prestigeordnung nur bedingt spiegelt<sup>16</sup>. Beim Klassenschema dagegen besteht das Problem, dass eine der klassifizierenden Variablen (Anzahl Untergebener) in der Volkszählung nicht erfasst wurde, so dass hier bestenfalls eine Annäherung möglich ist. Für die Verwendung hat das Schema ausserdem den Nachteil, dass die Kategorien sich nicht in eine eindeutige Reihenfolge bringen lassen. Anders als im Falle des Prestiges oder der Bildung lässt sich also z.B. der Status der Eltern nicht durch einen höheren von beiden Werten (Vater oder Mutter) angeben. Aus diesem Grund wird in den entsprechenden Berechnungen auf den Wert des Vaters zurückgegriffen, wo dieser nicht vorliegt, auf jenen der Mutter.

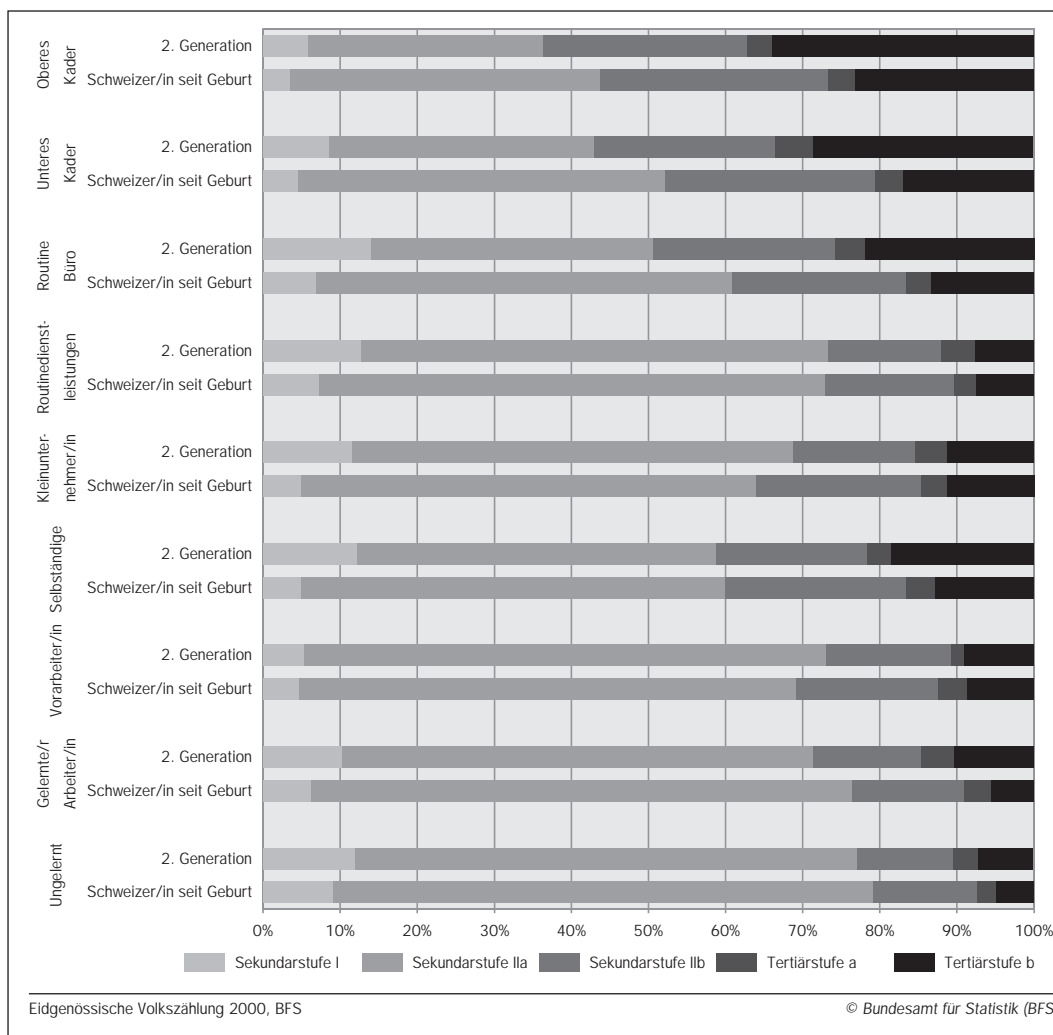
Wie Grafik 11 veranschaulicht, besteht in der Tat ein recht starker Zusammenhang zwischen der sozioökonomischen Klasse der Eltern und der Bildung der Kinder im Alter von 20 Jahren. In der obersten Klasse des höheren Kaderns und der akademischen Berufe besuchen oder besuchten mehr als die Hälfte (57%) der Kinder mit 20 Jahren eine Schule des gymnasialen Typs (inkl. Lehrerseminar) oder des Tertiärbereichs. In der Kategorie der un- und angelernten Arbeiter/innen dagegen beträgt dieser Anteil nur gerade 21%. Wie bei der Bildung der Eltern lässt sich auch hier beobachten, dass innerhalb der meisten Klassen unter den Angehörigen der zweiten Generation sowohl jene mit Tertiär- und gymnasialer wie auch jene ohne jede nachobligatorische Bildung (Sekundarstufe I) überdurchschnittlich häufig anzutreffen sind. Ausnahmen von diesem Muster finden sich bei den Kindern von Routinedienstleistungspersonal (insbesondere Verkauf) und von Selbständigen mit Mitarbeitenden, wo die zweite Generation zwar erhöhte Bildungsrisiken, aber keine höheren Bildungschancen hat, und bei Vorarbeiterinnen und Vorarbeitern, wo sich als Ausländer/innen geborene Kinder kaum von den andern unterscheiden.

<sup>16</sup> Im Folgenden werden allerdings im Blick auf die Schweiz leicht modifizierte Prestigewerte verwendet, die uns freundlicherweise von Hanspeter Stamm zur Verfügung gestellt wurden.





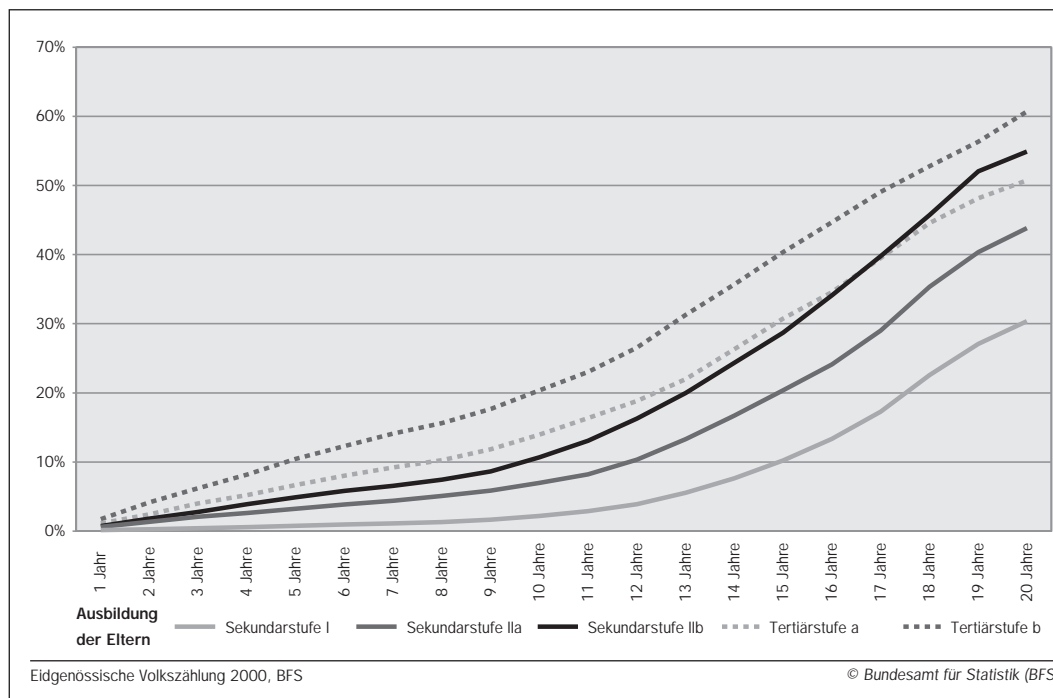
**Grafik 11: In der Schweiz geborene 20-Jährige nach sozioökonomischer Klasse der Eltern, Migrationsstatus und Ausbildung des Kindes (in %), 2000**



Höchste abgeschlossene oder gegenwärtige Ausbildung, exklusive Personen ohne Angabe.  
 In der Schweiz 1980 als Ausländer/in Geborene, die im Haushalt der Eltern leben; ohne Kinder von Landwirtinnen und Landwirten sowie von landwirtschaftlichen Arbeiterinnen und Arbeitern (N<100 in der zweiten Generation).

### 3.5 EINBÜRGERUNG UND AUSBILDUNG

Dass sich eingebürgerte und nicht eingebürgerte Angehörige der zweiten Generation hinsichtlich Ausbildung und beruflichem Status unterscheiden, ist bereits mehrfach erwähnt worden. Analoge Unterschiede finden sich aber auch bereits für die erste Generation (vgl. Fibbi et al., in diesem Band). Entsprechend lässt sich erwarten, dass die Einbürgerung der zweiten Generation auch als eine Folge der sozialen Stellung der Eltern betrachtet werden kann. Wie Grafik 12 zeigt, werden die Kinder von Eltern mit hoher Ausbildung deutlich früher und insgesamt deutlich häufiger eingebürgert als jene von Eltern mit tiefer Bildung.

**Grafik 12: Einbürgerung der zweiten Generation nach Ausbildung der Eltern, 2000**

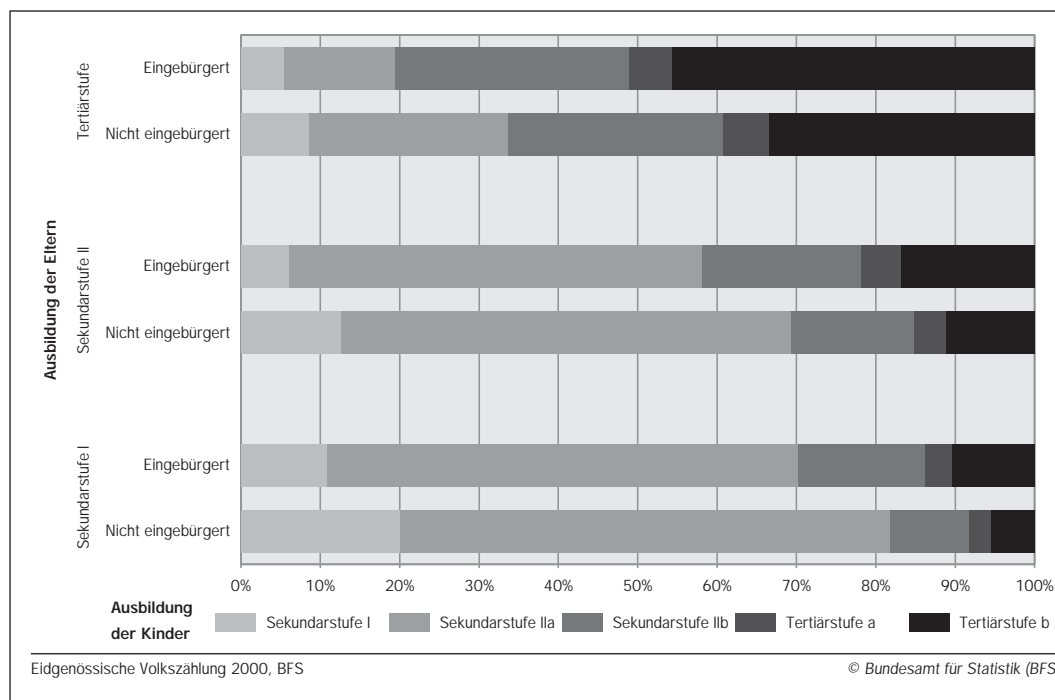
In der Schweiz ab 1980 als Ausländer/in Geborene, die im Haushalt der Eltern leben; exklusive Personen ohne Angabe.

Die Grafik gibt den Anteil der Kinder in jeder Kategorie an, die in einem bestimmten Lebensalter eingebürgert wurden (Kaplan-Meier-Schätzer). So sind z.B. 20% der Zweitgenerations-Jugendlichen, deren Eltern eine Ausbildung der Tertiärstufe b aufweisen (höchste Ausbildung mindestens eines Elternteils), im Alter von 10 Jahren eingebürgert, gegenüber 2% der Jugendlichen, deren Eltern auf Sekundarstufe I abgeschlossen haben. Mit 20 Jahren betragen die entsprechenden Anteile 61% und 30%.

Dass die Einbürgerung wie vermutet auch Bestandteil des intergenerationellen Aufstiegsprojekts sein kann, zeigt sich daran, dass sie ihrerseits wiederum mit höheren Bildungsabschlüssen der Kinder verbunden ist. Grafik 13 (Tabelle A12 im Anhang) zeigt zunächst, dass dies auch unabhängig von der Ausbildung der Eltern gilt: Auf jeder Ausbildungsstufe der Eltern weisen eingebürgerte Kinder mit 20 Jahren einen höheren Anteil an laufenden oder abgeschlossenen Tertiärausbildungen auf als nicht eingebürgerte, und ebenfalls auf jeder Stufe sind eingebürgerte Kinder seltener auf der Sekundarstufe I zu finden. So weisen 46% der eingebürgerten Kinder von Eltern mit Tertiärbildung mit 20 Jahren eine Bildung auf der Tertiärstufe b auf oder besuchen aktuell eine entsprechende Schule, unter den nicht eingebürgerten Angehörigen der zweiten Generation mit denselben Startbedingungen sind es dagegen nur 33%. Unter den 20-Jährigen, deren Eltern auf Sekundarstufe I verblieben sind, sind die Verhältnisse auf wesentlich tieferem Niveau ähnlich (10% gegenüber 6%). Auffällig ist auf dieser Stufe der elterlichen Bildung auch das hohe Risiko nicht eingebürgerter Kinder, ebenfalls auf Sekundarstufe I zu verbleiben, das heisst weder eine Lehre noch eine Mittelschule zu absolvieren (20% bei den nicht eingebürgerten gegenüber 11% bei den eingebürgerten Kindern).



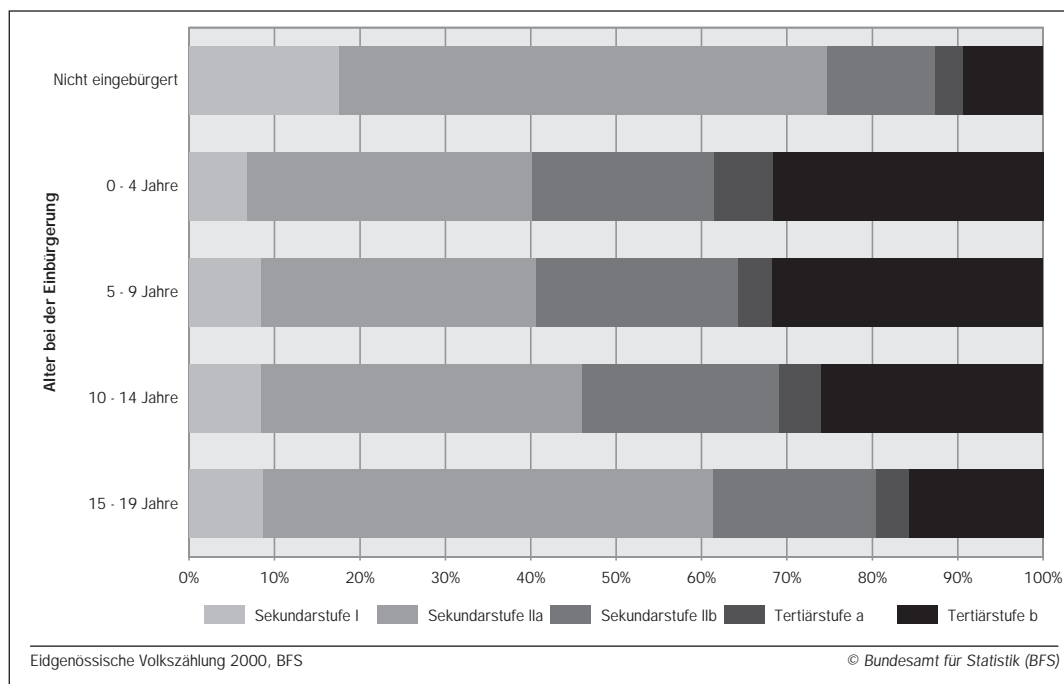
**Grafik 13: 20-Jährige der zweiten Generation nach Ausbildung der Eltern, Einbürgerungsstatus und eigener Ausbildung (in %), 2000**



*In der Schweiz 1980 als Ausländer/in Geborene, die im Haushalt der Eltern leben; exklusive Personen ohne Angabe.*

Grafik 12 und Grafik 13 zusammengenommen illustrieren den Prozess, der dazu führt, dass sich eingebürgerte von den nicht eingebürgerten Angehörigen der zweiten Generation hinsichtlich der Bildung – und in der Folge dann auch hinsichtlich des Sozialstatus – deutlich unterscheiden: Kinder aus bildungs- und statushöherem Elternhaus weisen eine höhere Wahrscheinlichkeit der Einbürgerung auf, und die Einbürgerung ihrerseits ist mit einem höheren Bildungsniveau der Kinder verbunden. Dabei scheint es nicht in erster Linie der Schulerfolg der Kinder zu sein, der den Einbürgerungsprozess auslöst. Wie Grafik 14 (Tabelle A13 im Anhang) andeutet, sind es vor allem früh erfolgte Einbürgerungen, die mit einem höheren Schulbesuch in den späteren Jahren verbunden sind. So sind 29% der vor dem 15. Altersjahr eingebürgerten Jugendlichen mit 20 Jahren in eine Ausbildung des Tertiärniveaus b eingestiegen, gegenüber 15% derjenigen, die sich zwischen dem 15. und dem 19. Altersjahr haben einbürgern lassen. Dies weist darauf hin, dass nicht in erster Linie ein sich abzeichnender Schulerfolg der Kinder den Wunsch nach Einbürgerung auslöst, sondern dass dafür die Aufstiegsaspirationen der Eltern massgebend sind. Schlüssig lässt sich Derartiges mit den hier zur Verfügung stehenden Daten allerdings nicht belegen.

**Grafik 14: 20-Jährige der zweiten Generation nach Alter bei der Einbürgerung und Ausbildung (in %), 2000**



*In der Schweiz 1980 als Ausländer/in Geborene; höchste abgeschlossene oder gegenwärtige Ausbildung; exklusive Personen ohne Angabe.*

### 3.6 FAKTOREN DES BILDUNGSERWERBS

Im vorangehenden Kapitel sind einzelne Merkmale, die mit dem Zugang zur Bildung verbunden sind, aufgeführt und in Zusammenhang mit der Situation der Jugendlichen und jungen Erwachsenen der zweiten Generation gesetzt worden. Einige dieser Merkmale hängen untereinander zusammen, so etwa die Bildung und der sozioökonomische Status der Eltern oder eben die Bildung der Eltern und die Wahrscheinlichkeit einer Einbürgerung. Daher stellt sich die Frage, ob und in welchem Ausmass diese Merkmale je für sich genommen zu den festgestellten Unterschieden im Bildungserwerb führen und wie viel Herkunft und Migrationsstatus im Vergleich dazu beitragen. Mit anderen Worten: Weisen die Angehörigen der zweiten Generation (als Eingebürgerte) höhere bzw. (als nicht Eingebürgerte) tiefere Bildung auf als die gebürtigen Schweizer/innen, weil sie andere Startpositionen einnehmen oder weil sie eben zur zweiten Migrationsgeneration gehören? Dieser Frage soll zum Schluss dieses Kapitels anhand der 1980 geborenen jungen Erwachsenen der zweiten Generation im Kontrast zu den gleichaltrigen gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern nachgegangen werden.

Eine Antwort auf diese Frage lässt sich mit dem Verfahren der logistischen Regression geben<sup>17</sup>. Vereinfacht gesprochen wird dabei die relative Wahrscheinlichkeit, zu einer bestimmten Gruppe – hier: zu einer bestimmten Bildungskategorie – zu gehören, als Funktion anderer Merkmale – Geschlecht, Herkunft, Bildung der Eltern usw. – betrachtet. Die bisherigen Analysen haben

<sup>17</sup> Für eine differenzierte und methodisch vergleichbare Analyse der Schulwahl 17-jähriger Schweizer/innen und Zweitgenerations-Angehöriger auf der Basis der Volkszählung 2000 vgl. Bauer und Riphahn (2004), die von einer Haushaltstheorie der Bildungsinvestition ausgehen; für eine multinomiale Analyse der Aufstiegschancen im ebenfalls mehrstufig gegliederten deutschen Schulsystem Schneider (2004).

gezeigt, dass Angehörige der zweiten Generation eine erhöhte Wahrscheinlichkeit sowohl für die oberen wie für die unteren Positionen in der Bildungshierarchie aufweisen. Aus diesem Grund muss dieses Verfahren hier zur sogenannten multinomialen Regression erweitert werden. Im konkreten Fall wird damit für jede der beiden extremen Kategorien (Sekundarstufe I auf der einen, Tertiärstufe auf der andern Seite) eine separate Berechnung durchgeführt. Geschätzt wird somit der Einfluss jedes Faktors auf die Wahrscheinlichkeit, zur Sekundarstufe I bzw. zur Tertiärstufe statt zur Sekundarstufe II zu gelangen. Die einzelnen Faktoren werden wie folgt in das Gleichungssystem eingeführt:

**Geschlecht:** weiblich = 1, männlich = 0; ein positiver Koeffizient drückt damit aus, dass Frauen eine höhere Wahrscheinlichkeit aufweisen als Männer, zur betreffenden Bildungskategorie zu gehören; ein negativer Koeffizient bedeutet, dass Männer eine höhere Wahrscheinlichkeit aufweisen als Frauen.

**Herkunft der Eltern:** in Bezug auf die Herkunft (Geburtsort bzw. Nationalität) homogene Eltern werden für jede der grossen Nationalitäten den homogen schweizerischen Eltern gegenübergestellt (Basiskategorie) und jeweils als 1 codiert; dazu wird eine Gruppe für Elternpaare gebildet, die aus einer Schweizerin oder einem Schweizer und einem/r Partner/in anderer Herkunft bestehen, sowie eine Restgruppe „andere“ für Angehörige anderer Nationalitäten und gemischte Paare ohne Schweizer Beteiligung.

**Ausbildung des Vaters und der Mutter:** Im Unterschied zu den grafischen Darstellungen werden die Ausbildungen von Vater und Mutter getrennt und unabhängig voneinander betrachtet; Sekundarstufe I und Tertiärstufe (je 1) zur Basiskategorie Sekundarstufe II (0); wo Vater oder Mutter nicht im Haushalt wohnen, wird statt dessen eine zusätzliche Variable auf 1 gesetzt.

**Sozioökonomische Klasse des Vaters bzw. der Mutter:** je 1/0 Codierung zur Basiskategorie „gelernte/r Arbeiter/in“ als der grössten Gruppe. Landwirtinnen und Landwirte sowie landwirtschaftliche Arbeiter/innen werden wegen der geringen Fallzahl nicht aufgeführt.

**Einbürgerung:** Einbürgerungsalter 0–15 sowie 16–20 (je 1) zur Basiskategorie „nicht eingebürgert“.

**Sprache am Wohnort:** Französisch und Italienisch (je 1) zur Basis Deutsch und Romanisch (0).

**Gemeindetyp:** Agglomeration und Land (je 1) zur Stadt (0).

Die Analyse beschränkt sich auf Personen, die 1980 in der Schweiz oder mit Schweizerbürgerrecht geboren worden sind und mit den Eltern zusammenwohnen. Damit kann zum einen der Faktor Alter konstant gehalten werden, zum andern werden auf diese Weise die Angehörigen der zweiten Generation nicht mit denjenigen der ersten Generation, sondern mit den Schweizerinnen und Schweizern als der Bezugsgruppe für Mobilität und Ausschluss verglichen.

Die Resultate in Tabelle 2 zeigen zunächst nochmals, dass die Effekte bezüglich der beiden Ausbildungsniveaus keinesfalls einheitlich sind. Für die 20-Jährigen der zweiten Generation nahezu<sup>18</sup> aller Nationalitäten gilt in mehr oder minder grossem Ausmass, dass bei im Übrigen gleicher

<sup>18</sup> Die Ausnahme bilden Kinder aus Deutschland. Die Effekte sind hier jedoch sehr geringfügig (für die Sekundarstufe I) bzw. unterhalb einer Schwelle, die – sofern man überhaupt inferenzstatistisch argumentieren will – als signifikant gelten könnte (Tertiärstufe). Letzteres gilt auch für die Wahrscheinlichkeit, dass Jugendliche türkischer oder jugoslawischer Herkunft Tertiärbildung erreichen.

Ausgangslage sowohl das Erreichen der Tertiärstufe wie auch das Stehenbleiben in der Sekundarstufe I wahrscheinlicher ist als bei den gleichaltrigen gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern (positives b in beiden Fällen). Etwas freier formuliert: Die zweite Generation hat hinsichtlich Bildung sowohl grössere Aufstiegschancen als auch grössere Abstiegsrisiken<sup>19</sup>.

**Tabelle 2: Bestimmungsfaktoren des Bildungserwerbs: In der Schweiz geborene Jugendliche des Jahrgangs 1980, 2000**

	Sekundarstufe I vs. Sek II		Tertiärstufe vs. Sek II	
	b	s.e.	b	s.e.
Geschlecht: Frauen	0.041	0.044	0.065	0.028 *
<b>Herkunft der Eltern (Basis: Schweiz)</b>				
Italien	0.086	0.105	0.221	0.093 *
Jugoslawien	0.706	0.256 **	0.295	0.258
Portugal	1.177	0.318 ***	0.720	0.343 *
Deutschland	0.490	0.218 *	-0.068	0.182
Spanien	0.120	0.166	0.577	0.136 ***
Türkei	0.785	0.194 ***	0.087	0.273
Binational Schweiz/andere	0.269	0.072 ***	0.108	0.041 **
Andere	0.490	0.094 ***	0.192	0.070 **
<b>Ausbildung des Vaters (Basis: Sekundarstufe II)</b>				
Sekundarstufe I	0.640	0.068 ***	-0.256	0.064 ***
Tertiärstufe	-0.054	0.067	0.637	0.035 ***
Vater nicht im selben Haushalt	0.723	0.064 ***	-0.105	0.049 *
<b>Ausbildung der Mutter (Basis: Sekundarstufe II)</b>				
Sekundarstufe I	0.562	0.052 ***	-0.342	0.040 ***
Tertiärstufe	0.077	0.092	0.742	0.040 ***
Mutter nicht im selben Haushalt	0.835	0.094 ***	-0.440	0.078 ***
<b>Sozioökonomische Klasse des Vaters/der Mutter (Basis: gelernte/r Arbeiter/in)</b>				
Oberes Kader	-0.105	0.095	0.685	0.067 ***
Unteres Kader	-0.003	0.084	0.521	0.064 ***
Routine Büro	0.103	0.108	0.406	0.083 ***
Routine Dienstleistungen (Verkauf)	0.008	0.100	0.035	0.086
Selbständige mit Mitarbeitenden	0.023	0.101	0.231	0.076 **
Selbständige ohne Mitarbeitende	0.001	0.115	0.318	0.083 *
Vorarbeiter/innen	-0.123	0.126	0.075	0.091
Un-/angelernete Arbeiter/innen	0.137	0.086	-0.184	0.082 *
<b>Einbürgerung (Basis: keine Einbürgerung)</b>				
Einbürgerung bis 15 Jahre	-0.338	0.197	0.391	0.116 **
Einbürgerung 16–20 Jahre	-0.658	0.166 ***	0.383	0.113 **
<b>Sprache am Wohnort (Basis: Deutsch oder Romanisch)</b>				
Französisch	0.251	0.054 ***	1.416	0.031 ***
Italienisch	-0.264	0.140	1.610	0.060 ***
<b>Stadt-Land-Typologie (Basis: Stadt)</b>				
Agglomeration	-0.125	0.054 *	-0.067	0.035
Land	-0.246	0.062 ***	-0.281	0.041 ***
Konstante	-3.088	0.091	-2.499	0.069

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS

N=41108; df=58; LR=6110\*\*\*

\*  $p < .05$ ; \*\*  $p < .01$ ; \*\*\*  $p < .001$

<sup>19)</sup> Von einem gleichzeitigen Vorhandensein von hoch erfolgreichen und minimal gebildeten Jugendlichen berichten auch Crul und Doomernik (2003) und sprechen in diesem Zusammenhang von einer „Polarisierung“ der zweiten Generation.

Allerdings sind Chancen wie Risiken nicht gleich über die Nationalitäten verteilt, und auch bezüglich der Differenzen zur Schweizer Referenzpopulation finden sich deutliche Unterschiede zwischen den einzelnen Gruppen: In beiden Richtungen weisen 20-Jährige portugiesischer Abstammung die grössten Differenzen auf, während umgekehrt die Werte der italienischstämmigen jungen Erwachsenen nur sehr geringfügig von jenen der Schweizer/innen abweichen. Mit Ausnahme der Italiener/innen und vor allem der Spanier/innen gilt überdies für alle, dass die Differenz zu den Schweizer/innen bezüglich der Risiken grösser ist als bezüglich der Chancen, was interessanterweise auch bei Kindern aus binationalen Ehen festzustellen ist. Trotz dieses grösseren Risikos des Verbleibs auf den untersten Stufen der Bildungshierarchie bleibt es bemerkenswert, dass die Angehörigen der zweiten Generation bei gleichen Ausgangsbedingungen im Allgemeinen auch eine höhere Chance des Erwerbs tertiärer Bildung haben.

Bestätigen lassen sich auch die positiven Nettoeffekte der Einbürgerung, die generell mit einer höheren Wahrscheinlichkeit für eine höhere Ausbildung einhergehen. Allerdings dürfte hier zu differenzieren sein zwischen dem Effekt einer früheren (bis zum 15. Altersjahr) und jenem einer späteren Einbürgerung. Der stark negative Zusammenhang eines Verbleibs in der Sekundarstufe I mit einer Einbürgerung nach dem 15. Altersjahr könnte jedenfalls auch als Ausdruck des zirkulären Zusammenhangs zwischen Einbürgerung und Schulerfolg interpretiert werden: Demnach würde ein sich abzeichnender schulischer Misserfolg das Interesse an einer Einbürgerung und/oder die Aussichten auf den Erfolg eines entsprechenden Antrags reduzieren. Jugendliche mit schlechten schulischen Aussichten hätten diese nicht wegen der fehlenden Einbürgerung, sondern die Einbürgerung würde wegen der schlechten schulischen Situation ausbleiben.

Die übrigen Effekte, die in den vorangehenden Abschnitten thematisiert worden sind, interessieren hier primär als Kontrollvariablen. Bemerkenswert erscheint aber immerhin, dass sich der sozioökonomische Status der Eltern kaum auf die Wahrscheinlichkeit eines Verbleibs auf der Sekundarstufe I auswirkt, sehr wohl jedoch die Wahrscheinlichkeit eines Übertritts in die Tertiärstufe beeinflusst. In dieser Hinsicht kann von einem eigentlichen Graben zwischen manuellen Berufen und Routinedienstleistungen auf der einen sowie nicht-manuellen Berufen auf der andern Seite gesprochen werden (alle und nur die Berufe der zweiten Gruppe heben sich deutlich von den gelernten Arbeiterinnen und Arbeitern ab). Kinder von Eltern mit manuellen oder Routinedienstleistungsberufen gelangen demnach deutlich seltener auf die Tertiärstufe als Kinder von Kadern und Angestellten. Bedenkt man den grossen Anteil der manuellen Berufe in der ersten – d.h. bei den Eltern der hier betrachteten zweiten – Generation, so wird auch klar, welche nicht (direkt) migrationsbedingten Hürden die Angehörigen der zweiten Generation zu überwinden haben.

Einen kurzen Kommentar verdienen auch die Ergebnisse hinsichtlich der Bildung der Eltern. Sie zeigen einen je eigenen Beitrag väterlicher wie mütterlicher Bildung. Diese gleichen sich darin, dass eigene Sekundarbildung I den Verbleib der Kinder auf dieser Stufe sehr viel wahrscheinlicher macht. Bezüglich des Übergangs in die Tertiärstufe scheint dagegen die Bildung des Vaters von deutlich grösserer Bedeutung. Schliesslich sei auch noch darauf hingewiesen, dass die Abwesenheit des Vaters oder der Mutter unter im Übrigen identischen Bedingungen sowohl Tertiärbildung als auch und in höherem Ausmass Berufsbildung (generell: Sekundarstufe II) unwahrscheinlicher macht.

Hinsichtlich des Ausmasses kann der Nationalitäteneffekt wegen der ungleichen Gruppengrössen nur mit grossen Vorbehalten mit den andern Effekten verglichen werden. Immerhin fällt auf, dass vor allem die auf einen Ausschluss von der Berufsbildung hinweisenden Koeffizienten für die Nationalität sich zumindest teilweise in einer ähnlichen Grössenordnung bewegen wie diejenigen des zentralen Strukturparameters der Ausbildung der Eltern. Dies gilt besonders bei jugoslawischer, portugiesischer und türkischer Herkunft, das heisst bei den neueren Migrationsgruppen.

Eine weiter gehende Untersuchung auf Interaktionseffekte führt nur wenige und geringfügige Differenzen zwischen den Sprachregionen und keine zwischen den Geschlechtern zutage. So scheint es vor allem, dass die Mitglieder der zweiten Generation aus dem romanischen Sprachraum (Italien, Spanien, Portugal) in der sprachverwandten lateinischen Schweiz geringeren Diskriminierungseffekten ausgesetzt sind als in der Deutschschweiz.

### 3.7 ZUSAMMENFASSUNG

Zusammenfassend lässt sich festhalten, dass die zweite Generation insgesamt einen etwas schlechteren Zugang zum Bildungssystem aufweist als die gleichaltrigen gebürtigen Schweizerinnen und Schweizer, dass sie aber deutlich besser im Bildungssystem positioniert ist als die erste Einwanderergeneration. Der Bildungsrückstand der zweiten Generation ist zur Hauptsache ein Ausdruck des vergleichsweise tiefen Bildungsniveaus und des vergleichsweise niedrigen beruflichen Status der Eltern; es handelt sich hierbei um jenen Mechanismus der Reproduktion sozialer Ungleichheit von einer Generation zur nächsten, der auch bei den Schweizerinnen und Schweizern spielt. Es ist aber festzuhalten, dass Angehörige der zweiten Generation bei gleichen Ausgangsbedingungen (d.h. bei gleicher Ausbildung und gleichem Status der Eltern) im Schnitt in der Bildung erfolgreicher sind als ihre Schweizer Altersgenossinnen und -genossen; sie reproduzieren die Bildung ihrer Eltern also weniger ausgeprägt. Diese Ergebnisse decken sich mit verschiedenen Befunden aus dem In- und Ausland (u.a. Crul und Doomernik, 2003; Worbs, 2003; Fibbi et al., 2003). Allerdings ist die Aussage der erhöhten Bildungsmobilität der zweiten Generation insofern zu differenzieren, als bei gleichbleibenden Ausgangsbedingungen Zweitgenerations-Angehörige nicht nur häufiger eine Tertiärbildung absolvieren, was einer erhöhten Aufstiegschance entspricht, sondern dass sie gleichzeitig auch häufiger in untersten Bildungsgängen verbleiben als gleichaltrige Schweizerinnen und Schweizer.

Sämtliche Befunde zum Ausbildungsniveau der zweiten Generation sind dahingehend zu differenzieren, dass die zweite Generation in sich sehr heterogen ist. Der auffallendste Unterschied ist dabei jener zwischen den eingebürgerten und den nicht eingebürgerten Angehörigen der zweiten Generation: In die Schweiz eingebürgerte Kinder von Immigrantinnen und Immigranten sind zum Teil klar besser im Bildungssystem positioniert als die gleichaltrigen gebürtigen Schweizer/innen (etwa in Bezug auf die Anteile an Tertiärbildung), während die ausländische zweite Generation deutlich zurückliegt. Zu einem bedeutenden Teil sind diese Effekte darauf zurückzuführen, dass bei höherer Bildung der Eltern eine Einbürgerung wahrscheinlicher ist. Es handelt sich bei den Eingebürgerten also insofern um eine spezielle Gruppe (mit besseren Ausgangschancen), als sie aus besser positionierten Familien stammen; gleichzeitig hat sich gezeigt, dass bei einer früh (vor dem 15. Altersjahr) erfolgten Einbürgerung die Wahrscheinlichkeit auf eine erfolgreiche Positionierung im Bildungssystem höher ist.

Nebst den Differenzen zwischen eingebürgerter und nicht eingebürgerter zweiter Generation sind die zuweilen ausgeprägten Unterschiede zwischen den einzelnen Nationalitäten zu nennen. Hier zeigt sich in Übereinstimmung mit den getroffenen Annahmen fast durchwegs, dass Angehörige von älteren Einwanderungsgruppen (insbesondere Personen spanischer und italienischer Herkunft) deutlich besser gebildet sind als Angehörige vergleichsweise neuer Einwanderungsgruppen (insbesondere Personen aus Jugoslawien sowie solche portugiesischer und türkischer Herkunft). Eine besondere Stellung nehmen die Deutschen ein, deren Migrationsgeschichte und -motivationen sich von den anderen genannten Einwanderungsgruppen unterscheiden und die



hinsichtlich der Bildung im Allgemeinen sehr gut bzw. zum Teil besser als die Schweizer/innen positioniert sind.

Auch wenn die elterliche Bildung wie erwähnt den stärksten Einfluss auf das Bildungsniveau der zweiten Generation ausübt, so sind doch auch Effekte beobachtbar, die unabhängig davon auf die Nationalität der betreffenden Personen zurückzuführen sind. Diese Effekte verweisen auf das Vorhandensein von gesellschaftlichen Ausschlussmechanismen, die bereits in den frühen Jahren der Bildungskarriere wirksam werden und von denen insbesondere neu eingewanderte Gruppen betroffen sind. Diese Befunde aus den vorliegenden Analysen decken sich weitgehend mit Beobachtungen im Rahmen von ausländischen Studien, vgl. z.B. für Deutschland Worbs (2003), für Frankreich Simon (2003) sowie für die Niederlande Crul und Doormenik (2003).



## 4 DIE STELLUNG AUF DEM ARBEITSMARKT

---

Um die Stellung von Immigrantinnen und Immigranten auf dem Arbeitsmarkt und in der Sozialstruktur der einheimischen Gesellschaft zu beschreiben, wird häufig der Begriff der „Unterschichtung“ (Hoffmann-Nowotny, 1973) zitiert: Der Begriff umschreibt den Vorgang, wonach den wenig qualifizierten ausländischen Arbeitskräften die schlechtest qualifizierten Arbeitsplätze zugewiesen werden und diese folglich Positionen in der einheimischen Sozialstruktur einnehmen, die noch unterhalb der Position der einheimischen Arbeiterschaft liegen. Abgesehen davon, dass es auch Formen von Migration gibt, in denen die neu Zugewanderten hoch qualifiziert sind und folglich hohe Positionen in der Schweizer Sozialstruktur einnehmen, gilt es im Anschluss an die Unterschichtungsthese zu fragen, in welcher Weise sich die zweite Generation auf dem einheimischen Arbeitsmarkt behaupten kann und sich in die Sozialstruktur der Schweizer Gesellschaft eingefügt. Oben konnte festgehalten werden, dass sich das Ausbildungsniveau der Angehörigen der zweiten Generation insgesamt stark jenem der gleichaltrigen Schweizer/innen angeglichen hat; die Unterschiede im Ausbildungsniveau sind zwischen der ersten und der zweiten Generation bedeutsamer als jene zwischen erster Generation und gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern. Welches Bild zeigt sich nun in Bezug auf die Stellung der zweiten Generation auf dem Arbeitsmarkt? Ist es auch hier so, dass ihre Positionen insgesamt eher mit jenen der gleichaltrigen Schweizer/innen vergleichbar sind als mit jenen der Immigrantinnen und Immigranten der ersten Generation?

Um die Stellung auf dem Arbeitsmarkt zu messen, werden in den nachfolgenden Analysen verschiedene Indikatoren verwendet:

- **Erwerbstätigenanteil:** der Anteil der Personen einer Altersgruppe, die angeben, einer Erwerbstätigkeit als Angestellte oder Selbständigerwerbende nachzugehen.
- **Rentner/innenanteil:** der Anteil der Personen einer Altersgruppe, die angeben, im Jahre 2000 eine Rente zu beziehen (in der betrachteten Altersgruppe v.a. IV-Rente und Pension).
- **Erwerbslosenanteil:** der Anteil der Personen, die angeben, ohne Erwerb und auf Stellensuche zu sein. Personen, die weder erwerbstätig noch arbeitslos sind noch eine Rente beziehen, weil sie in einer Ausbildung sind oder z.B. als Hausfrauen oder -männer aus anderen Gründen keine Lohnarbeit ausüben, werden einer Restkategorie „andere“ zugeordnet.
- **Branchenzugehörigkeit**
- **Berufliche Stellung bzw. Zugehörigkeit zu Berufsklassen:** Dieser Indikator dient einer Messung des Erfolgs bei der Einbindung in den Arbeitsmarkt. Die (auch international verwendete) Kategorisierung der Berufe basiert auf klassentheoretischen Annahmen. (Für Näheres zur Konstruktion vgl. Kasten 2).
- **Berufsprestige:** Auch dieser Indikator dient der Messung des Erfolgs bei der Einbindung in den Arbeitsmarkt und gibt das gesellschaftliche Prestige wieder, das einem bestimmten Beruf zugeschrieben wird. Die verwendete Skala beruht auf Bevölkerungsumfragen und

erlaubt für jeden Beruf die Zuordnung eines bestimmten (möglichst allgemein anerkannten) Prestigewertes. (Für Näheres zur Konstruktion vgl. Kasten 2).

Die drei letztgenannten Indikatoren basieren alle auf der in der Volkszählung 2000 gestellten Frage nach dem ausgeübten Beruf. Hier muss erwähnt werden, dass der Anteil jener Personen, die keine Angaben zum Beruf gemacht haben, mit rund 24% bedauerlicherweise recht hoch ist. Ausserdem sind die fehlenden Angaben nicht gleichmässig über die Gesamtbevölkerung verteilt, sondern variieren, wie aus Tabelle 3 ersichtlich, je nach Migrationsgeneration und Ausbildung. Angegeben ist, wie viele Personen der betreffenden Gruppe keinen Beruf angegeben haben, obwohl sie den übrigen Angaben nach berufstätig sind. Dies sind z.B. 56% aller neu Zugewanderten ohne jeden Bildungsabschluss, obwohl sie sich als erwerbstätig deklarieren. Die Tabelle zeigt, dass insbesondere bei den niedrigeren Ausbildungsniveaus Berufsangaben fehlen und dass hier ausserdem die Unterschiede zwischen den gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern und Personen mit Migrationshintergrund am grössten sind.

**Tabelle 3: Fehlende Berufsangaben nach Migrationsgeneration und Ausbildung, 17- bis 65-jährige Wohnbevölkerung, 2000**

	Ausbildung						Total
	Kein Abschluss	Sekundarstufe I	Sekundarstufe IIa	Sekundarstufe IIb	Tertiärstufe a	Tertiärstufe b	
Neu Zugewanderte	56.2%	43.8%	27.9%	29.1%	21.1%	22.9%	30.9%
N (=100%)	5 091	28 724	15 904	10 002	9 439	42 279	111 439
1.Generation	52.4%	42.1%	26.6%	27.3%	19.2%	20.3%	32.8%
N (=100%)	48 841	244 312	175 475	59 379	55 606	86 232	669 845
2.Generation	59.7%	41.1%	21.6%	21.5%	13.4%	20.2%	23.5%
N (=100%)	3 334	25 349	102 878	14 954	26 194	21 157	193 866
Schweizer/in seit Geburt	48.7%	34.8%	20.7%	18.9%	14.2%	18.7%	21.4%
N (=100%)	22 707	310 636	1 358 099	187 696	376 265	246 900	2 502 303
Total	51.9%	38.4%	21.4%	21.2%	14.9%	19.6%	24.0%
N	79 973	609 021	1 652 356	272 031	467 504	396 568	3 477 453

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS

Die folgenden Ausführungen beschränken sich vielfach auf die Gruppe der 20- bis 39-Jährigen, da in den oberen Altersgruppen nur verhältnismässig wenige Angehörige der zweiten Generation anzutreffen sind. Ähnlich wie im vorangehenden Kapitel wird zunächst die Stellung der Migrationsgenerationen und im Speziellen der zweiten Generation anhand der genannten Indikatoren beschrieben (Kapitel 4.1–4.3). In einem nächsten Schritt (Kapitel 4.4) wird dem Zusammenhang zwischen Bildung, Erwerbstätigkeit und Berufsprestige nachgegangen. Dabei gilt das Hauptaugenmerk der Frage, ob die Angehörigen der zweiten Generation ihre Bildungsinvestitionen ebenso gut in Berufsprestige umsetzen können wie die Gleichaltrigen, die als Schweizer/innen geboren worden sind. Den Schluss (Kapitel 4.5) bildet wiederum eine zusammenführende Analyse der verschiedenen Faktoren des Status- oder Prestigeerwerbs.

## 4.1 DIE EINBINDUNG IN DEN ARBEITSMARKT: ERWERBSTÄTIGEN-, RENTNER/INNEN- UND ERWERBSLOSENANTEILE

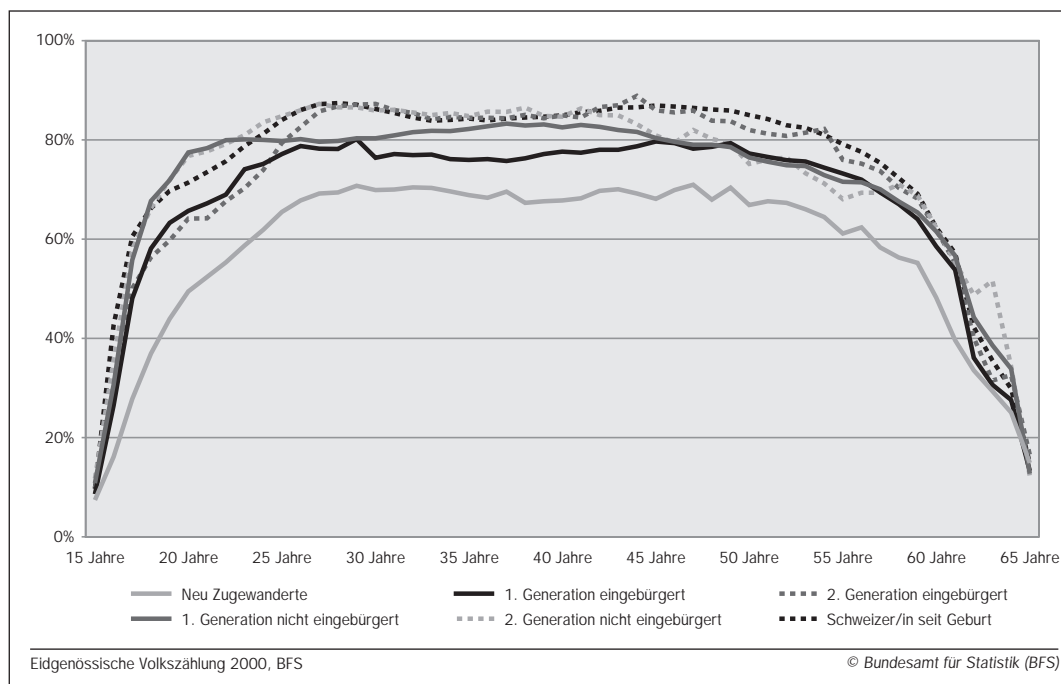
Grafik 15 weist die Erwerbstätigenanteile der gesamten Bevölkerung über die verschiedenen Altersgruppen aus. Dabei gilt es sich präsent zu halten, dass die Grafik auf Querschnittsdaten basiert und somit nicht individuelle Lebensverlaufsdaten wiedergibt.

Ins Auge fallen in Grafik 15 zunächst die durchwegs tieferen Erwerbstätigenanteile bei den neu Zugewanderten, die lange um die 70%-Marke pendeln, aber zu keinem Zeitpunkt wesentlich darüber steigen. Was die Erwerbstätigkeit der zweiten Generation betrifft, so fällt insbesondere der stark unterschiedliche Verlauf bei eingebürgerter und nicht eingebürgerter zweiter Generation bei den unter 30-Jährigen auf: Während die nicht eingebürgerte zweite Generation in allen Altersgruppen bis ins Alter von 27 Jahren mit wenigen Ausnahmen am häufigsten erwerbstätig ist, sind die eingebürgerten Angehörigen der zweiten Generation im Alter von 18 bis 24 Jahren abgesehen von den neu Zugewanderten am seltensten erwerbstätig; erst bei den über 29-Jährigen steigen die Erwerbstätigenanteile der eingebürgerten zweiten Generation über jene der gebürtigen Schweizer/innen. In den vergleichsweise tiefen Erwerbstätigenanteilen der eingebürgerten zweiten Generation finden in erster Linie die bereits weiter vorne konstatierten hohen Bildungsinvestitionen dieser Gruppe ihren Niederschlag: Sie verbleibt länger in der Ausbildung und tritt deshalb später, jedoch im Schnitt höher qualifiziert in den Arbeitsmarkt ein. Insgesamt gesehen (wenn eingebürgerte und nicht eingebürgerte zweite Generation zusammengezählt werden) liegen die Erwerbstätigenanteile der zweiten Generation zunächst über dem Schnitt der gebürtigen Schweizer/innen, ab 45 Jahren liegen sie weitgehend leicht darunter, worin sich unter anderem die erhöhten Rentner/innenanteile von Personen mit Migrationshintergrund niederschlagen (vgl. weiter unten)<sup>20</sup>. Die Erwerbstätigenanteile der ersten Einwanderergeneration liegen fast durchwegs unter denjenigen der zweiten Generation und der gebürtigen Schweizer/innen, am tiefsten liegen jene der eingebürgerten ersten Generation. Weiter unten (Kapitel 4.4) wird für die Altersgruppe der 20- bis 39-Jährigen überprüft, in welchem Mass die beobachteten Unterschiede bei den Erwerbstätigenanteilen durch Bildung und Geschlecht erklärbar sind.

---

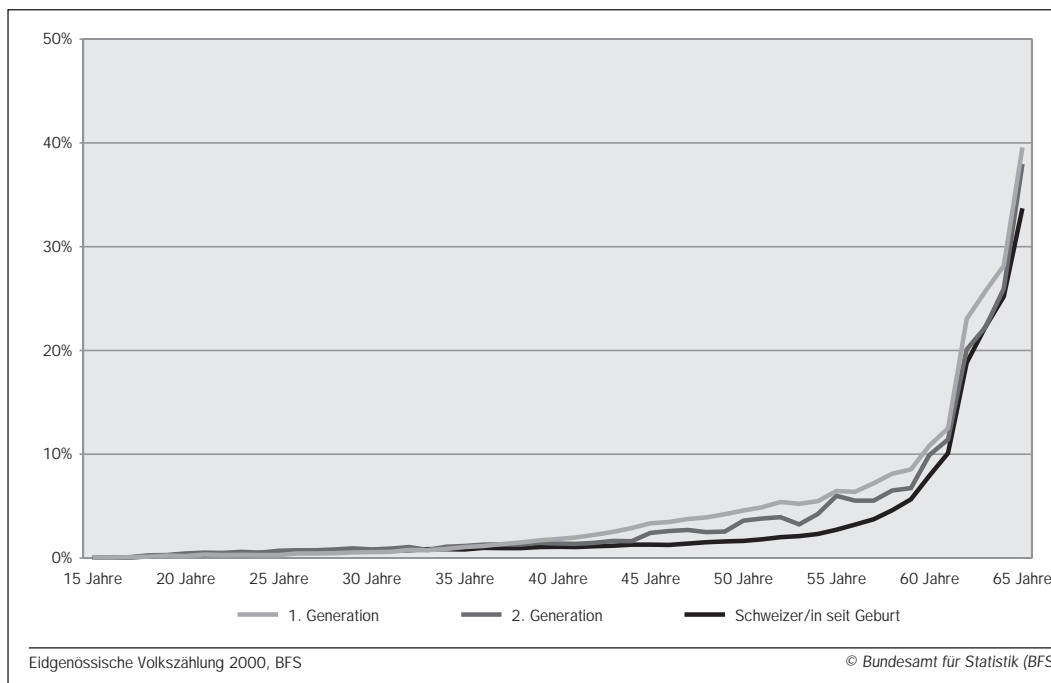
<sup>20</sup>) Die „Ausreisser“ unter den über 60-Jährigen der nicht eingebürgerten zweiten Generation sind auf die geringen Fallzahlen in diesen Altersgruppen zurückzuführen. Analoges gilt für Grafik 16.

**Grafik 15: Erwerbstätigenanteile der Wohnbevölkerung nach Alter, Migrationsgeneration und Einbürgerungstatus, 2000**



Exklusive Personen ohne Angabe.

In Bezug auf die Rentner/innenanteile liegt die zweite Generation insgesamt ungefähr zwischen den gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern und der ersten Generation (Grafik 16). Bis ins Alter von 45 Jahren entwickeln sich die Rentner/innenanteile von gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern und zweiter Generation mehr oder weniger im Gleichschritt. Danach erhöht sich der Anteil jener Personen, die eine Rente beziehen, bei den Angehörigen der zweiten Generation deutlich rascher als bei den gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern, was als Ausdruck eines erhöhten Risikos des nachhaltigen Ausschlusses vom Arbeitsmarkt bei der zweiten Generation gelesen werden kann. Nach Einbürgerungsstatus differenzierte Analysen zeigen auch hier, dass die erhöhten Rentner/innenanteile bei der zweiten Generation nahezu vollständig auf jene Personen zurückgehen, die (auch im fortgeschrittenen Alter) nicht eingebürgert sind und damit eine spezielle Gruppe darstellen. Eingebürgerte Zweitgenerations-Angehörige unterscheiden sich demgegenüber in Bezug auf die Wahrscheinlichkeit, in einem gegebenen Alter in Rente zu gehen, nicht nennenswert von den gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern. Bei der Interpretation der Grafik sind ausserdem die Effekte mit zu bedenken, die die Rückkehr eines Teils der Zweitgenerations-Bevölkerung ins Herkunftsland der Eltern haben kann: Zu vermuten ist, dass es häufiger die vom Arbeitsmarkt ausgeschlossenen Personen sind, die eine Rückkehr ins Auge fassen bzw. realisieren – und damit dazu beitragen, die Rentner/innenanteile eher tiefer zu halten, als sie es ohne Rückwanderungen wären.

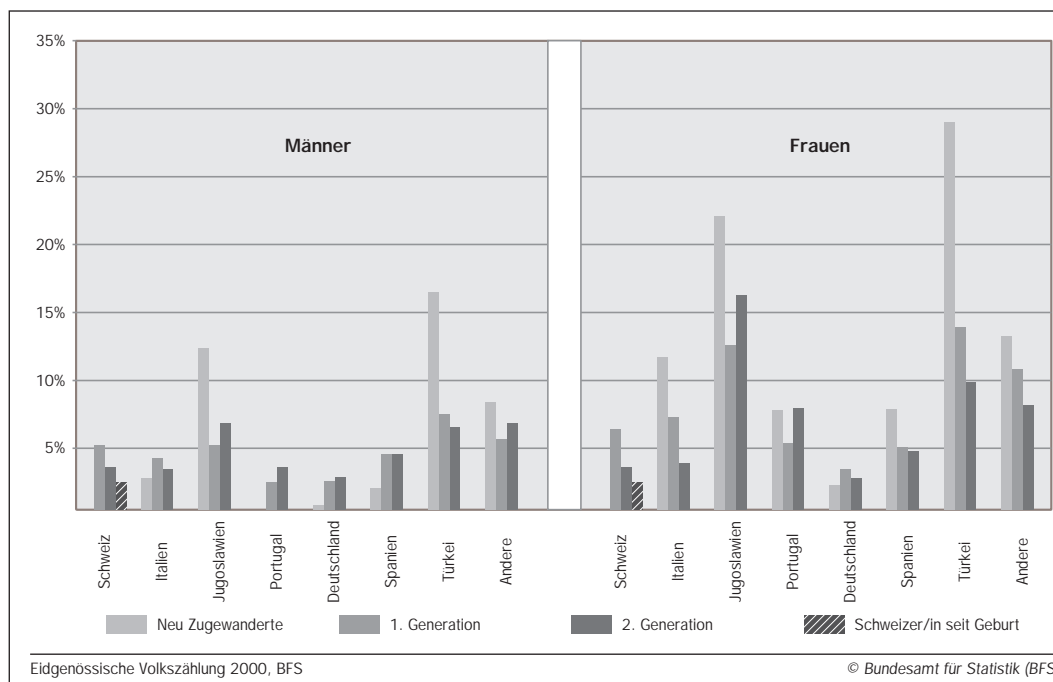
**Grafik 16: Rentner/innenanteile nach Migrationsgeneration und Alter, 2000**

Exklusive Personen ohne Angabe.

Welche Unterschiede lassen sich in Bezug auf die Einbindung in den Arbeitsmarkt zwischen den einzelnen Nationalitäten ausmachen? Grafik 17 (Tabelle A14 im Anhang) weist die Erwerbslosenanteile gesondert nach Migrationsgeneration, Nationalität und Geschlecht aus. Ins Auge fallen dürften – nebst der ungleich starken Betroffenheit der Geschlechter – zunächst die erhöhten Arbeitslosenraten bei der türkischen und der jugoslawischen und damit – erwartungsgemäss – bei zwei vergleichsweise neuen Einwanderungsgruppen. Insbesondere neu zugewanderte Frauen aus Jugoslawien und der Türkei sind überdurchschnittlich stark von der Arbeitslosigkeit betroffen – Geschlecht scheint hier, wo die Chancen aufgrund anderer Mechanismen bereits in hohem Masse eingeschränkt sind, als zusätzliches Selektionsmerkmal zu wirken.

Obwohl auch die Portugiesinnen und Portugiesen einer „neuen“ Einwanderungsgruppe angehören, sind ihre Arbeitslosenraten vergleichsweise gering. Hier kommt vermutlich zum Ausdruck, dass es sich bei der aktuellen Migration von Personen aus Portugal um klassische Arbeitsmigration handelt, die nur deshalb stattfindet, weil eine Einbindung in den Arbeitsmarkt überhaupt möglich ist – Portugiesinnen und (vor allem) Portugiesen, die in der Schweiz keine Arbeitsstelle finden, entschliessen sich mit anderen Worten vermutlich gar nicht erst zur Migration. Auf den ersten Blick erstaunen mögen die in vielen Fällen erhöhten Arbeitslosenraten der zweiten Generation im Vergleich nicht nur mit den gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern, sondern auch im Vergleich mit der ersten Generation. Auch dies dürfte eine Folge davon sein, dass Wanderung bei der ersten Generation auch in Abhängigkeit von den bestehenden Arbeitschancen stattfindet, während die zweite Generation auch dann im Land ist bzw. verbleibt, wenn die Chancen auf Arbeit eingeschränkt sind.

**Grafik 17: Erwerbslosenanteil der 25- bis 29-jährigen Wohnbevölkerung nach Nationalität, Geschlecht und Migrationsgeneration, 2000**



Exklusive Personen ohne Angabe.

## 4.2 BRANCHENZUGEHÖRIGKEIT

Gibt es Branchen, in denen Söhne und Töchter von Immigrantinnen und Immigranten besonders oft arbeiten? In welchem Ausmass ist die zweite Generation überdurchschnittlich häufig in den typischerweise von Migrantinnen und Migranten besetzten Branchen wie Bauwirtschaft oder Gastgewerbe anzutreffen? Grafik 18 (Tabelle A15 im Anhang) weist aus, wie viele Männer bzw. Frauen einer bestimmten Einwanderergeneration in einer jeweiligen Branche beschäftigt sind. Mit Blick auf die geschlechtsspezifische Segregation des Arbeitsmarktes, die hohe Unterschiede zwischen den Geschlechtern erwarten lässt, werden Frauen und Männer separat ausgewiesen. Als gewissermassen „typische Zweitgenerations-Branchen“ erweisen sich unter den Männern die Autobranche, das Finanzwesen sowie der Grosshandel, während die Landwirtschaft und das Baugewerbe Branchen sind, in denen männliche Angehörige der zweiten Generation vergleichsweise seltener arbeiten. Auch bei den Frauen der zweiten Generation sind das Finanzwesen und der Grosshandel überdurchschnittlich häufig besetzte Branchen, ausserdem arbeiten Zweitgenerations-Frauen vergleichsweise häufig im Verkehrs- und Kommunikationswesen. Feststellbar ist auch, dass insbesondere die Verwaltung und das Bildungswesen überdurchschnittlich häufig durch gebürtige Schweizer/innen besetzt wird. Zwar arbeiten im Bildungswesen vergleichsweise viele neu zugewanderte Männer und Frauen – auf überdurchschnittlich qualifizierten Positionen, wie sich zeigen liesse. Abgesehen davon aber sind in diesen beiden Branchen Personen mit Migrationshintergrund deutlich untervertreten.

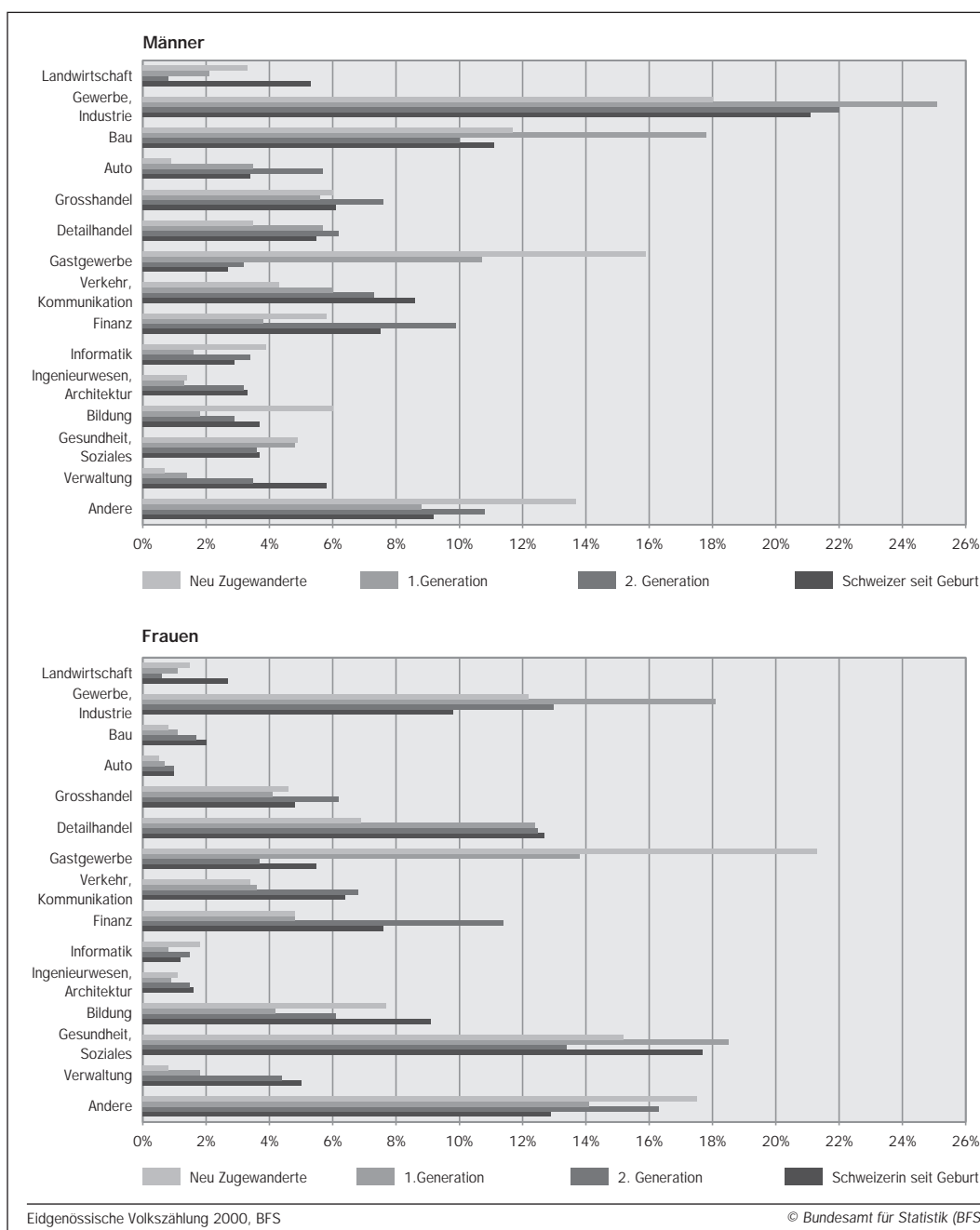
Insgesamt drücken die Resultate aus, dass bei der Verteilung auf Branchen sowohl der Geschlechtereffekt als auch Effekte im Zusammenhang mit der Zugehörigkeit zu einer bestimmten Migrationsgeneration wirksam werden. Nicht nur gibt es typische Frauen- und typische Männerbranchen (wie etwa Bildung und Soziales für die Frauen bzw. die Baubranche für die Männer),





sondern es gibt auch typische Erstgenerations-, Zweitgenerations- und „Schweizer“-Branchen. Weiter unten wird im Rahmen von multivariaten Berechnungen gezeigt werden, dass und inwiefern die spezifische Verteilung auf Branchen ungleichheitsrelevante Konsequenzen hat.

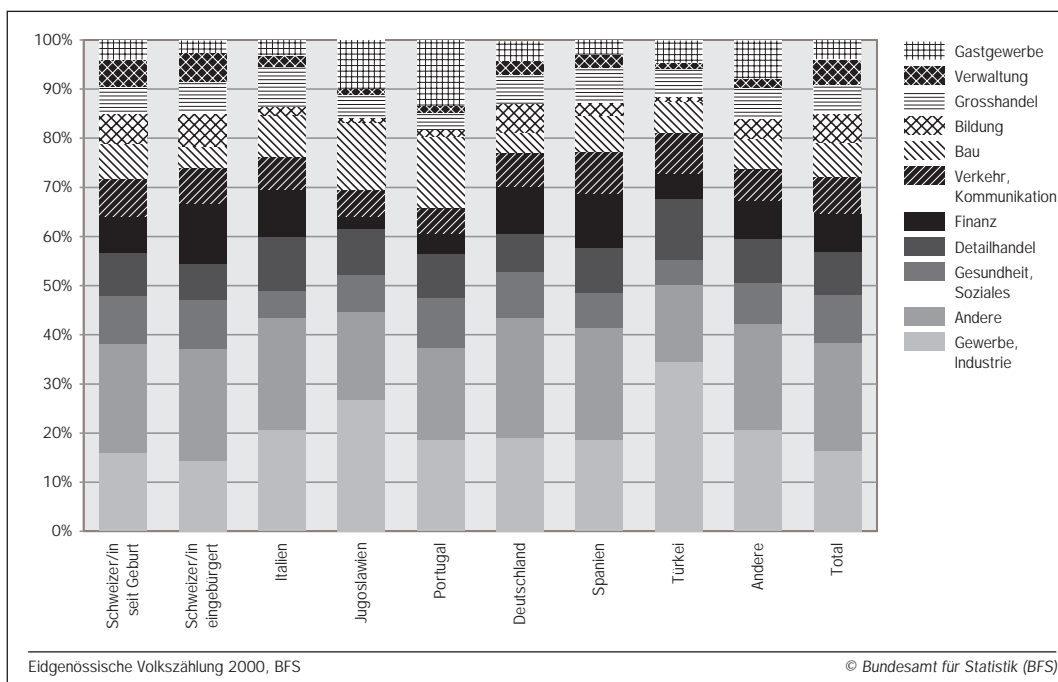
**Grafik 18: Prozentualer Anteil der 20- bis 39-jährigen Wohnbevölkerung nach Geschlecht, Branche und Migrationsgeneration, 2000**



*Exklusive Personen ohne Angabe.*  
 Die Grafik veranschaulicht die Wahrscheinlichkeit, mit der sich Angehörige einer bestimmten Migrationsgeneration in einer bestimmten Branche finden. Lesebeispiel: 11% aller weiblichen Angehörigen der zweiten Generation zwischen 20 und 39 Jahren arbeiten im Finanzsektor, gegenüber 8% der gleichaltrigen Frauen, die als Schweizerinnen geboren worden sind. Für das Gesundheitswesen dagegen betragen die Werte 13% und 18%.

Eine nach Nationalitäten differenzierte Betrachtung der Branchenzugehörigkeit der zweiten Generation lässt insbesondere Unterschiede zwischen den neueren Einwanderungsgruppen (Jugoslawien und Portugal) und den älteren Einwanderungsgruppen (Italien, Spanien) erkennen (Grafik 19, Tabelle A16 im Anhang). Jugoslawische und portugiesische Zweitgenerations-Angehörige sind mit dem Bau- und Gastgewerbe in jenen Branchen am häufigsten vertreten, in denen sich insgesamt gesehen auch besonders viele Angehörige der ersten Einwanderergeneration finden – Branchen, in welchen schlecht qualifizierte Arbeit und prekäre Arbeitsverhältnisse besonders häufig sind. Umgekehrt liegt bei diesen Nationalitätengruppen die Wahrscheinlichkeit, dass sie etwa in der Bildung, in der Verwaltung (wo die Schweizer/innen dominieren) oder im Finanzsektor tätig sind (in dem sonst überdurchschnittlich viele Angehörige der zweiten Generation anzutreffen sind), noch deutlich unter derjenigen der anderen Nationalitäten. Letzteres gilt im Übrigen auch für die Türkinnen und Türken: Auch sie arbeiten vergleichsweise selten in den genannten Branchen. Im Unterschied zu den Jugoslawinnen und Jugoslawen und zu den Portugiesinnen und Portugiesen sind sie aber nicht überdurchschnittlich häufig im Gast- und Baugewerbe anzutreffen. Dafür arbeitet rund ein Drittel aller türkischen Zweitgenerations-Angehörigen im Gewerbe bzw. in der Industrie. Die Grafik gibt aber nicht nur Auskunft über die unterschiedliche Zuteilung auf verschiedene Branchen, sondern lässt auch erkennen, dass sich neuere Einwanderungsgruppen insgesamt auf weniger Branchen konzentrieren als die älteren Gruppen bzw. die Schweizer/innen: So sind zum Beispiel 60% der Türkinnen und Türken der zweiten Generation in den vier grössten Branchen tätig, während der entsprechende Prozentsatz bei den gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern bei nur rund 45% liegt.

**Grafik 19: In der Schweiz geborene 20- bis 39-Jährige nach Nationalität und Branche, 2000**



Exklusive Personen ohne Angabe.

Sortiert nach Branchengrösse, berücksichtigt wurden die zehn grössten Branchen.

### 4.3 STATUSVARIABLEN: BERUFLICHE STELLUNG UND PRESTIGE

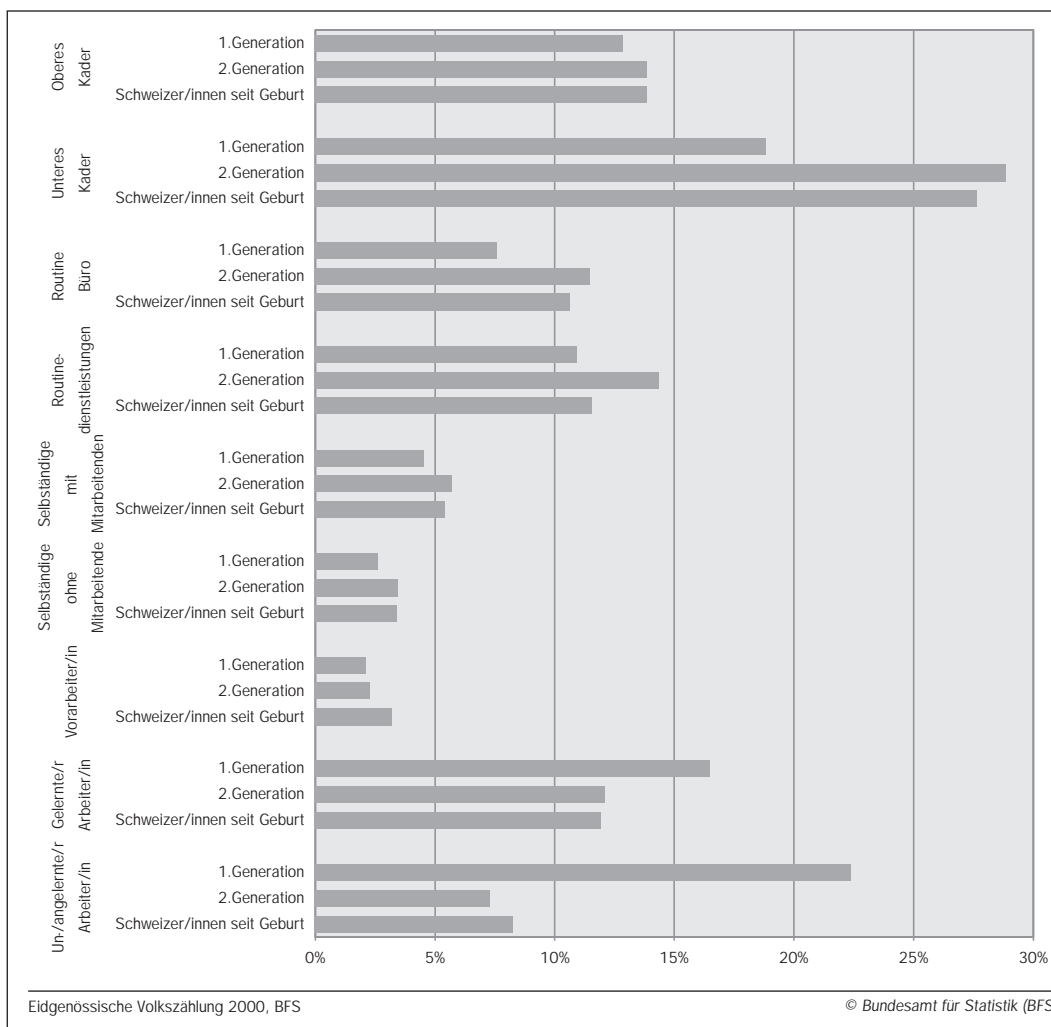
Die folgenden Analysen sollen Aufschluss geben über die beruflichen Stellungen der zweiten Generation (bzw. deren Zugehörigkeit zu bestimmten Berufsklassen) sowie über die „Prestige-trächtigkeit“ der von ihnen ausgeübten Berufe. Beides sind Indikatoren der Position in der Sozialstruktur und geben einen Hinweis darauf, wie erfolgreich ein Individuum bzw. eine Gruppe bei der sozialen Positionierung war<sup>21</sup>.

Grafik 20 weist aus, mit welcher Wahrscheinlichkeit Angehörige der zweiten Generation (bzw. Schweizer/innen und Angehörige der ersten Generation) einer bestimmten sozioökonomischen Klasse angehören. Es zeigt sich auch hier, dass der Unterschied zwischen zweiter Generation und gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern insgesamt weniger ausgeprägt ist als jener zwischen erster und zweiter Generation. Ins Auge fallen insbesondere die hohen Anteile der unteren Klassen bei der ersten Generation. So haben Immigrantinnen und Immigranten der ersten Generation eine rund dreimal so hohe Wahrscheinlichkeit wie Zweitgenerations-Angehörige, als ungelernete Arbeiter/innen beschäftigt zu sein (22% der ersten Generation gegenüber 7% der zweiten Generation und 8% der gebürtigen Schweizer/innen). Es gibt allerdings auch Klassen, bei denen sich die gebürtigen Schweizer/innen von beiden Einwanderergenerationen gleichermassen abheben: So sind sie mit höherer Wahrscheinlichkeit bei den Vorarbeiterinnen und Vorarbeitern sowie bei den Landwirtinnen und Landwirten anzutreffen als Personen mit Migrationshintergrund. Die zweite Generation findet sich demgegenüber deutlich häufiger bei den Routine-Dienstleistungen als die anderen Gruppen (innerhalb derer der Verkauf am wichtigsten ist). Ausserdem sind Angehörige der zweiten Generation mit höherer Wahrscheinlichkeit im unteren Kader, bei den Büro-Routinearbeiten sowie bei den Selbständigerwerbenden mit Mitarbeitenden anzutreffen. Bei letzteren handelt es sich möglicherweise in vielen Fällen um selbständige Familienbetriebe, bei welchen Zweitgenerations-Angehörige ihr verwandtschaftliches Netzwerk (soziales Kapital) nutzbar machen können. (Bei den Selbständigerwerbenden ohne Mitarbeitende sind im Alter zwischen 20 und 39 Jahren die Anteile von Schweizerinnen bzw. Schweizern und Angehörigen der zweiten Generation hingegen fast gleich gross.)

---

<sup>21)</sup> Zur Konstruktion der beiden Variablen vgl. Kasten 2.

**Grafik 20: Prozentualer Anteil der 20- bis 39-jährigen Wohnbevölkerung nach beruflicher Stellung und Migrationsgeneration, 2000**



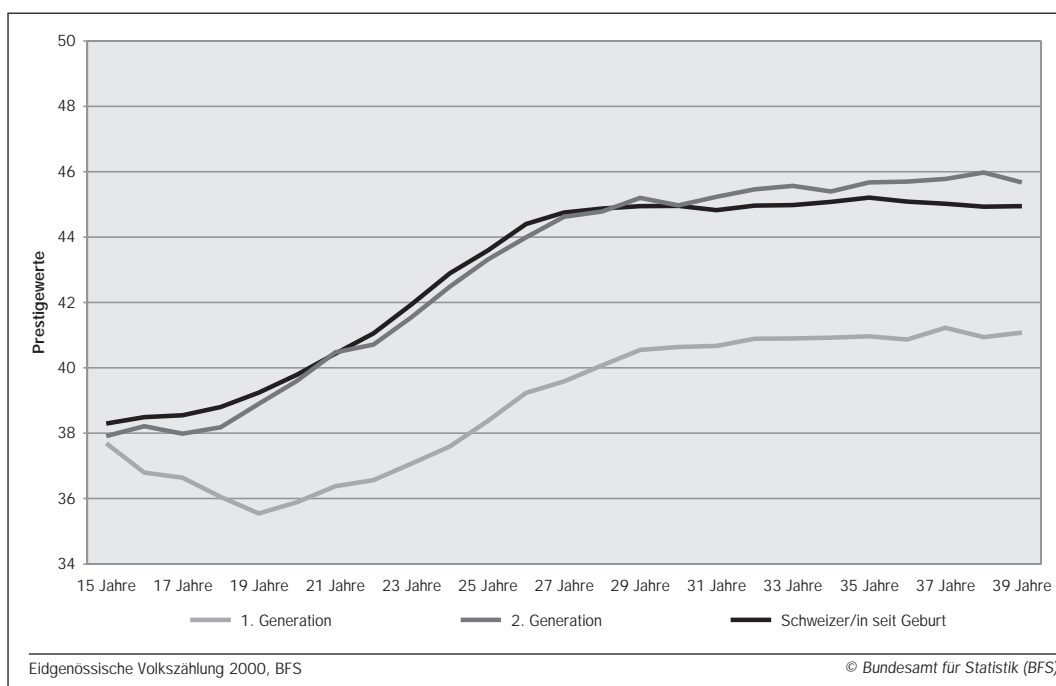
Exklusive Landwirtinnen und Landwirte sowie landwirtschaftliche Arbeiter/innen und Personen ohne Angabe.

Angegeben ist der Anteil Personen (in %) innerhalb einer Migrationsgeneration, der in einer bestimmten Berufsklasse vertreten ist (jeweils nur 20- bis 39-Jährige). Lesebeispiel: 14% der 20- bis 39-Jährigen zweiten Generation sind im oberen Kader, 29% im unteren Kader beschäftigt. (Für die Konstruktion der Berufsklassen vgl. Kapitel 3.4).

Das Einkommen, das Angehörige der ersten und zweiten Generation sowie gebürtige Schweizer/innen mit ihrer beruflichen Tätigkeit erzielen, ist im Rahmen der Volkszählung 2000 nicht erhoben worden. Im Sinne eines Ersatzes für die Einkommensvergleiche lässt sich jedoch eruieren, wie hoch das durchschnittliche gesellschaftliche Prestige der Berufe ist, die die zweite und erste Einwanderergeneration und die gebürtigen Schweizer/innen ausüben.

Werden die Prestigewerte im Altersverlauf errechnet, so zeigt sich bei einer Unterscheidung zwischen erster und zweiter Generation und gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern, dass die Prestigekurve der Zweitgenerations-Angehörigen und der gebürtigen Schweizer/innen lange weitgehend identisch verlaufen und dass bei den über 30-Jährigen die Prestigewerte der zweiten Generation jene der Schweizer/innen noch übertreffen (Grafik 21). Die gleiche Berechnung, differenziert zusätzlich nach Einbürgerungsstatus (Grafik 22), macht schnell deutlich, dass es – auch hier – die eingebürgerten Angehörigen der zweiten Generation sind, die überdurchschnittlich gut positioniert sind und die tieferen Werte der nicht Eingebürgerten gleichsam kompensieren. Ein vergleichbarer Unterschied zwischen Eingebürgerten und nicht Eingebürgerten ist bei der ersten Generation feststellbar, die allerdings insgesamt tiefere Werte aufweist als die beiden anderen Gruppen.

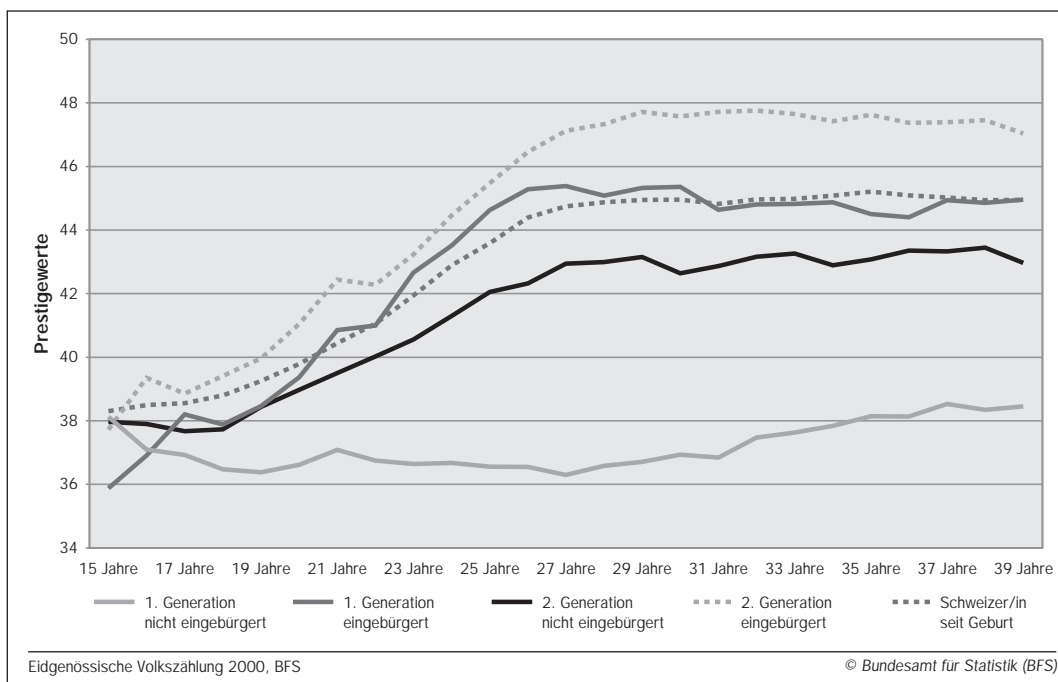
**Grafik 21: Prestigewerte der Wohnbevölkerung nach Alter und Migrationsgeneration, 2000**



Exklusive Personen ohne Angabe.

Zur Konstruktion der Prestigeskala vgl. Kasten 2.

**Grafik 22: Prestigewerte der Wohnbevölkerung nach Alter, Migrationsgeneration und Einbürgerungsstatus, 2000**



Exklusive Personen ohne Angabe.

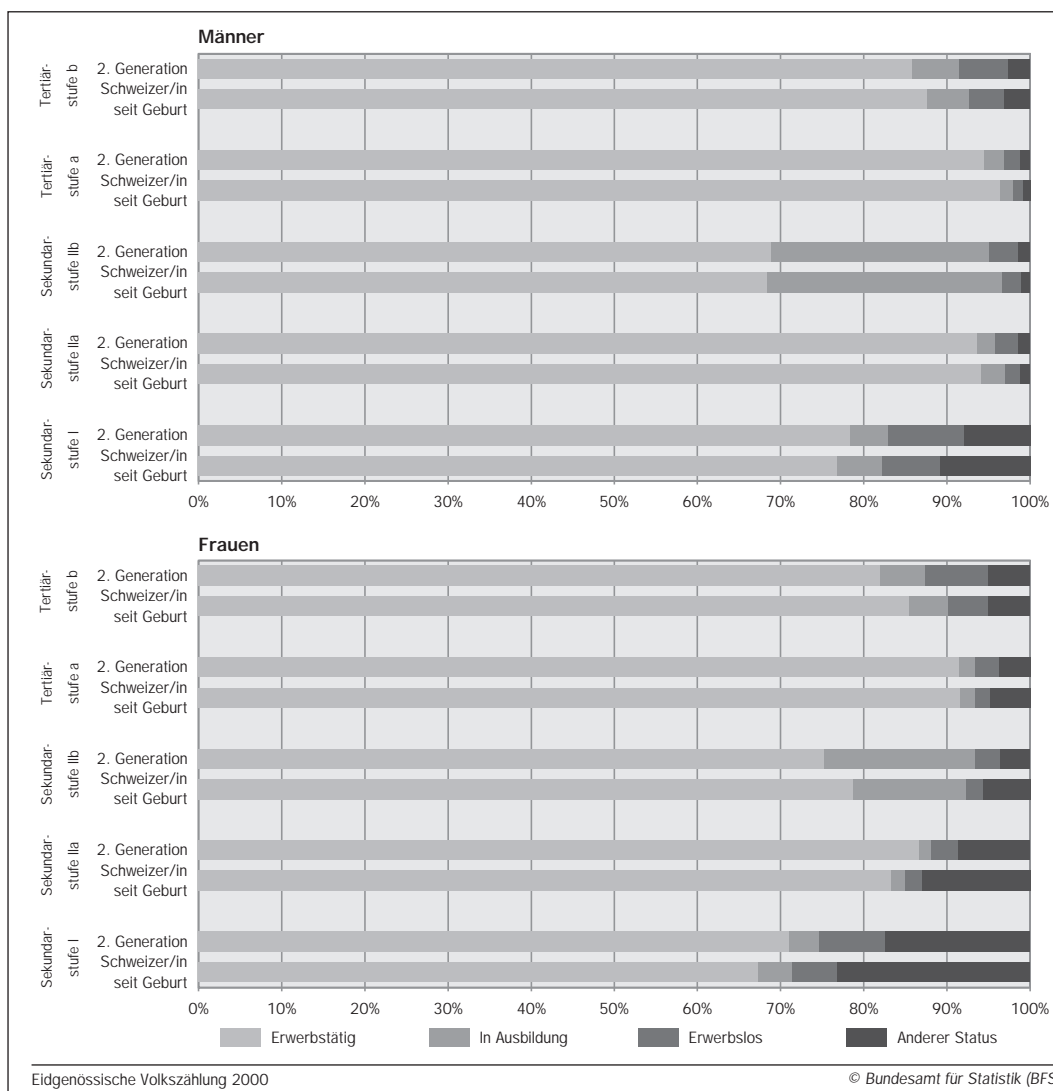
#### 4.4 ZUM WERT DER BILDUNG: DER ZUSAMMENHANG ZWISCHEN BILDUNG, ERWERBSTÄTIGKEIT UND STATUS

Nachdem die Einbindung in den Arbeitsmarkt und die beruflichen Stellungen der zweiten Generation im Einzelnen dargestellt wurden, soll im Folgenden untersucht werden, ob und in welchem Masse die berufliche Situation der zweiten Generation ihrem Ausbildungsniveau angemessen ist – mit anderen Worten, ob es der zweiten Generation gelingt, ihre Bildung in beruflichen Status umzusetzen und inwiefern sie sich dabei allenfalls von den gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern unterscheidet. Die Ausbildung konstant zu halten und dann nach allfälligen Unterschieden in der beruflichen Positionierung von einzelnen Bevölkerungsgruppen zu fragen gibt Hinweise auf allfällige Ausschluss- und Diskriminierungsmechanismen bei der Vergabe von beruflichen Positionen. Denn eine schlechtere berufliche Positionierung bei gleich guter Qualifikation deutet auf das Vorhandensein von Faktoren hin, die nebst der Bildung ebenfalls auf die berufliche Positionierung einwirken, obwohl sie dies dem Ideal nach – gleich gute berufliche Stellung für identische Qualifikation – nicht sollten. Neuere Studien für die Schweiz weisen auf solchermaßen ermittelte Diskriminierungseffekte hin: Am Beispiel der innerbetrieblichen Beförderung (Flückiger und Ramirez, 2003) sowie am Beispiel des Zugangs zum Lehrstellenmarkt (Fibbi et al., 2003) zeigt sich, dass Ausländer/innen ihre Bildung im Schnitt weniger gut verwerten können, d.h., es gelingt ihnen trotz gleich hoher Qualifikationen nicht im gleichen Masse wie den Schweizerinnen und Schweizern, eine Lehrstelle zu finden bzw. innerhalb des Betriebs befördert zu werden<sup>22</sup>.

<sup>22)</sup> Fibbi et al. (2003) haben ihre Studie für türkische und albanischsprechende jugoslawische Jugendliche durchgeführt, Flückiger und Ramirez (2003) haben alle Ausländer/innen miteinbezogen. Statt mit dem reinen Bildungsniveau rechnen letztere mit einem Humankapital-Indikator, der u.a. auch die berufliche Erfahrung einer Person berücksichtigt.

Zu untersuchen gilt es nun, inwiefern sich auch für die zweite Generation Hinweise auf solche Ausschluss- und Diskriminierungseffekte finden lassen: Dabei sind zumindest zwei Ebenen zu unterscheiden: die Ebene der Beteiligung am Arbeitsmarkt und jene des Erfolgs am Arbeitsmarkt. Letzteres meint die Einbindung ins Erwerbssystem und die Verwertung der erworbenen Kompetenzen, insbesondere die Rentabilisierung der getätigten Bildungsinvestitionen. Die zweite Ebene ist mit der ersten rückgekoppelt. Schlechte Aussichten, eine seinen Kompetenzen und Neigungen entsprechende und nach subjektivem Ermessen korrekt bezahlte Arbeit zu finden, werden die Bereitschaft, seine Arbeitskraft anzubieten, reduzieren. In einer solchen Situation kann es lohnend erscheinen, nach Alternativen – wie einer Ausbildung oder der Familienarbeit – Ausschau zu halten und auf eine Beteiligung am Arbeitsmarkt zumindest zeitweise zu verzichten. Im Folgenden wird deshalb zunächst dargestellt, wie die Beteiligung am Arbeitsmarkt bzw. die Einbindung ins Erwerbssystem mit der Bildung einerseits und mit der Herkunft andererseits zusammenhängt. Die Untersuchung beschränkt sich auf die Gruppe der 25- bis 29-Jährigen, deren Erstausbildung im Wesentlichen als abgeschlossen gelten kann; gleichzeitig ist bei dieser Altersgruppe der Anteil der uns interessierenden zweiten Generation noch hinreichend gross, um eine detaillierte Analyse zu ermöglichen.

**Grafik 23: In der Schweiz geborene 25- bis 29-Jährige nach Geschlecht, Ausbildung, Migrationsgeneration und Erwerbstatus (in %), 2000**



Exklusive Personen ohne Angabe.

Grafik 23 (siehe Seite 111, Tabelle A17 im Anhang) stellt den Erwerbstatus der gebürtigen Schweizer/innen jenem der gleichaltrigen Angehörigen der zweiten Generation gegenüber. Da im beobachteten Alter vielfach die Familiengründung stattfindet, die nach wie vor mit einer geschlechtsspezifischen Differenzierung der Erwerbsarbeit einhergeht, werden Männer und Frauen je separat berücksichtigt. Für beide Geschlechter und jede abgeschlossene Ausbildungsstufe werden die Anteile derjenigen angegeben, die erwerbstätig, in einer Ausbildung oder aber erwerbslos (auf der Suche nach Arbeit) oder schliesslich ausserhalb des Arbeitsmarktes stehen, resp. die in dieser Lebensphase wohl meist als Hausfrau/-mann tätig sind. Dabei zeigen sich zunächst die erwarteten Unterschiede hinsichtlich der Geschlechter: Frauen beteiligen sich auf allen Bildungsstufen weniger häufig am Arbeitsmarkt. Überdies sind sie etwas seltener in Ausbildung und etwas häufiger erwerbslos. Ebenfalls sehr deutlich sichtbar sind die Differenzen bezüglich der Bildung: Personen mit einem Abschluss auf Sekundarstufe I oder IIa sind häufiger erwerbslos als jene mit Berufsbildung. Etwas weniger ausgeprägt, aber dennoch gut zu erkennen ist die höhere Arbeitslosenrate unter (jungen) Akademikerinnen und Akademikern. Dass Absolventinnen und (vor allem) Absolventen einer Sekundarbildung IIb überdurchschnittlich häufig noch im Ausbildungssystem anzutreffen sind, erstaunt nicht, schliesslich bereitet diese Stufe auf die Tertiärstufe und damit auf länger dauernde Ausbildungen vor.

**Tabelle 4: Bestimmungsfaktoren des Erwerbstatus, 2000**

	In Ausbildung		Erwerbslos		Andere (Hausarbeit, Freiwilligenarbeit, Rente)	
	b	s.e.	b	s.e.	b	s.e.
Geschlecht: Frau	-1.803	0.330 ***	-1.094	0.410 **	-4.571	0.367 ***
Alter (Jahre, logarithmiert)	-8.661	0.218 ***	-2.142	0.290 ***	-1.433	0.331 ***
<b>Ausbildung (Basis: Sekundarstufe IIa)</b>						
Keine/Sekundarstufe I	0.864	0.044 ***	1.430	0.040 ***	2.349	0.041 ***
Sekundarstufe IIb	2.515	0.026 ***	0.407	0.051 ***	0.244	0.074 **
Tertiärstufe a	-0.367	0.049 ***	-0.486	0.058 ***	-0.278	0.068 ***
Tertiärstufe b	0.785	0.039 ***	0.744	0.043 ***	1.058	0.053 ***
<b>Stadt-Land-Typologie (Basis: Stadt)</b>						
Agglomeration	-0.063	0.019 **	-0.270	0.024 ***	0.133	0.019 ***
Land	-0.171	0.023 ***	-0.575	0.031 ***	0.392	0.020 ***
<b>Sprachregion (Basis: Deutsch/Romanisch)</b>						
Französisch	-0.039	0.020	0.403	0.024 ***	0.118	0.017 ***
Italienisch	0.435	0.033 ***	0.585	0.042 ***	0.172	0.034 ***
<b>Geschlechtsspezifische Effekte (Interaktionen Geschlecht x ..)</b>						
Alter (Jahre) #	0.053	0.012 ***	0.047	0.015 **	0.260	0.014 ***
Keine/Sekundarstufe I	0.194	0.065 **	-0.264	0.057 ***	-1.556	0.047 ***
Sekundarstufe IIb	-0.411	0.040 ***	-0.481	0.070 ***	-0.927	0.079 ***
Tertiärstufe a	0.355	0.083 ***	0.212	0.085 *	-0.804	0.079 ***
Tertiärstufe b	0.281	0.061 ***	-0.084	0.061	-1.963	0.066 ***
<b>Zweite Generation</b>						
Zweite Generation	-0.118	0.032 ***	0.266	0.038 ***	-0.013	0.047
Zweite Generation weiblich	0.197	0.048 ***	0.064	0.053	-0.305	0.054 ***
Konstante	24.987	0.715	3.318	0.954	0.128	1.090

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS

N=348 046; df=51; LR=48 754\*\*\*

p<.05; \*\* p<.01; \*\*\*<.001

# Da der Effekt des Alters auf den Erwerbstatus mit der Entfernung zur Ausbildung abnehmen dürfte (zumindest im hier fokussierten Alter), wird das Alter hier logarithmiert. Die Wahrscheinlichkeit einer Familiengründung dürfte dagegen mit steigendem Alter immer grösser werden – weswegen zur Schätzung des Interaktionseffekts der lineare Term in die Modellgleichung eingeführt wird.



Gegenüber den hier geschilderten Effekten sind die Unterschiede zwischen gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern und den Angehörigen der zweiten Generation gering, wie auch Tabelle 4 (siehe Seite 112) zeigt. Die Tabelle führt die Koeffizienten einer multinomialen logistischen Regression für die Wahrscheinlichkeit auf, dass eine Person sich in der jeweiligen Gruppe (statt in der Gruppe der Erwerbstätigen) befindet. Um die geschlechtsspezifischen Reaktionen auf die Ausbildung und das Alter abzubilden, sind allerdings eine Reihe von Interaktionstermini nötig, die ein intuitives Verständnis der Resultate erschweren. Über die bereits geschilderten Effekte hinaus wird vor allem sichtbar, dass

- die männlichen, aber nicht die weiblichen Angehörigen der zweiten Generation eine leicht geringere Wahrscheinlichkeit als gebürtige Schweizer bzw. Schweizerinnen aufweisen, zwischen 25 und 29 Jahren noch in einer Ausbildung zu sein (negativer Haupteffekt, etwa gleich starker positiver Interaktionseffekt für Frauen);
- die Angehörigen der zweiten Generation – bei gleicher Ausbildung – unabhängig vom Geschlecht einem höheren Risiko der Erwerbslosigkeit ausgesetzt sind (positiver Haupteffekt);
- die Frauen der zweiten Generation seltener als Schweizerinnen den Arbeitsmarkt ganz verlassen (negativer Interaktionseffekt).

Daneben lassen sich aus der Tabelle auch noch regionale Unterschiede herauslesen, wie etwa das höhere Risiko der Erwerbslosigkeit in der lateinischen Schweiz oder in den Städten sowie die grössere Wahrscheinlichkeit eines „anderen Status“ auf dem Land oder in den Agglomerationen.

Wer in der Erwerbsarbeit steht, erzielt dafür ein Einkommen und erhält darüber hinaus gewisses Prestige zugeschrieben. Da Angaben zum Einkommen fehlen, können die Gewinne aus der Erwerbstätigkeit ausschliesslich über diese zweite Komponente erfasst werden. Wie schon weiter oben wird sie über die international standardisierte Skala des Berufsprestiges operationalisiert, die den verschiedenen Berufsgruppen Prestigescores auf der Basis von Umfragedaten zuordnet<sup>23</sup>.

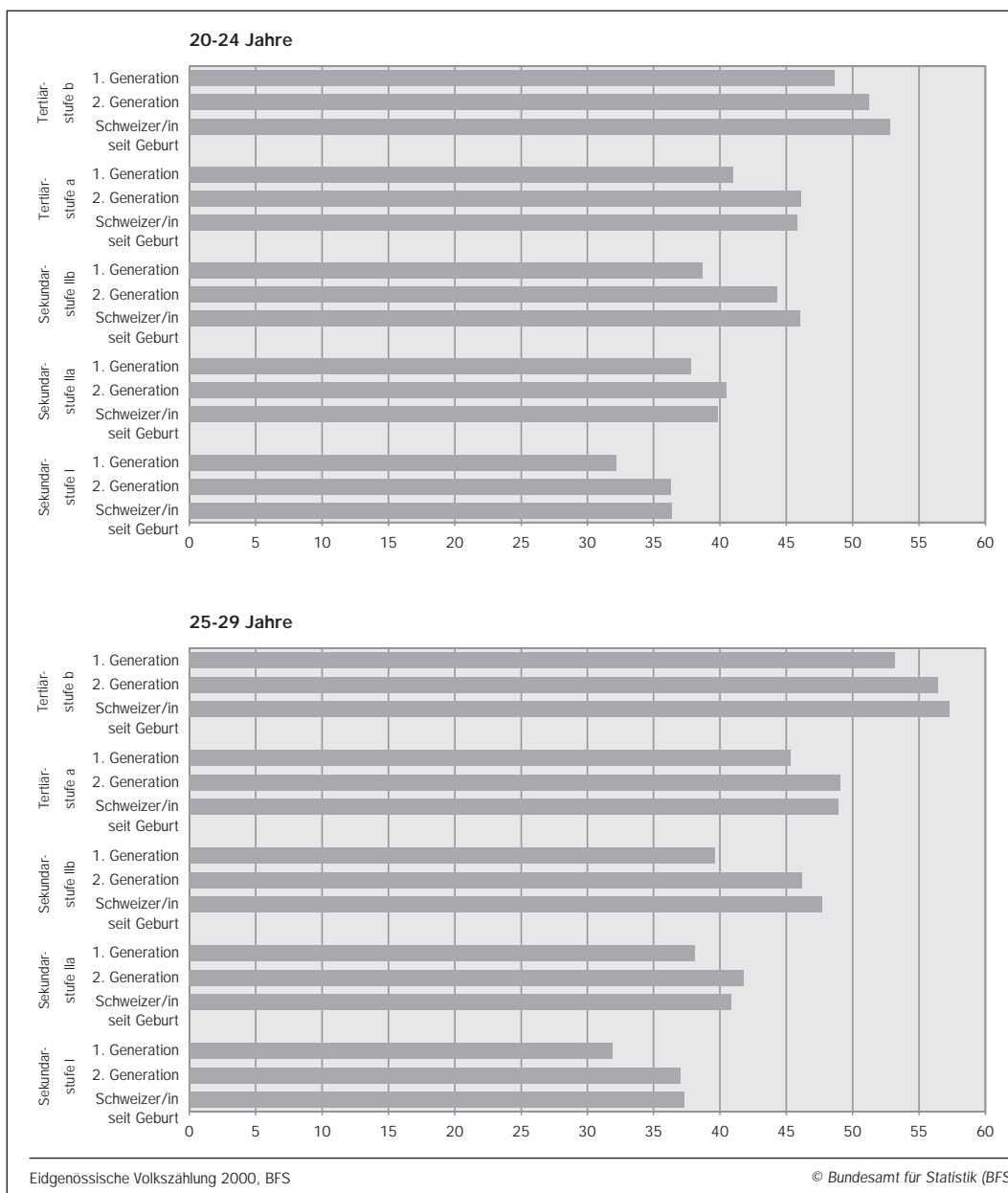
Die theoretischen Überlegungen zu den beiden Ungleichheitslogiken (kapital- und ausschchlussbedingte Ungleichheit, vgl. Kapitel 1) lassen vermuten, dass Personen ausländischer Herkunft ihr Bildungskapital aufgrund von Mechanismen sozialen Ausschlusses und sozialer Diskriminierung weniger gut verwerten können als Personen schweizerischer Herkunft. Personen ausländischer Herkunft – und unter ihnen besonders jene, die neueren Einwanderungsgruppen angehören – würden sich demnach auch dann weniger erfolgreich im Erwerbssystem positionieren, wenn sie die genau gleiche Bildung haben wie Personen schweizerischer Herkunft.

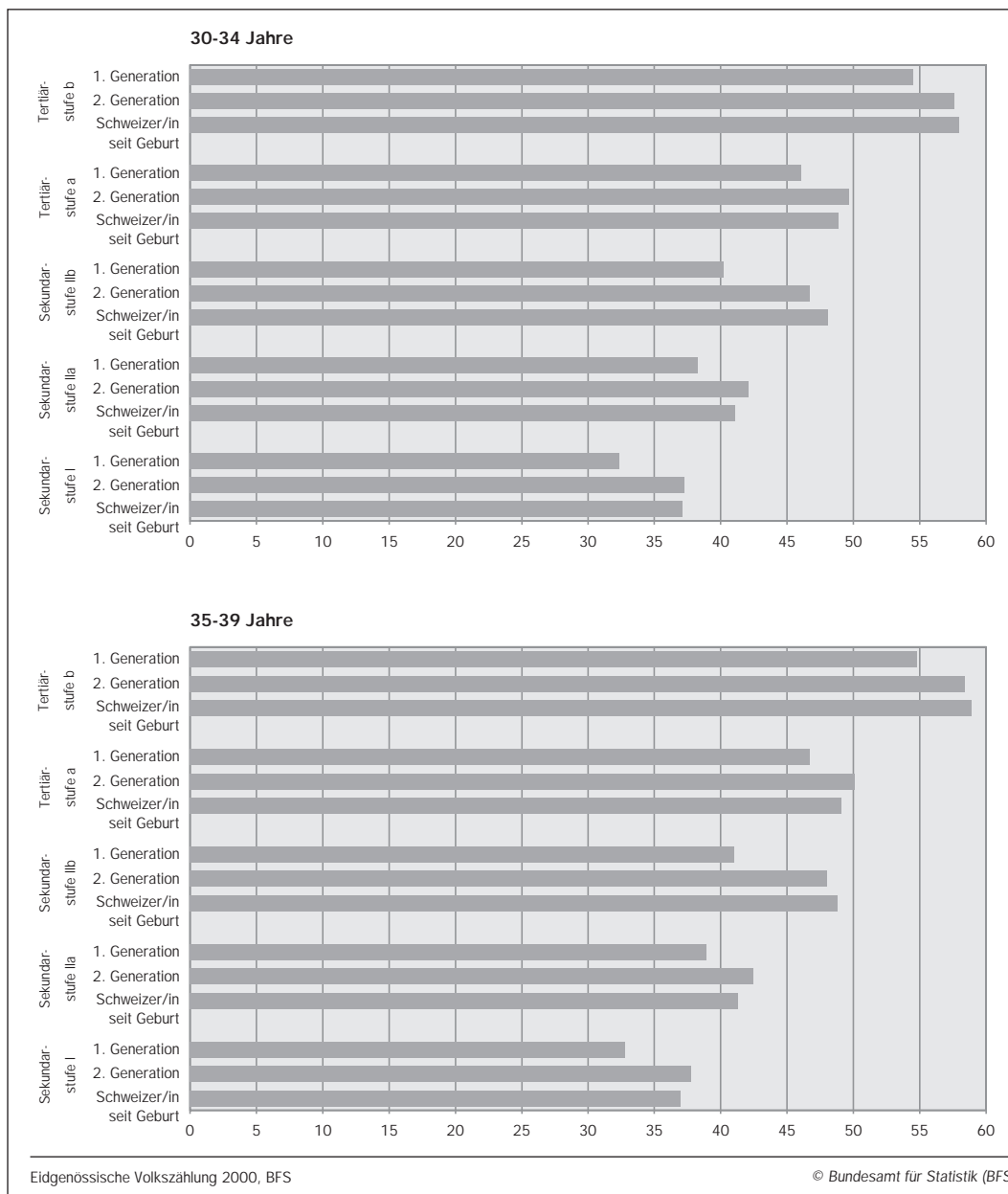
Die vorliegenden Berechnungen weisen darauf hin, dass die Angehörigen der zweiten Generation ihre Bildung insgesamt gesehen etwa ähnlich gut in Status umzusetzen vermögen wie die Personen schweizerischer Herkunft, während die erste Einwanderergeneration diesbezüglich zurückliegt: Grafik 24 zeigt allerdings, dass die Verwertungschancen nach Ausbildungsstufe differieren. So rangieren insbesondere Zweitgenerationsangehörige, die eine Lehre absolviert haben, leicht höher als die „gebürtigen“ Schweizer/innen des jeweiligen Alters. Haben sie dagegen eine Tertiärbildung, so rangieren sie prestigemässig etwas tiefer. Vor dem Hintergrund, dass Angehörige der zweiten Generation seltener eine Lehre besuchen erscheint der Befund,

<sup>23)</sup> Zur Beschreibung der Prestigeskala vgl. Kasten 2.

dass sie gerade Ausbildungsinvestitionen in eine Lehre besonders gut zu amortisieren vermögen, besonders bemerkenswert. Ob dafür die Wahl besonders prestigeträchtiger Lehrzweige verantwortlich ist, oder ob die zweite Generation besonders erfolgreiche Karrieren an die Lehre anschliesst, kann mit den vorhandenen Daten nicht gesagt werden.

**Grafik 24: Berufsprestige der Wohnbevölkerung nach Altersgruppen, Ausbildung und Migrationsgeneration, 2000**

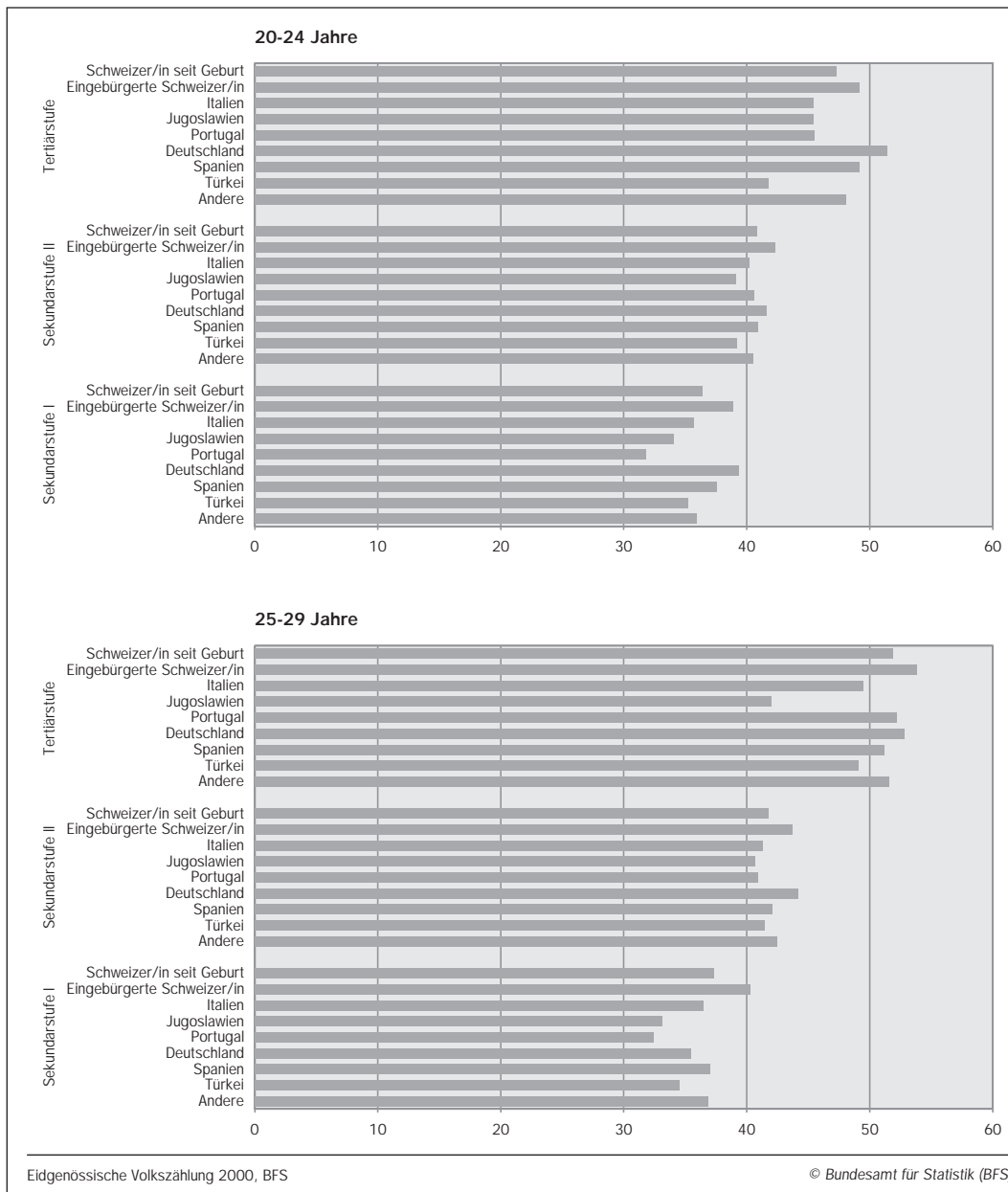




Exklusive Personen ohne Angabe.

Eine differenzierte Betrachtung der zweiten Generation zeigt im Weiteren, dass die Verwertungschancen von Angehörigen der zweiten Generation in Abhängigkeit von ihrer nationalen Herkunft sowie in Abhängigkeit davon, ob es sich um Eingebürgerte oder um nicht Eingebürgerte handelt, relativ stark variieren. So ist aus Grafik 25 insbesondere ersichtlich, dass erwartungsgemäss die Angehörigen der neueren Einwanderungsgruppen ihr Bildungskapital deutlich schlechter umwandeln können und dass eingebürgerte Zweitgenerations-Angehörige fast immer die höchsten Prestigewerte aufweisen. Eine Ausnahme bilden die Personen deutscher Herkunft, die bei den 20- bis 24-Jährigen mit Tertiärbildung und unter den 25- bis 29-Jährigen mit einer Bildung auf Sekundarstufe II jene Personen prestigemässig übertreffen, die das Schweizer Bürgerrecht nach der Geburt erworben haben.

**Grafik 25: Berufsprestige der zweiten Generation nach Altersgruppen, Ausbildung, Einbürgerungsstatus und Nationalität, 2000**



Exklusive Personen ohne Angabe.

## 4.5 FAKTOREN DES STATUSERWERBS

Ähnlich wie beim Bildungserwerb sollen auch hier zum Schluss die Faktoren des Status- bzw. des Prestigeerwerbs zusammengeführt werden. Allerdings scheint es in dieser Sache wenig aussichtsreich, bis zu den Eltern zurück zu gehen und damit den Prozess des Statustransfers von den Eltern auf die Kinder über den Bildungserwerb hinaus zu verfolgen: Im Rahmen der Volkszählung können einer Person ihre Eltern nur dann mit einiger Wahrscheinlichkeit zugeordnet werden, wenn sie im selben Haushalt wohnen. Da die wirtschaftliche Selbständigkeit, um die es hier geht, generell zu den zentralen Faktoren des Auszugs aus dem Elternhaus zählt (vgl. z.B. Ziegler und Schladt, 1993; Hullen, 1995), sind hier, wo es um erwerbstätige Personen geht, nur noch vergleichsweise wenige und für die Gesamtheit der Bevölkerung dieses Alters nicht repräsentative Personen zuhause wohnhaft. Aus diesem Grund beschränken sich die folgenden Ausführungen darauf, das Gewicht des Faktors Nationalität gegenüber demjenigen der Bildung sowie einiger soziodemographischer Merkmale abzuschätzen. In einem zweiten Schritt soll dann versucht werden, den zusätzlichen Beitrag abzuschätzen, den die Arbeit in einer bestimmten Branche zur Ungleichheit hinsichtlich des Prestiges leistet.

Tabelle 5 enthält hierzu die Rohkoeffizienten einer multiplen OLS-Regression des Prestiges auf einige Personenmerkmale wie Geschlecht und Alter<sup>24</sup> sowie die bereits mehrfach verwendeten Regionalvariablen. Dazu kommen in der ersten Spalte die Werte für die höchste abgeschlossene Ausbildung sowie die Nationalität. In einer zweiten Spalte werden danach zusätzlich die Werte für die Branche angegeben. Die Betrachtung der ersten Spalte macht deutlich, dass die Nationalität der zweiten Generation bei gegebener Bildung relevant bleibt – dass sich also von einem diskriminierenden Effekt sprechen lässt, der mit den meritokratischen Normen („jeder nach seinem Verdienst!“) in einem gespannten Verhältnis steht. Dieser Effekt ist auch unter Berücksichtigung der andern hier kontrollierten Einflüsse uneinheitlich. Neu eingebürgerte Schweizer/innen und Deutsche weisen gegenüber den ins Schweizer Bürgerrecht Geborenen einen positiven Nettoeffekt von 3/4 bis 1 Punkt auf der Prestigeskala auf; vor allem jugoslawische und portugiesische Angehörige der zweiten Generation weisen demgegenüber eine stark negative Bilanz auf: Bei im Übrigen gleichen Bedingungen ist ihr Prestigescore um rund 3–4 Punkte tiefer als derjenige der gebürtigen Schweizer/innen.

Dieser Nationalitäteneffekt ist stärker als jener des Geschlechts (+0,6 für Frauen), aber auch deutlich geringer als der Effekt der Bildung. So führt eine Ausbildung der Tertiärstufe b zu einem um 16 Punkte höheren Prestigescore, wohingegen Personen bloss mit Obligatorium oder ohne Abschluss gegenüber jenen mit Berufsausbildung einen Rückstand von 4 Punkten aufweisen.

<sup>24</sup>) Wie Grafik 22 andeutet, nimmt das Prestige vor allem zu Beginn der beruflichen Laufbahn zu. Aus diesem Grund wird das Alter auch hier wiederum in logarithmierter Form eingeführt. Zusätzlich wird ein linearer Term eingeführt, was insbesondere einen steilen Anstieg zu Beginn zu beschreiben erlaubt. Es bleibt allerdings zu beachten, dass auch hier keine Verläufe, sondern ein Querschnitt der Altersgruppen betrachtet wird.

Tabelle 5: Bestimmungsfaktoren des Berufsprestiges, 2000

	Basismodell (ohne Branche)		Modell mit Branche	
	b	s.e.	b	s.e.
Geschlecht: Frauen	0.643	0.021 ***	0.266	0.022 ***
<b>Alter</b>				
Jahre	-0.429	0.021 ***	-0.281	0.020 ***
Jahre logarithmiert	15.755	0.610 ***	10.955	0.600 ***
<b>Sprache am Wohnort (Basis: Deutsch oder Romanisch)</b>				
Französisch	0.050	0.025 *	-0.030	0.025
Italienisch	-0.082	0.053	-0.048	0.053
<b>Stadt-Land-Typologie (Basis: Stadt)</b>				
Agglomeration	-0.359	0.025 ***	-0.214	0.025 ***
Land	-1.983	0.028 ***	-1.352	0.028 ***
<b>Höchste abgeschlossene Ausbildung (Basis: Sekundarstufe IIa)</b>				
Keine/Sekundarstufe I	-3.995	0.039 ***	-3.483	0.039 ***
Sekundarstufe IIb	6.345	0.037 ***	4.577	0.039 ***
Tertiärstufe a	7.672	0.029 ***	6.851	0.028 ***
Tertiärstufe b	16.366	0.037 ***	14.434	0.037 ***
<b>Nationalität (Basis: Schweiz seit Geburt)</b>				
Schweiz eingebürgert	0.995	0.045 ***	0.722	0.044 ***
Italien	-0.574	0.052 ***	-0.572	0.051 ***
Jugoslawien	-4.015	0.360 ***	-3.416	0.357 ***
Portugal	-3.221	0.386 ***	-2.050	0.386 ***
Deutschland	0.723	0.181 ***	0.540	0.178 **
Spanien	0.182	0.122	-0.007	0.120
Türkei	-1.032	0.250 ***	-1.267	0.248 ***
Andere	-0.745	0.132 ***	-0.671	0.131 ***
<b>Branche (Basis: Gewerbe/Industrie)</b>				
Landwirtschaft/Fischerei			-5.297	0.056 ***
Bau			-5.936	0.045 ***
Auto			-1.930	0.067 ***
Grosshandel			-0.512	0.048 ***
Detailhandel			-3.481	0.042 ***
Gastgewerbe			-8.943	0.057 ***
Verkehr, Kommunikation			-2.065	0.043 ***
Finanz			0.786	0.044 ***
Informatik			2.696	0.070 ***
Ingenieurwesen, Architektur			7.006	0.066 ***
Bildung			2.606	0.053 ***
Gesundheit, Soziales			0.942	0.043 ***
Verwaltung			-0.496	0.049 ***
Andere			-0.294	0.040 ***
Konstante	0.976	1.446	14.269	1.420 ***
N		928319		867641
R <sup>2</sup>		0.265		0.332

Gebürtige Schweizer/innen und zweite Generation, 20–39-Jährige

Ein grösserer Teil der Schlechterstellung der zweiten Generation insgesamt wird somit durch Bildung vermittelt. Da die Ausbildung, wie gezeigt, von den Eltern auch unabhängig von der Nationalität auf die Kinder vererbt wird, fungiert Bildung als der Mechanismus, über den auch über die Generationen hinweg Ungleichheit reproduziert wird. Ein anderer, wenn auch weit weniger wichtiger Mechanismus scheint in der Branchenzugehörigkeit begründet, mit der auch das Berufsprestige schwankt. Dies zeigt sich nicht zuletzt daran, dass der Nationalitäten-Effekt leicht reduziert wird, wenn (in der zweiten Spalte) die Branche mit berücksichtigt wird. Dies gilt allerdings nur für Erwerbstätige portugiesischer und jugoslawischer Nationalität. Insgesamt ist die Branche aber sicherlich der wesentlich wichtigere Faktor als die Nationalität. Dies liesse sich daran zeigen, dass ein Modell ohne Nationalität, aber unter Berücksichtigung der Branche, die Prestigewerte nicht wesentlich schlechter voraussagen würde<sup>25</sup>. Besonders gross ist der negative Brancheneffekt in der Bauwirtschaft sowie im Gastgewerbe, in denen in hohem Mass Angehörige der ersten Generation tätig sind.

Neben diesen Haupteffekten lassen sich kaum so genannte Interaktionseffekte ausmachen, die darauf hinweisen würden, dass Angehörige der zweiten Generation innerhalb gewisser Branchen speziell schlecht fahren. Insgesamt bedeutet dies, dass die Zuweisung von Berufsprestige<sup>26</sup> an Angehörige der zweiten Generation in hohem Mass durch dieselben Kanäle vermittelt wird wie bei den gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern. Weil und soweit sie vielfach schlechtere Ausgangsbedingungen haben, ist auch ihr Status am Ende des Prozesses vielfach schlechter, obwohl die Kinder von Immigrantinnen und Immigranten, gemessen am schulischen Hintergrund ihrer Eltern, schulisch überdurchschnittlich erfolgreich sind. Der negative Nationalitäteneffekt kann demgegenüber als zusätzlicher, branchen- und bildungsabhängiger Effekt aufgefasst werden – und insofern durchaus als Ausdruck der Diskriminierung.

## 4.6 ZUSAMMENFASSUNG

Im Wesentlichen lässt sich in Bezug auf die Integration in den Arbeitsmarkt das Gleiche sagen wie schon oben bei der Integration in das Bildungssystem: Die zweite Generation nimmt im Arbeitsmarkt Positionen ein, die denjenigen der gebürtigen Schweizer/innen näher liegen als jenen der Erstgenerations-Angehörigen.

Allerdings ist auch hier wieder stark zu differenzieren zwischen eingebürgerten und nicht eingebürgerten Zweitgenerations-Angehörigen sowie zwischen den einzelnen Nationalitäten. So sind eingebürgerte Angehörige der zweiten Generationen in manchen Aspekten besser positioniert als die gebürtigen Schweizer/innen (z.B. was das gesellschaftliche Prestige der von ihnen ausgeübten Berufe anbelangt). Angehörige der neueren Einwanderungsgruppen und unter ihnen insbesondere Personen jugoslawischer Herkunft sind deutlich schlechter positioniert als Angehörige der älteren Einwanderungsgruppen (Italiener/innen, Spanier/innen); Portugiesinnen und Portugiesen sowie Türkinnen und Türken, die nebst den Personen aus Jugoslawien ebenfalls zu vergleichsweise neuen Einwanderungsgruppe angehören, sind etwas besser positioniert als die jugoslawische Gruppe, wobei je nach Indikator einmal die Türkinnen und Türken (Prestige), ein

<sup>25</sup>) In diesem Fall beträgt  $R^2$  als Mass für die Güte der Schätzung 0.332.

<sup>26</sup>) Es sei hier nochmals daran erinnert, dass es sich hier um eine Rangierung der Berufe aufgrund des mit ihnen verbundenen Prestiges geht, und nicht um das Einkommen, zu dem keine Informationen vorliegen. Aus den vorliegenden Ergebnissen lassen sich entsprechend auch keine Aussagen über Lohndiskriminierung ableiten.

anderes Mal die Portugiesinnen und Portugiesen (Erwerbslosigkeit) die besseren Stellungen einnehmen. Hierin mag zum Ausdruck kommen, dass die portugiesische Migration in die Schweiz zwar neuer ist als die türkische (was an sich für tiefere Positionen sprechen würde), dass es sich bei der portugiesischen Migration aber noch in stärkerem Ausmass um eine „klassische“ Arbeitsmigration handelt in dem Sinne, dass sie nur dann stattfindet, wenn eine Einbindung in den Arbeitsmarkt tatsächlich möglich ist.

Was Geschlechtereffekte angeht, so zeigt sich, dass Frauen der zweiten Generation insgesamt häufiger am Erwerbsleben partizipieren als gebürtige Schweizerinnen. Allerdings wird in verschiedenen Analysen auch ersichtlich, dass Frauen im Vergleich zu Männern dann besonders schlecht gestellt sind, wenn die Chancen ohnehin eingeschränkt sind: So sind etwa innerhalb jener Gruppen der zweiten Generation, in denen die Arbeitslosigkeitsraten vergleichsweise hoch sind (türkische und jugoslawische Gruppe), Frauen noch häufiger arbeitslos als Männer – Geschlecht wirkt in solchen Fällen offensichtlich als zusätzliches Selektionsprinzip.

Das allgemeine Muster, wonach die zweite Generation den gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern näher steht als der ersten Generation, findet in Bezug auf die Zugehörigkeit zu Branchen nicht unbedingt eine Bestätigung: Es gibt Branchen, in denen gebürtige Schweizer/innen deutlich häufiger anzutreffen sind als Angehörige der zweiten Generation (insbesondere Landwirtschaft und Branchen des öffentlichen Sektors wie Bildung oder Gesundheit/Soziales, vgl. hierzu auch Bolzman et al., 2003), aber auch „typische“ Zweitgenerations-Branchen wie das Finanzwesen oder der Grosshandel. Angehörige der zweiten Generation, die den beiden neuen Einwanderungsgruppen angehören (jugoslawische und portugiesische Gruppe), finden sich überdurchschnittlich häufig in den traditionell durch Immigrantinnen und Immigranten besetzten Branchen (mit den schlechtest qualifizierten und unsichersten Arbeitsmöglichkeiten).

Dass die fast durchgehende Schlechterstellung der jugoslawischen sowie der portugiesischen und/oder türkischen Gruppe auch auf Mechanismen von sozialem Ausschluss und von Diskriminierung zurückzuführen ist, kommt insbesondere darin zum Ausdruck, dass Angehörige dieser Gruppen (und insbesondere Angehörige der jugoslawischen Gruppe) auch dann weniger erfolgreich sind bei der Integration in den Arbeitsmarkt, wenn sie gleich gut gebildet sind wie Angehörige der anderen Gruppen. Diesen Personen gelingt es, mit anderen Worten, weniger gut, die erreichte Bildung in angemessenen Status umzuwandeln – ein Befund, mit dem sich unter anderem die Resultate aus der kürzlich durchgeführten Studie von Fibbi et al. (2003) zum (Miss-)Erfolg von albanischsprechenden jugoslawischen und türkischen Schulabgängern bei der Lehrstellensuche bekräftigen lassen.

Auch wenn sich also insgesamt sehr deutlich (und erwartungsgemäss) zeigt, dass die Bildung der wichtigste Faktor für den Erfolg bei der beruflichen Positionierung ist, so weisen die vorgelegten Analysen doch mehrfach darauf hin, dass in Abweichung vom meritokratischen Ideal auch andere Faktoren wie die Nationalität, das Geschlecht sowie die Branchenzugehörigkeit eine Rolle beim (ungleichen) Zugang zum Arbeitsmarkt spielen.



## 5 DIE SOZIALE POSITIONIERUNG IM ZEITVERLAUF

---

Daten aus vier Volkszählungen erlauben es, die Entwicklung seit 1970 zu verfolgen. Allerdings müssen im Interesse der Vergleichbarkeit gerade in jener Hinsicht Abstriche gemacht werden, in der sich die neuen Definitionen der Volkszählung 2000 als besonders fruchtbar erwiesen haben: hinsichtlich der Definition des Migrationsstatus. Im Zeitvergleich ist es nicht möglich, einmal eingebürgerte Angehörige der zweiten Generation von gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern zu unterscheiden. Probleme ergeben sich ausserdem hinsichtlich der Vergleichbarkeit der Ausbildungen über die Zeit<sup>27</sup>. Schliesslich wurden die Nationalitäten des ehemaligen Jugoslawien aus einleuchtenden Gründen erst 2000 getrennt erfasst, so dass sie im Rückblick wiederum zu „Ex-Jugoslawien“ zusammengefasst werden müssen.

Innerhalb der damit gesetzten Grenzen scheint es aber dennoch sinnvoll, die Entwicklung der Zusammensetzung der Migrationsbevölkerung hinsichtlich nationaler Herkunft und Migrationsgenerationen sowie die Entwicklung von einzelnen Indikatoren der sozialen Stellung über die Zeit nachzuverfolgen.

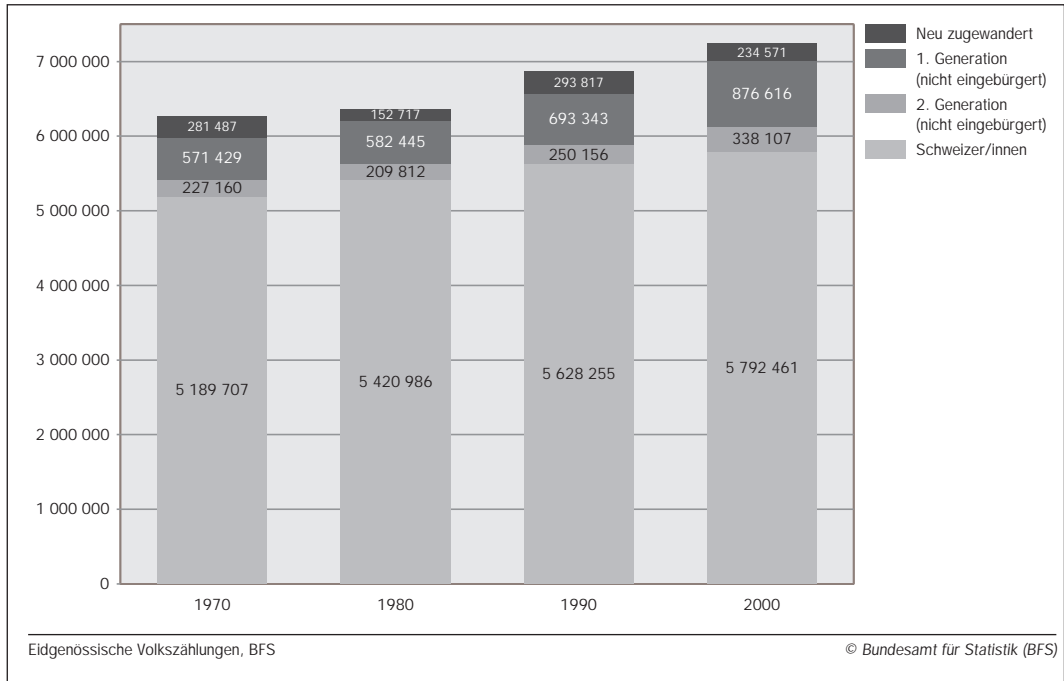
### 5.1 DIE ENTWICKLUNG DER ZWEITEN GENERATION 1970–2000

Grafik 26 und Grafik 27 zeigen, dass sowohl die absolute Zahl wie auch der Anteil der Angehörigen der zweiten Generation seit 1980 kontinuierlich zugenommen haben. Ob der Rückgang zwischen 1970 und 1980 eine direkte Folge der wirtschaftlichen Rezession zu Beginn der 1970er Jahre und der entsprechenden Rückwanderung ist oder ob er auch auf eine Kombination von Einwanderungsstopp und Einbürgerungen der zweiten Generation zurückgeht, lässt sich aufgrund der hier vorliegenden Daten nicht sagen.

---

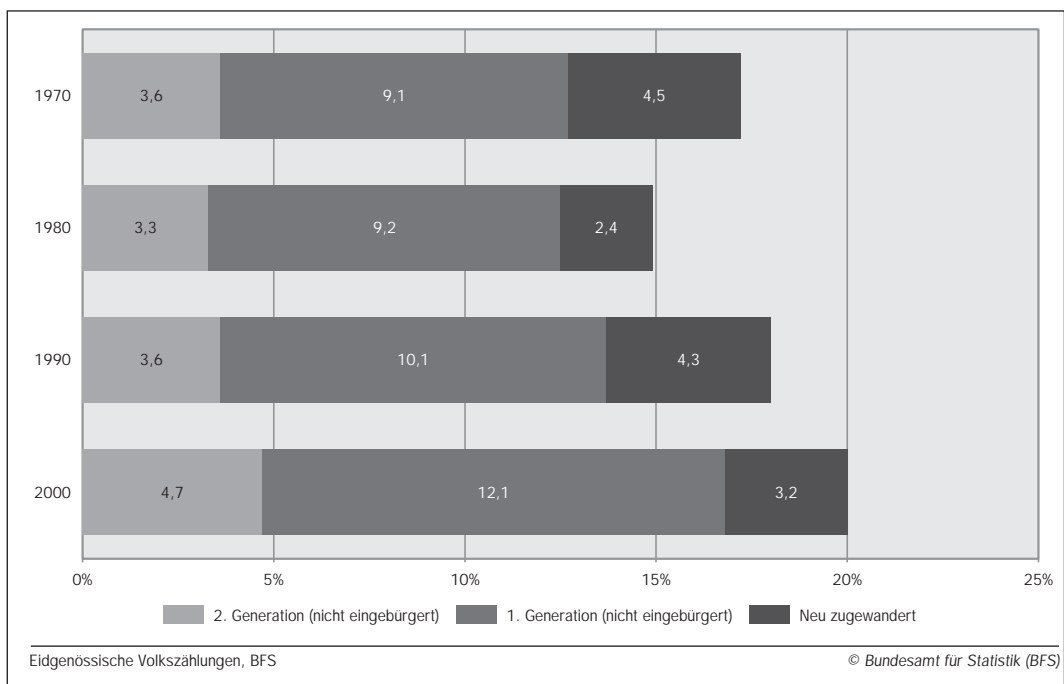
<sup>27)</sup> Zum Zeitpunkt der Durchführung dieser Analysen ist die Tertiärbildung die einzige zur Verfügung stehende Bildungsvariable, die einen einigermaßen zuverlässigen Vergleich des Ausbildungsniveaus über die Zähljahrgänge 1980, 1990 und 2000 hinweg erlaubt; die Harmonisierung mit den Daten 1970 erwies sich als zu problematisch, um auch diesen Zähljahrgang in die Analyse miteinzubeziehen. Die Tertiäranteile können als tauglicher Indikator für das Bildungsniveau einer Gruppe bezeichnet werden, auch wenn sie nicht die ganze Realität der Bildungsverteilung wiederzugeben vermögen. Es sei in diesem Zusammenhang daran erinnert, dass sich bei den Analysen für das Jahr 2000 Unterschiede im Bildungsniveau oftmals sowohl am unteren als auch am oberen Ende der Bildungshierarchie manifestierten.

**Grafik 26: Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration, 1970–2000**



Exklusive Personen ohne Angabe.

**Grafik 27: Prozentualer Anteil der Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration, 1970–2000**

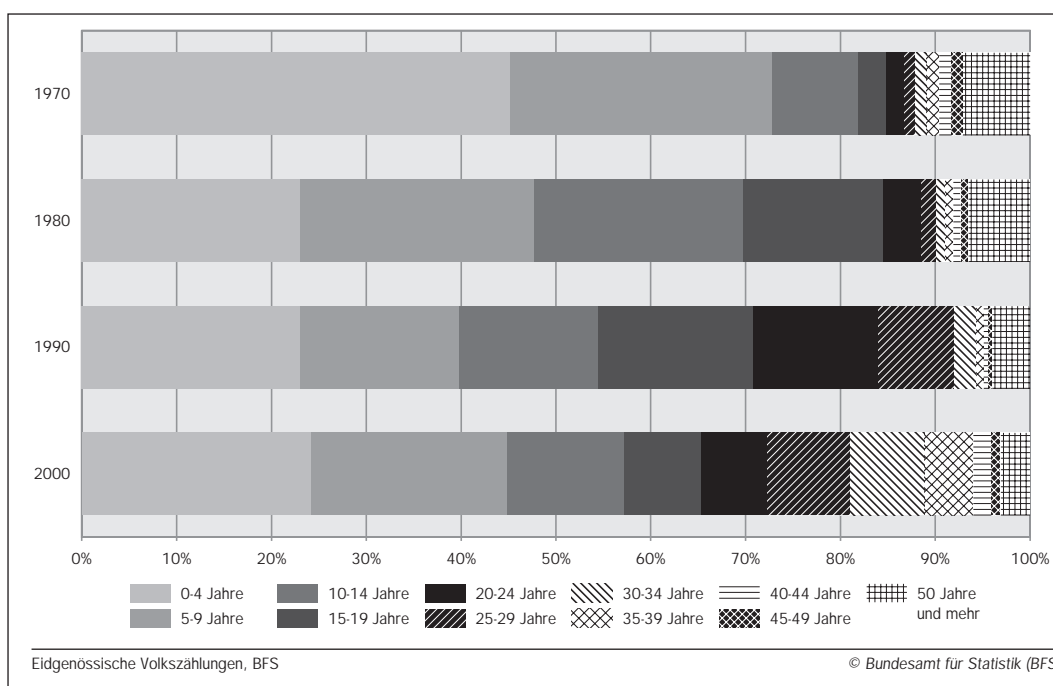


Exklusive Personen ohne Angabe.

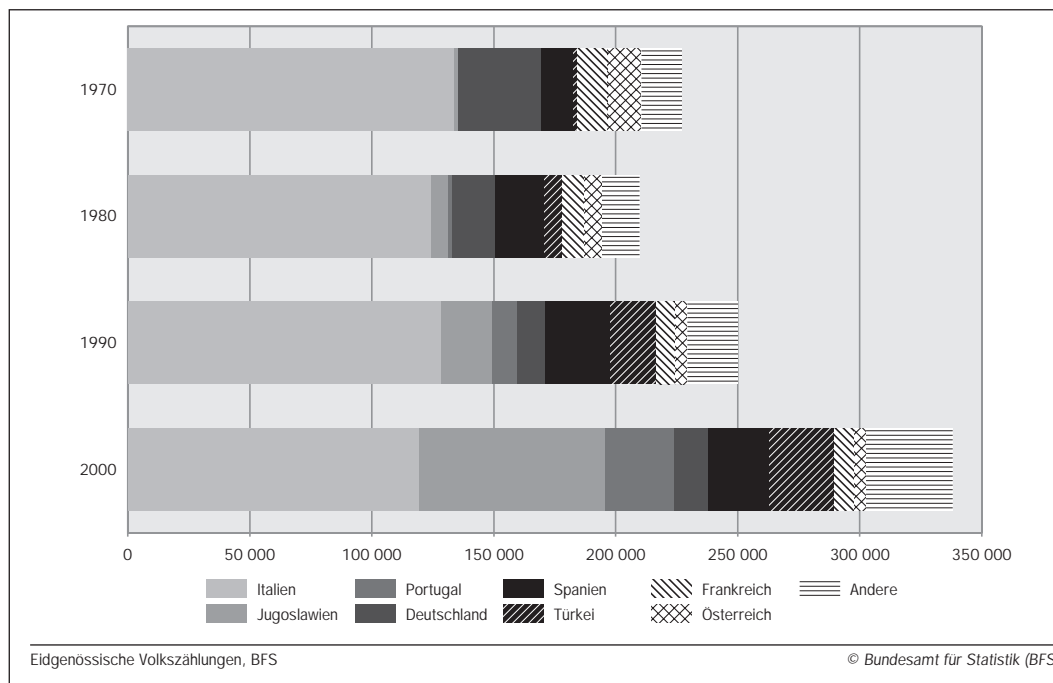


Zeitverschoben zur Immigration – d.h. zur Entwicklung der ersten Generation – entwickelt sich die zweite Generation hinsichtlich des Alters (vgl. Grafik 28, Tabelle A18 im Anhang). Waren 1970 drei von vier Angehörigen der zweiten Generation (73%) Kinder im Alter von höchstens 10 Jahren, so sinkt dieser Anteil bis 1990 auf 40% und steigt in der letzten Dekade wieder leicht auf 44% an. Diese Entwicklung steht in engem Zusammenhang mit jener, die aus Grafik 29 (Tabelle A19 im Anhang) sichtbar wird, d.h. mit der Ankunft neuer Einwanderungsgruppen: zwischen 1990 und 2000 vor allem Personen aus Portugal sowie aus dem krisen- und kriegsversehrten Jugoslawien. Im Jahr 2000 weisen 36% der zur zweiten Generation gehörenden Kinder unter 5 Jahren die Staatsbürgerschaft eines Nachfolgestaates des ehemaligen Jugoslawien auf. Bei den älteren Immigrantengruppen, v.a. bei den Italienerinnen und Italienern, lässt sich demgegenüber ein kontinuierlicher Rückgang des Anteils dieser Altersgruppe feststellen: von 47% im Jahr 1970 auf 11% im Jahr 2000.

**Grafik 28: Zweite Generation nach Altersgruppen (in %), 1970–2000**



Exklusive Personen mit Schweizer Bürgerrecht und Personen ohne Angabe.

**Grafik 29: Zweite Generation nach Nationalität, 1970–2000**


Exklusive Personen mit Schweizer Bürgerrecht und Personen ohne Angabe.

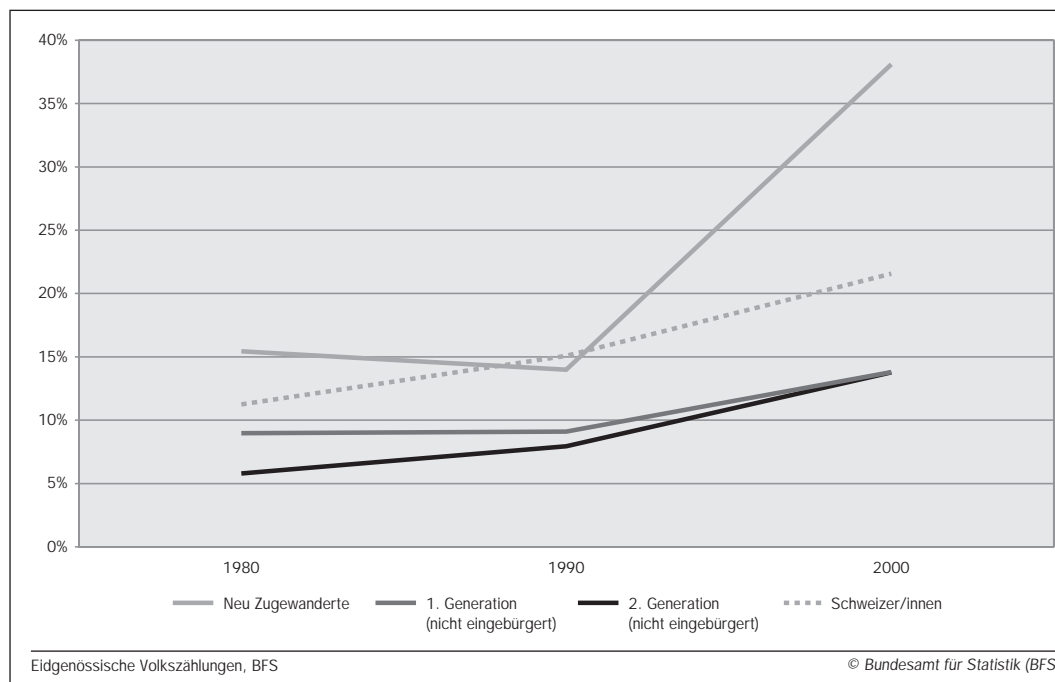
## 5.2 DIE SOZIALE STELLUNG DER ZWEITEN GENERATION IM ZEITVERGLEICH

Wie hat sich die soziale Stellung der zweiten Generation im Verhältnis zur Schweizer Bevölkerung insgesamt im Zeitraum der letzten 20 bzw. 30 Jahre<sup>28</sup> verändert? Werden der relative Anteil an Personen mit Tertiärbildung (Grafik 30) sowie das durchschnittliche Berufsprestige der ausgeübten Berufe (Grafik 31) als Messgrösse gewählt, so hat sich der „Abstand“ zwischen der Schweizer Bevölkerung und der – nicht eingebürgerten – zweiten Generation insgesamt über die Jahre eher verkleinert denn vergrössert.

Grafik 30 zeigt einen weitgehend parallelen Verlauf bei der Entwicklung der Tertiärbildungen von zweiter Generation und Schweizer Bevölkerung zwischen 1980 und 2000. Eindrücklich ist der starke Anstieg der Tertiärbildungen unter den neu zugewanderten Angehörigen der ersten Generation, in welchem nicht zuletzt die aktuelle Einwanderungspolitik des Bundes, die hochqualifizierte Einwanderung begünstigt, ihren Niederschlag findet. In diesem Zusammenhang ist allerdings zu erwähnen, dass die Volkszählungsdaten nicht alle Facetten von Migration wiederzugeben vermögen: Asylsuchende sowie die so genannt illegalen Einwandererinnen und Einwanderer sind aus naheliegenden Gründen in den Statistiken nicht erfasst.

<sup>28)</sup> Aus datentechnischen Gründen muss sich die Beschreibung der Entwicklung der Ausbildung auf die Jahre 1980–2000 beschränken, vgl. vorangehende Fussnote.

**Grafik 30: Tertiärbildung der 20- bis 39-jährigen Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration, 1980–2000**



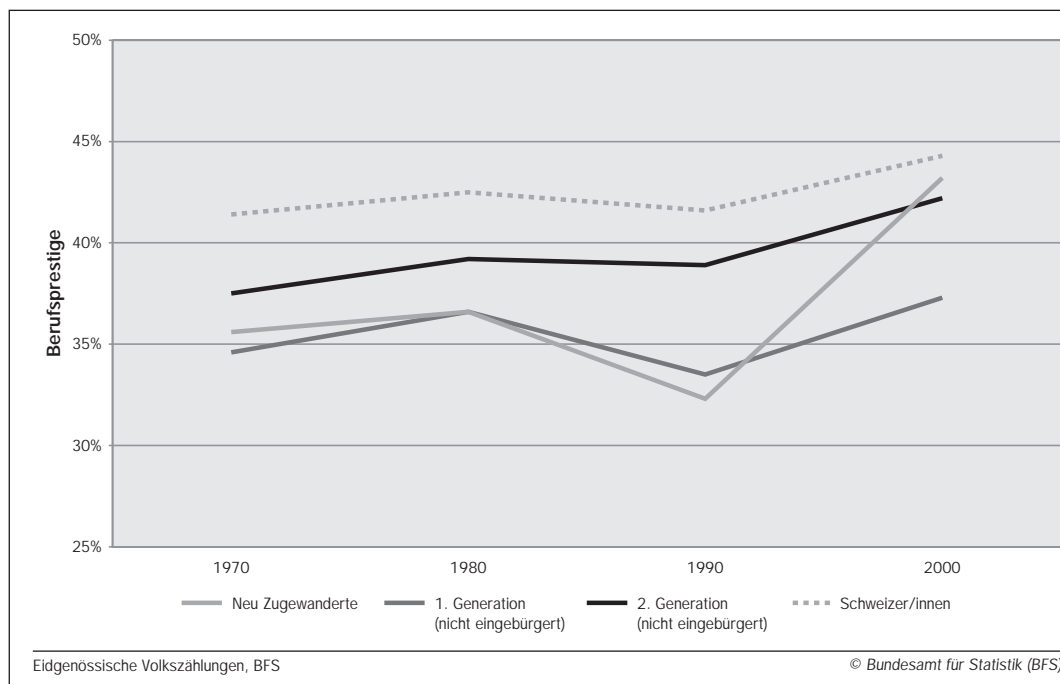
Exklusive Personen ohne Angabe.

Gemessen werden die auf die jeweilige Population bezogenen Anteile der Ausbildungen auf Tertiärstufe.

Ein ähnliches Bild zeigt Grafik 31 (Berufsprestige): Auch hier verlaufen die Werte der zweiten Generation und jene der Schweizer Bevölkerung weitgehend parallel, mit einer allerdings sehr geringfügigen Annäherung der Werte über die letzten dreissig Jahre hinweg. Sie dürfte, will man eine solch geringfügige Verschiebung überhaupt interpretieren, u.a. im Trend einer allgemeinen Abnahme von Fremdenfeindlichkeit begründet liegen, der für die Schweiz beobachtet werden konnte (Stolz, 2001) und der die Möglichkeiten erhöht, erworbenes Bildungskapital in entsprechenden Status umzuwandeln. Ausserdem kommt im Zähljahr 1990 der wirtschaftsbedingte Einbruch zum Ausdruck, der die erste Generation und insbesondere die neu Zugewanderten am härtesten trifft<sup>29</sup>. Wie schon bei der Ausbildung ist auch hier der starke Anstieg des Qualifikationsniveaus der neu Zugewanderten im Zeitraum der letzten zehn Jahre beobachtbar, der zu einem starken Anstieg der Prestigewerte für diese Gruppe führt.

<sup>29)</sup> Buchmann et al. (1996) zeigen im Rahmen einer Analyse der Volkszählungsdaten 1990, dass unter den wenig vorteilhaften wirtschaftlichen Bedingungen im Jahr 1990 Ausländer/innen ihr Kapital besonders schlecht verwerten konnten.

**Grafik 31: Berufsprestige der 20- bis 39-jährigen Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration, 1970–2000**



Exklusive Personen ohne Angabe.

Nach diesem summarischen Überblick zur Stellung der zweiten Generation im Zeitvergleich sollen schliesslich noch die Entwicklungen der sozialen Stellung von einzelnen Einwanderungsgruppen und -kohorten nachverfolgt werden. Die eingangs angestellten theoretischen Überlegungen lassen erwarten, dass Einwanderungsgruppen – im Sinne aufeinander folgender Nationalitätengruppen – mit zunehmender Verweildauer zum einen selber Ressourcen erwerben, die sie für den Aufstieg in der sozialen Hierarchie nutzen können, und zum andern in abnehmendem Masse Ziel von Schliessungsstrategien bereits vorher Anwesender sind, so dass sie ihre Ressourcen vermehrt in Austauschprozesse einbringen können. Das Resultat dieser Entwicklung müsste sich zum einen in der Verbesserung der sozialen Position von einer Generation zur nächsten zeigen; zum andern ist mit der Verweildauer im Aufnahmeland auch eine davon unabhängige Positionsverbesserung zu erwarten. In Entsprechung dieser Annahmen müsste die zweite Generation eine grössere Distanz zur ersten aufweisen als aufeinanderfolgende Generationen in der einheimischen Bevölkerung, und sie müsste sich mit zunehmender Verweildauer im Aufnahmeland an diese angleichen.

Um diese Prozesse nachzuzeichnen, wird im Folgenden die Entwicklung des mittleren Berufsprestiges<sup>30</sup> von drei Einwanderungsgruppen (jener aus Italien, jener aus Deutschland und jener aus dem ehemaligen Jugoslawien) mit derjenigen der Schweizer Bevölkerung verglichen<sup>31</sup>. Für jede dieser Gruppen wird die Entwicklung der Prestigewerte der Kohorten seit ihrer Ankunft (als

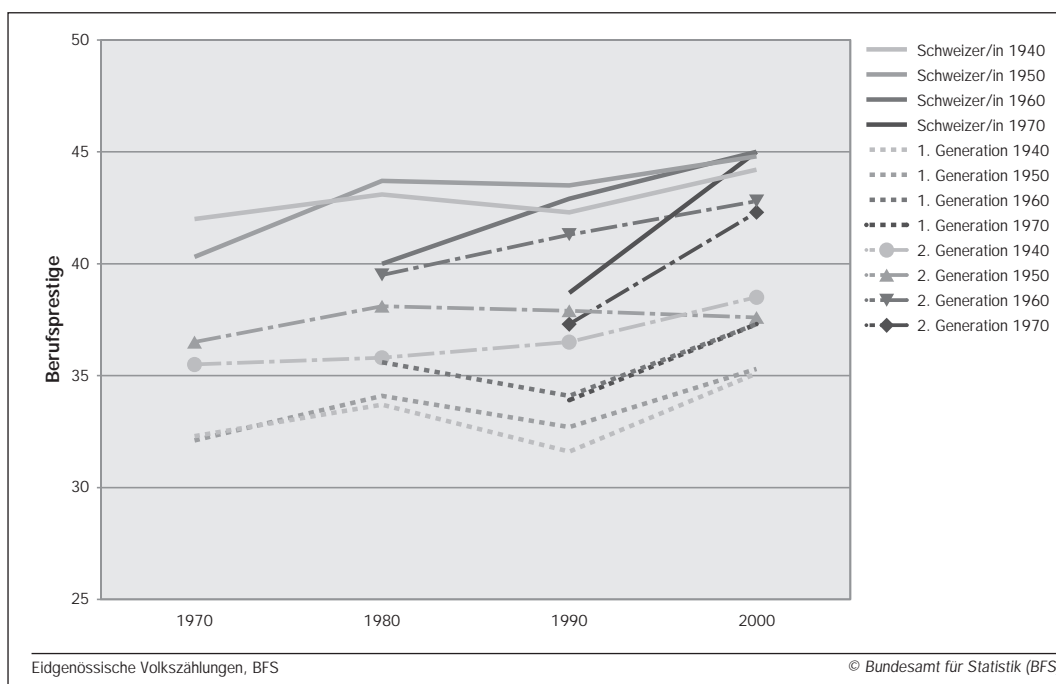
<sup>30</sup>) Als Indikator dient wiederum der Treimanscore. Für dessen Konstruktion vgl. Kasten 2.

<sup>31</sup>) Die Beschränkung auf diese nationalen Herkunftsgruppen wird durch die zu geringen Fallzahlen in einzelnen Kohorten anderer Nationalitäten nahegelegt.

grössere Gruppe) verglichen, unterschieden nach der Migrationsgeneration. Der Vergleich wird klar machen, dass die Erwartungen eines kontinuierlichen Aufstiegs an bestimmte Randbedingungen geknüpft sind und in der Zeit spezifiziert werden müssen.

Betrachtet man zunächst den Positionierungsprozess der italienischen Einwanderung (Grafik 32), so entspricht sowohl das Verhältnis der aufeinanderfolgenden Kohorten der ersten Generation, wie dasjenige der ersten zur zweiten Generation, weitgehend den Erwartungen. Jede Kohorte ist am Ende des individuellen Positionierungsprozesses (also mit 30 Jahren) höher platziert als die vorhergehende, und die zweite Generation (auch der nicht Eingebürgerten) hat sich weit in Richtung der schweizerischen Bevölkerung entwickelt. Eine Ausnahme stellt das Verhältnis der ersten zur zweiten Kohorte in der ersten Migrationsgeneration insofern dar, als es weitgehend dem schweizerischen Muster entspricht und somit nicht als spezifisch für den kollektiven Aufstieg einer Migrantengruppe gelten kann. Ebenfalls nicht ganz erwartungskonform ist der Umstand, dass die letzte, um 1970 geborene Kohorte der zweiten Generation das Niveau der 1960 Geborenen nur gerade knapp noch erreicht. Ob sich hier eine Plafonierung des Aufstiegs abzeichnet, kann mit den vorliegenden Daten nicht entschieden werden.

**Grafik 32: Berufsprestige der Immigrantinnen und Immigranten aus Italien, nach Geburtskohorten, 1970–2000**



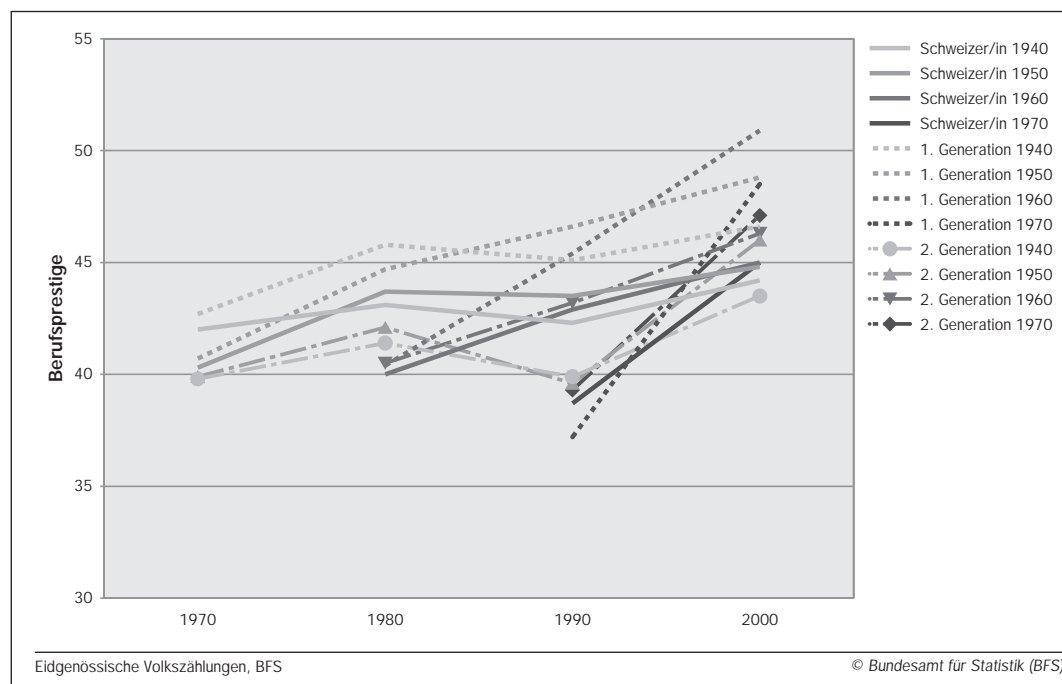
Exklusive Personen ohne Angabe.

Für die Darstellung dieser und der nachfolgenden Grafiken sind jeweils die Geburtsjahrgänge 1936–1940, 1946–1950 usw. für jede Bevölkerungsgruppe zusammengezogen worden, um hinreichend grosse Fallzahlen und trotzdem homogene Gruppen zu erhalten. Es werden nur Datenpunkte mit mindestens 30 Fällen abgebildet. In der Vertikalen sind die Mittelwerte der Prestigescore nach Treiman für die Kohortenangehörigen zum Zeitpunkt jener Volkszählungen abgetragen, bei denen der jüngste Geburtsjahrgang einer Kohorte mindestens 20 und höch-

stens 60 Jahre alt war. Der Aufstieg jeder Kohorte in der Zeit bis zum dreissigsten Altersjahr dürfte den individuellen Aufstieg nach der Ausbildung widerspiegeln. Da der Prozess der individuellen Platzierung zu diesem Zeitpunkt weitgehend abgeschlossen ist, dürften nachher nur geringfügige Verschiebungen zu beobachten sein, sofern sich die Wirtschaftsstruktur und die Zusammensetzung einer Gruppe nicht ändern. Zu derartigen Änderungen kommt es beispielsweise, wenn aus dem selben Land Angehörige anderer Schichten einwandern, oder wenn Gruppen aus bestimmten Prestigeregionen frühzeitig aus dem Erwerbsleben ausscheiden. So könnte der Anstieg des durchschnittlichen Prestiges zwischen dem 50. und 60. Altersjahr auf das frühzeitige Ausscheiden unterer Statusgruppen aus dem Erwerbsleben zurückzuführen sein, das bereits oben beobachtet werden konnte. Soweit er in der gleichen Periode auch bei den andern (jüngeren) Kohorten beobachtet werden kann, dürfte dahinter aber auch ein Strukturwandel der Wirtschaft stehen. Mit dem Rückgang des Anteils industrieller Produktion erhöht sich der Anteil nicht-manueller Berufe und Positionen mit höherem Prestige.

Betrachtet man dagegen den Verlauf der sowohl historisch wie quantitativ nicht unbedeutenden deutschen Immigration (Grafik 33), so wird auf den ersten Blick deutlich, dass es sich hier im Aggregat (!) nicht um eine unterschichtende und auf Aufstieg angelegte Migration handelt. Vielmehr sind es hier die Immigrantinnen und Immigranten der ersten Generation, welche die oberen Plätze der Rangskala einnehmen, weit über dem Durchschnitt der Schweizer/innen, so dass sich vielleicht von einer Elitenimmigration sprechen liesse. Die zweite Generation dagegen weist nur geringfügige Unterschiede zu den gleichaltrigen Schweizerinnen und Schweizern auf. Dass es im individuumsbezogenen Vergleich zu einem intergenerationellen Abstieg gekommen wäre, lässt sich daraus allerdings nicht schliessen.

**Grafik 33: Berufsprestige der Immigrantinnen und Immigranten aus Deutschland, nach Geburtskohorten, 1970–2000**

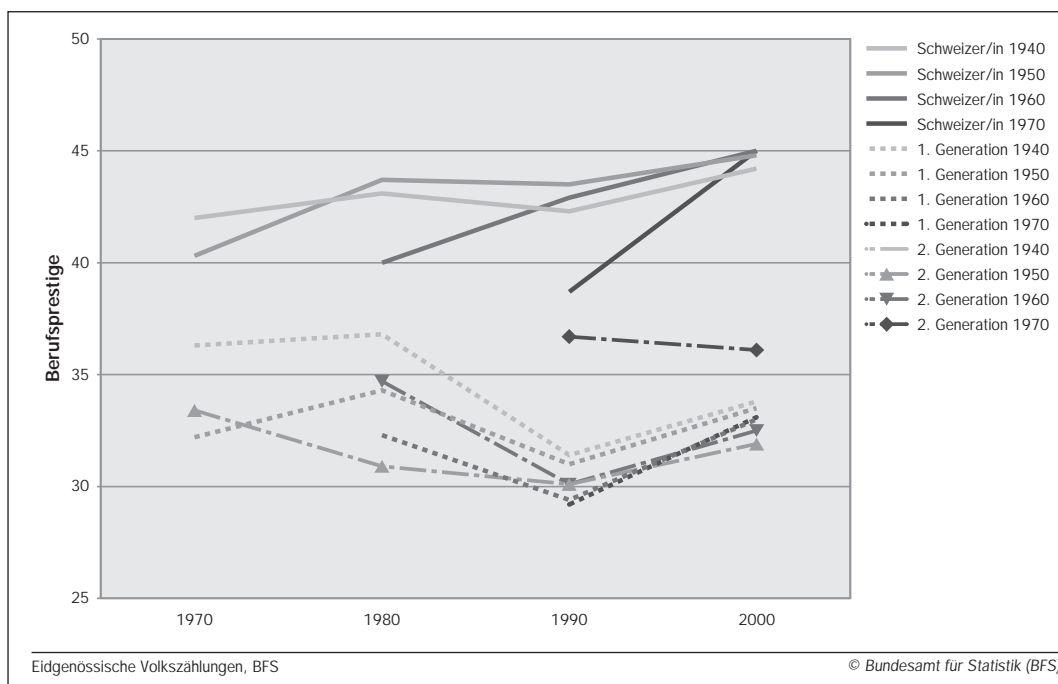


Exklusive Personen ohne Angabe.



Ein nochmals anderes Muster zeigt schliesslich die Migration aus dem ehemaligen Jugoslawien (Grafik 34), die erst in den 1970er Jahren in grösserem Umfang eingesetzt hat. Für die erste Zeit (1980–1990) lässt sich zunächst in allen Kohorten und Generationen ein relativer Abstieg beobachten, der wiederum auf das Aggregat zu beziehen ist: Er ist zum einen als Ausdruck des Zuzugs von Arbeitskräften zu interpretieren, die von Beginn an schlechter positioniert und wohl auch positionierbar waren als die vorangehende Migrationskohorte, die vermutlich in einem höheren Mass der Ausbildungselite des Herkunftslandes entsprang. Zum andern dürfte sich hier wiederum der bereits oben angesprochene wirtschaftliche Einbruch niederschlagen, der Angehörige von relativ neuen Einwanderungsgruppen am härtesten trifft. Für die Zeit danach entsprechen die Verläufe insofern nur bedingt den theoretischen Erwartungen, als der Anstieg des mittleren Berufsprestiges der interessierenden Kohorten zwar stattfindet, allerdings vergleichsweise schwach bleibt. So kommt es insbesondere auch nicht zu einer Annäherung der zweiten Generation an die Schweizer/innen. Darin dürfte sich zum einen eine veränderte Zusammensetzung der ersten Generation widerspiegeln, d.h. eine schlechtere Ausgangslage für die zweite Generation. Zum andern aber könnte man darin auch die Auswirkungen verschärfter Diskriminierung sehen.

**Grafik 34: Berufsprestige der Immigrantinnen und Immigranten aus (Ex-)Jugoslawien, nach Geburtskohorten, 1970–2000**



Exklusive Personen ohne Angabe.

Exklusive zweite Generation der Geburtsjahre 1936–1940 und 1946–1950 (N<30) und Personen ohne Angabe.



## 6 SCHLUSSFOLGERUNGEN

---

Das Ziel des vorliegenden Berichtes war es, auf der Grundlage der Daten aus der eidgenössischen Volkszählung 2000 eine differenzierte Beschreibung der sozialen Stellung der zweiten Generation in der Schweiz zu geben und einige der Mechanismen zu untersuchen, die bei der sozialen Positionierung von Töchtern und Söhnen aus eingewanderten Familien wirksam werden. Ein Vergleich der aktuellen Daten mit jenen aus den Jahren 1970 bis 1990 sollte ausserdem aufzeigen, wie sich die soziale Positionierung der zweiten Generation im Zeitverlauf präsentiert.

Die Situation der zweiten Generation insgesamt hat sich im Vergleich zur Schweizer Bevölkerung in den vergangenen zwanzig Jahren, dies ist zunächst festzuhalten, nicht verschlechtert. Die Daten geben klare Hinweise darauf, dass insbesondere bei den schon seit längerer Zeit in der Schweiz anwesenden Einwanderungsgruppen (aus Italien und Spanien) in den letzten Jahrzehnten eine deutliche Annäherung der sozialen Stellung an jene der Schweizer Bevölkerung stattgefunden hat. Grössere Unterschiede in Bezug auf das Ausbildungsniveau und die Einbindung in den Arbeitsmarkt weisen die Angehörigen von neueren Einwanderungsgruppen (besonders aus Jugoslawien, aber auch aus Portugal und mit gewissen Einschränkungen aus der Türkei) auf. Allerdings kann aufgrund verschiedener empirischer Beobachtungen<sup>32</sup> auch bei diesen Gruppen erwartet werden, dass sie ihre Stellungen über die Zeit verbessern können und dass damit ihr Integrationsprozess mittel- und langfristig einem nicht wesentlich anderen Muster folgen wird wie jener ihrer italienischen und spanischen Vorgänger/innen.

Die Daten aus der Volkszählung 2000 erlauben es erstmals, Kinder von Immigrantinnen und Immigranten auch dann als solche zu identifizieren und der zweiten Generation zuzuzählen, wenn sie inzwischen das Schweizer Bürgerrecht erworben haben. Dabei zeigt sich, dass die eingebürgerten Personen innerhalb der zweiten Generation jene Gruppe bilden, die sich mit Abstand am erfolgreichsten positionieren konnte. In Bezug auf verschiedene Indikatoren der sozialstrukturellen Integration – zu nennen sind etwa das Ausbildungsniveau im Alter von 25 Jahren oder das Prestige der ausgeübten Berufe – weisen die eingebürgerten Angehörigen der zweiten Generation gleich gute oder sogar deutlich bessere Werte auf als die gleichaltrigen gebürtigen Schweizerinnen und Schweizer. Wenn also alle Kinder von Immigrantinnen und Immigranten, sowohl die eingebürgerten als auch die nicht eingebürgerten, in den Analysen berücksichtigt werden, so präsentiert sich die strukturelle Integration der zweiten Generation insgesamt weit fortgeschrittener als wenn, wie bis anhin, nur die ausländischen Zweitgenerations-Angehörigen erfasst werden.

Die geschilderte Verbesserung der sozialen Stellung der zweiten Generation im Zeitverlauf ist Ausdruck davon, dass in eingewanderten Familien eine vergleichsweise hohe soziale Mobilität zwischen Eltern und ihren Kindern stattfindet: Unter den gleichen Ausgangsbedingungen – das heisst bei identischer Ausbildung und identischem Status der Eltern – sind Immigrantenkinder schulisch und beruflich im Schnitt erfolgreicher als Schweizer Kinder. Dieser auch aus anderen Studien hervorgehende Befund findet in den eidgenössischen Volkszählungsdaten 2000 für die

---

<sup>32)</sup> Zu nennen sind die sich in den Analysen abzeichnende Verbesserung der Ausbildung und des Berufsprestiges im Verlauf der letzten zehn Jahre bei den Personen jugoslawischer, türkischer und portugiesischer Herkunft sowie die bei allen drei Gruppen im Vergleich zu der Schweizer Bevölkerung erhöhte intergenerationelle Mobilität. Die niedrigsten Werte für intergenerationelle Mobilität weisen unter den genannten Gruppen die Personen jugoslawischer Herkunft auf, allerdings liegen auch ihre Werte über jenen der Schweizer/innen.

Schweiz eine klare Bestätigung. Es ist allerdings wichtig, die Auf- und Abwärtsbewegungen zwischen den Generationen differenziert zu untersuchen. So zeigt sich bei näherer Betrachtung, dass die insgesamt hohen sozialen Mobilitätswerte bei der zweiten Generation aus zwei einander gegenläufigen Tendenzen zusammengesetzt sind: Einerseits absolvieren Angehörige der zweiten Generation bei gleichbleibenden Ausgangsbedingungen häufiger eine Ausbildung auf der Tertiärstufe als gleichaltrige Schweizer Kinder. Andererseits ist bei ihnen aber auch der Anteil derjenigen Jugendlichen und jungen Erwachsenen höher, die nach der obligatorischen Schulbildung keine weiteren Ausbildungen absolvieren und damit auf einer minimalen Ausbildungsstufe verbleiben – und dies unabhängig davon, welche Ausbildung die Eltern absolviert haben. Mit anderen Worten zeichnen sich Angehörige der zweiten Generation nicht nur durch höhere Aufstiegschancen, sondern auch durch ein erhöhtes Abstiegsrisiko aus.

Die Gründe, die dazu führen, dass Angehörige der zweiten Generation ihre schulische Karriere abbrechen oder gar nicht erst in Angriff nehmen, lassen sich auf der Basis der hier analysierten Daten nicht eruieren. Nicht auszuschliessen ist, dass gerade die hohe Aufstiegs motivation von vielen Jugendlichen ausländischer Herkunft, die zu dem insgesamt guten Abschneiden der zweiten Generation beiträgt, auch ein hohes Potential für Enttäuschungen bereithält: zum Beispiel dann, wenn realisiert werden muss, dass trotz grossem Einsatz die hochgesteckten Ziele nicht erreicht werden können, oder wenn aufgrund wiederholter Erfahrungen von Diskriminierung und Fremdenfeindlichkeit die Hoffnung aufgegeben wird, jemals zu voller gesellschaftlicher Anerkennung zu gelangen. – Was auch immer die Gründe für den beobachteten sozialen Abstieg sind: Es gilt, die Realität all jener Jugendlichen der zweiten Generation, die auf einem minimalen Bildungsniveau verblieben sind, ernst zu nehmen und auf der Basis vertiefter Kenntnisse ihrer spezifischen Lebenssituation Massnahmen zu entwickeln, die der Gefahr eines nachhaltigen Ausschlusses entgegenwirken.

Die zweite Generation, dies soll abschliessend noch einmal betont werden, stellt keineswegs eine gleichsam „natürliche Einheit“ dar, sondern sie ist, was ihre sozialstrukturelle Position betrifft, eine sehr heterogene Bevölkerungsgruppe. Nebst den genannten Unterschieden entlang der nationalen Herkunft und entlang des Einbürgerungsstatus kommt darin nicht zuletzt zum Ausdruck, dass auch Migrantinnen und Migranten der ersten Generation – und damit die Eltern der hier interessierenden Gruppe – unterschiedlich gut qualifiziert sind, was sich in der vorliegenden Studie am Beispiel der Deutschen und ihrer Kinder gut aufzeigen liess. Ungeachtet dessen, dass viele und immer mehr Migrantinnen und Migranten zu den hochqualifizierten Arbeitskräften gehören, und ungeachtet der weitgehend erfolgreichen sozialen Positionierungsprozesse der zweiten Generation wird Migration im öffentlichen und politischen Diskurs nach wie vor primär als Problem wahrgenommen und behandelt. Mit Blick auf die hier präsentierten Befunde scheint es angebracht, bei allem ernsthaften und verantwortungsvollen Umgang mit auftauchenden Problemen sich der vielen positiven Effekte und Aspekte im Zusammenhang mit Migration und der beeindruckenden Integrationsleistungen der Migrantinnen und Migranten jeder Generation bewusst zu werden.

## LITERATURNACHWEISE

---

Achermann C. und Gass S. (2003), Staatsbürgerschaft und soziale Schliessung, Zürich: Seismo

Apitzsch, U. (1996), Migration und Traditionsbildung. Biographien Jugendlicher ausländischer Herkunft, in: Politische Kultur und politische Bildung Jugendlicher ausländischer Herkunft, S. 11–30

BFS (1994), Die Raumgliederungen der Schweiz, Bern: Bundesamt für Statistik

Bauer P. und Riphahn R.T. (2004), Heterogeneity in the Intergenerational Transmission of Educational Attainment: Evidence on Natives and Second Generation Immigrants, Bonn: IZA Discussion Paper

Bolzmann C., Fibbi R. und Vial M. (2003), Was ist aus ihnen geworden? Der Integrationsprozess der jungen Erwachsenen, in: Wicker H.-R., Fibbi R., Haug W. (Hrsg.), Migration und die Schweiz, Zürich: Seismo Verlag

Bourdieu P. (1983), Ökonomisches Kapital, kulturelles Kapital, soziales Kapital, in: Kreckel R. (Hg.), Soziale Ungleichheiten, Göttingen: Schwartz, S. 183–198

Buchmann M., König M., Li J.H. und Sacchi S. (1996), Berufliche Aufstiegschancen und Abstiegsrisiken im Wandel, Bern: Bundesamt für Statistik

Crul M. (2000), Breaking the Circle of Disadvantage. Social Mobility of Second-Generation Maroccans and Turks in the Netherlands, in: Vermeulen H., Perlmann J. (Hg.), Immigrants, Schooling and Social Mobility. Does Culture make a Difference? London/New York: Macmillan Press

Crul M. und Doomernik J. (2003), The Turkish and the Moroccan Second Generation in the Netherlands: Divergent Trends between and Polarization within the two Groups, in: International Migration Review 37/4, S. 1039–1064

Elias N. und Scotson J.L. (1990), Etablierte und Aussenseiter. Zur Theorie von Etablierten-Aussenseiter-Beziehungen, Frankfurt am Main: Suhrkamp

Fibbi R., Kaya B. und Piguët E. (2003), Nomen est omen: Quand s'appeler Pierre, Afrim ou Mehmet fait la différence (Synthese im Rahmen des NFP 43, Bildung und Beschäftigung), Bern: Schweizerischer Nationalfonds

Flückiger Y. und Ramirez J. (2003), Hierarchische Stellung im Betrieb und Segregation nach Herkunft in der Schweiz, in: Wicker H.-R., Fibbi R., Haug W. (Hrsg.), Migration und die Schweiz, Zürich: Seismo Verlag

Ganzeboom H.B.G. und Treiman D.J. (2003), Three Internationally Standardised Measures for Comparative Research on Occupational Status, in: Hoffmeyer-Zlotnik J.H.P., Wolf C. (Hrsg.),

Advances in Cross-National Comparison. A European Working Book for Demographic and Socio-Economic Change, New York. u.a.: Kluwer/Plenum

Ganzeboom H.B.G., De Graaf P.M. und Treiman D.J. (1992), A Standard International Socio-Economic Index of Occupational Status, in: Social Science Research 21, S. 1–56

Hoffmann-Nowotny H.-J. (1973), Soziologie des Fremdarbeiterproblems. Eine theoretische und empirische Analyse am Beispiel der Schweiz, Stuttgart: Ferdinand Enke

Hullen G. (1995), Der Auszug aus dem Elternhaus im Vergleich von West- und Ostdeutschland. Ergebnisse des Family and Fertility Surveys (FFS) 1992, in: Zeitschrift für Bevölkerungswissenschaft 20, S. 141–158

Juhász A. und Mey E. (2003), Die zweite Generation: Etablierte oder Aussenseiter? Biographien von Jugendlichen ausländischer Herkunft, Wiesbaden: Westdeutscher Verlag

Kronig W., Haeberlein U. und Eckhart M. (2000), Immigrantenkinder und schulische Selektion, Bern: Haupt

Krüger H. (1995), Prozessuale Ungleichheit. Geschlecht und Institutionenverknüpfungen im Lebenslauf, in: Berger P.A., Sopp P. (Hg.), Sozialstruktur und Lebenslauf, Opladen: Leske und Budrich

Leenen W.R., Grosch H. und Kreidt U. (1990), Bildungsverständnis, Plazierungsverhalten und Generationenkonflikt in türkischen Migrantenfamilien. Ergebnisse qualitativer Interviews mit „bildungserfolgreichen“ Migranten der Zweiten Generation, in: Zeitschrift für Pädagogik 36, S. 753–771

Mayer K.U. und Blossfeld H.-P. (1990), Die gesellschaftliche Konstruktion sozialer Ungleichheit im Lebensverlauf, in: Berger P.A., Hradil S. (Hg.), Lebenslagen, Lebensläufe, Lebensstile, Soziale Welt, Sonderband 7, Göttingen: Schwartz, S. 297–318

Müller R. (2001), Die Situation der ausländischen Jugendlichen auf der Sekundarstufe II in der Schweizer Schule – Integration oder Benachteiligung?, in: Schweizerische Zeitschrift für Bildungswissenschaften 3, S. 47–80

Nauck B. (1994), Erziehungsklima, intergenerative Transmission und Sozialisation von Jugendlichen in türkischen Migrantenfamilien, in: Zeitschrift für Pädagogik 40, S. 43–62

Schneider T. (2004), Der Einfluss des Einkommens der Eltern auf die Schulwahl, in: Zeitschrift für Soziologie 33, S. 471–492

Seifert W. (1992), Die Zweite Ausländergeneration in der Bundesrepublik. Längsschnittbeobachtungen in der Berufseinstiegsphase, in: Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie 44, S. 677–696

Simon P. (2003), France and the Unknown Second Generation: Preliminary Results on Social Mobility, in: International Migration Review 37/4, S. 1091–1119

Stamm H. und Lamprecht M. (2005), *Entwicklung der Sozialstruktur*, Neuchâtel: Bundesamt für Statistik (erscheint demnächst)

Steiner P. und Wicker H.-R. (Hg.) (2004), *Paradoxien im Bürgerrecht*, Zürich: Seismo

Stolz J. (2001), *Einstellungen zu Ausländern und Ausländerinnen 1969 und 1995*, in: Hoffmann-Nowotny H.-J., *Das Fremde in der Schweiz*, Zürich: Seismo Verlag

Thränhardt D. und Hunger U. (Hg.) (2000), *Einwanderer-Netzwerke und ihre Integrationsqualität in Deutschland und Israel*, Münster: Lit

Weber M. (1922, 71988), *Wirtschaft und Gesellschaft. Grundriss der verstehenden Soziologie*, Tübingen: Mohr

Wilpert C. (1980), *Die Zukunft der Zweiten Generation. Erwartungen und Verhaltensmöglichkeiten ausländischer Kinder*, Königstein: Anton Hain

Worbs S. (2003), *The Second Generation in Germany: Between School and Labour Market*, in: *International Migration Review* 37/4, S. 1010–1038

Ziegler R. und Schladt D. (1993), *Auszug aus dem Elternhaus und Hausstandsgründung*, in: Dieckmann A. und Weick S. (Hrsg.), *Der Familienzyklus als sozialer Prozess. Bevölkerungssoziologische Untersuchungen mit Methoden der Ereignisanalyse*, Berlin: Duncker & Humblot, S. 66–85





## ABBILDUNGSVERZEICHNIS

---

### *Verzeichnis der Tabellen*

1. Operationalisierung der zweiten Generation mit Anteilen an der zivilrechtlichen Wohnbevölkerung (in %), 2000	S. 71
2. Bestimmungsfaktoren des Bildungserwerbs: In der Schweiz geborene Jugendliche des Jahrgangs 1980, 2000	S. 94
3. Fehlende Berufsangaben nach Migrationsgeneration und Ausbildung, 17- bis 65-jährige Wohnbevölkerung, 2000	S. 100
4. Bestimmungsfaktoren des Erwerbsstatus, 2000	S. 112
5. Bestimmungsfaktoren des Berufsprestiges, 2000	S. 118

### *Verzeichnis der Grafiken*

1. Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration und Einbürgerungsstatus, 2000	S. 73
2. Prozentualer Anteil der Wohnbevölkerung nach Altersgruppen, Migrationsgeneration und Einbürgerungsstatus, 2000	S. 74
3. Zweite Generation nach Altersgruppen und Nationalität (in %), 2000	S. 75
4. 15- bis 29-jährige ausländische Wohnbevölkerung nach Nationalität und Migrationsgeneration, 2000	S. 76
5. 17-jährige Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration und Ausbildung (in %), 2000	S. 79
6. 17-jährige Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration, Einbürgerungsstatus und Ausbildung (in %), 2000	S. 80
7. 25-jährige Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration, Einbürgerungsstatus und Ausbildung (in %), 2000	S. 81
8. 20- bis 24-Jährige der zweiten Generation nach Geschlecht, Nationalität und Ausbildung (in %), 2000	S. 83
9. 20- bis 24-jährige Wohnbevölkerung nach Sprachregion, Stadt-Land-Typologie, Migrationsgeneration und Ausbildung (in %), 2000	S. 85
10. In der Schweiz geborene 20-Jährige nach höchster Ausbildung der Eltern, eigener Ausbildung und Migrationsgeneration (in %), 2000	S. 87
11. In der Schweiz geborene 20-Jährige nach sozioökonomischer Klasse der Eltern, Migrationsstatus und Ausbildung des Kindes (in %), 2000	S. 89
12. Einbürgerung der zweiten Generation nach Ausbildung der Eltern, 2000	S. 90
13. 20-Jährige der zweiten Generation nach Ausbildung der Eltern, Einbürgerungsstatus und eigener Ausbildung (in %), 2000	S. 91
14. 20-Jährige der zweiten Generation nach Alter bei der Einbürgerung und Ausbildung (in %), 2000	S. 92
15. Erwerbstätigenanteile der Wohnbevölkerung nach Alter, Migrationsgeneration und Einbürgerungsstatus, 2000	S. 102
16. Rentner/innenanteile nach Migrationsgeneration und Alter, 2000	S. 103
17. Erwerbslosenanteil der 25- bis 29-jährigen Wohnbevölkerung nach Nationalität, Geschlecht und Migrationsgeneration, 2000	S. 104
18. Prozentualer Anteil der 20- bis 39-jährigen Wohnbevölkerung nach Geschlecht, Branche und Migrationsgeneration, 2000	S. 105

19. In der Schweiz geborene 20- bis 39-Jährige nach Nationalität und Branche, 2000	S. 106
20. Prozentualer Anteil der 20- bis 39-jährigen Wohnbevölkerung nach beruflicher Stellung und Migrationsgeneration, 2000	S. 108
21. Prestigewerte der Wohnbevölkerung nach Alter und Migrationsgeneration, 2000	S. 109
22. Prestigewerte der Wohnbevölkerung nach Alter, Migrationsgeneration und Einbürgerungsstatus, 2000	S. 110
23. In der Schweiz geborene 25- bis 29-Jährige nach Geschlecht, Ausbildung, Migrationsgeneration und Erwerbstatus (in %), 2000	S. 111
24. Berufsprestige der Wohnbevölkerung nach Altersgruppen, Ausbildung und Migrationsgeneration, 2000	S. 114
25. Berufsprestige der zweiten Generation nach Altersgruppen, Ausbildung, Einbürgerungsstatus und Nationalität, 2000	S. 116
26. Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration, 1970–2000	S. 122
27. Prozentualer Anteil der Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration, 1970–2000	S. 122
28. Zweite Generation nach Altersgruppen (in %), 1970–2000	S. 123
29. Zweite Generation nach Nationalität, 1970–2000	S. 124
30. Tertiärbildung der 20- bis 39-jährigen Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration, 1980–2000	S. 125
31. Berufsprestige der 20- bis 39-jährigen Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration, 1970–2000	S. 126
32. Berufsprestige der Immigrantinnen und Immigranten aus Italien, nach Geburtskohorten, 1970–2000	S. 127
33. Berufsprestige der Immigrantinnen und Immigranten aus Deutschland, nach Geburtskohorten, 1970–2000	S. 128
34. Berufsprestige der Immigrantinnen und Immigranten aus (Ex-)Jugoslawien, nach Geburtskohorten, 1970–2000	S. 129



## ANHANG

---

**Tabelle A1: Wohnbevölkerung nach Altersgruppen, Migrationsgeneration und Einbürgerungsstatus, 2000**

	1.Generation nicht eingebürgert	1.Generation eingebürgert	2.Generation nicht eingebürgert	2.Generation eingebürgert	Schweizer/in seit Geburt	N (=100%)
0-9 Jahre	5.7	0.3	18.9	1.0	74.1	764 446
10-19 Jahre	13.0	1.3	8.2	2.1	75.4	648 492
20-29 Jahre	21.4	2.3	5.9	3.7	66.7	922 114
30-39 Jahre	23.5	4.7	3.7	4.1	64.1	1 051 168
40-49 Jahre	20.1	7.0	0.9	1.8	70.2	1 193 663
50-59 Jahre	15.7	8.0	0.5	1.0	74.8	895 145
60-69 Jahre	13.3	10.9	0.4	1.6	73.9	840 292
70 Jahre und mehr	5.4	6.5	0.5	2.1	85.6	803 816
Total	15.6	5.0	4.8	2.3	72.4	7 119 136

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS

Exklusive Personen ohne Angabe.

Vgl. Grafik 2 im Haupttext.

**Tabelle A2: Wohnbevölkerung nach Nationalität und Migrationsgeneration, 2000**

	1.Generation		2.Generation		Total	
	N	%	N	%	N	%
Schweiz	357 064	24.3	160 922	32.3	517 986	26.3
Italien	200 301	13.6	119 546	24.0	319 847	16.3
Jugoslawien	162 421	11.1	44 946	9.0	207 367	10.5
Portugal	111 329	7.6	28 610	5.7	139 939	7.1
Deutschland	97 170	6.6	13 710	2.8	110 880	5.6
Spanien	58 133	4.0	25 312	5.1	83 445	4.2
Türkei	55 522	3.8	26 274	5.3	81 796	4.2
Frankreich	52 681	3.6	8 488	1.7	61 169	3.1
Mazedonien	44 742	3.1	10 461	2.1	55 203	2.8
Bosnien	36 568	2.5	9 290	1.9	45 858	2.3
Kroatien	32 042	2.2	10 733	2.2	42 775	2.2
Sri Lanka	22 409	1.5	8 313	1.7	30 722	1.6
Österreich	24 569	1.7	4 730	1.0	29 299	1.5
Osteuropa	23 485	1.6	1 617	0.3	25 102	1.3
Andere Europa	60 532	4.1	10 355	2.1	70 887	3.6
Afrika	36 347	2.5	6 270	1.3	42 617	2.2
Amerika	44 098	3.0	3 325	0.7	47 423	2.4
Andere	48 840	3.3	6 158	1.2	54 998	2.8
Total	1 468 253	100	499 060	100	1 967 313	100

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS

Exklusive Personen ohne Angabe.

		Schweiz	Italien	Jugoslawien	Portugal	Deutschland	Spanien	Turkei
0-9 Jahre	N	8 158	26 067	32 221	20 286	4 959	6 738	13 012
	%	5.1	16.3	20.2	12.7	3.1	4.2	8.2
10-19 Jahre	N	17 564	23 792	7 634	5 935	1 958	6 205	8 574
	%	20.3	27.5	8.8	6.9	2.3	7.2	9.9
20-29 Jahre	N	32 870	30 741	2 022	851	2 258	7 492	3 210
	%	38.2	35.7	2.4	1.0	2.6	8.7	3.7
30-39 Jahre	N	48 573	28 965	1 322	890	2 787	3 878	859
	%	52.5	31.3	1.4	1.0	3.0	4.2	0.9
40-49 Jahre	N	18 470	4 571	1 061	539	650	434	379
	%	65.2	16.1	3.8	1.9	2.3	1.5	1.3
50-59 Jahre	N	9 169	1 939	514	90	268	382	172
	%	67.8	14.3	3.8	0.7	2.0	2.8	1.3
60-69 Jahre	N	10 154	1 436	140	16	350	141	47
	%	79.4	11.2	1.1	0.1	2.7	1.1	0.4
70 Jahre und mehr	N	15 964	2 035	32	3	480	42	21
	%	82.1	10.5	0.2	0.0	2.5	0.2	0.1
Total	N	160 922	119 546	44 946	28 610	13 710	25 312	26 274
	%	32.3	24.0	9.0	5.7	2.8	5.1	5.3
		Frankreich	Mazedonien	Bosnien	Kroatien	Andere	Total	
0-9 Jahre	N	3 606	7 481	6 784	6 560	23 842	159 714	
	%	2.3	4.7	4.3	4.1	14.9	100	
10-19 Jahre	N	1 732	1 738	1 684	2 744	7 122	86 682	
	%	2.0	2.0	1.9	3.2	8.2	100	
20-29 Jahre	N	1 165	432	343	865	3 812	86 061	
	%	1.4	0.5	0.4	1.0	4.4	100	
30-39 Jahre	N	899	329	193	227	3 596	92 518	
	%	1.0	0.4	0.2	0.3	3.9	100	
40-49 Jahre	N	261	350	160	207	1 233	28 315	
	%	0.9	1.2	0.6	0.7	4.4	100	
50-59 Jahre	N	216	106	90	99	476	13 521	
	%	1.6	0.8	0.7	0.7	3.5	100	
60-69 Jahre	N	158	18	26	27	284	12 797	
	%	1.2	0.1	0.2	0.2	2.2	100	
70 Jahre und mehr	N	451	7	10	4	403	19 452	
	%	2.3	0.0	0.1	0.0	2.1	100	
Total	N	8 488	10 461	9 290	10 733	40 768	499 060	
	%	1.7	2.1	1.9	2.2	8.2	100	

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS  
Vgl. Grafik 3 im Haupttext.

**Tabelle A4: Wohnbevölkerung nach Nationalität und Migrationsgeneration, 2000**

		Neu Zugewanderte	1.Generation	2.Generation	Schweizer/in seit Geburt	Total
Schweiz	N	0	357 064	160 922	5 151 823	5 669 809
	%	0.0	6.3	2.8	90.9	100.0
Italien	N	14 180	186 121	119 546	0	319 847
	%	4.4	58.2	37.4	0.0	100.0
Jugoslawien	N	32 031	130 390	44 946	0	207 367
	%	15.5	62.9	21.7	0.0	100.0
Portugal	N	16 780	94 549	28 610	0	139 939
	%	12.0	67.6	20.4	0.0	100.0
Deutschland	N	33 383	63 787	13 710	0	110 880
	%	30.1	57.5	12.4	0.0	100.0
Spanien	N	4 192	53 941	25 312	0	83 445
	%	5.0	64.6	30.3	0.0	100.0
Türkei	N	8 875	46 647	26 274	0	81 796
	%	10.9	57.0	32.1	0.0	100.0
Frankreich	N	17 225	35 456	8 488	0	61 169
	%	28.2	58.0	13.9	0.0	100.0
Mazedonien	N	8 678	36 064	10 461	0	55 203
	%	15.7	65.3	19.0	0.0	100.0
Bosnien	N	3 832	32 736	9 290	0	45 858
	%	8.4	71.4	20.3	0.0	100.0
Kroatien	N	2 071	29 971	10 733	0	42 775
	%	4.8	70.1	25.1	0.0	100.0
Andere	N	109 359	150 921	40 768	0	301 048
	%	36.3	50.1	13.5	0.0	100.0
Total	N	250 606	1 217 647	499 060	5 151 823	7 119 136
	%	3.5	17.1	7.0	72.4	100.0

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS

Exklusive Personen ohne Angabe.

Neu Zugewanderte = Angehörige der nicht eingebürgerten ersten Generation, die vor fünf Jahren noch im Ausland gelebt haben.

**Tabelle A5: 17-jährige Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration und Ausbildung, 2000**

	Kein Abschluss	Sekundarstufe I	Sekundarstufe IIa	Sekundarstufe IIb	N (=100%)
Schweizer/in seit Geburt	0.8	14.8	58.2	26.2	60 117
2.Generation	2.0	24.0	51.6	22.4	7 277
1.Generation	4.7	39.4	37.8	18.1	11 898
Total	1.5	19.3	54.6	24.7	79 292

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS

Höchste abgeschlossene oder gegenwärtige Ausbildung, exklusive Personen ohne Angabe.

Vgl. Grafik 5 im Haupttext.

**Tabelle A6: 17-jährige Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration, Einbürgerungsstatus und Ausbildung, 2000**

	Kein Abschluss	Sekundarstufe I	Sekundarstufe IIa	Sekundarstufe IIb	N (=100%)
Schweizer/in seit Geburt	0.8	14.8	58.2	26.2	60 117
2.Generation eingebürgert	0.8	18.6	48.9	31.7	2 069
2.Generation nicht eingebürgert	2.4	26.1	52.7	18.8	5 208
1.Generation eingebürgert	1.4	28.0	45.8	24.9	1 306
1.Generation nicht eingebürgert	4.4	36.9	44.8	13.9	7 713
Neu Zugewanderte	7.1	51.5	15.5	26.0	2 879
Total	1.5	19.3	54.6	24.7	79 292

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS

Höchste abgeschlossene oder gegenwärtige Ausbildung, exklusive Personen ohne Angabe.

Vgl. Grafik 6 im Haupttext.

**Tabelle A7: 25-jährige Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration, Einbürgerungsstatus und Ausbildung, 2000**

	Kein Abschluss	Sekundarstufe I	Sekundarstufe IIa	Sekundarstufe IIb	Tertiärstufe a	Tertiärstufe b	N (=100%)
Schweizer/in seit Geburt	0.6	6.1	50.4	10.5	15.1	17.4	55 772
2.Generation eingebürgert	0.4	5.8	42.4	10.3	14.0	27.2	3 311
2.Generation nicht eingebürgert	2.2	14.8	54.5	6.5	11.6	10.3	5 418
1.Generation eingebürgert	0.8	10.4	38.8	11.5	12.1	26.4	1 776
1.Generation nicht eingebürgert	8.2	45.3	28.6	6.6	4.4	7.0	9 254
Neu Zugewanderte	6.2	33.2	13.9	11.1	7.2	28.4	7 779
Total	2.1	13.6	44.3	9.9	12.8	17.4	83 310

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS

Höchste abgeschlossene oder gegenwärtige Ausbildung, exklusive Personen ohne Angabe.

Vgl. Grafik 7 im Haupttext.

**Tabelle A8: 20- bis 24-Jährige der zweiten Generation nach Geschlecht, Nationalität und Ausbildung, 2000**

	Kein Abschluss	Sekundarstufe I	Sekundarstufe IIa	Sekundarstufe IIb	Tertiärstufe a	Tertiärstufe b	N (=100%)
<b>Männer</b>							
Schweiz	0.5	7.3	42.4	12.9	9.1	27.8	5 934
Italien	1.2	13.3	61.8	7.2	8.4	8.2	7 278
Jugoslawien	8.5	35.6	43.8	6.4	3.7	2.1	436
Portugal	4.9	23.4	47.9	7.6	5.7	10.6	265
Deutschland	0.4	4.6	36.3	15.3	10.1	33.2	476
Spanien	0.8	12.5	53.6	9.7	8.4	14.9	1 941
Türkei	5.2	30.5	50.8	4.1	4.8	4.5	1 137
Andere	1.7	15.5	41.9	10.0	8.4	22.7	1 689
Total	1.4	13.0	51.3	9.5	8.3	16.5	19 156
<b>Frauen</b>							
Schweiz	0.5	6.9	44.5	15.8	7.8	24.6	7 643
Italien	1.5	15.4	62.4	10.2	4.5	5.9	4 930
Jugoslawien	11.1	41.7	34.9	6.3	1.7	4.4	413
Portugal	5.3	27.1	46.3	8.5	5.9	6.9	188
Deutschland	0.9	7.6	37.7	19.9	6.6	27.3	472
Spanien	0.9	10.5	56.5	12.2	6.3	13.5	1 595
Türkei	6.2	35.8	46.5	5.7	1.5	4.4	732
Andere	2.3	16.0	39.7	14.1	5.8	22.1	1 404
Total	1.5	12.6	50.0	13.1	6.1	16.1	17 377

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS

Höchste abgeschlossene oder gegenwärtige Ausbildung, exklusive Personen ohne Angabe.

Vgl. Grafik 8 im Haupttext.



**Tabelle A9: 20- bis 24-jährige Wohnbevölkerung nach Sprachregion, Stadt Land-Typologie, Migrationsgeneration und Ausbildung, 2000**

	Sekundarstufe I	Sekundarstufe II	Tertiärstufe	N (=100%)
<b>Deutsches und Romanisches Sprachgebiet</b>				
2.Generation	16.5	65.8	17.6	24 297
Schweizer/in seit Geburt	7.2	71.7	21.2	214 832
<b>Französisches Sprachgebiet</b>				
2.Generation	10.3	52.6	37.1	9 851
Schweizer/in seit Geburt	7.5	55.9	36.6	60 722
<b>Italienisches Sprachgebiet</b>				
2.Generation	7.9	60.2	31.9	2 385
Schweizer/in seit Geburt	6.8	56.6	36.6	11 107
<b>Stadt</b>				
2.Generation	14.6	61.0	24.4	14 548
Schweizer/in seit Geburt	8.6	62.5	28.9	70 192
<b>Agglomeration</b>				
2.Generation	13.6	61.9	24.5	17 340
Schweizer/in seit Geburt	6.7	66.4	27.0	125 749
<b>Land</b>				
2.Generation	16.1	64.5	19.4	4 645
Schweizer/in seit Geburt	7.0	73.7	19.3	90 720

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS

Höchste abgeschlossene oder gegenwärtige Ausbildung, exklusive Personen ohne Angabe.

Vgl. Grafik 9 im Haupttext.

**Tabelle A10: Mobilitätskoeffizienten der 20-jährigen Wohnbevölkerung nach Migrationsgeneration und Einbürgerungsstatus, 2000**

Mobilitätskoeffizienten	1.Generation		2.Generation		Schweizer/in seit Geburt
	Nicht eingebürgert	Eingebürgert	Nicht eingebürgert	Eingebürgert	
Spearman's rho*	0.39	0.40	0.27	0.39	0.36
Mittelwert Bildungsdifferenz (Rangpunkten) **	0.43	0.17	0.84	0.64	-0.12

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS

Jugendliche die im Haushalt der Eltern leben.

\* Spearman's rho berechnet die Stärke des Zusammenhangs zwischen der höchsten Ausbildung der Eltern (Vater oder Mutter) und der Ausbildung der Kinder in Rangpunkten aufgrund der 6-stufigen Skala; ein höherer Wert bedeutet einen höheren Zusammenhang, d.h., dass die Bildung der Eltern diejenige des Sohnes oder der Tochter in hohem Mass bestimmt. Bei nicht gesonderter Betrachtung der eingebürgerten und nicht eingebürgerten zweiten Generation beträgt Spearman's rho 0.34

\*\* Die Differenz der Bildungsrankpunkte (von 0 – ohne Ausbildung – bis 5 – Hochschule) gibt Auskunft über die Richtung des Zusammenhangs. Sie bezeichnet die Anzahl der Bildungsstufen oder Ränge, welche die Kinder über oder unter dem Rang des Vaters liegen. Offensichtlich haben Migrationsjugendliche, vor allem jene der zweiten Generation, im Unterschied zu gebürtigen Schweizerinnen und Schweizern mit 20 Jahren den Ausbildungsstand ihrer Eltern bereits erreicht oder gar übertroffen. Der der Ausgangsskala eher angemessene Median der Differenz beträgt für die zweite Generation 1, für die übrigen Gruppen 0.

**Tabelle A11: In der Schweiz geborene 20-Jährige nach höchster Ausbildung der Eltern, eigener Ausbildung und Migrationsgeneration (in %), 2000**

Bildung der Eltern	Migrations- generation der Jugendlichen	Bildung der Jugendlichen					N (=100%)
		Sekundar- stufe I	Sekundar- stufe IIa	Sekundar- stufe IIb	Tertiär- stufe a	Tertiär- stufe b	
Sekundarstufe I	Schweizer/in seit Geburt	15.0	68.0	10.4	2.3	4.3	5 570
	2.Generation	17.9	59.5	12.4	2.6	7.7	2 231
Sekundarstufe IIa	Schweizer/in seit Geburt	5.6	67.2	16.7	3.1	7.4	23 576
	2.Generation	10.0	59.2	15.4	4.4	11.0	1 218
Sekundarstufe IIb	Schweizer/in seit Geburt	4.2	38.7	33.4	3.7	20.1	3 835
	2.Generation	9.9	38.8	24.5	4.5	22.4	335
Tertiärstufe a	Schweizer/in seit Geburt	3.7	50.4	26.4	4.9	14.7	9 541
	2.Generation	9.0	31.3	29.2	8.7	21.7	332
Tertiärstufe b	Schweizer/in seit Geburt	3.3	20.6	36.8	3.5	36.0	6 536
	2.Generation	5.3	10.4	27.9	3.5	53.0	491

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS

Jugendliche die im Haushalt der Eltern leben, exklusive Personen ohne Angabe.

Ausbildung der Eltern: höchste abgeschlossene Ausbildung (Mutter oder Vater), Ausbildung der Kinder: höchste abgeschlossene oder aktuelle Ausbildung.

Vgl. Grafik 10 im Haupttext.

**Tabelle A12: 20-Jährige der zweiten Generation nach Ausbildung der Eltern, Einbürgerung und eigener Ausbildung, 2000**

Bildung der Eltern	Einbürgerungs- status der Jugendlichen	Bildung der Jugendlichen					N (=100%)
		Sekundar- stufe I	Sekundar- stufe IIa	Sekundar- stufe IIb	Tertiär- stufe a	Tertiär- stufe b	
Sekundarstufe I	Nicht eingebürgert	20.2	61.8	10.0	2.7	5.5	2 327
	Eingebürgert	10.9	59.3	16.1	3.3	10.4	808
Sekundarstufe II	Nicht eingebürgert	12.6	56.6	15.5	4.1	11.1	927
	Eingebürgert	6.1	52.1	20.0	5.0	16.9	626
Tertiärstufe	Nicht eingebürgert	8.6	25.1	27.0	5.9	33.4	359
	Eingebürgert	5.4	14.0	29.5	5.4	45.7	464

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS

Jugendliche die im Haushalt der Eltern leben, exklusive Personen ohne Angabe.

Vgl. Grafik 13 im Haupttext.

**Tabelle A13: 20-Jährige der zweiten Generation nach Alter bei der Einbürgerung und Ausbildung, 2000**

	Sekundar- stufe I	Sekundar- stufe IIa	Sekundar- stufe IIb	Tertiär- stufe a	Tertiär- stufe b	N (=100%)
Nicht eingebürgert	17.6	57.1	12.7	3.3	9.3	3 863
0-4 Jahre	6.8	33.3	21.4	6.8	31.6	117
5-9 Jahre	8.4	32.2	23.8	4.0	31.7	202
10-14 Jahre	8.4	37.7	23.1	4.9	26.0	308
15-19 Jahre	8.6	52.8	19.1	3.8	15.7	1 145

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS

Jugendliche die im Haushalt der Eltern leben, exklusive Personen ohne Angabe.

Vgl. Grafik 14 im Haupttext.

**Tabelle A14: Erwerbslosenanteil der 25- bis 29-jährigen Wohnbevölkerung nach Geschlecht, Nationalität und Migrationsgeneration, 2000**

		Neu Zugewanderte	1.Generation	2.Generation	Schweizer seit Geburt
<b>Männer</b>					
Schweiz	N	-	242	306	3 837
	%		5.2	3.6	2.5
Italien	N	45	162	383	-
	%	2.8	4.3	3.5	
Jugoslawien	N	255	372	31	-
	%	12.4	5.2	6.9	
Portugal	N	10	110	7	-
	%	0.5	2.5	3.6	
Deutschland	N	22	22	19	-
	%	0.8	2.6	2.9	
Spanien	N	7	69	100	-
	%	2.1	4.6	4.6	
Türkei	N	178	204	48	-
	%	16.5	7.5	6.6	
Andere	N	984	558	123	-
	%	8.4	5.7	6.9	
<b>Frauen</b>					
Schweiz	N		400	385	3 799
	%		6.4	3.6	2.5
Italien	N	126	184	294	-
	%	11.7	7.3	3.9	
Jugoslawien	N	397	851	81	-
	%	22.1	12.6	16.3	
Portugal	N	128	290	13	-
	%	7.8	5.4	8.0	
Deutschland	N	68	40	18	-
	%	2.3	3.5	2.8	
Spanien	N	37	70	83	-
	%	7.9	5.1	4.8	
Türkei	N	195	418	49	-
	%	29.0	13.9	9.9	
Andere	N	2 245	1 366	127	-
	%	13.3	10.8	8.2	

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS

Exklusive Personen ohne Angabe.

Vgl. Grafik 17 im Haupttext.

<b>Tabelle A15: 20- bis 39-jährige Wohnbevölkerung nach Geschlecht, Branche und Migrationsgeneration, 2000</b>					
	Neu Zugewanderte	1.Generation	2.Generation	Schweizer/in seit Geburt	Total
<b>Männer</b>					
Landwirtschaft	3.3	2.1	0.8	5.3	4.2
Gewerbe, Industrie	18.0	25.1	22.0	21.1	21.7
Bau	11.7	17.8	10.0	11.1	12.3
Auto	0.9	3.5	5.7	3.4	3.5
Grosshandel	6.0	5.6	7.6	6.1	6.2
Detailhandel	3.5	5.7	6.2	5.5	5.5
Gastgewerbe	16.0	10.7	3.2	2.7	5.0
Verkehr, Kommunikation	4.3	6.0	7.3	8.6	7.8
Finanz	5.8	3.8	9.9	7.5	6.9
Informatik	3.9	1.6	3.4	2.9	2.8
Ingenieurwesen/Architektur	1.4	1.3	3.2	3.3	2.8
Bildung	6.0	1.8	2.9	3.7	3.4
Gesundheit/Soziales	4.9	4.8	3.6	3.7	4.0
Verwaltung	0.7	1.4	3.5	5.9	4.6
Andere	13.7	8.8	10.8	9.2	9.5
N (=100%)	47 449	150 557	74 131	566 078	838 215
<b>Frauen</b>					
Landwirtschaft	1.5	1.1	0.6	2.7	2.2
Gewerbe, Industrie	12.2	18.1	13.0	9.8	11.7
Bau	0.8	1.1	1.7	2.0	1.8
Auto	0.5	0.7	1.0	1.0	0.9
Grosshandel	4.6	4.1	6.2	4.8	4.8
Detailhandel	6.9	12.4	12.5	12.7	12.4
Gastgewerbe	21.3	13.8	3.7	5.5	7.7
Verkehr, Kommunikation	3.4	3.6	6.8	6.4	5.7
Finanz	4.8	4.9	11.4	7.6	7.3
Informatik	1.8	0.8	1.5	1.2	1.2
Ingenieurwesen/Architektur	1.1	0.9	1.5	1.6	1.4
Bildung	7.7	4.2	6.1	9.1	7.9
Gesundheit/Soziales	15.2	18.5	13.4	17.7	17.3
Verwaltung	0.8	1.8	4.4	5.0	4.2
Andere	17.5	14.1	16.3	12.9	13.7
N (=100%)	34 934	121 157	59 044	450 236	665 371

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS

Exklusive Personen ohne Angabe.

Vgl. Grafik 18 im Haupttext.

<b>Tabelle A16: In der Schweiz geborene 20- bis 39-Jährige nach Branche und Nationalität, 2000</b>					
	Schweizer/in seit Geburt	Schweizer/in eingebürgert	Italien	Jugoslawien	Portugal
Landwirtschaft	4.1	0.9	0.4	2.1	3.1
Gewerbe, Industrie	16.1	14.3	20.7	26.9	18.7
Bau	7.1	4.3	8.4	13.7	14.6
Auto	2.4	2.1	5.9	2.8	4.0
Grosshandel	5.5	6.5	8.1	4.6	3.5
Detailhandel	8.7	7.4	10.8	9.6	9.0
Gastgewerbe	4.0	2.6	3.1	10.1	13.7
Verkehr, Kommunikation	7.6	7.3	6.7	5.5	5.1
Finanz	7.5	12.2	9.7	2.4	4.1
Informatik	2.2	2.9	2.1	0.8	0.7
Ingenieurwesen/Architektur	2.5	2.8	2.2	0.9	1.4
Bildung	6.1	6.7	1.8	0.9	1.3
Gesundheit/Soziales	9.9	9.9	5.6	7.4	10.2
Verwaltung	5.5	5.8	2.3	1.2	1.4
Andere	10.8	14.2	12.2	11.2	9.6
N (=100%)	1 016 314	60 484	46 991	1 949	1 182
	Deutschland	Spanien	Türkei	Andere	Total
Landwirtschaft	0.8	0.4	0.3	1.0	3.7
Gewerbe, Industrie	19.2	18.7	34.5	20.7	16.3
Bau	4.1	7.3	6.3	6.2	7.0
Auto	1.9	3.8	3.9	2.8	2.5
Grosshandel	5.9	7.1	5.7	6.4	5.7
Detailhandel	7.8	9.2	12.2	8.9	8.7
Gastgewerbe	4.0	2.9	4.5	7.8	3.9
Verkehr, Kommunikation	6.9	8.5	8.4	6.4	7.5
Finanz	9.5	11.0	5.2	7.8	7.9
Informatik	4.0	2.2	1.8	2.7	2.2
Ingenieurwesen/Architektur	3.5	2.3	1.4	2.0	2.5
Bildung	5.9	2.7	1.1	4.0	5.9
Gesundheit/Soziales	9.2	7.0	5.1	8.5	9.7
Verwaltung	2.8	2.8	1.2	1.8	5.3
Andere	14.3	14.1	8.5	13.2	11.1
N (=100%)	3 585	8 579	2 780	7 625	1 149 489

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS  
 Exklusive Personen ohne Angabe.  
 Vgl. Grafik 19 im Haupttext.

		Erwerbstätig	In Ausbildung	Erwerbslos	Anderer Status	N (=100%)
<b>Männer</b>						
Sekundarstufe I	Schweizer seit Geburt	76.8	5.4	6.9	10.8	10 579
	2. Generation	78.4	4.6	9.1	8.0	3 246
Sekundarstufe IIa	Schweizer seit Geburt	94.2	2.8	1.9	1.2	81 761
	2. Generation	93.7	2.1	2.9	1.4	13 067
Sekundarstufe IIb	Schweizer seit Geburt	68.4	28.2	2.3	1.0	17 800
	2. Generation	68.9	26.2	3.5	1.4	2 880
Tertiärstufe a	Schweizer seit Geburt	96.4	1.6	1.2	0.9	26 806
	2. Generation	94.5	2.4	1.9	1.2	3 130
Tertiärstufe b	Schweizer seit Geburt	87.6	5.0	4.3	3.0	16 241
	2. Generation	85.9	5.6	5.9	2.6	2 444
<b>Frauen</b>						
Sekundarstufe I	Schweizer seit Geburt	67.3	4.1	5.5	23.1	12 625
	2. Generation	71.0	3.6	8.1	17.4	3 238
Sekundarstufe IIa	Schweizer seit Geburt	83.3	1.7	2.0	13.0	85 492
	2. Generation	86.7	1.4	3.3	8.6	12 186
Sekundarstufe IIb	Schweizer seit Geburt	78.8	13.6	1.9	5.7	23 917
	2. Generation	75.3	18.1	3.0	3.6	3 291
Tertiärstufe a	Schweizer seit Geburt	91.7	1.7	1.8	4.8	13 563
	2. Generation	91.4	2.0	2.8	3.7	1 764
Tertiärstufe b	Schweizer seit Geburt	85.4	4.8	4.8	5.0	12 022
	2. Generation	82.0	5.5	7.6	5.0	1 994

Quelle: Eidgenössische Volkszählung, BFS  
 Exklusive Personen ohne Angabe.  
 Vgl. Grafik 23 im Haupttext.

**Tabelle A18: Zweite Generation nach Altersgruppen, 1970–2000**

		1970	1980	1990	2000
0-4 Jahre	N	102 684	48 191	57 429	81 885
	%	45.2	23.0	23.0	24.2
5-9 Jahre	N	62 948	51 683	42 065	69 665
	%	27.7	24.6	16.8	20.6
10-15 Jahre	N	20 558	46 407	36 702	41 857
	%	9.1	22.1	14.7	12.4
15-19 Jahre	N	6 805	30 852	40 880	27 244
	%	3.0	14.7	16.3	8.1
20-24 Jahre	N	4 042	8 359	33 030	23 768
	%	1.8	4.0	13.2	7.0
25-29 Jahre	N	2 715	3 270	20 106	29 413
	%	1.2	1.6	8.0	8.7
30-34 Jahre	N	2 713	2 189	5 648	26 569
	%	1.2	1.0	2.3	7.9
35-39 Jahre	N	2 883	1 757	2 012	17 371
	%	1.3	0.8	0.8	5.1
40-44 Jahre	N	3 006	1 640	1 274	6 434
	%	1.3	0.8	0.5	1.9
45-49 Jahre	N	2 729	1 793	1 062	3 412
	%	1.2	0.9	0.4	1.0
50 Jahre und mehr	N	16 077	13 671	9 948	10 489
	%	7.1	6.5	4.0	3.1
Total	N (=100%)	227 160	209 812	250 156	338 107

Quelle: Eidgenössische Volkszählungen, BFS

Exklusive Personen mit Schweizer Bürgerrecht und Personen ohne Angabe.

Vgl. Grafik 28 im Haupttext.

		1970	1980	1990	2000
<b>Tabelle A19: Zweite Generation nach Nationalität, 1970–2000</b>					
Italien	N	133 763	124 369	128 593	119 524
	%	58.9	59.3	51.4	35.4
Jugoslawien	N	1 500	7 218	20 699	75 977
	%	0.7	3.4	8.3	22.5
Portugal	N	301	1 274	10 120	28 609
	%	0.1	0.6	4.1	8.5
Deutschland	N	34 123	17 550	11 668	13 707
	%	15.0	8.4	4.7	4.1
Spanien	N	13 224	20 521	26 785	25 308
	%	5.8	9.8	10.7	7.5
Türkei	N	1 246	7 263	18 867	26 269
	%	0.6	3.5	7.5	7.8
Frankreich	N	12 690	9 086	7 795	8 499
	%	5.6	4.3	3.1	2.5
Österreich	N	13 766	7 115	4 844	4 728
	%	6.1	3.4	1.9	1.4
Andere	N	16 547	15 416	20 785	35 486
	%	7.3	7.4	8.3	10.5
Total		227 160	209 812	250 156	338 107

Quelle: Eidgenössische Volkszählungen, BFS

Exklusive Personen mit Schweizer Bürgerrecht und Personen ohne Angabe.

Vgl. Grafik 29 im Haupttext.